MINISTERE AUPRES
DU PREMIER MINISTRE CHARGE
DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DIRECTION DES PARTICIPATIONS
ET DE LA PRIVATISATION

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES SOCIETES DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

RAPPORT AU TITRE DE L'EXERCICE 2015

SOMMAIRE

I. PANORAMA DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ---------- 8

I.1. Sociétés d'Etat ---------- **8**

I.2. Sociétés à Participation Financière Publique ---------- **8**

I.3. Augmentations du Capital social ---------- **8**

I.4. Prises de Participations ---------- **9**

I.5. Privatisations opérées sur la période 2014-2015 ---------- **9**

I.6. Structuration du portefeuille de l'Etat ---------- **9**

I.7. Valorisation du portefeuille de l'Etat ---------- **9**

SURVOL DE 2015 ---------- 10

II. PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE EN 2015 ---------- 11

II.1. Situation du portefeuille de l'Etat ---------- **11**

II.1.a) Situation par secteur d'activités ---------- **11**

II.1.b) Situation par niveau de participation ---------- **12**

II.2. Classement des entreprises publiques ---------- **13**

II.2.a) Les meilleures performances ---------- **13**

II.2.b) Les pertes les plus importantes ---------- **13**

III. CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT ---------- 102

III.1. Recettes fiscales ---------- 102

III.1.a) Situation fiscale en fonction du secteur d'activités ---------- **102**

III.1.b) Situation fiscale en fonction du niveau de participation financière publique ---------- **105**

III.2. Recettes non fiscales ---------- **107**

IV. SOUTIEN APPORTE PAR L'ETAT AUX ENTREPRISES PUBLIQUES ---------- 109

V. ETAT ACTIONNAIRE ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES ---------- 111

V.1 Actions menées pour l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des entreprises ---------- **111**

V.1.a) Réforme du portefeuille bancaire public ivoirien ---------- **111**

V.1.b) Suivi de la politique d'endettement des entreprises publiques ---------- **111**

V.1.c) Renforcement du cadre de travail entre la DPP et les entreprises publiques ---------- **111**

V.1.d) Mise en place du SIGEP ---------- **111**

V.1.e) Elaboration des comptes consolidés par les entreprises publiques ---------- **111**

V.1.f) Organisation de conférences budgétaires internes ---------- **112**

V.1.g) Renforcement du cadre de travail entre la DPP et la Direction du Budget de l'Etat ---------- **112**

V.2 Perspectives pour l'exercice 2016 ---------- **112**

Le présent rapport a pour objet de présenter la situation économique et financière des entreprises du portefeuille de l'Etat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015, conformément aux Lois n°97-519 et 97-520 du 4 septembre 1997 relatives respectivement aux Sociétés d'Etat et Sociétés à Participation Financière Publique.
En effet, ces lois font obligation, notamment en leurs articles respectifs 59 et 27, au Ministère assurant la tutelle financière desdites sociétés, de soumettre la situation des entreprises publiques au contrôle parlementaire.

A ce titre, il est communiqué à l'Assemblée Nationale, en annexe à la Loi des Finances, un rapport sur la situation économique et financière desdites sociétés correspondant à l'exercice comptable n-1.
Ce rapport, qui répond à cette exigence, présente successivement :

- la liste exhaustive de toutes les entreprises publiques visées par les Lois précitées ;
- la situation des résultats par entreprise publique pour l'exercice social antérieur comparée à celle de l'exercice écoulé ;
- les mouvements de privatisation ;
- les variations de capital ;
- les engagements financiers des entreprises publiques vis-à-vis de l'Etat ;
- les subventions et les aides accordées par l'Etat aux entreprises publiques.

L'économie mondiale en 2015 a été marquée par des évolutions fortement différenciées entre les pays avancés (regain d'activité, certes varié selon les pays) et les pays émergents (fléchissement de l'activité économique). Ainsi, le taux de croissance économique s'est affiché à **3,1%** en 2015, contre **3,4%** enregistré en 2014[1], soit la plus mauvaise performance annuelle depuis 2009. En effet, cette progression est liée à l'influence de trois lignes de forces sur l'économie mondiale, à savoir, la transformation économique de la Chine avec un accent sur la consommation et les services, la chute des matières premières et la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis.

Quant à la zone Euro, elle a poursuivi son relèvement économique avec un taux de croissance qui est passé de **0,8%** en 2014 à **1,5%** en 2015. Cette bonne performance est imputable au soutien de la demande intérieure, à une consommation robuste des ménages, à une accélération de l'investissement productif et au dynamisme de l'économie allemande.

Au niveau de l'UEMOA, la croissance de l'économie s'est établie à **6,6%** en 2015, contre **6,4%** en 2014. Cette conjoncture favorable résulte de la hausse des productions agricoles et industrielles ainsi que du dynamisme des BTP, porté par la poursuite des investissements publics et privés dans les Etats membres. De même, cette performance a été soutenue par une faible inflation dans l'Union avec des perspectives d'évolution modérée à moyen terme.

Au plan national, l'environnement économique a été marqué en 2015 par la tenue d'une élection présidentielle apaisée et l'achèvement du Plan National de Développement (PND) pour la période 2012 - 2015. Dans l'ensemble, l'activité économique a bénéficié des différentes réformes entreprises depuis 2011 en vue de la consolidation de la paix et de la stabilité politique, de l'amélioration de la gestion des finances publiques ainsi que de l'amélioration de la gouvernance et de l'environnement des affaires.

Ainsi, l'économie ivoirienne a enregistré de bonnes performances avec un taux de croissance économique estimé à **9,2%** en 2015, contre **8,5%** enregistré en 2014. En effet, l'activité économique a bénéficié au niveau de l'offre, de la consolidation des activités agricoles (agriculture vivrière et d'exportation), énergétiques (production d'électricité), minières (pétrole brut et or), des BTP et des services. Du côté de la demande, la croissance est portée par la consommation (regain de la demande intérieure de biens et services en lien avec la relocalisation de la BAD à Abidjan, le déblocage des salaires des fonctionnaires, l'amélioration continue du revenu des paysans des filières anacarde et café-cacao), la poursuite des investissements publics et privés et la croissance des exportations.

Au niveau du secteur parapublic ivoirien, plusieurs actions ont été menées dans le cadre du suivi des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique. Ce sont, entre autres :

- le lancement du Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques (SIGEP) ;
- le démarrage du processus d'élaboration des comptes consolidés par les entreprises publiques ;
- la mise en place des Comités d'Audit et de Gestion des Risques au sein des Conseils d'Administration des sociétés d'Etat et sociétés à participation financière publique majoritaires.

Par ailleurs, l'Etat a poursuivi la mise en œuvre des mesures relatives à la restructuration du portefeuille des entreprises publiques, notamment, la création d'un pôle bancaire public performant. Dans le cadre de la mise en œuvre desdites mesures, l'Etat a cédé **39%** de ses parts détenues dans le capital de la Société Ivoirienne de Banque (SIB).

En outre, la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) a été mise sous Administration Provisoire, suite à une décision de la Commission Bancaire en sa session du 11 juin 2015.

Pour consolider ces acquis, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat envisage, au titre de l'exercice 2016, de développer les actions ci-dessous :

- la réalisation d'une étude portant analyse stratégique du portefeuille de l'Etat ;
- l'élaboration d'un plan stratégique 2016 - 2020 de la Direction des Participations et de la Privatisation (DPP) ;
- la mise en puissance du Système d'Informations et de Gestion des Entreprises Publiques (SIGEP) ;
- l'opérationnalisation des Comités d'Audit au sein des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique majoritaires ;
- la poursuite du processus d'élaboration des comptes consolidés par les entreprises publiques ayant des filiales ;

[1] WEO du 25 janvier 2016, FMI

- le suivi de la politique d'endettement des entreprises publiques.

Le présent rapport fait ressortir la situation économique et financière, au 31 décembre 2015, des sociétés d'Etat et des sociétés à participation financière publique.

Cependant, contrairement aux rapports des exercices antérieurs, celui-ci présente une particularité au niveau de la structuration du portefeuille de l'Etat. En effet, les secteurs d'activités ont été redéfinis, occasionnant le passage de **neuf (9)** secteurs à **onze (11)** secteurs.

Les onze (11) secteurs sont les suivants : Agro-industrie ; Autres Industries ; Banques & Services financiers ; Construction & Habitat ; Eau & Salubrité ; Energies ; Etudes & Services ; Media & TIC ; Mines ; Tourisme & Hôtellerie et Transport & Infrastructures de Transport.

En conséquence, l'analyse des données financières se fera selon ces nouveaux secteurs d'activités et selon le niveau de participation publique tout en faisant ressortir la **quote-part** de l'Etat dans les différents indicateurs retenus.

I. PANORAMA DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT[2]

Au 31 décembre 2015, le Portefeuille de l'Etat compte soixante-dix-neuf (**79**) sociétés dont vingt-huit (**28**) sociétés d'Etat et cinquante et une (**51**) sociétés à participation financière publique. Ce nombre est inférieur à celui de l'exercice 2014 qui était de quatre-vingt (**80**). Cette évolution est conforme à la stratégie de réduction du Portefeuille de l'Etat, décidée en 2011.

Tableau 1: Evolution du portefeuille de 2010 à 2015

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de SODE*	31	31	31	32	28	28
Nombre de SPFP**	53	52	52	51	52	51
Total	**84**	**83**	**83**	**83**	**80**	**79**

**SODE : société d'Etat*
***SPFP : société à participation financière publique*

Le montant total du capital social cumulé des entreprises publiques (SODE et SPFP) s'élève à **422 049 322 581** FCFA en 2015, contre **425 894 639 081** FCFA en 2014.

Ce montant est en baisse en raison de la sortie de deux sociétés (NEI-CEDA et COTIVO) du portefeuille de l'Etat et de la cession de **39%** des parts détenues par l'Etat dans la Société Ivoirienne de Banque (SIB).

La **quote-part** de l'Etat dans ce capital s'élève à **242 534 520 220** FCFA en 2015, soit un niveau de participation moyen de **57,47%,** contre **57,72%** en 2014.

Cette participation financière publique se répartit comme suit :

- sociétés d'Etat : **154 108 372 581** FCFA ;
- sociétés à participation financière publique majoritaire : **37 012 256 126** FCFA ;
- sociétés à participation financière publique avec minorité de blocage : **27 073 700 000** FCFA ;
- sociétés à participation financière publique minoritaire : **24 340 191 513** FCFA.

La situation financière de quatre (4) sociétés n'a pas été prise en compte dans le présent rapport.

SOCIETES NON PRISES EN COMPTE DANS LE RAPPORT SEF 2015

La non prise en compte des états financiers des quatre (4) sociétés du portefeuille relève de situations diverses qui se résument comme suit :

- deux (2) sociétés en difficulté : SILS TECHNOLOGY (**75%**) et SAS (**35%**) ;
- une (01) société en phase d'exploration : YAOURE MINING (**10%**) ;
- une société en situation de litige opposant les actionnaires SAPHIC et GMG : TRCI (**20%**).

I.1. Sociétés d'Etat

Le capital social des sociétés d'Etat est entièrement détenu par l'Etat ou des personnes morales de droit public, conformément à l'article 2 de la Loi n°97-519 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation des Sociétés d'Etat.

Le nombre de sociétés d'Etat est resté identique à celui de l'exercice 2014, soit vingt-huit (**28**) sociétés.

I.2. Sociétés à Participation Financière Publique

Les Sociétés à Participation Financière Publique (SPFP) sont régies par la Loi n°97-520 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation desdites sociétés. En fonction du niveau de la participation financière publique, l'on distingue :

- les sociétés à participation financière publique majoritaire (*participation supérieure à 50% du capital* social), au nombre de quinze (**15**), contre quatorze (**14**) en 2014 ;
- les sociétés à participation financière publique, avec minorité de blocage (participation comprise entre 33,33% et 50% du capital social) au nombre de huit (**8**), contre dix (**10**) en 2014 ;
- les sociétés à participation financière publique minoritaire (*participation inférieure à 33,33% du capital social),* au nombre de vingt-huit (**28**) comme en 2014.

Ainsi, au 31 décembre 2015, le nombre de sociétés à participation financière publique s'élève à cinquante et une (**51**), contre cinquante-deux (**52**) sociétés enregistrées en 2014 en raison de la prise de participations dans le capital de la société Newcrest Hiré (NHCI) et de la sortie du portefeuille des sociétés NEI-CEDA et COTIVO.

Le graphique 1 ci-dessous, montre la répartition du portefeuille de l'Etat selon le niveau de participation financière publique.

I.3. Augmentations du Capital social

Au cours de l'exercice 2015, la Poste de Côte d'Ivoire (PCI) a décidé de porter son capital social de **600** millions FCFA à

[2]Annexe 1 : Liste exhaustive des sociétés du portefeuille de l'Etat

5,33 milliards FCFA, à travers la capitalisation du fonds de dotation en vue. Le processus d'adoption de cette décision d'augmentation est en cours.

I.4. Prises de Participations

Au cours de l'exercice 2015, une prise de participation financière publique a été enregistrée. Celle-ci a porté sur la société NHCI dans laquelle l'Etat détient désormais **10%** du capital social conformément aux dispositions du Code Minier.

I.5. Privatisations opérées sur la période 2014-2015

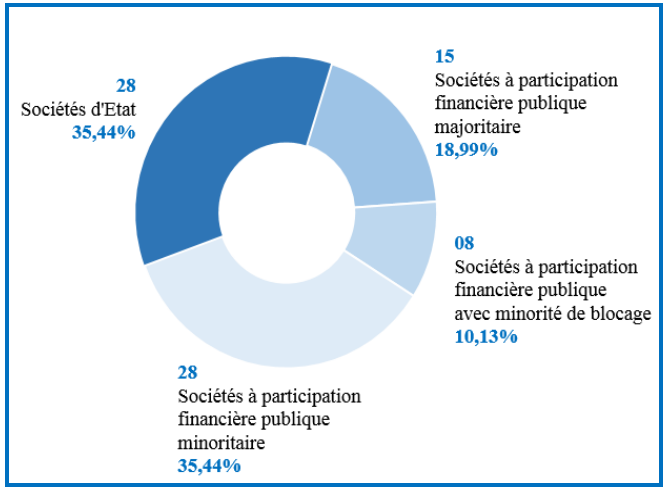
Les travaux de cession des parts de l'Etat dans les quinze (**15**) sociétés identifiées lors du Conseil des Ministres du 2 décembre 2013 se sont poursuivis au cours de l'exercice 2015.

Ainsi, l'Etat a cédé la totalité de ses parts détenues dans le capital de la société NEI-CEDA. En outre, les parts de l'Etat dans le capital social de la SIB sont passées de **49%** en 2014 à **10%** en 2015, suite à la cession de **39%** des parts à l'actionnaire majoritaire Attijariwafa Bank dont (i) **24%** à titre définitif, (ii) **3%** en portage à rétrocéder aux salariés de la SIB et (iii) **12%** en portage à rétrocéder au public à travers la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

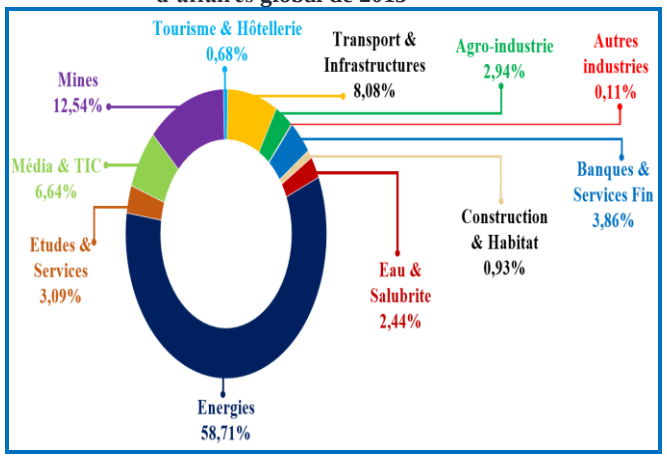
I.6. Structuration du portefeuille de l'Etat

Le portefeuille de l'Etat en 2015 couvre onze (11) secteurs d'activités. La prédominance du secteur **Energies**, avec un chiffre d'affaires de **2 178,74** milliards FCFA (**58,71%**), loin devant le secteur **Mines** avec un chiffre d'affaires de **465,23** milliards FCFA, soit **12,54%** du chiffre d'affaires global du portefeuille de l'Etat (voir graphique 2).

Graphique 1 : Répartition des entreprises selon le niveau de participation de l'Etat



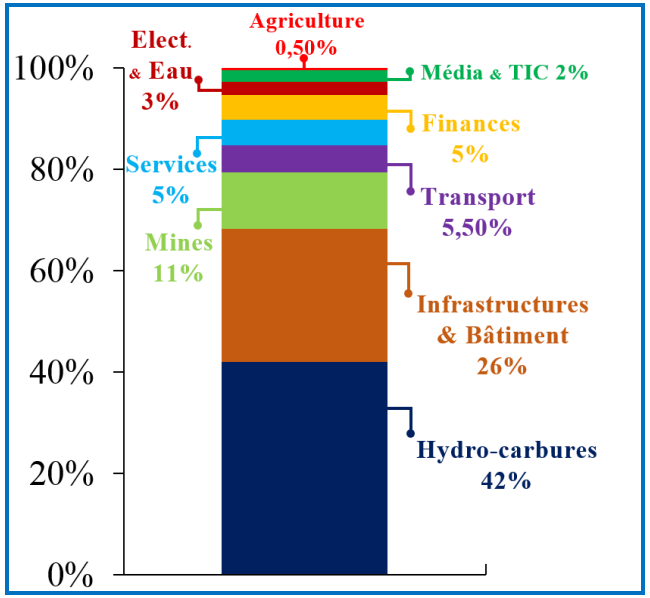
Graphique 2 : Contribution des secteurs d'activités au chiffre d'affaires global de 2015



I.7. Valorisation du portefeuille de l'Etat

La valeur patrimoniale cumulée (valeur part – Etat) des entreprises du portefeuille de l'État s'élève à **800** milliards FCFA au 31 décembre 2014[3]. La branche **hydrocarbures** dont la valeur est estimée à **336** milliards FCFA, soit **42%** de la valeur totale du portefeuille, a une position dominante suivie de la branche **bâtiments et infrastructures**, évaluée à **209** milliards FCFA, soit **26%** de la valeur patrimoniale.

Graphique 3 : Contribution des branches à la valorisation du portefeuille de l'Etat en 2014



[3] Source : Rapport du cabinet BOSTON Consulting Group en 2016.

SURVOL DE 2015

+ de 422 milliards FCFA

de capital social avec 57,47% de participations publiques
(vs 426 milliards FCFA en 2014 soit -0,94%)

1

Entrée au capital

2

Opérations de privatisation achevées

79

Entreprises publiques (SODE et SPFP)

3 711,12 milliards FCFA

de chiffre d'affaires cumulé
(vs 3 799,87 milliards FCFA en 2014 soit -2,34%)

61,16 milliards FCFA

de résultat net cumulé
(vs -23,41 milliards FCFA en 2014)

8,29 milliards FCFA

de dividendes perçus par l'Etat
(vs 16,93 milliards FCFA en 2014 soit -51,03%)

135,99 milliards FCFA

d'impôts dus à l'Etat
(vs 150,85 milliards FCFA en 2014 soit -9,85%)

106,30 milliards FCFA

de subventions octroyées
(vs 81,29 milliards FCFA en 2014 soit 30,77%)

Evolution de la quote-part Etat

au 31 décembre 2014	au 31 décembre 2015
Capital public de **245,84** milliards FCFA	Capital public de **242,53** milliards FCFA
Chiffre d'affaires de **2 193,28** milliards FCFA	Chiffres d'affaires de **2 132,78** milliards FCFA
Excédent brut d'exploitation **209,72** milliards FCFA	Excédent brut d'exploitation de **305,14** milliards FCFA
Résultat net **négatif** de **13,51** milliards FCFA	Résultat net **positif** de **35,15** milliards FCFA

II. PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE EN 2015

II.1. Situation du portefeuille de l'Etat[4]

Le chiffre d'affaires global généré par les sociétés du portefeuille de l'Etat, au titre de l'exercice 2015, s'est établi à **3 711,12** milliards FCFA, contre **3 799,87** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **2,34%** occasionnée par un repli des activités commerciales des entreprises publiques, notamment, celle de la SIR dont le chiffre d'affaires a chuté de **338,72** milliards FCF en 2015. En effet, cette société (qui contribue à hauteur de **30%** du chiffre d'affaires global) a été impactée négativement par le fléchissement du cours du pétrole brut (variation entre **56** et **64** dollars/baril de janvier 2015 à juillet 2015, contre **38** dollars/baril à décembre 2015).

Quant à la quote-part de l'Etat dans ledit chiffre d'affaires (**chiffre d'affaires - part-Etat**), elle est passée de **2 193,28** milliards FCFA en 2014 à **2 132,78** milliards FCFA en 2015, soit une baisse de **2,76%** sur la période.

Au niveau des contributions individuelles, à l'instar de l'exercice précédent, la SIR, la CIE, VIVO ENERGY, PETROCI, et Côte d'Ivoire Telecom ont réalisé les chiffres d'affaires les plus importants au 31 décembre 2015. Ces cinq (**5**) sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de **2 288,18** milliards FCFA, soit **61,66%** du chiffre d'affaires global des sociétés du portefeuille de l'Etat au cours de l'exercice 2015.

[4] Voir annexe 2 pour quelques indicateurs sur les performances globales du portefeuille.

En ce qui concerne le résultat net global des entreprises du portefeuille de l'Etat, il s'est soldé par un bénéfice de **61,16** milliards FCFA au 31 décembre 2015, contre un déficit de **23,41** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **84,57** milliards FCFA.

Quant à la quote-part de l'Etat dans ledit résultat (**résultat net - part - Etat**), elle s'est établie à **35,15** milliards FCFA en 2015, contre **-13,51** milliards FCFA en 2014.

En termes de performance individuelle et indépendamment du niveau de participation de l'Etat, les sociétés AGBAOU GOLD, CIPREL, SIB, NSIA Banque et SMI ont généré les meilleurs résultats nets au 31 décembre 2015. Ces cinq (**5**) sociétés ont généré un résultat net cumulé de **106,83** milliards FCFA, soit **52,49%** du résultat net réalisé par les sociétés bénéficiaires du portefeuille en 2015.

II.1.a) Situation par secteur d'activités

Ce résultat varie selon le secteur d'activité et se présente comme suit :

- **Secteur Mines** : **62,90** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **49,76** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **13,14** milliards FCFA favorisée par l'effet combiné de l'augmentation de **28,01** milliards FCFA du résultat net des sociétés AGBAOU GOLD et TONGON SA et de la baisse de **16,96** milliards FCFA du résultat net de la société LGL en 2015 ;
- **Secteur Transports et Infrastructures** : **7,67** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **-965,56** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **8,64** milliards FCFA due à la réduction du déficit de la compagnie Air Côte d'Ivoire de **4,98** milliards FCFA en 2015 grâce à un effet volume passagers favorable et une économie de **10,18** milliards FCFA sur les frais variables Programme ;
- **Secteur Banque et Services Financiers** : **19,13** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **-19,16** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **38,28** milliards FCFA favorisée, principalement, par la SIB, la BNI et la NSIA banque dont les résultats nets ont augmenté de **14,36** milliards FCFA ;
- **Secteur Etudes et Services** : **15,89** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **12,04** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **3,85** milliards FCFA impulsée par le BNETD et la WFCI dont les résultats nets ont progressé de **3,36** milliards FCFA en 2015 ;
- **Secteur Tourisme et Hôtellerie** : **4,59** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **1,49** milliard FCFA en 2014, soit une hausse de **3,10** milliards FCFA due essentiellement à la performance enregistrée par la SPDC (**+3,05** milliards FCFA) ;
- **Secteur Eau et Salubrité** : **3,20** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre

2,10 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **1,10** milliard FCFA favorisée par la SODECI dont le résultat net s'est établi à **3,29** milliards FCFA en 2015 ;

- **Secteur Media et TIC** : **3,17** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **-2,34** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **5,51** milliards FCFA favorisée par la réduction du déficit de la Poste de Côte d'Ivoire de **10** milliards FCFA en 2015 ;
- **Secteur Autres Industries** : **48,26** millions FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **970,24** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **921,98** millions FCFA occasionnée par la réduction de **854,90** millions FCFA du résultat net enregistré par CI-Engineering (**-841,11** millions FCFA en 2015, contre **+13,79** millions FCFA en 2014) ;
- **Secteur Construction et Habitat** : **2,94** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **3,02** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **80** millions FCFA, occasionnée par la réduction de **193,08** millions FCFA du résultat net enregistré par la SONITRA (**-469,63** millions FCFA en 2015, contre **-276,55** millions FCFA en 2014) ;
- **Secteur Energies** : **-55,78** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **-74,80** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **19,01** milliards FCFA due à la réduction du déficit de la SIR de **66** milliards FCFA en 2015 sous l'effet de l'embellie des marges brutes de raffinage ;
- **Secteur Agro-industrie** : **-2,59** milliards FCFA de résultat net cumulé généré en 2015, contre **4,47** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **7,06** milliards FCFA imputable à la CIDT et l'ANADER dont les résultats nets ont enregistré une baisse globale de **7,98** milliards FCFA.

En résumé, les entreprises du portefeuille de l'Etat ont bénéficié de l'effet conjugué de la performance des secteurs « Mines » (**62,90** milliards FCFA en 2015, contre **49,76** milliards FCFA en 2014) et « Transports & Infrastructures de Transports » (**7,67** milliards FCFA en 2015, contre **-965,56** millions FCFA en 2014) et de la réduction significative du déficit du secteur « Energies» (**-55,78** milliards FCFA en 2015, contre **-74,80** milliards FCFA en 2014).

La performance du secteur « Transport & Infrastructures de Transports » est étroitement liée à celles de la société AERIA et de la compagnie Air Côte d'Ivoire.

En effet, la société AERIA a enregistré une hausse de **2,31** milliards FCFA de son résultat net grâce aux redevances aéronautiques (**+15%**) suite à la forte croissance du trafic (**+21%**).

Quant à la compagnie Air Côte d'Ivoire, elle a enregistré un déficit net de **8,83** milliards FCFA en 2015, contre un déficit net de **13,81** milliards FCFA en 2014, soit une réduction de **4,98** milliards FCFA due à :

- une hausse de **25,91** milliards FCFA de son chiffre d'affaires grâce à un effet volume passagers favorable renforcé par un effet prix moyen et mix de routes de **5,34** milliards FCFA ;
- une économie de **10,18** milliards FCFA réalisée sur les frais variable Programme (carburant avion, handling…).

En ce qui concerne le secteur « Mines », son résultat net a été impacté positivement par celui de la société AGBAOU (**48,19** milliards FCFA en 2015, contre **24,88** milliards FCFA en 2014). Cette société a enregistré une hausse de **23,30** milliards FCFA de son résultat net suite à la progression de **22%** des quantités d'or vendues, à la réduction des coûts opérationnels et à un coût de revient ''AISC'' favorable (**329,41** FCFA/oz) en 2015.

Enfin, la réduction du déficit du secteur « Energies » s'explique, essentiellement, par celle de la SIR. En effet, le déficit net de cette société s'est réduit de **65,33** milliards FCFA en passant de **-110,61** milliards FCFA en 2014 à **-44,90** milliards FCFA en 2015, grâce à :

- ses bonnes performances techniques (taux d'utilisation de la raffinerie de **82,6%**) ;
- l'embellie des marges brutes de raffinage (**107,2** milliards FCFA en 2015, contre **29** milliards FCFA en 2014) qui a favorisé un résultat d'exploitation **positif** de **36,10** milliards FCFA en 2015, contre un **déficit** d'exploitation de **40,53** milliards FCFA en 2014.

II.1.b) Situation par niveau de participation

De 2014 à 2015, les résultats nets cumulés, par niveau de participation de l'Etat, ont évolué de la manière suivante :

- **Société d'Etat :** d'un déficit de **28,45** milliards FCFA en 2014 à un déficit de **39,61** milliards FCFA en 2015 ;

- **Société à Participation Financière Publique Majoritaire :** d'un déficit de **14,24** milliards FCFA en 2014 à un déficit de **14,28** milliards FCFA en 2015 ;
- **Société à Participation Financière Publique avec Minorité de Blocage :** d'un déficit de **90,33** milliards FCFA en 2014 à un déficit de **26,20** milliards FCFA en 2015 ;
- **Société à Participation Financière Publique Minoritaire :** d'un bénéfice de **109,61** milliards FCFA en 2014 à un bénéfice de **141,24** milliards FCFA en 2015.

Types de sociétés	Capital (millions)	Parts Etat	RN 2014 (millions)	RN 2015 (millions)
Sociétés d'Etat	*154 108*	*100%*	*-28 450*	*-39 609*
SPFP majoritaire	*53 011*	*69,82%*	*-14 238*	*-14 280*
SPFP minorité de blocage	*57 700*	*46,92%*	*-90 330*	*-26 196*
SPFP minoritaire	*157 230*	*15,49%*	*109 611*	*141 245*
TOTAL	***422 049***	***242 553***	***-23 407***	***61 161***

II.2. Classement des entreprises publiques

II.2.a) Les meilleures performances

Au 31 décembre 2015, les meilleures performances en termes de résultat net ont été réalisées par les entreprises des secteurs «Mines» et «Banques & Services Financiers».

°	Sociétés	Part Etat	Secteur	RN 2014 (millions)	R 2015 (millions)
1	*AGBAOU GOLD O*	*10%*	*Mines*	*24 884*	*48 189*
2	*CIPREL*	*14,70%*	*Energies*	*14 890*	*16 539*
3	*SIB*	*10%*	*Banques et Services financiers*	*8 452*	*14 812*
4	*NSIA-BANQUE*	*10%*	*Banques et Services financiers*	*11 224*	*14 296*
5	*SMI*	*40%*	*Mines*	*10 066*	*12 993*
6	*TONGON SA*	*10%*	*Mines*	*7 873*	*12 583*
7	*WFCI*	*8%*	*Etudes et Services*	*10 649*	*12 450*
8	*PAA*	*100%*	*Transport*	*10 649*	*11 473*
9	*CIE*	*15%*	*Energies*	*8 277*	*8 220*
10	*CIT*	*48,47%*	*Médias et TIC*	*10 877*	*6 887*

L'examen du tableau ci-dessus, révèle qu'en 2015, les dix (**10**) meilleures performances, en termes de résultats nets, se répartissent comme suit : sept (**7**) sociétés à participation financière publique minoritaire, deux (**2**) sociétés à participation financière publique avec minorité de blocage et une (**1**) société d'Etat.

Ces sociétés, à l'exception de deux (CIE et CIT), sont en progression par rapport à l'exercice 2014.

Au niveau des performances individuelles et indépendamment du niveau de participation de l'Etat, les sociétés AGBAOU (**48,19** milliards FCFA), CIPREL (**16,54** milliards FCFA), SIB (**14,81** milliards FCFA), NSIA Banque (**14,30** milliards FCFA) et SMI (**12,99** milliards FCFA) ont généré les meilleurs résultats nets au 31 décembre 2015, avec une contribution cumulée de plus de **52,49%** à la formation du résultat généré par les sociétés bénéficiaires du portefeuille.

II.2.b) Les pertes les plus importantes

Le tableau ci-dessous donne le classement des dix (10) entreprises les moins performantes du portefeuille de l'Etat en 2015.

N°	Sociétés	Part Etat	Secteur	RN 2014 (millions)	RN 2015 (millions)
1	*SIR*	*47,28%*	*Energies*	*-110 229*	*-44 899*
2	*PETROCI HOLDING*	*100%*	*Energies*	*8 528*	*-39 465*
3	*CNCE*	*100%*	*Banques et Services financiers*	*-35 188*	*-17 558*
4	*LGL*	*10%*	*Mines*	*7 854*	*-9 106*
5	*AIR CÔTE D'IVOIRE*	*65%*	*Transport*	*-13 813*	*-8 829*
6	*CIDT*	*99,99%*	*Agro-industrie*	*1 294*	*-5 337*
7	*CML*	*61%*	*Mines*	*-922*	*-2 762*
8	*ANADER*	*35%*	*Agro-industrie*	*282*	*-2 636*
9	*SODEMI*	*100%*	*Mines*	*384*	*-2 000*
10	*SNPECI*	*100%*	*Médias et TIC*	*-111*	*-1 816*

En termes de niveau de participation, la répartition des dix (**10**) entreprises les moins performantes du portefeuille de l'Etat en 2015 est la suivante : quatre (**04**) sociétés d'Etat, trois (**03**) sociétés à participation financière publique majoritaire, deux (**02**) sociétés à participation financière publique avec minorité de blocage et une (**01**) société à participation financière publique minoritaire.

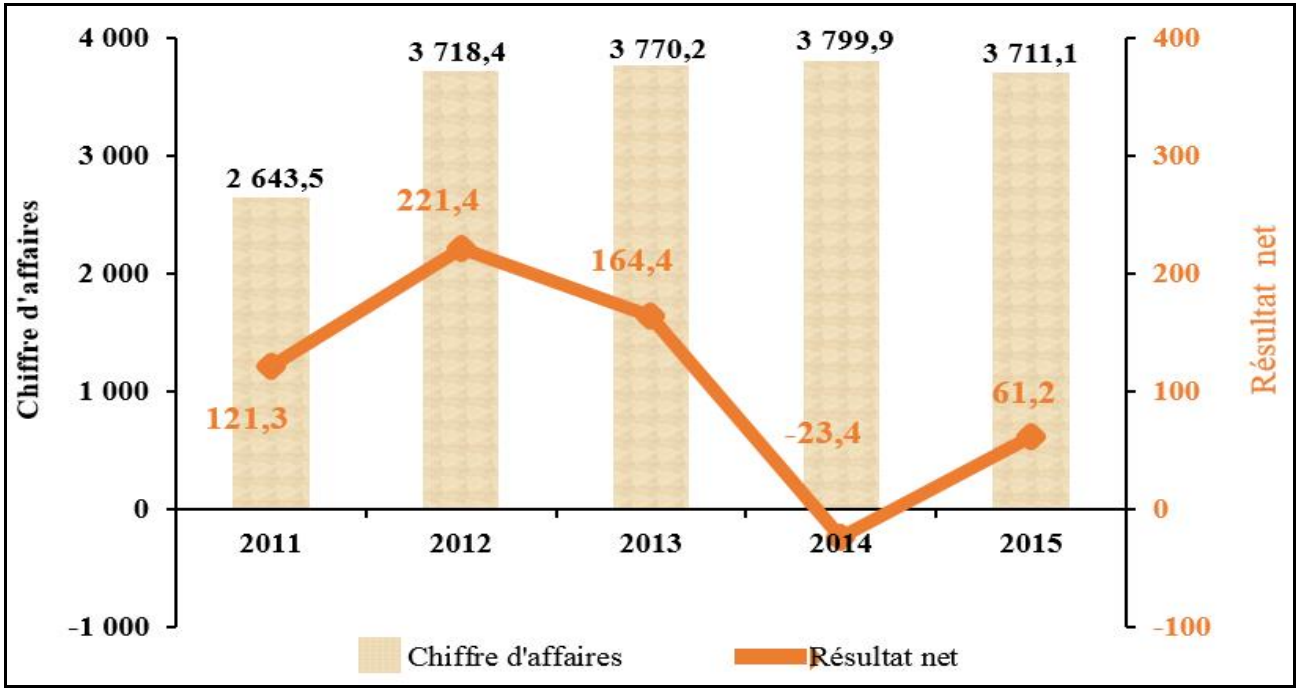
La SIR, la PETROCI, la CNCE, la LGL et la compagnie Air Côte d'Ivoire ont enregistré les plus importantes pertes avec, respectivement, des résultats nets négatifs de **44,90** milliards FCFA, **39,46** milliards FCFA, **17,56** milliards FCFA, **9,11** milliards FCFA et **8,83** milliards FCFA.

Avec une perte cumulée de **119,86** milliards FCFA, soit une contribution de **84,20%** aux résultats des sociétés déficitaires, ces cinq (**05**) sociétés ont réalisé la quasi-totalité des pertes enregistrées sur l'ensemble du portefeuille de l'Etat au cours de l'exercice 2015.

Deux d'entre elles à savoir, la PETROCI et la LGL ont enregistré des contre-performances, tandis que la SIR, la CNCE et la compagnie Air Côte d'Ivoire ont enregistré une réduction de leurs déficits en 2015 comparativement à 2014.

Le graphique 4 résume l'évolution des performances du portefeuille de l'Etat.

Graphique 4 : Evolution de la performance globale du portefeuille de l'Etat (en milliards FCFA)



SECTEUR AGRO-INDUSTRIE

« Contre-performance des entreprises du secteur due au fléchissement des cours des produits d'exportation »

Le secteur agro-industriel a été marqué, en 2015, par une évolution favorable des filières agricoles d'exportation. En effet, il a été enregistré une bonne tenue des productions de cacao fèves, de café, de coton, d'anacarde etc, du fait de la bonne pluviosité, du meilleur encadrement des paysans, de l'entrée en production de nouvelles exploitations et de nouvelles variétés de semences à haut rendement, de l'accroissement des surfaces cultivées et de l'amélioration de la demande des pays importateurs.

Toutefois, les cours des produits d'exportation ont connu une baisse (coton, sucre…). Au niveau de l'huile de palme, le cours mondial est en régression depuis 2011 passant de **1.121 $** à **625$** en 2015, soit une baisse de **45%** due à l'augmentation de l'offre en Asie (4% l'an), à la baisse du prix du baril de pétrole et à la bonne production de l'huile de soja aux Etats Unis.

Ainsi, les entreprises du portefeuille de l'Etat opérant dans ce secteur ont enregistré des contre-performances.

En effet, au niveau de la filière coton, la CIDT a affiché un repli de son chiffre d'affaires de **0,24%** en raison de la faible qualité de la fibre et de la baisse des prix.

Au niveau de la filière sucre, malgré la hausse du prix moyen de 14 FCFA/Kg au plan national, les entreprises publiques ont enregistré une chute de **11,22%** de leur chiffre d'affaires global. Celui-ci est passé de **63,64** milliards FCFA en 2014 à **56,49** milliards FCFA en 2015 en raison de la baisse des quantités produites.

De même, le chiffre d'affaire du CNRA a régressé de **488,94** millions FCFA.

En définitive, le chiffre d'affaires global de ce secteur a régressé de **27,58%** pour se situer à **108,95** milliards FCFA en 2015, contre **150,44** milliards FCFA en 2014.

De même, le résultat net global du secteur a connu une baisse en passant d'un bénéfice de **4,47** milliards FCFA en 2014 à un déficit de **2,59** milliards FCFA en 2015. Ce niveau de résultat est dû au déficit de **7,11** milliards FCFA enregistré par les sociétés CIDT et SN SOSUCO.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 29 septembre1993

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres 2015 :-164,5 millions FCFA

Part de l'Etat : 35%

Chiffre d'Affaires 2015 : 6,37 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -2,64 milliards FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 7,3 milliards FCFA

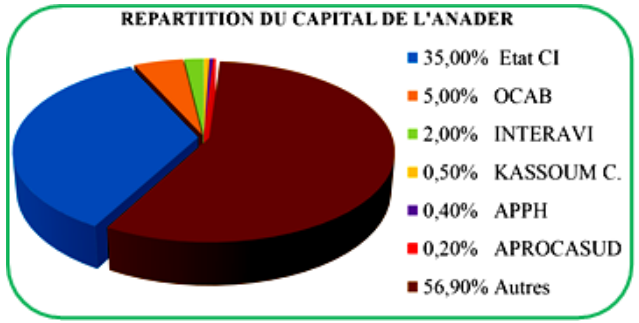
Subvention d'investissement 2015 : 206,59 millions FCFA

PCA : KOUAME Brou

Directeur Général : SIDIKI Cissé

Adm. Min Agriculture : CONDE née TOURE Djénébou

Adm. Min Economie & Finances : BAMBA N'Galadjo



L'ANADER est une société anonyme dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des Organisations Professionnelles Agricoles. A cet effet, elle conçoit et met en œuvre des outils appropriés et des programmes adaptés pour assurer un développement durable et maîtrisé.

En 2015, le climat de paix et de relance économique qui a prévalu durant la campagne agricole, a permis à la société de mener à bien ses activités. Celles-ci ont concerné, entre autres, l'appui à la mise en œuvre de programmes (caféiculture et cacaoculture), l'amélioration de la qualité et de la productivité de l'anacarde et le développement de la riziculture.

Ainsi, le chiffre d'affaires de l'ANADER a connu une hausse de **16,03%** en passant de **5,49** milliards FCFA en 2014 à **6,37** milliards FCFA en 2015.

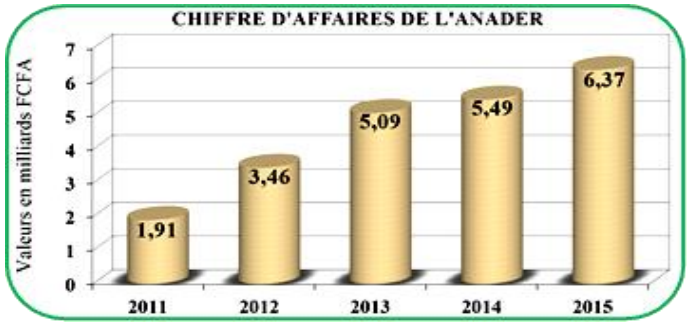
Par ailleurs, compte tenu de sa mission de service public, l'ANADER a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **7,30** milliards FCFA en 2015, contre **9,40** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **22,34%**.

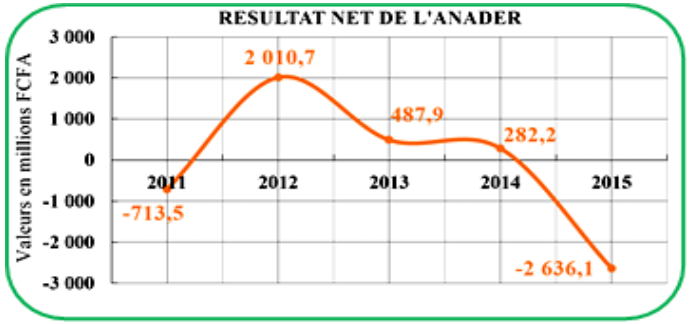
Toutefois, en raison de la hausse des charges d'exploitation, notamment, les autres charges (**+577** millions FCFA) et les charges du personnel (**+1,4** milliard FCFA), le résultat d'exploitation de la société s'est soldé par un déficit de **2,57** milliards FCFA en 2015, contre un résultat positif de **122,66** millions FCFA enregistré en 2014.

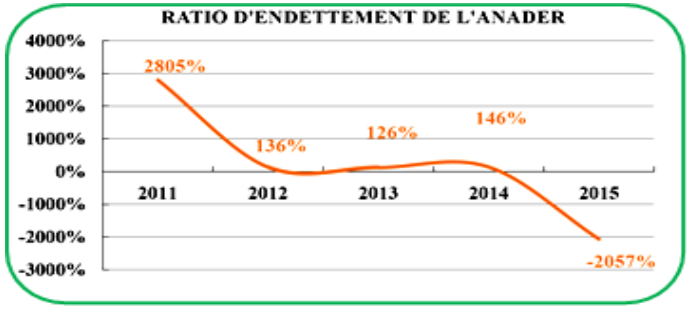
Le résultat net qui en découle est passé d'un bénéfice de **282,17** millions FCFA en 2014 à un déficit **2,64** milliards FCFA en 2015.

En ce qui concerne les impôts dus, au titre de l'exercice 2015, ils se sont élevés à **724,25** millions FCFA (dont **625,97** millions FCFA d'impôts et taxes et **98,28** millions FCFA d'impôts BIC), contre **232,04** millions FCFA en 2014.

Enfin, en raison du déficit enregistré, les capitaux propres de l'ANADER se sont dégradés en atteignant un niveau négatif de **164,48** millions FCFA au 31 décembre 2015. En outre, la société cumule un niveau important de dettes à court terme, évaluées à **9,71** milliards FCFA en 2015 dont plus de **60%** de dettes sociales.







Faits marquants de l'ANADER 2015

- reprise et libération totale par l'actionnaire ATLANTIQUE ASSURANCES des actions non libérées initialement jusqu'en 2015 ;
- redressement fiscal de l'ANADER pour les dettes fiscales de la période 2012 à avril 2015 ;
- adoption d'une nouvelle grille salariale prenant en compte le plan de carrière des agents ;
- mise en œuvre d'une stratégie conjointe CNRA/ANADER pour la production des semences ;
- appropriation du modèle de développement Coréen pour booster le développement rural en Côte d'Ivoire.

Compagnie Ivoirienne pour de le Développement du Textile

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 20 juin 1974

Capital social : 7,2 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 2,33 milliards FCFA

Part de l'Etat : 99.99%

Chiffre d'Affaires 2015 : 16,89 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -5,34 milliards FCFA

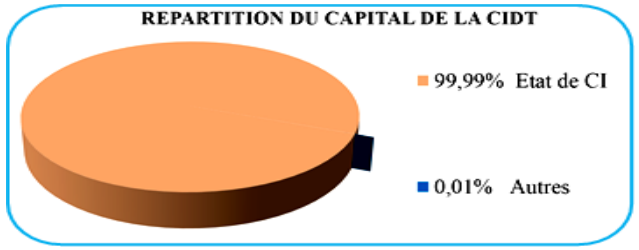
Subventions 2015 : 3,93 milliards FCFA

PCA : FANNY Ibrahima

Directeur Général : COULIBALY Mamadou

Adm. Min Agriculture : GNAMBA-YAO Guillaume

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KOUA Assemien Paul



La Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles (CIDT) est une société agro-industrielle exerçant dans la filière coton en Côte d'Ivoire. Cette société est chargée de l'égrenage du coton graine et de la commercialisation de la fibre et de la graine de coton. Elle a, également, pour mission d'encadrer les exploitants agricoles.

La campagne agricole 2015/2016 a démarré dans un contexte marqué, principalement, par la forte sécheresse prolongée sur l'ensemble des zones et secteurs pendant la période de semis.

La production totale de coton graine s'est, donc, établie à **31 027** tonnes en 2015, contre **34 896** tonnes en 2014. Au niveau de la quantité de fibres obtenue, elle s'est fixée à **14 789** tonnes, contre **14 934** tonnes en 2014. Quant au prix moyen de vente de la fibre, il est passé de **856** FCFA/kg en 2014 à **742** FCFA/kg en 2015.

En raison de la réduction des quantités de produits commercialisées, de la faible qualité de la fibre et de la baisse des prix, le chiffre d'affaires de la CIDT a affiché un montant de **16,89** milliards FCFA en 2015, contre **16,93** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **0,24%**.

En outre, la hausse des charges liées aux transports (**+407,46** millions FCFA), aux services extérieurs (**+115,38** millions FCFA) et aux personnels (**+102,66** millions FCFA) a accentué le déficit d'exploitation de la société qui est passé de -**2,73** milliards FCFA en 2014 à **-4,96** milliards FCFA en 2015.

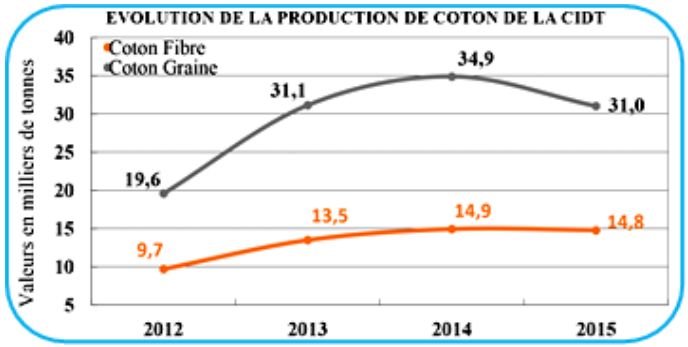
En conséquence, la société a enregistré un résultat net déficitaire de **5,34** milliards FCFA en 2015, contre un résultat bénéficiaire de **1,29** milliard FCFA en 2014 obtenu grâce à la reconnaissance des créances de la CIDT par l'Etat d'un montant de **8,83** milliards FCFA assortie d'une clause d'abandon de **50%** desdites créances.

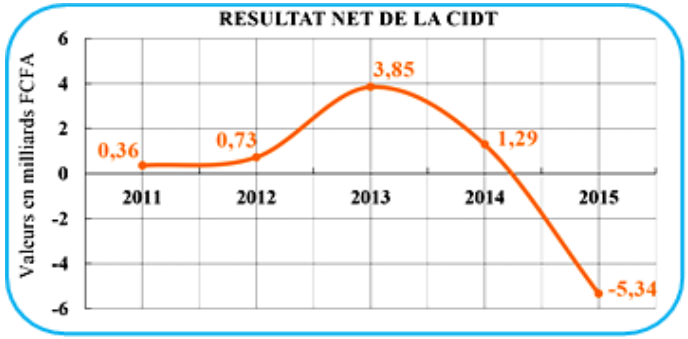
Le résultat net déficitaire a réduit de moitié les capitaux propres qui sont passés de **4,98** milliards FCFA en 2014 à **2,33** milliards FCFA en 2015.

Quant à la politique d'endettement de la CIDT, son analyse révèle un ratio d'endettement[5] fixé à **350,80%** en 2015 en raison de l'emprunt contracté auprès d'AFREXIMBANK pour le financement des intrants de la campagne 2014/2015.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la CIDT, ils se sont élevés à **377,82** millions FCFA en 2015, contre **414,96** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **8,95%**.

[5] Ce ratio apprécie la capacité d'endettement de l'entreprise et permet de vérifier que ses dettes ne sont pas trop importantes par rapport au montant des capitaux propres. La norme requise est comprise entre 30% et 65%.





Faits marquants de la CIDT 2015

- poursuite de la mise en œuvre des dispositions de la réforme de la filière devant à terme aboutir au zonage ;
- insuffisance de trésorerie pour financer l'achat d'intrants agricoles et industriels, le renouvellement et la mise à niveau de l'outil industriel ;
- efforts pour l'évacuation aux dates indiquées de la production des usines jusqu'au port d'Abidjan grâce au crédit d'AFREXIMBANK.

CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 14 avril 1998

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 7,24 milliards FCFA

Part de l'Etat : 40%

Chiffre d'Affaires 2015 : 7,95 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 1,27 milliard FCFA

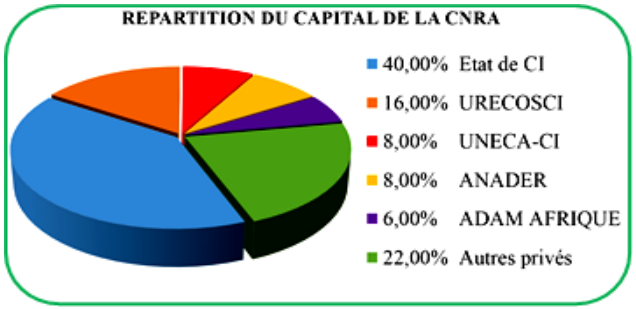
Subventions d'exploitation 2015 : 1,66 milliard FCFA

PCA : COULIBALY Nandoh

Directeur Général : WONGBE Yté

Adm. Min Ensg Sup & Rche Sc : KATI-COULIBALY Séraphin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KONET Hussein M.



Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) a été créé en 1998 suite à la dissolution de l'Institut des Forêts (IDEFOR), de l'Institut des Savanes (IDESSA) et du Centre Ivoirien de recherche Technologique (CIRT).

Le CNRA a pour objet, l'accroissement durable de la production et de la productivité dans les domaines agricoles et agro-industriels par des recherches sur les productions végétales, animales, forestières et par l'adaptation des innovations technologiques en milieu rural.

Le chiffre d'affaires du CNRA, essentiellement constitué de ventes des produits issus de ses recherches, s'est établi à **7,95** milliards FCFA en 2015, contre **8,44** milliards FCFA en 2014, soit un repli **5,81%**.

Toutefois, la hausse des autres produits (**+1,09** milliard FCFA) associée à celle des transferts de charges (**+972** millions FCFA) ont amélioré le resultat d'exploitation qui est passé de **301,16** millions FCFA en 2014 à **1,30** milliard FCFA en 2015.

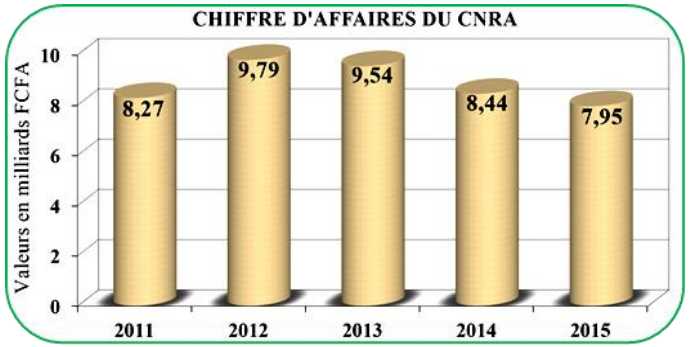
Par ailleurs, en raison des frais financiers évalués à **144,86** millions FCFA en 2015, le résultat financier est ressorti déficitaire de **144,67** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **162,86** millions FCFA en 2014.

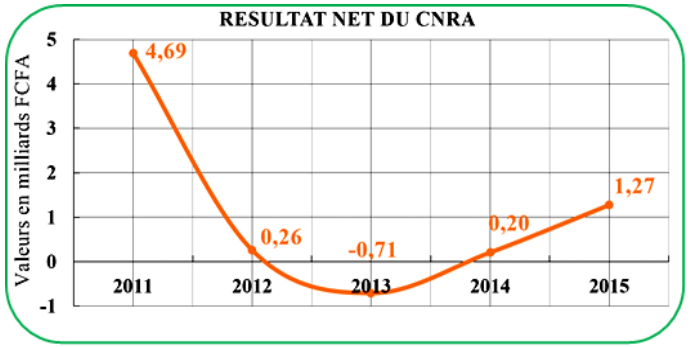
En definitive, le résultat net du CNRA s'est soldé par un bénéfice de **1,27** milliard FCFA en 2015, contre un bénéfice de **204,39** millions FCFA enrégistré en 2014, soit un bond de **522,55%**.

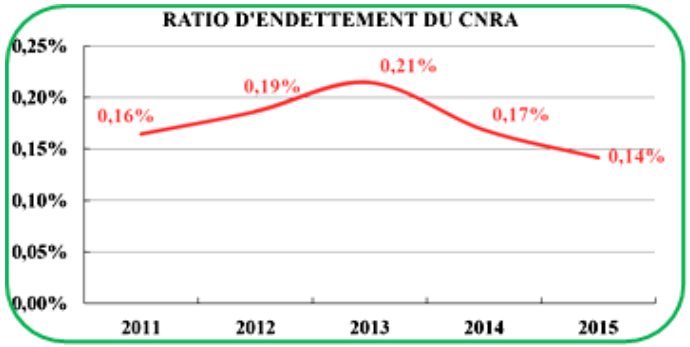
Ce niveau de résultat a favorisé une hausse de **19,08%** des fonds propres de la société qui se sont fixés à **7,24** milliards FCFA au 31 décembre 2015, contre **6,08** milliards FCFA en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils se sont élevés à **254,06** millions FCFA en 2015, contre **183,75** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **38,26%**.

Enfin, l'analyse de la structure de financement du CNRA révèle l'inexistence de dettes financières avec un ratio d'endettement qui s'est fixé à **0,14%** en 2015, contre **0,17%** en 2014.







Faits marquants de la CNRA 2015

- baisse du chiffre d'affaires ;
- résultat net bénéficiaire d'un (1) milliard FCFA en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 10 avril 1996

Capital social : 5,72 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : -1,61 milliard FCFA

Part de l'Etat : 30%

Chiffre d'Affaires 2015 : 15,83 milliards FCFA

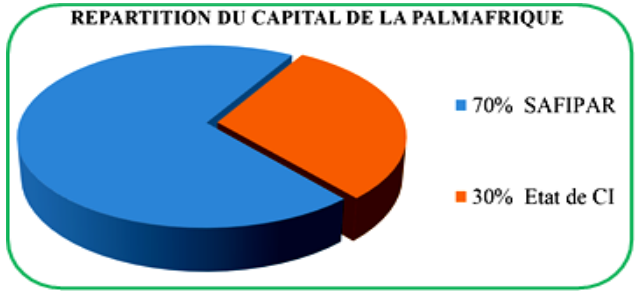
Résultat Net 2015 : 59,13 millions FCFA

PCA : KOFFI koffi

Directeur Général : DAVAILLE Thierry

Adm. Min Agriculture : KOUASSI Kouamé Bernard

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DIARA Mariam



La société d'acquisition PALMAFRIQUE a été créée en 1996 suite à la cession des actifs de l'ex PALMINDUSTRIE à la Société Africaine de Financement et de Participation (SAFIPAR). Le capital actuel qui s'élève à un montant de 5,72 milliards FCFA est détenu à hauteur de **30%** par l'Etat de Côte d'Ivoire et **70%** par le groupe SAFIPAR.

La société a pour principales activités, la création et l'exploitation de plantations de palmiers à huile ainsi que le traitement et la commercialisation du produit de cette culture.

Au cours de l'exercice 2015, la production d'huile de palme des principaux acteurs du secteur a connu une progression de **7%** pour s'établir à **452 771** tonnes. Quant à la production de la société PALMAFRIQUE, elle s'est accrue de **14%** passant de **34 534** tonnes en 2014 à **39 371** tonnes en 2015. Cette évolution positive est due à la hausse de la production de régimes traités (**+3%** de tonnage de régimes PI et **+12%** de tonnage PV) et à l'amélioration du taux d'extraction de l'huile de palme qui est passé de **22,85%** en 2014 à **24,42%** en 2015.

De même, la quantité d'huile de palme vendue a augmenté de **4 838** tonnes. Toutefois, le prix moyen de vente a enregistré une baisse en passant de **427,13** FCFA/kg en 2014 à **378,46** FCFA/Kg en 2015.

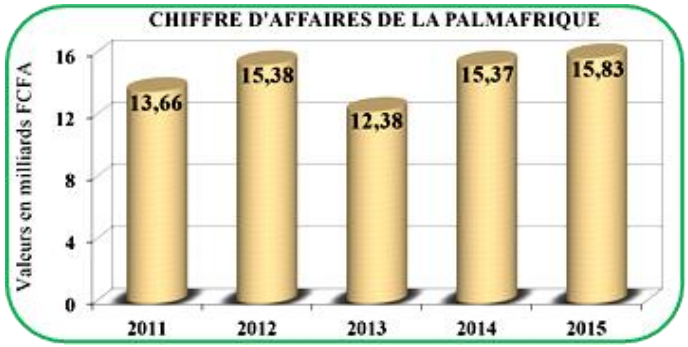
Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **15,83** milliards FCFA en 2015, contre **15,37** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **2,99%**.

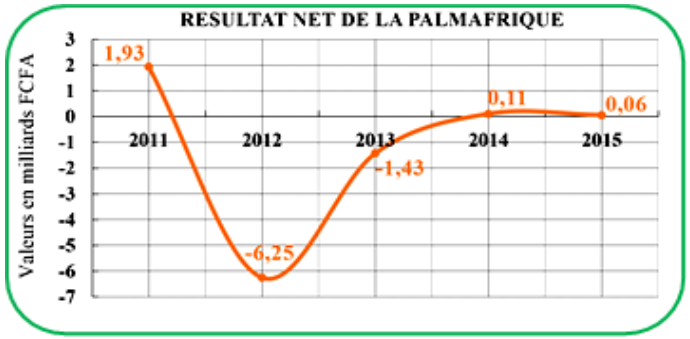
Par ailleurs, en raison d'une hausse des charges d'exploitation, notamment, les dotations aux amortissements (**+285,50** millions FCFA) et les charges du personnel (**+432,55** millions FCFA), le résultat d'exploitation de la société, bien que bénéficiaire, est passé de **265,49** millions FCFA enregistré en 2014 à **105,17** millions FCFA en 2015, soit une baisse **60,39%**.

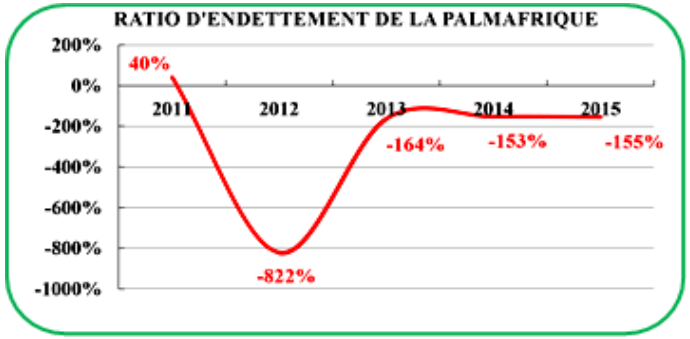
Le résultat net qui en découle s'est soldé par un bénéfice de **59,13** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **109,61** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **46,05%**.

Au regard du niveau important des déficits enregistrés au cours des exercices antérieurs, les capitaux propres de PALMAFRIQUE demeurent négatifs et se fixent à **-1,61** milliard FCFA au 31 décembre 2015.

En ce qui concerne les impôts dus par la société, au titre de l'exercice 2015, ils se sont élevés à **329,95** millions FCFA (**294,95** millions FCFA d'impôts et taxes et **35** millions FCFA d'impôts BIC), contre **796,52** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **58,58%.**







Faits marquants de la PALMAFRIQUE 2015

- Poursuite de la mise en œuvre du plan Performance PALMAFRIQUE 2016 ;
- Conditions difficiles pour la création des nouvelles plantations (PI) liées au problème de terres, à la rareté de la main d'œuvre…) ;
- Poursuite du rajeunissement du verger ;
- Concurrence sur l'achat de régimes PV féroce et coûteuse ;
- Maîtrise accrue des rendements et des productions en plantations et à l'usine.

SIVAC
Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 07 juin 1990

Capital social : 38 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 166,4 millions FCFA

Part de l'Etat : 31,58%

Chiffre d'affaires 2015 : 131,4 millions FCFA

Résultat net 2015 : 4,38 millions FCFA

Subvention d'exploitation 2015 : 231,93 millions FCFA

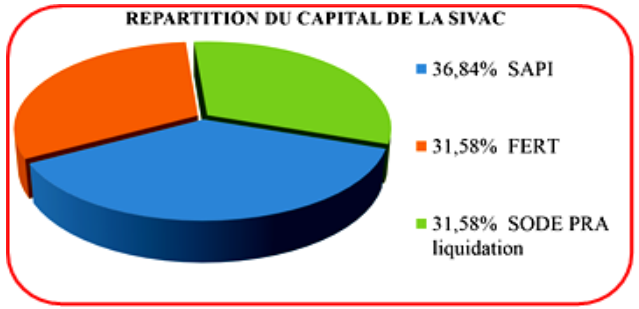
Subvention d'investissement 2015 : 110 millions FCFA

PCA : BOSSE Boazou

Directeur Général : HAUSSAIN Noël Boka

Adm. Min Rssce Animale & Halieutique : BOSSE Boazou

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : ASSUI Konan Anderson



La Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour mission la gestion de l'Abattoir de porc de Yopougon ainsi que le développement et la modernisation de la filière porcine en Côte d'Ivoire.

Au cours de l'exercice 2015, la SIVAC a poursuivi ses échanges avec la COOPERL Arc Atlantique en vue de promouvoir les investissements dans le secteur porcin. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la production, de la transformation et de la distribution des produits.

Toutefois, la société a enregistré une baisse de **1,28%** de l'activité d'abattage avec **27 987** animaux abattus, contre **28 350** en 2014. Ainsi, le chiffre d'affaires de la SIVAC s'est établi à **131,41** millions FCFA en 2015, contre **131,19** millions FCFA enregistré en 2014, soit une légère hausse de **0,17%**.

En outre, du fait d'une augmentation des services extérieurs (**+34,13** millions FCFA) et des charges de personnel (**+5,99** millions FCFA), le résultat d'exploitation est ressorti déficitaire de **48,68** millions FCFA en 2015, contre un résultat positif de **15,63** millions FCFA en 2014.

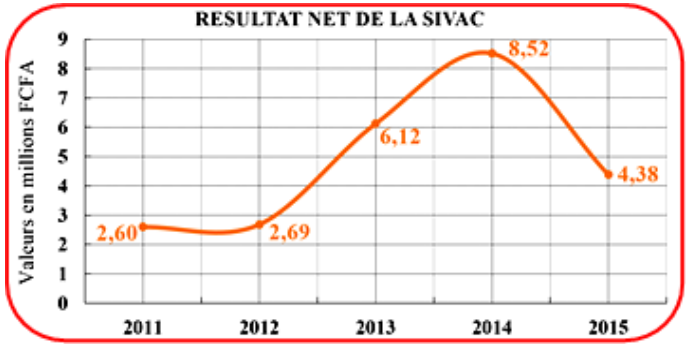
Par ailleurs, la subvention accordée par l'Etat pour couvrir le déficit de tarifs pratiqués, s'est élevée à un montant de **231,93** millions FCFA en 2015, contre **294,60** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **21,27**%.

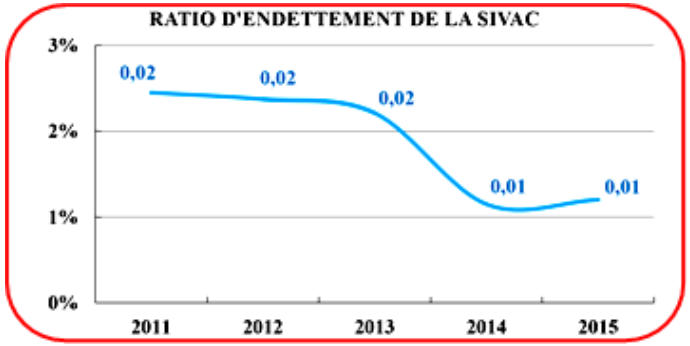
Ainsi, le résultat net, bien que bénéficiaire en raison d'un résultat hors activité ordinaire de **+55,19** millions FCFA, a chuté de **48,59%** en passant de **8,52** millions FCFA en 2014 à **4,38** millions FCFA en 2015.

De même, les capitaux propres de la société ont connu une baisse de **4,37%**, passant de **173,97** millions FCFA en 2014 à **166,37** millions FCFA en 2015.

Au titre des impôts dus à l'Etat par la SIVAC, ils sont passés de **16,13** millions FCFA au 31 décembre 2014 à **10,92** millions FCFA en 2015 (dont **7,28** millions FCFA d'impôts et taxes et **3,64** millions FCFA d'impôts sur le résultat), soit une baisse de **32,30%**.

Enfin, le ratio d'endettement de la SIVAC observé sur les trois (3) dernières années, traduit une politique d'endettement quasi inexistante. En 2015, ce ratio s'est fixé à **1,20%**.





Faits marquants de la SIVAC 2015

- signature d'une lettre d'intention par la COOPERL Arc Atlantique pour la conduite des études de faisabilité pour investir dans la filière porcine en Côte d'Ivoire ;
- élaboration d'un plan stratégique 2016-2020.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1998

Capital social : 8,14 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 6,69 milliards FCFA

Part de l'Etat : 2,2%

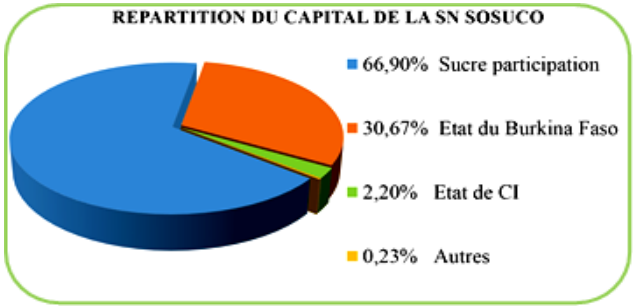
Chiffre d'Affaires 2015 : 8,77 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -1,77 milliards FCFA

PCA : El hadj Djanguinaba BARRO

Directeur Général : KONE Moctar

Administrateur Etat CI : KANO Tidjane



La Nouvelle Société Sucrière de la Comoé (SN SOSUCO) est une société anonyme dont le siège social est situé à Banfora dans le sud-ouest du Burkina Faso. Elle a pour objet, la culture de la canne à sucre, la fabrication du sucre blond ou raffiné en granulé et en morceaux et la vente du sucre et de ses sous-produits.

En 2015, la production de sucre granulé a été en baisse de **24,04%** (23 290 tonnes, contre 30 660 tonnes en 2014) en raison de la baisse du tonnage de canne broyée. Cette situation est consécutive à la fermeture de l'usine pendant la crise sociale de novembre à décembre 2015.

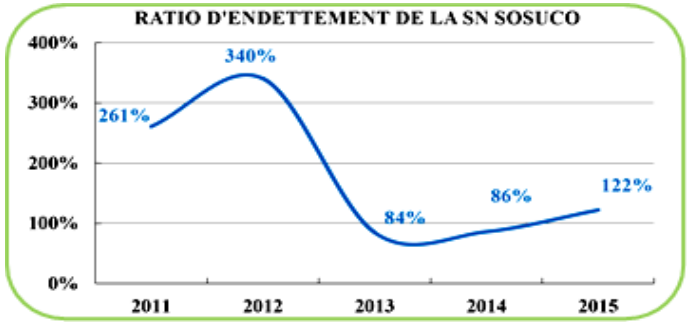
De même, la quantité totale de sucre vendue a baissé de **35,45%** en s'établissant à 16 085 tonnes en 2015, contre 24 919 tonnes en 2014.

Cette contre-performance opérationnelle, combinée à la baisse de **9%** du prix de vente moyen du sucre a occasionné une régression du chiffre d'affaires de la SN SOSUCO. Celui-ci s'est établi à **8,77** milliards FCFA en 2015, contre **14,39** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **39,05%**.

Ce repli des activités a impacté négativement la rentabilité de l'exploitation. En effet, l'Excédent Brut d'Exploitation est ressorti à **2,72** milliards FCFA en 2015, contre **4,47** milliards FCFA en 2014. Par ailleurs, le déficit du résultat financier de la société s'est accentué en s'établissant à **-1,47** milliard FCFA en 2015, contre **-994,44** millions FCFA en 2014.

En définitive, le résultat net s'est soldé par un déficit de **1,77** milliard FCFA en 2015, contre un bénéfice de **464,50** millions FCFA enregistré en 2014.

Au niveau bilanciel, les capitaux propres de la société se sont établis à **6,69** milliards FCFA en 2015. Quant aux dettes financières de la SN SOSUCO, elles se fixent à **8,17** milliards FCFA conduisant à un ratio d'endettement de **122,19%** en 2015.



Faits marquants de la SN SOSUCO 2015

- progression des indicateurs de performance à la culture (cadence journalière de broyage, et rendement) ;
- seconde année de production de la nouvelle ligne Yilmaz avec une production annuelle de 7768 tonnes ;
- accentuation de la concurrence et des importations frauduleuses de sucre granulé en 2015 ;
- signature d'une convention avec les grossistes en janvier 2015 ;
- crise social de novembre à décembre 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 13 février 1993

Capital social : 383,15 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 4,92 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 5,29 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -50,92 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 1,58 milliard FCFA

Directeur Général : SANGARE Mamadou

PCA : KONE Ousmane

Adm. Min. des Eaux et Forêts : EFFI Gnambé Jean-Jacques

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DIOMANDE Massanfi

La Société de Développement des Forêts (SODEFOR) est chargée pour le compte de l'Etat de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique Gouvernementale en matière de protection et de préservation du patrimoine forestier national, de développement de la production forestière, de la valorisation des produits issus des forêts et de la sauvegarde des zones forestières.

Sur le plan opérationnel, la SODEFOR a pu exécuter environ 80% de ses activités tout en améliorant le dialogue social avec les populations locales, les autorités politiques et administratives en dépit des difficultés pour la mobilisation de ressources.

Les activités de la société ont, principalement, concerné :

- le reboisement de **3213 ha** de forêt (dont **141** ha de reboisement de reconversion et **1000** ha de reboisement par les industriels) ;
- la surveillance et la protection des forêts grâce à des patrouilles ordinaires (**2186)** et mixtes (**167**) ;
- la réalisation des travaux de sylviculture (**1978** ha d'inventaire et **447** ha d'éclaircie).

Au 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires de la SODEFOR s'est établi à **5,29** milliards FCFA, contre **4,06** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **30%** due à la progression des ventes des bois de plantation et bois d'œuvre.

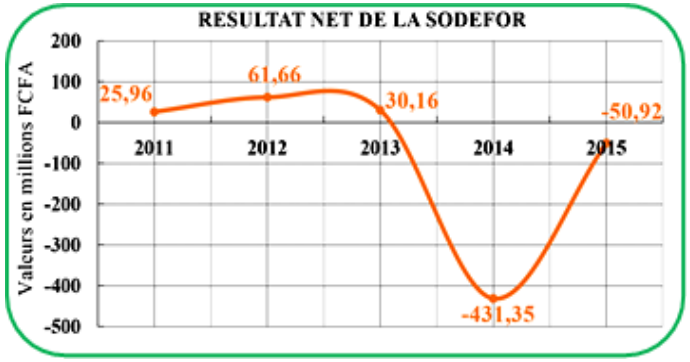
Toutefois, en raison de la hausse des charges d'exploitation, notamment, les autres charges (**+3,95** milliards FCFA), la société a enregistré un résultat d'exploitation déficitaire de **2,53** milliards FCFA en 2015, contre un résultat positif de **10,37** milliards FCFA enregistré en 2014.

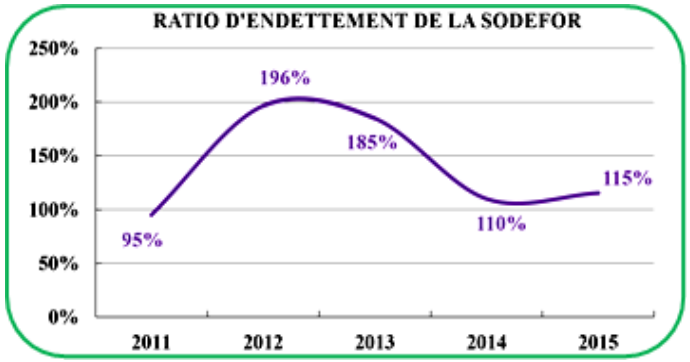
En définitive, le résultat net de la SODEFOR s'est soldé par un déficit de **50,92** millions FCFA en 2015, contre un déficit plus accru de **431,35** millions FCFA en 2014.

En raison de ce déficit, les capitaux propres de la société se sont établis à **4,92** milliards FCFA en 2015, contre **6,42** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **23,36%**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la SODEFOR, ils sont passés de **109,41** millions FCFA en 2014 à **113,29** millions FCFA en 2015 (dont **76,81** millions FCFA d'impôts et taxes et **36,48** millions FCFA d'impôts sur le résultat), soit une hausse de **3,55%**.

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **115,34%** en 2015, contre **109,83%** en 2014, signe d'un endettement élevé.





Faits marquants de la SODEFOR 2015

- mise en application du décret n°2014-179 du 09 avril 2014 portant interdiction de l'exportation de bois brut, équarris et en plot ;
- baisse des activités des industries du bois et de la SODEFOR.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 23 juillet 1997

Capital social : 24,5 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 48,89 milliards FCFA

Part de l'Etat : 23%

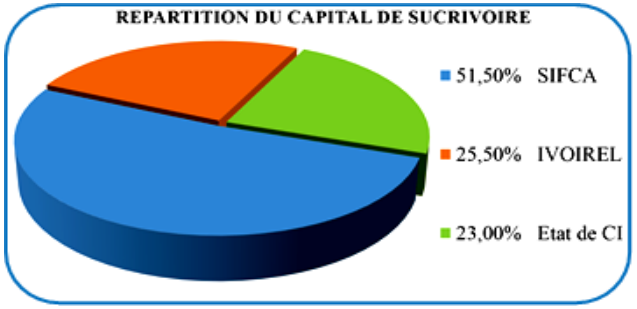
Chiffre d'Affaires 2015 : 47,73 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 5,87 milliards FCFA

PCA : DOUMBIA Alassane

Directeur Général : CONQUET Jean Claude

Adm. Min Agriculture : ASSANVO N'Guetta



La société SUCRIVOIRE est une industrie sucrière en activité en Côte d'Ivoire et contrôlée par le groupe ivoirien SIFCA. Cette entreprise gère plus de 11 000 hectares de plantations industrielles.

La campagne agricole 2014/2015 s'est achevée par une production de **95 305** tonnes de sucre, contre une production de **92 240** tonnes enregistrée en 2014, soit une hausse de **1,47%**. Toutefois, cette production reste en deçà des prévisions (**97 000** tonnes) de 2015 en raison de la chute du rendement agricole à Zuenoula suite aux changements climatiques.

Par ailleurs, au niveau commercial, **93 946** tonnes de sucres ont été vendues sur le marché local, contre **100 037** tonnes en 2014. Toutefois, aucune vente n'a été réalisée à l'export en raison de l'indisponibilité du sucre.

Quant au prix moyen de vente, il est passé de 477 FCFA/Kg en 2014 à 491 FCFA/Kg en 2015 suite à l'ajustement des prix sur le petit conditionnement (sucre en morceaux et en sachets de 1kg). Cette évolution positive du prix a atténué les conséquences de la baisse des quantités produites.

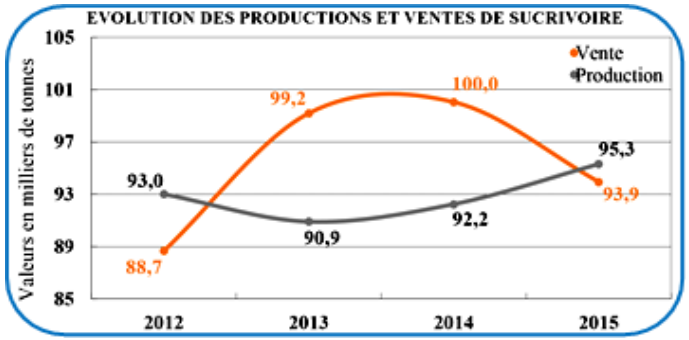
Ainsi, le chiffre d'affaires de SUCRIVOIRE s'est établi à **47,73** milliards FCFA en 2015, contre **49,24** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **3,16%**.

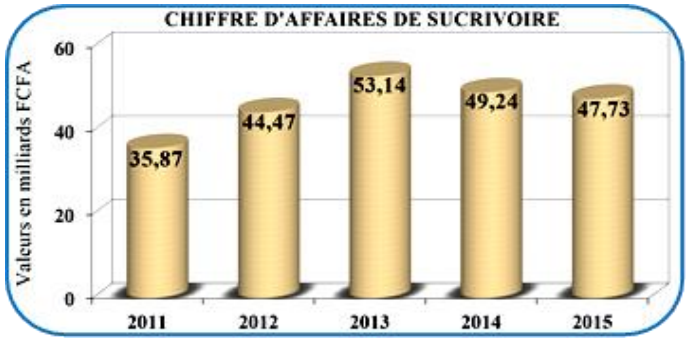
Le résultat net de la société s'est soldé par un bénéfice de **5,87** milliards FCFA en 2015, contre **5,88** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une légère baisse de **0,17%**.

Grâce à ce niveau de résultat, la société SUCRIVOIRE a distribué des dividendes d'un montant de **4,01** milliards FCFA dont **810,76** millions FCFA au profit de l'Etat au titre de ses parts dans le capital social.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils ont connu une baisse de **18,78%**, passant de **2,13** milliards FCFA en 2014 à **1,73** milliard FCFA en 2015 (dont **847,07** millions FCFA d'impôts et taxes et **883,61** millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, sur les trois (3) dernières années, la société SUCRIVOIRE présente une structure financière saine au regard de son ratio d'endettement. En 2015, sa dette financière représente **33,53%** du montant de ses capitaux propres.





Faits marquants de SUCRIVOIRE 2015

- réhabilitation de l'outil de production dans le cadre du programme triennal d'investissement lancé en 2012 ;
- hausse du prix moyen du sucre suite à l'ajustement du prix sur le petit conditionnement ;
- changement climatique occasionnant la baisse des rendements agricoles à ZUENOULA ;
- démarrage du processus de cession des participations de l'Etat de Côte d'Ivoire dans SUCRIVOIRE.

SECTEUR EAU ET SALUBRITE

« Taux de couverture en hydraulique urbaine établi à 60%, contre 13% pour l'hydraulique villageoise améliorée »

La Côte d'Ivoire dispose de réserves en eau abondantes. Le volume d'eau mobilisable est d'environ **77** milliards m^3 par an dont près de **39** milliards m^3 d'eau de surface. Les réserves du bassin sédimentaire sont estimées à **13** milliards m^3 et la nappe d'Abidjan fournit **70%** de la production totale du pays.

Le secteur Eau et Salubrité fait partie des sources transversales retenues au niveau du PND 2012-2015. Ces sources, au nombre de huit (8), représentent **36,4%** des investissements publics et ont été sélectionnées comme prioritaires en s'assurant de leur effet porteur sur l'ensemble de l'économie. En effet, la source « environnement, salubrité, eau potable, eaux et forêts » contribue à hauteur de **2,8%**.

Par ailleurs, sous l'impulsion de la production et de la distribution de l'eau potable et de l'électricité, la branche « électricité, gaz et eau » a connu une hausse de **4,5%** au niveau de l'industrie manufacturière en 2015.

Les sociétés du portefeuille de l'Etat opérant dans le secteur Eau et Salubrité ont suivi cette tendance. Cela s'est traduit par la hausse de **8,86%** du chiffre d'affaires global qui est passé de **83,33** milliards FCFA en 2014 à **90,71** milliards FCFA en 2015.

Le dynamisme de l'activité commerciale du secteur a été porté, principalement, par la société SODECI avec un chiffre d'affaires qui s'est établi à **87,93** milliards FCFA en 2015.

De même, la performance financière a enregistré une hausse de **52,38%** avec un résultat net global qui est passé de **2,10** milliards FCFA en 2014 à **3,20** milliards FCFA en 2015 en raison du résultat net bénéficiaire de **3,29** milliards FCFA enregistré par la SODECI en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 28 décembre 2011

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 1,96 milliard FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 538,27 millions FCFA

Résultat Net 2015 : Nul

Subventions 2015 : 1,47 milliard FCFA

PCA : MAMADOU Bamba

Directeur Général : SANOGO Amara

Adm. Min Const et Logement : DJIGBENOU Firmin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: KOFFI Kouamé Pascal

Créé par décret N°2011-482 du 28 décembre 2011, l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) est une société d'Etat dont la mission est d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale.

Au cours de l'exercice 2015, les études de schémas directeurs des villes de Dimbokro et Grand-Bassam, entamées durant l'exercice 2014, ont atteint un niveau d'avancement de **50%**. Par ailleurs, l'Office a mené sept (7) études sur l'ensemble du territoire national dont quatre (4) ont été entièrement exécutées, soit un taux d'exécution de **57%**.

Au titre des travaux, l'ONAD a réalisé trente-quatre (34) travaux d'urgence de curage et de réhabilitation des ouvrages de drainage dans le District d'Abidjan, contre huit (8) en 2014, soit une hausse de **325%**.

En outre, d'autres travaux de curage et de réhabilitation d'ouvrages ont été réalisés dans 11 chefs-lieux de régions, contre 12 chefs-lieux de régions en 2014.

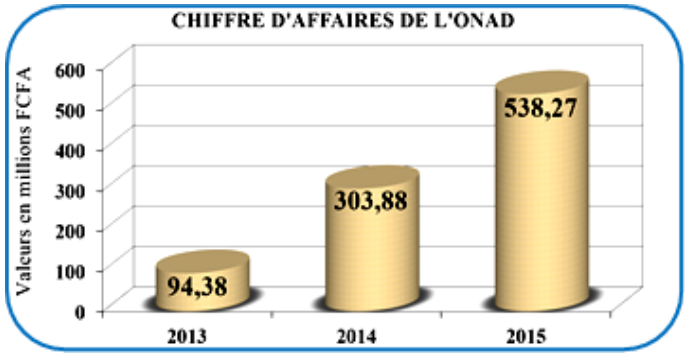
Enfin, la société a procédé à la protection des talus du Sanctuaire Marial d'Attécoubé, à la réhabilitation et à la mise en service de 3 postes de dépotages à Abobo, Treichville et Yopougon.

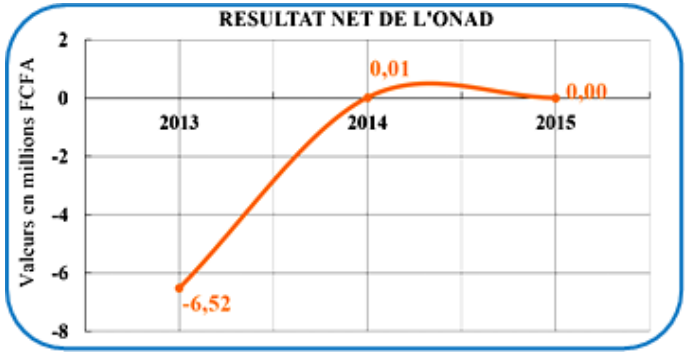
Toutes ces activités ont permis de porter le chiffre d'affaires de l'ONAD à **538,27** millions FCFA en 2015, contre **303,88** millions enregistré en 2014, soit une hausse de **77,13%**.

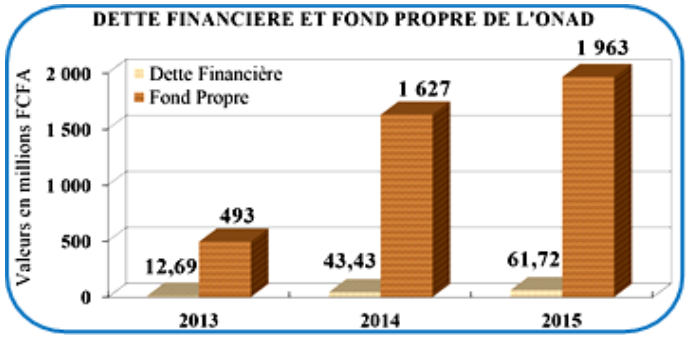
Par ailleurs, au cours de l'exercice 2015, l'entreprise a bénéficié d'une subvention de **1,47** milliard FCFA dont **934,13** millions FCFA en exploitation et **535,8** millions FCFA en investissement.

La hausse plus importante des charges d'exploitation (+**539,99** millions FCFA) par rapport aux produits d'exploitation (+**306,33** millions FCFA) a impacté négativement le résultat net qui s'est soldé par un résultat **nul** en 2015, contre un bénéfice de **12 000 FCFA** en 2014**.**

Les impôts dus à l'Etat ont connu une baisse de **10%** en s'établissant à **16,39** millions FCFA en 2015, contre **18,16** millions FCFA en 2014.







Faits marquants de l'ONAD 2015

- mise en place du Comité d'Audit et de Gestion des Risques ;
- acquisition de 22 hydro-cureurs ;
- mise en œuvre de l'arrêté instituant l'Agrément de vidange, la désignation des membres de la commission d'agrément et la validation du manuel des vidangeurs.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 23 août 2006

Capital social : 150 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 1,05 milliard FCA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 2,25 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -93,05 millions

Subventions d'exploitation 2015 : 1,8 milliard FCFA

Subventions d'investissement 2015 : 859 millions FCFA

PCA : N'DIORE Adèle

Directeur Général : BERTHE Ibrahiman

Adm. Min Infr Eco : YAPI Tobo Clément

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: COULIBALY Yacouba

L'Office National de l'Eau Potable est une société d'Etat dont la mission est d'apporter à l'Etat et aux collectivités territoriales, son assistance pour assurer à l'ensemble de la population, l'accès à l'eau potable de manière durable et à des coûts compétitifs.

Durant l'exercice 2015, l'ONEP a axé ses activités de suivi et de gestion des ressources en eau sur les études bilan diagnostic des digues d'eau des barrages destinés à l'adduction en eau potable (AEP) ; la réhabilitation des stations hydrométriques des cours d'eau en relation avec les nappes d'Abidjan et du Sud Comoé ; le suivi qualitatif des nappes d'Abidjan et du Sud Comoé et la réalisation de travaux de prospection géophysique pour l'implantation de forages d'eau. Ainsi, 36 forages ont été réalisés en 2015.

Concernant le contrôle sanitaire de l'eau de robinet, la société a procédé à **634** contrôles sur les réseaux d'adduction d'eau potable des directions régionales de la SODECI, contre **428** contrôles en 2014. Ces contrôles ont permis de constater **14%** de non conformités bactériologiques sur **3023** échantillons prélevés en 2015, contre 16% de non conformités bactériologiques constaté en 2014. Au niveau du contrôle technique de l'exploitation, **67** centres ont été contrôlés sur 100 programmés. Suite à ces contrôles, **1699** dysfonctionnements tout corps d'état confondus ont été relevés.

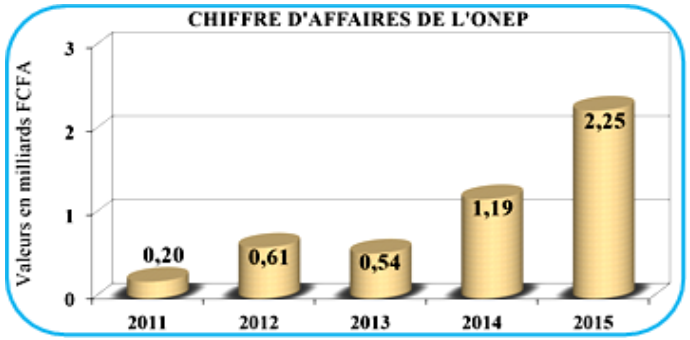
Grâce à la facturation des conventions de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée des projets (BONOUA, C2D, Hors PPA, PPU, etc), le chiffre d'affaires de l'ONEP est passé de **1,19** milliard FCFA en 2014 à **2,25** milliards FCFA en 2015, soit un bond de **89,08%**.

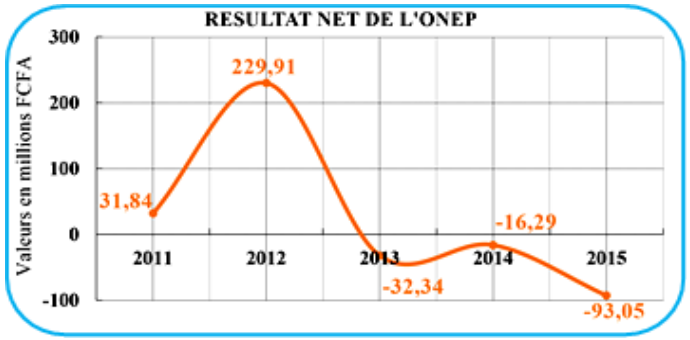
Toutefois, les subventions accordées à l'ONEP au titre de l'exécution de sa mission de service public sont passées de **3,34** milliards FCFA en 2014 à **2,03** milliards FCFA en 2015 en raison du plafonnement de la subvention Etat à **70%** du budget initial notifié.

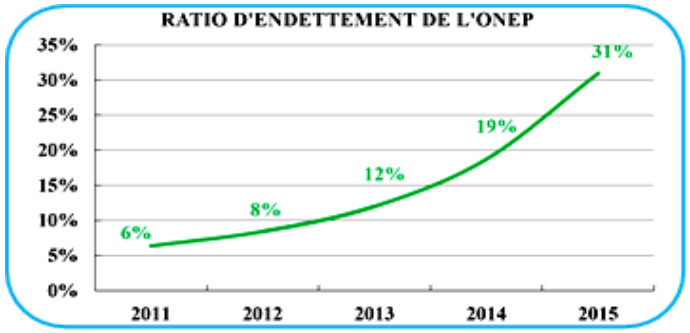
En définitive, en raison des frais financiers de **61,73** millions FCFA et de la hausse des charges d'exploitation, notamment, les services extérieurs (**+233,09** millions FCFA), les charges du personnel (**+169,35** millions FCFA) et les autres charges (**+94,57** millions FCFA), le résultat net de l'ONEP s'est soldé par un déficit de **93,05** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **16,29** millions FCFA enregistré en 2014.

Quant aux impôts dus à l'Etat par l'ONEP, ils ont connu une baisse de **14,01%** en s'établissant à **50,87** millions FCFA en 2015 (dont **30,16** millions FCFA d'impôts et taxes et **20,71** millions d'impôts BIC), contre **59,16** millions FCFA en 2014.

Enfin, le ratio d'endettement de l'ONEP est conforme à la norme qui oscille entre **30%** et **65%**.







Faits marquants de l'ONEP 2015

- signature d'un accord de prêt entre l'OFID et la Côte d'Ivoire portant sur la réalisation d'AEP Aboisso ;
- signature d'un accord de prêt entre la BOAD et la Côte d'Ivoire portant sur la réalisation d'AEP de Tafiré et localités environnantes ;
- inauguration de la station d'eau de Bonoua d'une capacité de 80 000 m3/jour ;
- démarrage des travaux relatifs à l'AEP du Sud d'Abidjan à partir de la nappe du Sud Comoé (Bonoua 2), en novembre 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 27 septembre 1959

Capital social : 4,5 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 13,62 milliards FCFA

Part de l'Etat : 3,25%

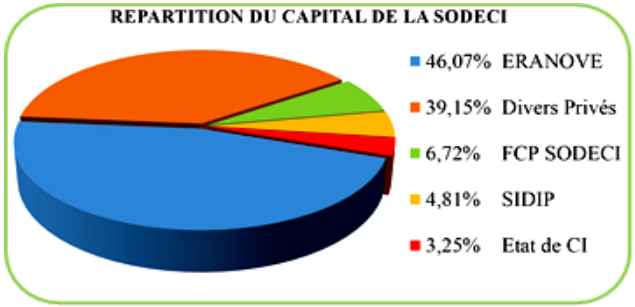
Chiffre d'Affaires 2015 : 87,93 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 3,29 milliards FCFA

Dividendes net Etat 2015 : 94,65 millions FCFA

PCA : AHOUNE Firmin

Directeur Général : EBAH Basile



Les activités menées par la SODECI sont régies d'une part, par la convention de concession du service public de distribution urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire et d'autre part, par la convention d'affermage pour l'entretien et l'exploitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage d'Abidjan.

En 2015, la production totale d'eau a progressé de 9% en s'établissant à **227 608,35** km^3, contre **208 815** km^3 en 2014 suite à la mise en service de nouveaux ouvrages dont celui de BONOUA 1. En conséquence, le nombre d'abonnés actifs a augmenté de 8,3% et la facturation annuelle en volume a progressé de 8%.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la SODECI a connu une hausse de **8,25%**, passant de **81,23** milliards FCFA en 2014 à **87,93** milliards FCFA en 2015.

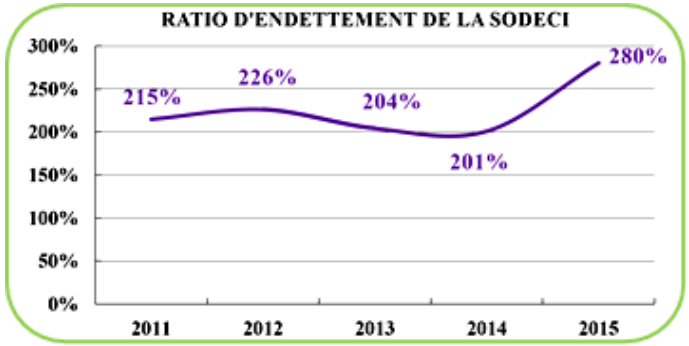
Le résultat d'exploitation qui en découle, est resté identique à celui de 2014 en s'établissant à **4,67** milliards FCFA.

Quant au résultat net, il est ressorti positif de **3,29** milliards FCFA en 2015, contre **3,12** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **5,45%**.

En raison de la hausse du résultat net, les capitaux propres de la SODECI sont passés de **13,39** milliards FCFA en 2014 à **13,62** milliards FCFA en 2015. Toutefois, ceux-ci ont été absorbés par les dettes financières qui s'élèvent à **38,15** milliards FCFA au 31 décembre 2015. Le ratio d'endettement se fixe à **208%**, traduisant un fort recours aux emprunts pour le financement des investissements.

Quant aux dividendes perçus par l'Etat, ils ont connu une hausse de **5,89%**, passant de **89,50** millions FCFA en 2014 à **94,77** millions FCFA en 2015.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la SODECI, ils se sont élevés à **2,82** milliards FCFA en 2015 (**1,64** milliard FCFA d'impôts et taxes et **1,18** milliard FCFA d'impôts BIC), contre **2,99** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **5,68%**.



Faits marquants de la SODECI 2015

- mise en service de l'ouvrage de BONOUA 1 ;
- accroissement du nombre d'abonnés actifs de 8,3% en 2015, contre 3% en 2014 ;
- augmentation de 9% de la production totale en eau en 2015 ;
- progression de la facturation annuelle en volume de 8% en 2015, contre 0,7% en 2014.

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

« Contre-performance des entreprises publiques du secteur en dépit de l'orientation à la hausse de l'activité industrielle »

Au fin juin 2015, l'activité industrielle reste bien orientée dans le secteur secondaire. En effet, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) a affiché une hausse de **7,7%** en glissement annuel, traduisant un dynamisme de ce secteur. A ce titre, les différentes branches qui le composent, à l'exception des industries extractives, ont connu une embellie. Ainsi, les activités des industries manufacturières ont progressé de **6,6%** grâce à la bonne tenue de l'ensemble des grandes branches. La branche « Electricité, gaz et eau » a connu une hausse de **4,5%** sous l'impulsion de la production et de la distribution d'électricité et d'eau potable. Hors extraction, la production industrielle a progressé de **6,5%**.

Toutefois, au plan commercial, les sociétés du portefeuille de l'Etat opérant dans ce secteur ont enregistré une stagnation de leurs activités. Cela s'est traduit par une légère hausse (+**0,76%**) de leur chiffre d'affaires qui est passé de **3,93** milliards FCFA en 2014 à **3,96** milliards FCFA en 2015.

L'activité commerciale du secteur a été portée, principalement, par la société IPS dont le chiffre d'affaires s'est établi à **2,76** milliards FCFA en 2015.

Quant à la performance financière du secteur, elle a enregistré une baisse de **94,89%** avec un résultat net global qui est passé de **970,24** millions FCFA en 2014 à **99,61** millions FCFA en 2015 en raison du déficit de **1,30** milliard FCFA enregistré par les sociétés I2T et CI-Engineering en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1997

Capital social : 1,3 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : -4,16 milliards FCFA

Part de l'Etat : 74,76%

Chiffre d'Affaires 2015 : 670,03 millions FCFA

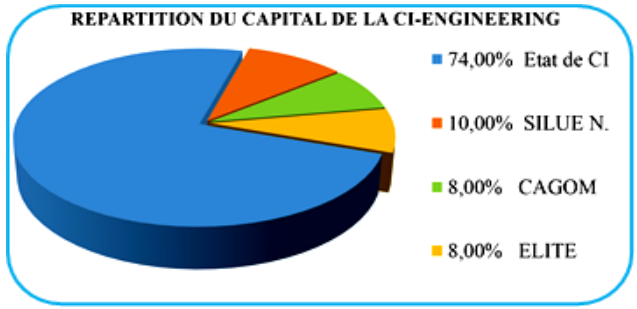
Résultat Net 2015 : -841,11 millions FCFA

PCA : GNAMIEN N'Dri Guillaume

Directeur Général : TRAORE Koko Carine

Adm. Min Industrie et Mines : GNAMIEN N. Guillaume, ESSE Rodrigue de Saint Exupéry

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: ADOPO Fiacre



La société Côte d'Ivoire Engineering est née de la privatisation de l'ex PALMINDUSTRIE. L'Etat de Côte d'Ivoire détient 74,76% du capital social de l'entreprise qui se fixe à un montant de 1,3 milliard FCFA.

Après une période d'expansion, les activités de la société ont enregistré un repli au cours de l'exercice 2015.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société CI-Engineering est passé de **1,14** milliard FCFA en 2014 à **670,03** millions FCFA en 2015, soit une baisse de **41,23%**.

Les difficultés de fonds de roulement de la société ont fortement impacté son mode d'acquisition de matières premières et les charges d'exploitation sont demeurées élevées en s'établissant à **1,36** milliard FCFA en 2015.

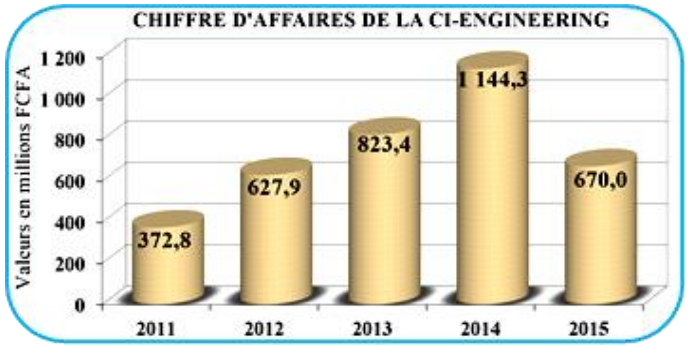
Au regard de ce qui précède, le déficit d'exploitation s'est accentué en s'affichant à **-809, 90** millions FCFA en 2015, contre **-243,11** millions FCFA en 2014.

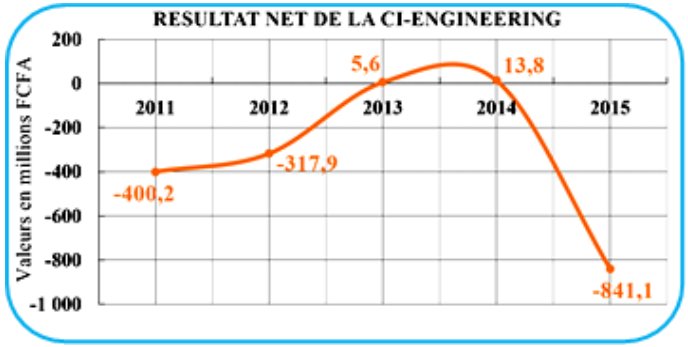
En définitive, le résultat net de la société CI-Engineering s'est soldé par un déficit de **841,11** millions FCFA en 2015, contre un résultat net positif de **13,79** millions enregistré en 2014 et qui intégrait un abandon de dettes CNPS de **278,50** millions FCFA.

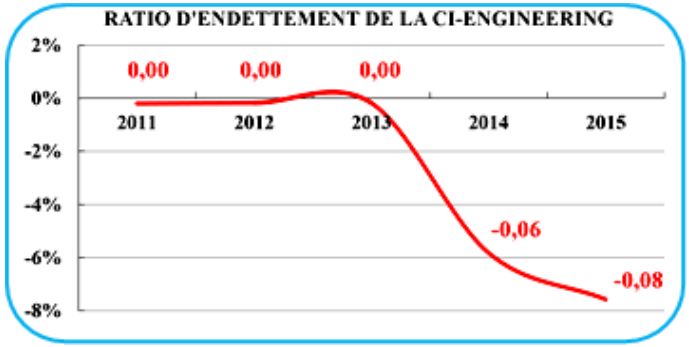
Quant aux capitaux propres, du fait des déficits successifs enregistrés au cours des exercices antérieurs, ils sont restés négatifs en s'établissant à **-4,16** milliards FCFA en 2015.

Par ailleurs, le ratio de liquidité immédiate inférieur à **0,5** atteste de l'incapacité de la société à faire face aux dettes à court terme évaluées à **4,63** milliards FCFA au 31 décembre 2015.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils sont passés de **65,53** millions FCFA en 2014 à **65,39** millions FCFA en 2015 (**61,49** millions FCFA d'impôts et taxes et **3,89** millions FCFA d'impôts BIC), soit une hausse de **0,21%**.







Faits marquants de la CI ENGINEERING 2015

- capitaux propres négatifs et ressources stables inexistantes ;
- saisies de comptes bancaires par certains fournisseurs.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 19 novembre 2014

Capital social : 10 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 40,25 millions FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 330,82 millions FCFA

Résultat Net 2015 : 30,25 millions FCFA

PCA : GNIZAKO Bouabré Antoine

Directeur Général : BLEY Felix

Adm. Min Industrie et Mines : BOMBO Mathurin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: DIABY Mariam

Créé par Ordonnance n°2015-633 du 22 octobre 2015, le Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI) est une société d'Etat dont la mission est de mobiliser les ressources et de régler les dépenses relatives aux opérations et activités liées aux infrastructures industrielles.

L'exercice 2015 marque la première année d'activité du Fonds et a été consacrée au démarrage des travaux de réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon, comprenant la voirie, l'assainissement des eaux usées, l'électricité et le téléphone.

En outre, un programme d'aménagement de 940 Ha de la zone industrielle est prévu et s'inscrit dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (PPP).

Pour le financement des opérations, le FODI dispose des ressources issues des redevances et des emprunts.

Au niveau des redevances d'occupation de terrains industriels, les prévisions de collecte de 2015 s'élevaient à **34,23** milliards FCFA. Ce montant a été ramené à **13,69** milliards FCFA après une décision d'abattement de **60%** pour les redevables qui paieront leurs redevances avant le 31 mai 2015. Ainsi, le montant des redevances collectées par le FODI s'est établi à **7,97** milliards FCFA au 31 décembre 2015, soit un taux de collecte de **58%**.

Au niveau des emprunts, un montant de **30** milliards FCFA de prises fermes, représentant la première tranche d'un financement de 50 milliards FCFA, a été souscrit par la Société Ivoirienne de Banque (SIB), la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire (BACI) et la Banque Nationale d'Investissement (BNI) en 2015.

Sur le **30** milliards FCFA prévus, une convention portant sur **21** milliards FCFA a été signée par le FODI et deux banques (SIB et BACI). La Banque Nationale d'Investissement ayant différé sa participation en 2016. Cette levée de fonds de **21** milliards FCFA permettra la réhabilitation et l'assainissement du bassin d'orage de la zone industrielle de Yopougon, ainsi que l'aménagement urgente d'une parcelle de 50 hectares de lots industriels et des travaux d'amenées primaires sur le site du PK 24 à Abidjan.

La convention relative à la purge avec les propriétaires terriens a été signée pour un montant de **23,5** milliards FCFA dont **2,5** milliards FCFA ont été réglés en 2015.

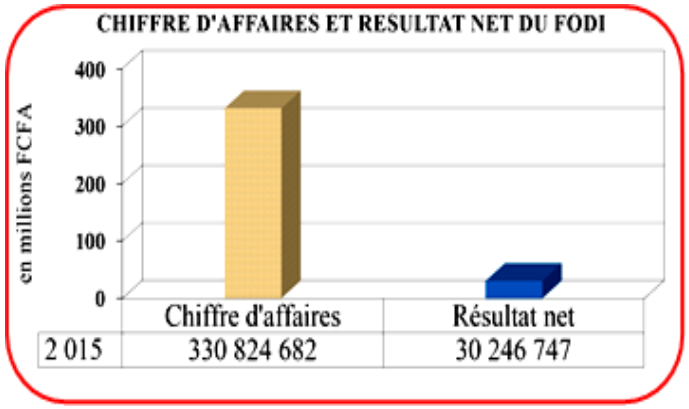
Par ailleurs, le FODI a réalisé un chiffre d'affaires de **330,82** millions FCFA en 2015.

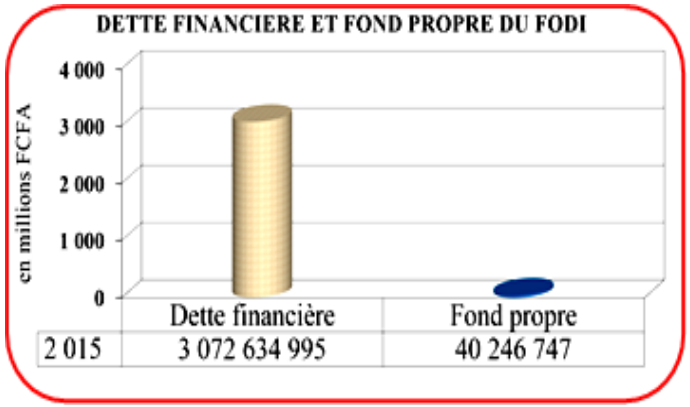
Au niveau des emplois, le FODI a affecté **95%** des redevances collectées aux opérations et **4%** à son fonctionnement.

Le résultat net qui en découle est ressorti bénéficiaire de **30,25** millions FCFA en 2015.

Quant aux impôts dus à l'Etat par le FODI, ils se sont établis à **29,28** millions FCFA en 2015 dont **4,39** millions FCFA d'impôts et taxes et **24,89** millions FCFA d'impôts BIC.

Enfin, la politique d'endettement du FODI révèle l'existence d'un passif circulant de **50,34** milliards FCFA et des dettes financières de **3,11** milliards FCFA en 2015. Les fonds propres se sont fixés à **40,25** millions FCFA au 31 décembre 2015.





Faits marquants du FODI 2015

- Signature d'une convention de financement de 21 milliards FCFA avec la Société Ivoirienne de Banque (SIB) et la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire (BACI).

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 30 août 1965

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 13,16 milliards FCFA

Part de l'Etat : 15%

Chiffre d'Affaires 2015 : 2,76 milliards FCFA

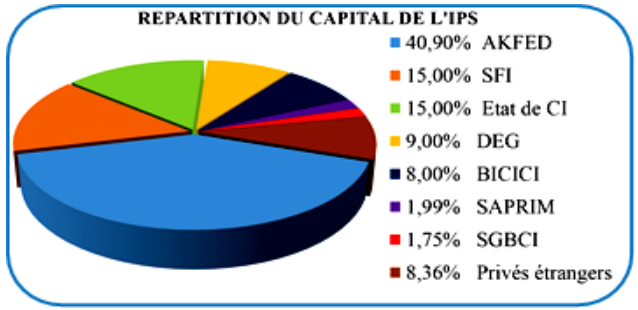
Résultat Net 2015 : 1,32 milliard FCFA

PCA : GODDE Christian

Directeur Général : SYLLA Mahamadou

Adm. Min Comce : N'GUESSAN Pangni Jules

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: Madame N'GOM née CAMARA



Industrial Promotion Services (IPS) est une institution de promotion qui œuvre dans le domaine de l'industrie et des services. Elle intervient, principalement, dans les infrastructures, les emballages, l'agro-industrie ainsi que les Petites et Moyennes Entreprises (PME).

L'exercice 2015 a été marqué par une bonne tenue des activités des filiales d'IPS avec pour corollaire le maintien du dynamisme de l'activité de l'Institution. Ainsi, cette société a vu son chiffre d'affaires croître de **6,15%**, passant de **2,60** milliards FCFA en 2014 à **2,76** milliards FCFA en 2015.

Toutefois, la hausse des charges de personnel de **227,80** millions FCFA et des dotations aux amortissements de **158,70** millions FCFA a atténué le rythme de progression du résultat d'exploitation d'IPS qui s'est établi à **911,90** millions FCFA en 2015, contre **873,71** millions FCFA en 2014 et **112,12** millions FCFA en 2013.

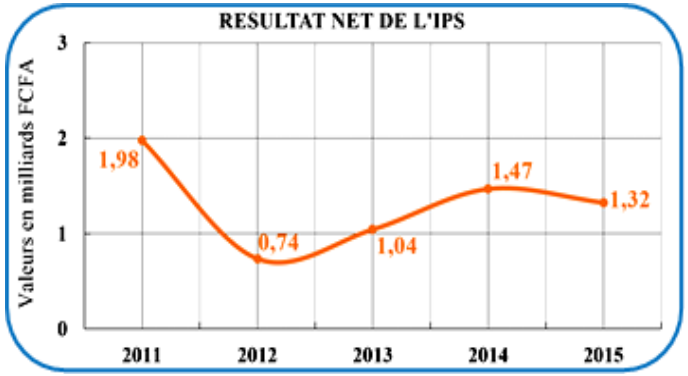
En outre, la société a enregistré un résultat hors activité ordinaire (HAO) négatif de **47,22** millions FCFA en 2015.

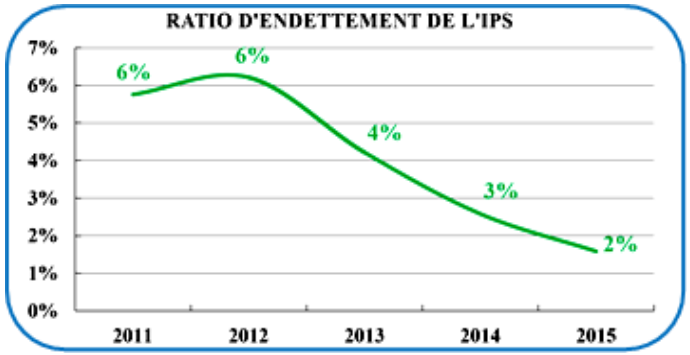
En définitive, le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **1,32** milliard FCFA en 2015, contre un bénéfice de **1,47** milliard FCFA en 2014, soit une baisse de **10,20%**.

Par ailleurs, les dividendes perçus par l'Etat sont restés stables sur la période en se fixant à **132** millions FCFA.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la société IPS, ils ont atteint un montant de **484,73** millions FCFA (dont **292,55** millions FCFA d'impôts et taxes et **192,18** millions FCFA d'impôts BIC), contre un montant de **623,20** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **22,22%**.

Enfin, le ratio d'endettement de la société IPS s'est fixé à **1,58%** en 2015, contre **2,57%** en 2014.





Faits marquants de l'IPS 2015

Bonne performance commerciale.

SOCIETE IVOIRIENNE DE TECHNOLOGIE TROPICALE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 02 octobre 1979

Capital social : 250 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : -639,55 millions FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 201,74 millions FCFA

Résultat Net 2015 : -464,82 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 1,19 milliard FCFA

Subvention d'investissement 2015 : 523 millions FCFA

PCA : KONE BRIGHT Brahima

Directeur Général : DIARRA Amara Oumar

Adm. Min Industrie et Mines : TANO Adjuéni Paulin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: COULIBALY El Aziz Nanguin

La société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T) a été créée par décret n°79-720 du 02 octobre 1979. Cette société de recherche et de développement technologique vise à optimiser les acquis, à valoriser et à renforcer les capacités des PME/PMI en vue de la création d'emplois et de richesses. Ainsi, elle accompagne la Côte d'Ivoire dans son développement agro-industriel.

Au cours de l'exercice 2015, la société a enregistré une intensification de ses activités marquée par la redynamisation du bureau d'Etudes et d'Ingénierie et des prospections en direction des collectivités locales et des coopératives.

Ainsi, son chiffre d'affaires s'est établi à **201,74** millions FCFA en 2015, contre **191,97** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **5,09%** favorisée par la mise en place d'une nouvelle stratégie commerciale.

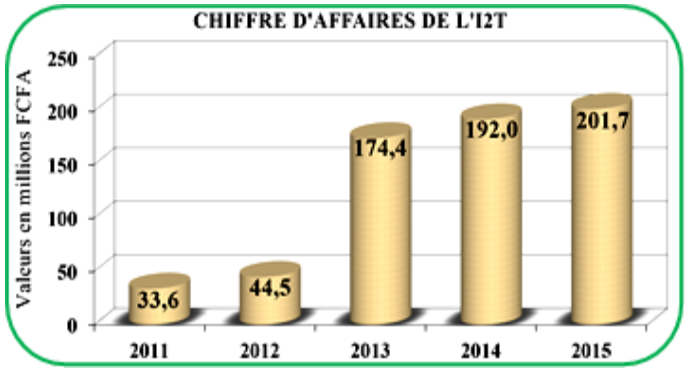
En outre, la société a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **1,19** milliard FCFA en 2015, contre un montant de **1,03** milliard FCFA en 2014, soit une hausse de **15,53%**.

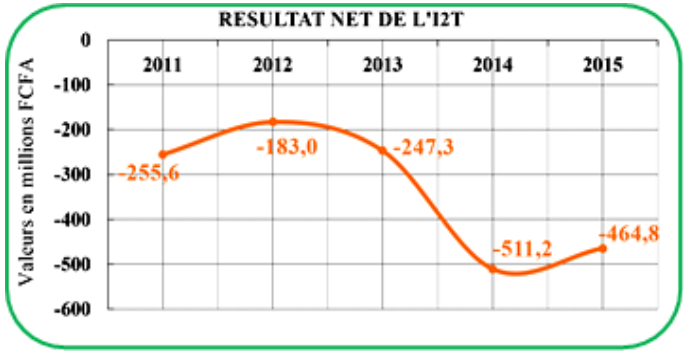
Par ailleurs, grâce aux mesures prises pour la maîtrise des charges d'exploitation (**-2,57%**), le déficit d'exploitation est passé de **-520,34** millions FCFA en 2014 à **-222,58** millions FCFA en 2015.

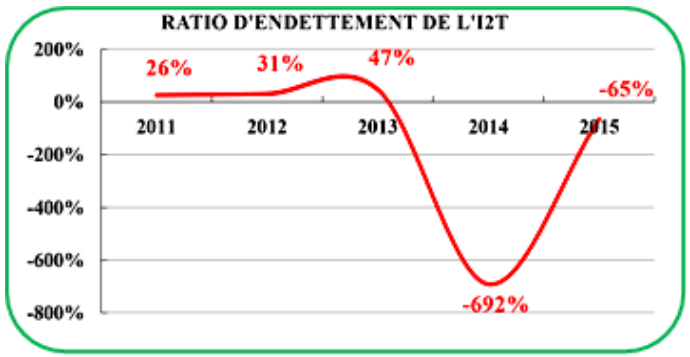
De même, le résultat net de la société a connu une légère amélioration en passant d'un déficit de **511,25** millions FCFA en 2014 à un déficit de **464,82** millions FCFA en 2015.

Toutefois, le déficit des fonds propres s'est accentué du fait des résultats nets déficitaires successivement enregistrés. Ceux-ci se sont établis à **-639,55** millions FCFA en 2015, contre **-45,51** millions FCFA en 2014.

Enfin, au titre de l'exercice 2015, les impôts dus à l'Etat par la société se sont élevés à **73,58** millions FCFA (**65,24** millions FCFA d'impôts et taxes et **8,34** millions FCFA d'impôts BIC), contre **74,15** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **0,77%**.







Faits marquants de l'I2T 2015

- hausse des activités dans toutes les directions ;
- nombreux acquis technologiques innovants (éplucheuse de manioc modèle Stanford University, trancheuse de banane modèle chinois, séchoir GERES…).

SECTEUR ÉNERGIES

« Hausse de 121,89 milliards FCFA des droits émis sur les produits pétroliers en 2015 »

Au niveau international, le marché des produits pétroliers s'est caractérisé par une nette diminution des cours du pétrole brut. Ces cours qui variaient entre **56** et **64** dollars/baril de janvier 2015 à juillet 2015, ont fléchi pour se fixer à **38** dollars/baril à fin décembre 2015 sous l'effet des importantes productions dans les pays membres de l'OPEP et aux États-Unis, combinées avec le fléchissement de la demande, notamment, en Chine.

Au plan national, la production de pétrole brut est ressortie à **10 735 143** barils (29 411 barils par jour), soit une hausse de **55,55**% par rapport 2014 due à la mise en production de nouveaux puits sur les champs Espoir, Baobab et Marlin. Au niveau des produits pétroliers, la production s'est repliée de **0,68%** par rapport à 2014 en raison de la baisse des cours. Toutefois, les droits émis sur les produits pétroliers sont passés de **176,36** milliards FCFA en 2014 à **298,25** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **69,11%** liée à l'effet combiné de la mise en œuvre du mécanisme automatique de fixation des prix des produits pétroliers et du dynamisme de l'activité économique.

En ce qui concerne les activités des entreprises publiques opérant dans le sous-secteur pétrolier, elles continuent de subir les effets néfastes de la chute des cours du pétrole brut. Ainsi, le chiffre d'affaires desdites entreprises s'est replié de **16,74%** en passant de **1 967,38** milliards FCFA en 2014 à **1 638,13** milliards FCFA en 2015.

« Performance des entreprises du sous-secteur électricité tirée par la production nette du système électrique et le dynamisme de la consommation nationale »

Au niveau du sous-secteur électricité, la production totale a enregistré une hausse de **3,79%** en 2015 en s'établissant à **8 528** GWh (84,28% pour le thermique et 15,72% pour l'hydraulique). De même, la production nette du système électrique interconnecté s'est accrue en passant de **8 152** GWh en 2014 à **8 518** GWh en 2015. Cette hausse de la production nette (**+4,5%**), soutenue par le dynamisme de la consommation nationale a permis aux entreprises publiques du sous-secteur d'intensifier leur activité commerciale. Ainsi, le chiffre d'affaires de ces sociétés s'est établi à **540,61** milliards FCFA en 2015, contre **481,72** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **12,22%**.

En définitive, le chiffre d'affaires global réalisé par le secteur Energie a régressé de 11**,04%**, passant de **2 449,10** milliards FCFA en 2014 à **2 178,74** milliards FCFA en 2015. Le résultat net s'est soldé par un déficit de **55,78** milliards FCFA 2015, contre un déficit de **74,80** milliards FCFA en 2014. Cette perte atténuée, est due à la réduction du déficit net de la SIR qui est passé de **-110,23** milliards FCFA en 2014 à **-44,90** milliards FCFA en 2015.

Anaré
AUTORITE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE
Au cœur du développement harmonieux du secteur de l'électricité

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 décembre 1998

Capital social : 1,5 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 1,6 milliard FCFA

Part de l'Etat : 100%

Résultat Net 2015 : nul

Subventions 2015 : 1,88 milliard FCFA

PCA : FOFANA Youssouf

Directeur Général : EBAGNITCHIE Hippolyte

Adm. Min du Pétrole et de l'énergie : YEO Klotioloma

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: AGKPO Jean Luc

L'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Électricité (ANARE) a pour mission d'assurer le suivi et le respect de la réglementation par les opérateurs, le contrôle des conventions de concession et des licences passées et/ou signées avec les opérateurs, le conseil à l'État, l'arbitrage des conflits et la protection des droits des usagers.

N'étant pas assignée à un impératif de chiffre d'affaires, les performances de l'ANARE sont analysées au regard de la réalisation des missions qui lui sont confiées par l'Etat.

Ainsi, au niveau de sa mission de contrôle technique des opérateurs, l'ANARE a effectué des inspections techniques des installations d'éclairage public. Il ressort desdits contrôles que le taux global d'efficacité foyers (Tef) sur les 170 grandes artères des dix (10) communes d'Abidjan s'élevait à 99,8% en juillet 2015, contre 98,8% en décembre 2014. Au niveau des localités de l'intérieur du pays, le taux global d'efficacité foyers (Tef) s'est fixé à **81,8%** sur les 38 localités visitées.

Concernant sa mission de règlement des litiges par arbitrage ou par médiation, l'ANARE a reçu **283** cas de saisines en 2015 et en a résolu **53,1%**, contre **76%** en 2014.

Au titre de sa mission de protection des intérêts des consommateurs d'électricité, le Point d'Accueil des Consommateurs d'Electricité (PACEL) a enregistré **1204** visites et **901** appels en 2015, contre **602** visites et **455** appels en 2014.

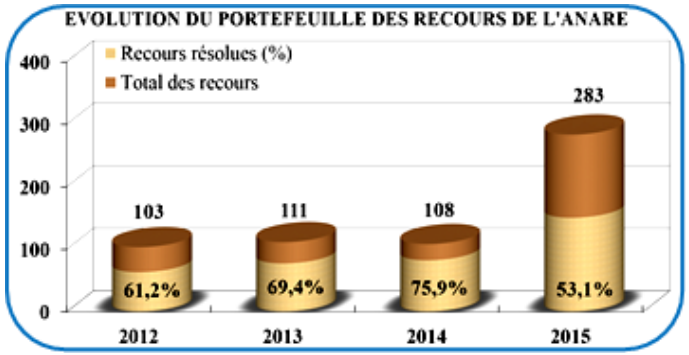
Enfin, dans son rôle de conseil et d'assistance à l'Etat, l'ANARE a participé à la rédaction du projet de texte réglementaires d'application du Code de l'Electricité, à l'émission d'un avis relatif au différend opposant la CIE à trois compagnies minières dans le cadre de l'application de l'arrêté interministériel du 26 juin 2015 portant modification des tarifs de l'électricité.

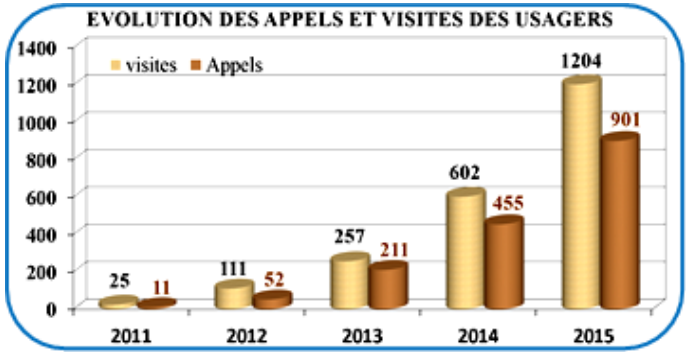
Dans le cadre du financement de ses activités, l'Etat a octroyé à l'ANARE une subvention de **1,88** milliard FCFA en 2015, contre **1,79** milliard FCFA en 2014, soit une hausse de **5,03%**.

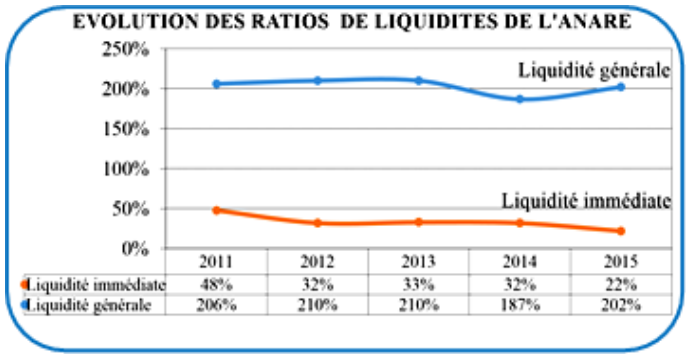
Le soutien de l'Etat permet à l'ANARE d'équilibrer son exploitation ; d'où le résultat net **nul** enregistré en fin de chaque exercice.

Quant aux impôts dus, ils sont passés de **74,84** millions FCFA en 2014 à **98,57** millions FCFA en 2015, soit une hausse de **31,71%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de l'ANARE révèle que la société a des dettes à court terme évaluées à **1,26** milliard FCFA en 2015 dont **71%** de dettes fiscales.







Faits marquants de l'ANARE 2015

- production brute totale en hausse de 6% pour s'établir à 8618 GWh ;
- taux moyen de disponibilité de l'ensemble des groupes hydrauliques établi à 88,15%, contre 88,11 en 2014 et 80% comme seuil de référence ;
- temps moyen de coupure établi à 85h28, contre 40h02 enregistré en 2014 ; l'objectif fixé par la CIE était de 25 h.

Compagnie Ivoirienne d'Electricité

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 24 août 1990

Capital social : 14 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 25,02 milliards FCFA

Part de l'Etat : 15%

Filiales : GIE GS2E (**67%**) et SGA2E (**60%**)

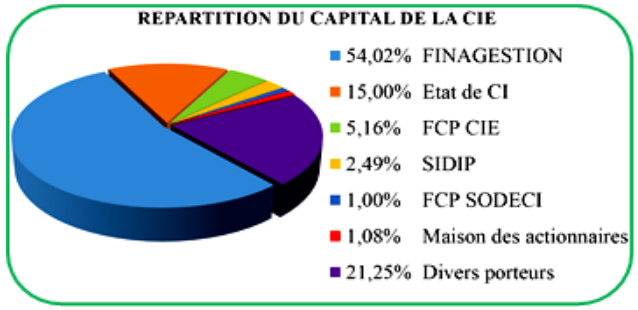
Chiffre d'Affaires 2015 : 500,37 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 8,22 milliards FCFA

PCA : DIARRA Ousmane

Directeur Général : KAKOU Dominique

Adm. Min. Pétrole et de l'Energie : TRAORE Amidou



La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire ivoirien.

Au plan technique, les statistiques 2015 de la CIE affichent une hausse du temps moyen de coupure (TMC) global du réseau de **4h37'** par rapport à l'année 2014. Cette dégradation du TMC est due à l'impact des incidents majeurs survenus en 2015, au déficit de production et aux interruptions de service.

Quant à la production nette du système électrique interconnecté, elle s'est accrue de **4,5%** en passant de **8152** GWh en 2014 à **8 518** GWh en 2015. De même, la consommation annuelle de gaz naturel s'est établie à **67 644** Mpc, en hausse de **4%** par rapport à l'exercice 2014.

Au plan commercial, la société a enregistré une augmentation de **6,6%** des ventes nationales d'énergie grâce au dynamisme de la consommation nationale et à l'amélioration du rendement de distribution. Toutefois, les effets de cette embellie commerciale au niveau local ont été atténués par la baisse de **5%** des ventes exports (faible niveau de stock hydraulique et aléas majeurs).

Ainsi, le chiffre d'affaires de la Compagnie s'est fixé à **500,37** milliards FCFA en 2015, contre **439,44** milliards FCFA réalisé en 2014, soit une progression de **13,87%**.

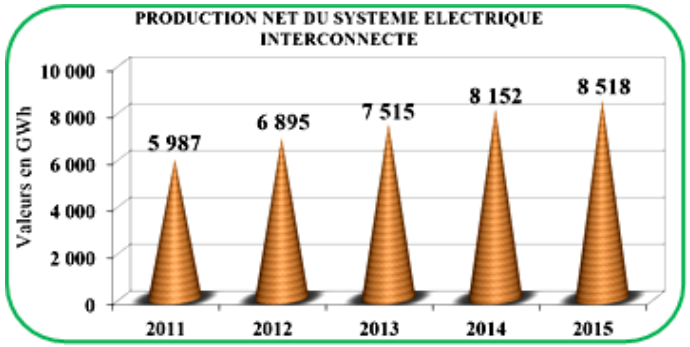
Par ailleurs, les produits d'exploitation et les charges d'exploitation ont évolué dans les mêmes proportions (**+13%**). Ainsi, le résultat d'exploitation s'est établi à **10,81** milliards FCFA en 2015, contre **10,15** milliards FCFA en 2014. Le résultat net est resté pratiquement stable en s'établissant à **8,22** milliards FCFA en 2015, contre **8,28** milliards FCFA en 2014, (soit **-0,7%**).

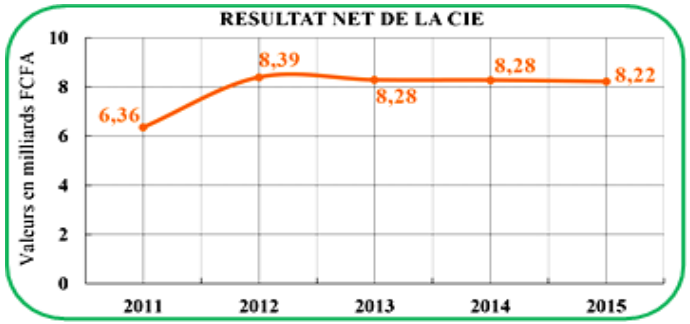
Les dividendes perçus par l'Etat, sont restés pratiquement stables sur la période en se fixant à **1,11** milliard FCFA en 2015.

En raison du déficit accentué du secteur de l'électricité en 2015, les subventions d'exploitation HVO et la redevance se sont établies à **-88** milliards FCFA. Cette situation a impacté négativement les impôts et taxes dus à l'Etat qui sont ressortis négatifs de **83,47** milliards FCFA, après compensation.

Ainsi, les impôts dus à l'Etat par la CIE sont passés de **27,86** milliards FCFA en 2014 à **-80,10** milliards FCFA en 2015 (dont **-83,47** milliards FCFA d'impôts et taxes et **3,37** milliards FCFA d'impôts BIC).

Enfin, l'endettement à Long Terme de la société représente **2,22** fois ses capitaux propres en 2015, contre **1,65** fois en 2014.





Faits marquants de la CIE 2015

- Réalisation des phases 3 et 4 des projets AZITO et CIPREL avec des cycles combinés, respectivement, de 140 MW et 111MW ;
- Bouclage du réseau 225 KV de la ville d'Abidjan, améliorant sensiblement les conditions d'exploitation du réseau ;
- Raccordement de 34 000 nouveaux clients au prépaiement dans le cadre du programme électricité pour tous (PEPT).

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 décembre 2011

Capital social : 20 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 20 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 909,93 millions FCFA

Résultat Net exercice : nul

Subventions d'exploitation 2015 : 13,28 milliards FCFA

PCA : CISSE Ibrahima

Directeur Général : TRAORE Amidou

Adm. Min du Pétrole et de l'Energie : CISSE Sabati

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: DIOMANDE Massanfi

La Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI-ENERGIES) est une société d'Etat dont la mission porte sur le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique, la maîtrise d'œuvre des travaux revenant à l'Etat en tant qu'autorité concédante et le contrôle de l'équilibre financier du secteur de l'électricité.

Au plan technique, le bilan du secteur de l'électricité à fin 2015, dressé par la société CI-ENERGIES est caractérisé par un rendement du système électrique de **78,45%**, contre **77,77%** en 2014, soit une hausse de 0,68 point. Cette situation résulte de celles des rendements de transports (**93,49%**) et de distribution (**83,32%**). En outre, les indicateurs d'accès à l'électricité ont enregistré une progression (**78%** en 2015, contre **77%** en 2014).

Au plan opérationnel, la production totale d'électricité a augmenté de **3,79%** en s'établissant à 8 527,762 GWh (dont 84,28% pour le thermique et 15,72% pour l'hydraulique) à fin décembre 2015.

La production d'électricité de source thermique a nécessité l'achat de combustibles évalués à **302,98** milliards FCFA, (242,05 milliards FCFA de gaz naturel et 58,19 milliards FCFA de HVO), soit une hausse de 2,67% par rapport à 2014.

Au total, les recettes de l'exercice 2015 se sont élevées à **514,85** milliards FCFA pour un niveau de dépenses de **554,80** milliards FCFA.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires de CI-ENERGIES a connu un repli de **3,07%**, passant de **932,59** millions FCFA en 2014 à **903,93** millions FCFA en 2015.

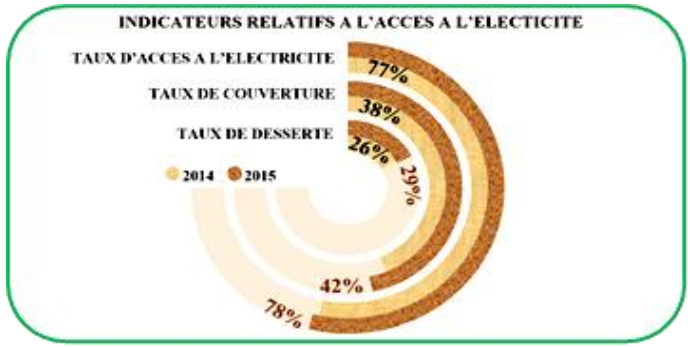
Toutefois, la société a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **13,28** milliards FCFA en 2015, contre **10,08** milliards FCFA en 2014.

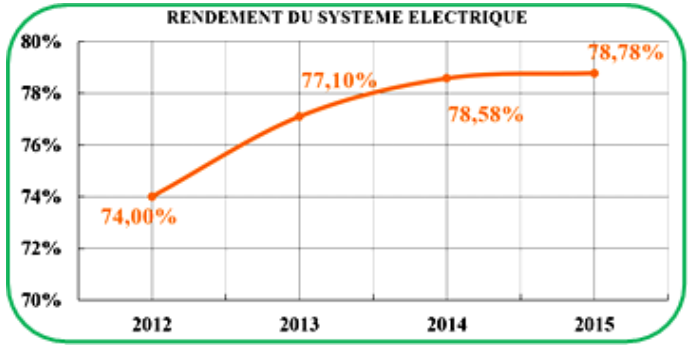
Ainsi, les produits d'exploitation, constitués à 89,94% de subventions d'exploitation, ont connu une amélioration de **34,13%** en passant de **11,01** milliards FCFA en 2014 à **14,77** milliards FCFA en 2015.

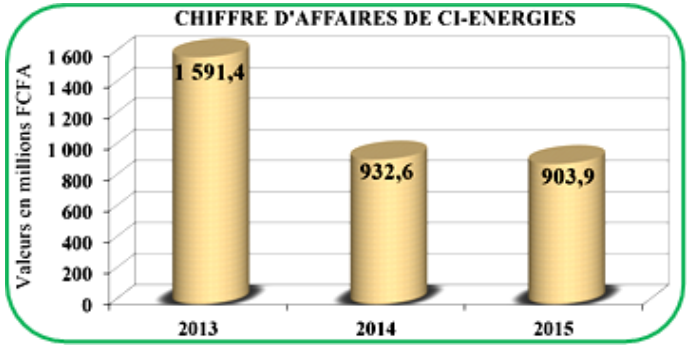
Par ailleurs, les charges d'exploitation sont passées de **10,34** milliards FCFA en 2014 à **12,83** milliards en 2015, soit une hausse de 24,07%.

Le résultat d'exploitation s'est soldé par un bénéfice de **1,94** milliard FCFA en 2015, contre un bénéfice de **668,49** millions FCFA en 2014.

En conséquence, la société a enregistré un résultat net **nul** au 31 décembre 2015.







Faits marquants de CI-ENERGIES 2015

- 938,58MWh d'énergies non disponibles due à des incidents majeurs sur le réseau HTA ;
- 7231,12 MWh d'énergies non disponibles due à des incidents majeurs sur le réseau HTB ;
- augmentation de la consommation moyenne journalière de gaz naturel 6 MPC/J (Millions de Pied Cube par Jour) en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 20 juillet 1994

Capital social : 20 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 77,56 milliards FCFA

Part de l'Etat : 14,70%

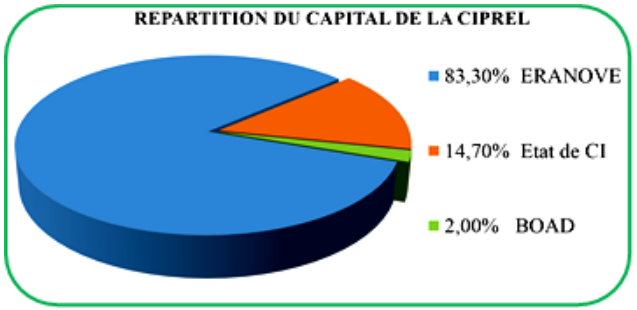
Chiffre d'Affaires 2015 : 39,34 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 16,54 milliards FCFA

PCA : ALBEROLA Marc

Directeur Général : N'GUESSAN Kouassi

Adm Min. Pétrole et de l'Energie : CISSE Sabati



La Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL), premier producteur indépendant d'électricité, a pour objet principal la production d'électricité. Celle-ci représente 30% de l'énergie consommée en Côte d'Ivoire.

Il ressort des statistiques de production de 2015 que la CIPREL a livré au réseau électrique **2 490** GWh, contre 2 902 GWh en 2014. Cette baisse de la production est due aux travaux de maintenance anticipée de trois (3) turbines qui ont influencé le coefficient de disponibilité globale moyenne de l'usine qui est passé de 90,6% en 2014 à **84,4%** en 2015. Quant à l'énergie disponible en 2015, elle s'est située à 3 200 GWh, soit **6,3%** au-dessus de l'engagement contractuel Take or Pay (TOP) fixé à **3 010** GWh.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la compagnie s'est établi à **39,34** milliards FCFA en 2015, contre **41,34** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **4,84%**.

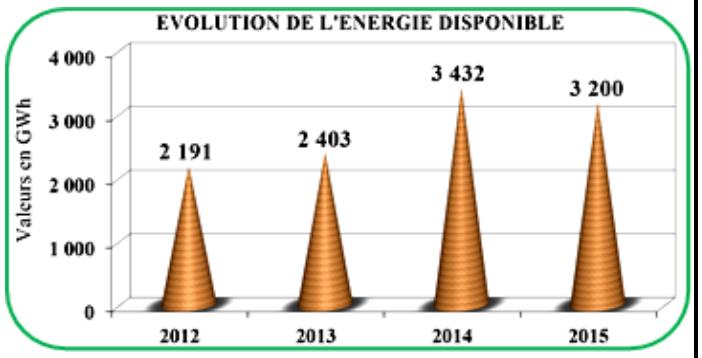
Toutefois, grâce à des reprises de provisions de **9,83** milliards FCFA, le résultat d'exploitation s'est établi à **21,66** milliards FCFA en 2015, contre **21,14** milliards FCFA en 2014.

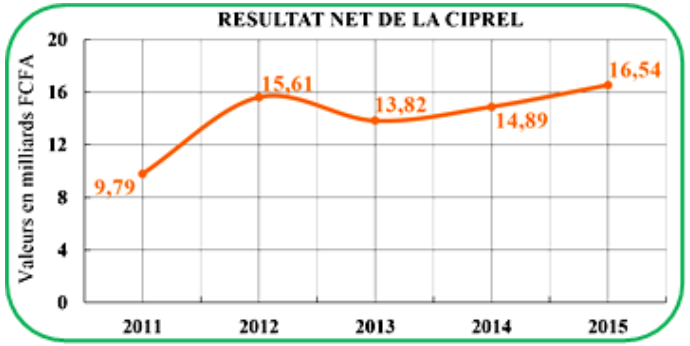
Le résultat net a suivi cette tendance en passant de **14,89** milliards FCFA en 2014 à **16,54** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **11,08%**.

Grâce à ce niveau de résultat, la CIPREL a distribué à l'Etat, des dividendes d'un montant de **1,26** milliard FCFA en 2015, contre **644,86** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **95,39%**.

Par ailleurs, les impôts dus par la société à l'Etat sont passés de **2,28** milliards FCFA en 2014 à **1,76** milliard FCFA en 2015 (**1,72** milliard FCFA d'impôts et taxes et **35** millions FCFA d'impôts BIC), soit une baisse de **22,81%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société révèle un endettement financier net de **127,47** milliards FCFA au 31 décembre 2015 en raison de l'avancement de la phase IV du projet CIPREL. Quant au ratio d'endettement, il s'est fixé à **235%** en 2015, contre **215%** pour l'exercice 2014.





Faits marquants de la CIPREL 2015

- premier couplage de la TAV le 12 décembre 2005 ;
- réalisation avec succès des essais de performance le 27 décembre 2015 (119,7 MW atteints pour 111 MW contractuels) ;
- endettement financier net de **127,47** milliards FCFA en 2015, contre 83,67 milliards FC FA en 2014.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 14 septembre 1983

Capital social : 240 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 17,7 milliards FCFA

Part de l'Etat : 12,5%

Chiffre d'Affaires 2015 : 13,33 milliards FCFA

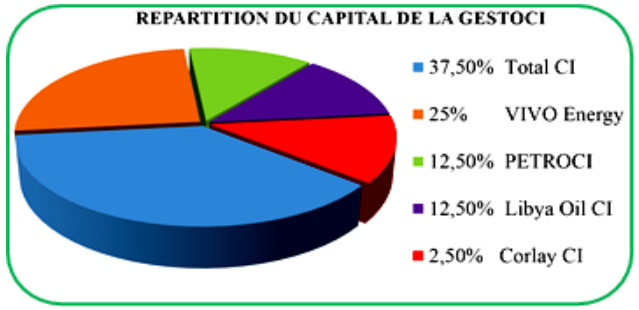
Résultat Net 2015 : 129 millions FCFA

PCA : TAÏ Glahou Jean

Directeur Général : DOUMBIA Ibrahima

Adm. Min du Pétroles et de l'Energie : THES Olémou Fatima

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: FADIGA Youssouf



Créée par décret n°83-1009 du 14 septembre 1983, la Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire (GESTOCI) est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour mission le stockage des produits pétroliers provenant de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) et destinés à la consommation locale et sous régionale.

En 2015, les quantités des produits blancs enlevés ont atteint **1 548 560** m^3, contre **1 314 209** m^3 en 2014, soit une hausse de **17,83%**. Celle-ci est liée à l'agrandissement de la zone de desserte du dépôt de Yamoussoukro et à l'augmentation des enlèvements sur les marchés internationaux. Au niveau des réceptions, elles s'établissent à **656 253** m^3, contre **384 317** m^3 en 2014, soit une hausse de **69,39%**.

En ce qui concerne les produits au poids, les volumes enlevés se sont élevés à 111 045 TM en 2015, contre 45 419 TM en 2014, soit une hausse de **144,49%** due à la forte demande en butane et en fuel sur le marché du Burkina Faso et du Mali.

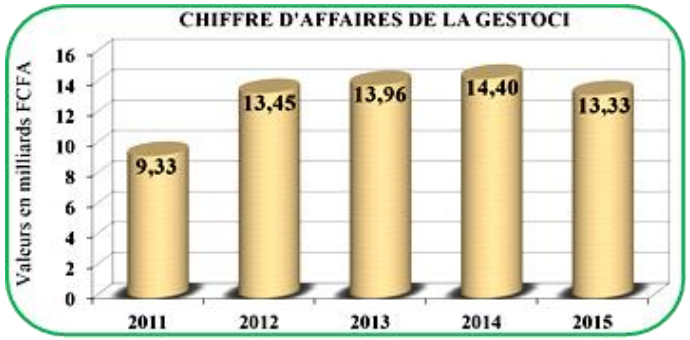
En dépit de ce niveau d'activité, le chiffre d'affaires de la société a régressé de **7,41%** en s'établissant à **13,33** milliards FCFA en 2015, contre **14,40** milliards FCFA en 2014.

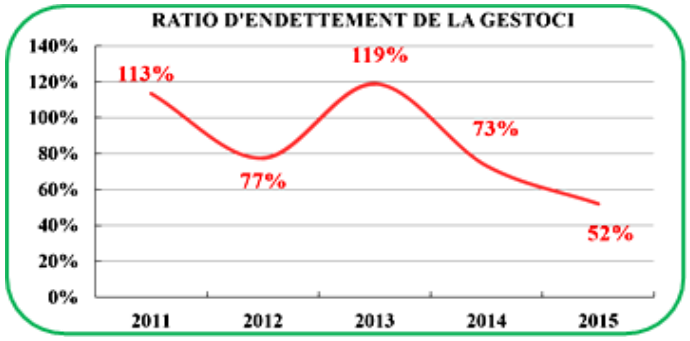
Par ailleurs, en 2015, la quote-part de la péréquation transport par pipeline des produits pétroliers a été reclassée dans un compte du bilan plutôt que dans un compte de produits. En outre, toutes les redevances sur le stock de sécurité ont été affectées aux investissements. Cette situation a occasionné un déficit d'exploitation plus accru de **715,34** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **252,45** millions FCFA en 2014.

Toutefois, en raison des reprises de subventions de 1,13 milliard FCFA et des reprises de provisions sur un avoir de 189,42 millions FCFA, portant sur les tarifs de TOTAL en 2009, le résultat net de la société s'est soldé par un bénéfice de **129,27** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **141,78** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **8,82%**.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la GESTOCI, ils sont passés de **1,58** milliard FCFA en 2014 à **1,50** milliard FCFA en 2015.

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **51,85%** au 31 décembre 2015, contre **73,03%** en 2014.





Faits marquants de la GESTOCI 2015

- intensification de l'approvisionnement des zones CNO du pays ;
- consolidation des enlèvements sur le marché du MALI et du Burkina Faso ;
- amélioration des réceptions sur le marché Mer/mer ;
- paiement par l'administration d'un crédit de TVA d'un montant de 2,42 milliards FCFA.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 octobre 1975

Capital social : 20 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 327,41 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 229,59 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -39,47 milliards FCFA

PCA : GNANGNI Daniel

Directeur Général : DIABY Ibrahim

Adm. Min du Pétroles et de l'Energie : DIABY Ibrahima

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: DADIE Cyrille Aristide

La Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI) est une société d'Etat créée par décret n°75-744 du 21 octobre 1975. Sa mission est d'assurer d'une part, la recherche, l'exploration des gisements d'hydrocarbures et de toutes substances annexes et associées et d'autre part, d'assurer l'industrie, le transport, le stockage et la commercialisation de ces matières et de tous les produits et sous-produits dérivés.

Au niveau opérationnel, la PETROCI a réalisé **deux (2)** forages d'exploration et **un (1)** forage d'évaluation, respectivement, sur les blocs CI-514, CI 508 et le bloc CI-27. En outre, la société a participé aux investissements de développement des blocs CI-40, CI-26 et CI-27 en vue de l'accroissement de la production d'huile et de gaz.

Par ailleurs, les quantités de pétroles bruts produites se sont accrues de **56%** en passant de 6,9 MBBL en 2014 à 10,73 MBBL en 2015. De même, la production de gaz naturelle est passée de 75 306 278 MMBTU en 2014 à 78 597 563 MMBTU en 2015, soit une hausse de **4%**.

Au plan commercial, les activités de la PETROCI ont pâti de l'effondrement des cours du baril qui sont passés en moyenne de **99,49 $US** en 2014 à **53,60 $US** en 2015. En effet, l'effet combiné du fléchissement des cours du baril et de la modification des conditions de partage du pétrole produit sur le bloc CI 40, a entrainé une chute de **26%** des ventes de pétrole brut (**-16,10** milliards FCFA). Celles-ci sont passées de **61,39** milliards FCFA en 2014 à **45,29** milliards FCFA en 2015.

Par ailleurs, en raison de l'indisponibilité des emballages B6 (qui représentent les deux tiers de la demande nationale), les ventes de gaz butane conditionnées n'ont évolué que de **6,5%** alors que la croissance globale du marché national avoisinait **16%**.

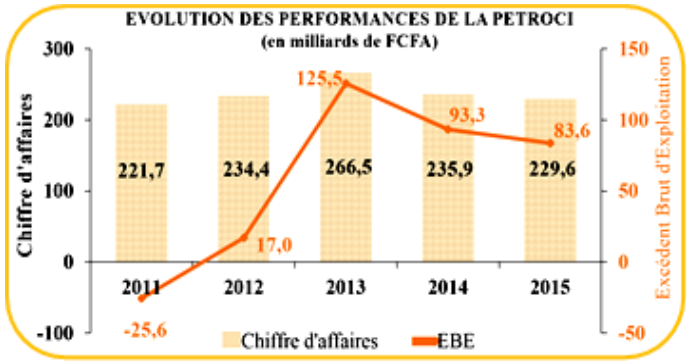
Ainsi, le chiffre d'affaires de la PETROCI s'est établi à **229,58** milliards FCFA en 2015, contre **235,89** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **2,67%**.

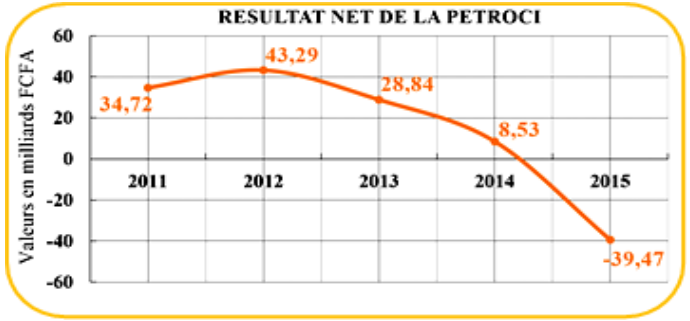
En outre, le résultat financier de la société s'est établi à **-19,41** milliards FCFA en 2015 en raison des pertes de change évaluées à **15,26** milliards FCFA. De même, la société a enregistré un résultat hors activités ordinaires déficitaire de **31,94** milliards FCFA en 2015.

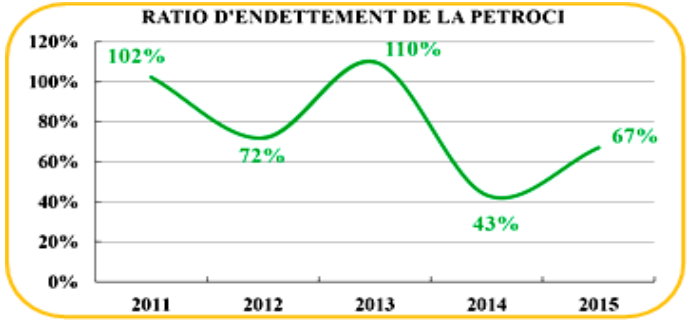
Tous ces faits ont impacté négativement le résultat net de la PETROCI qui est ressorti déficitaire de **39,46** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **8,53** milliards FCFA enregistré en 2014.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils ont connu une baisse de **26,19%** en passant de **33,10** milliards FCFA en 2014 à **24,43** milliards FCFA en 2015.

Enfin, au 31 décembre 2015, les capitaux propres de la société se sont fixés à **327,41** milliards FCFA, contre **346,19** milliards FCFA en 2014. Le ratio d'endettement est passé de **43,31%** en 2014 à **67,05%** en 2015.







Faits marquants de la PETROCI 2015

- chute des cours du baril de pétrole de 45,89 $US en 2015 ;
- réalisation de deux (2) forages d'exploration sur les blocs CI-514 & CI-508 et réalisation d'un (1) forage d'évaluation sur le bloc CI-27 ;
- participation aux investissements de développement des blocs CI-40, CI-26 et CI-27 pour l'accroissement de la production de l'huile et de gaz ;
- modification des conditions de partage du pétrole produit sur le bloc CI- 40 ;
- fonctionnement irrégulier de l'unité de fabrication et de requalification des bouteilles de gaz (UFRB).

SIFAL SOCIETE IVOIRIENNE DE FABRICATION DE LUBRIFIANTS

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1967

Capital social : 560 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 2,21 milliards FCFA

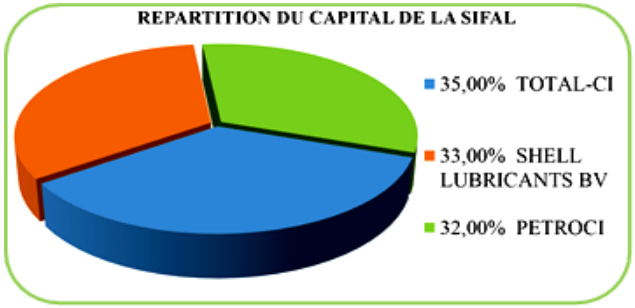
Part de l'Etat : 32,14%

Chiffre d'Affaires 2015 : 19,46 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 425,13 millions FCFA

Directeur Général : OUATTARA Ben Hassan

Adm. PETROCI : BRISSY Saillet Roger



Créée en 1967 sous la forme d'une société anonyme, la Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiants (SIFAL) a pour objet, l'exploitation d'une usine de fabrication de lubrifiants ainsi que toutes autres activités connexes pouvant être exercées à partir de ses équipements, de son savoir-faire ou de son fonds de commerce.

L'exercice 2015 de la société SIFAL a été marqué par une régression de **5,3%** des ventes export qui ont été partiellement compensées par les ventes locales (**+3,1%**). Cette situation combinée à la baisse des huiles de base au second semestre de l'année 2015 a occasionné une stagnation du chiffre d'affaires de la société.

Ainsi, celui-ci s'est établi à **19,46** milliards FCFA en 2015, contre **19,56** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **0,51%**.

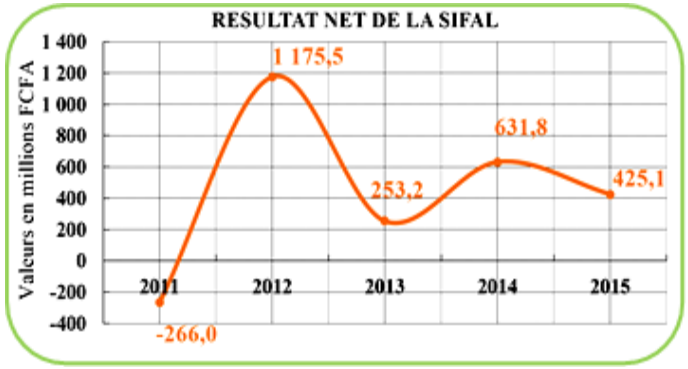
Ce repli d'activités a favorisé une réduction significative du résultat d'exploitation de la SIFAL qui s'est affiché à **824,56** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **1,03** milliard FCFA enregistré en 2014, soit une baisse de **19,95%**.

Le résultat net qui se dégage, s'est soldé par un bénéfice de **425,13** millions FCFA en 2015, contre un résultat bénéficiaire de **631,76** millions FCFA enregistré en 2014, soit une baisse de **32,71%**.

De même, les capitaux propres ont connu une régression en s'établissant à **2,21** milliards FCFA en 2015, contre un montant de **2,42** milliards FCFA au titre de l'exercice 2014.

Concernant les impôts dus à l'Etat par la SIFAL, ils sont passés de **516,27** millions FCFA en 2014 à **274,70** millions FCFA en 2015 (dont **48,15** millions FCFA d'impôts et taxes et **226,55** millions FCFA d'impôts BIC), soit une baisse de **46,79%**.

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **18,73%** en 2015, contre **15,26%** en 2014.



Faits marquants de la SIFAL 2015

- régression des ventes export de 5,3% ;
- stagnation du chiffre d'affaires ;
- baisse du résultat net de 32,71%.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : AG constitutive du 03/10/1962

Capital social : 39 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : -148,11 milliards FCFA

Part de l'Etat : 1,54%

Chiffre d'Affaires 2015 : 1 099,39 milliards FCFA

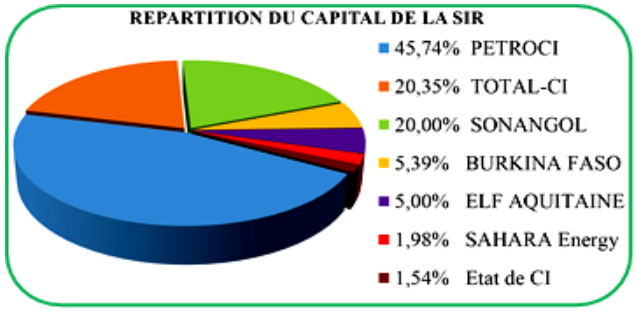
Résultat Net 2015 : -44,90 milliards FCFA

PCA : AKOSSI Noël Benjo

Directeur Général : CAMARA Thomas

Adm. Min du Pétrole et de l'Energie : DIABY Ibrahima

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: COULIBALY Issa



La Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) a été créée le 03 octobre 1962 par le Gouvernement ivoirien avec le concours de groupes pétroliers internationaux. Elle a pour mission d'assurer le raffinage du pétrole brut, l'approvisionnement de la Côte d'Ivoire et de certains pays de la sous-région en produits pétroliers.

L'exercice 2015 a été marqué par la chute drastique du cours du pétrole brut (**-47%**) occasionnant une baisse des revenus liés aux ventes sur les différents marchés (**-17%** sur le marché local; **-25%** sur le marché export mer et **-58%** sur le marché export terre).

En effet, le cours du pétrole brut qui variait entre **56** et **64** dollars/baril de janvier 2015 à juillet 2015, a fléchi pour se fixer à **38** dollars/baril à fin décembre 2015. Ainsi, le chiffre d'affaires de la SIR a régressé de **23,56%** en passant de **1438,18** milliards FCFA en 2014 à **1099,39** milliards FCFA en 2015.

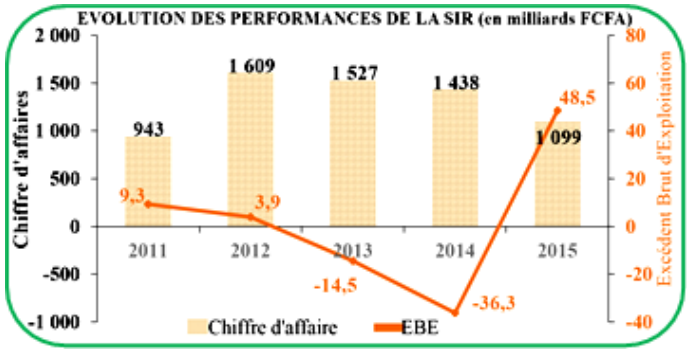
Toutefois, grâce à un taux d'utilisation de la raffinerie de **82,6%**, la société a pu profiter de l'embellie des marges de raffinage en générant une marge brute de **107,2** milliards FCFA et un résultat d'exploitation positif de **36,10** milliards FCFA en 2015.

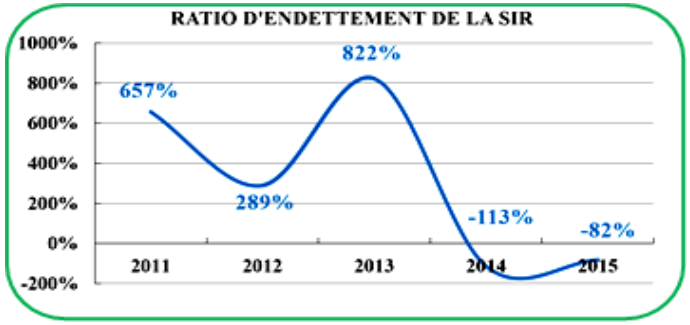
Par ailleurs, la hausse du cours du dollar (**+20%**) combinée aux difficultés de trésorerie de la société, a prorogé les délais de règlement des fournisseurs de pétrole brut. Il s'en est suivi de fortes pénalités de retard (**30,25** milliards FCFA de frais financiers) et des pertes de change de **92,40** milliards FCFA. Ainsi, le résultat financier de la société est ressorti **déficitaire** de **80,97** milliards FCFA en 2015, contre un déficit de **69,67** milliards FCFA en 2014.

En définitive, le résultat net de la SIR s'est soldé par un déficit de **44,90** milliards FCFA en 2015, contre un déficit plus accru de **110,23** milliards FCFA enregistré en 2014.

Ce niveau de résultat a dégradé davantage les capitaux propres qui se sont établis à **-148,11** milliards FCFA en 2015. La structure bilancielle de la SIR repose sur l'endettement à court terme avec des dettes fournisseurs de **510,98** milliards FCFA en 2015.

Enfin, les impôts dus à l'Etat sont passés de **5,90** milliards FCFA en 2014 à **5,62** milliards FCFA en 2015 (**5,58** milliards FCFA d'impôts et taxes et **35** millions FCFA d'impôt BIC).





Faits marquants de la SIR 2015

- taux d'utilisation de la raffinerie de 82,6% (meilleur taux depuis dix ans) ;
- accroissement de la marge de raffinage de 57% ;
- marge brute de 107,2 milliards FCFA (plus élevée depuis 8 ans) ;
- résultat d'exploitation positif de 36,0 milliards FCFA (plus élevé depuis 10 ans) ;
- dette nette cumulée de 380 milliards FCFA au 31 décembre 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 2012

Capital social : 3,15 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 20,23 milliards FCFA

Part de l'Etat : 5,54%

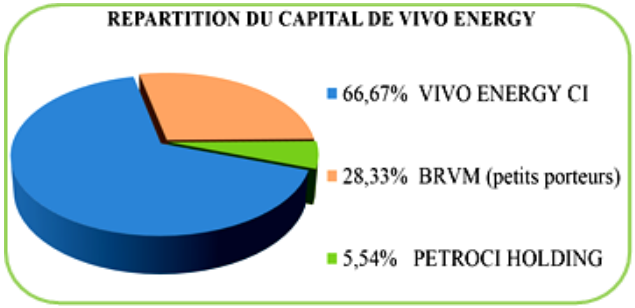
Chiffre d'Affaires 2015 : 276,37 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 3,27 milliards FCFA

Directeur Général : OUATTARA Ben Hassan

Adm. Min du Pétroles et de l'Energie : N'DRI Koffi

Adm. PETROCI : ANDE Bouraima



Suite à la cession par la société The Shell Petroleum Company Limited de ses parts à un nouvel actionnaire, la société SHELL Côte d'Ivoire a pris la dénomination de VIVO Energy. Cette société a pour objet de commercialiser et d'industrialiser les carburants, lubrifiants, gaz, produits chimiques ainsi que tous autres produits pétroliers et dérivés du pétrole.

L'exercice 2015 de la société VIVO Energy CI a été marqué par un accroissement des volumes de vente. Ainsi, la société a enregistré un chiffre d'affaires de **276,37** milliards FCFA en 2015, contre un montant de **259,35** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **6,56%**.

Toutefois, du fait de la hausse des charges liées aux services extérieurs (+**14%)** et au transport (+**19%**), le résultat d'exploitation n'a connu qu'une progression de **2,70%,** passant de **5,21** milliards FCFA en 2014 à **5,35** milliards FCFA en 2015.

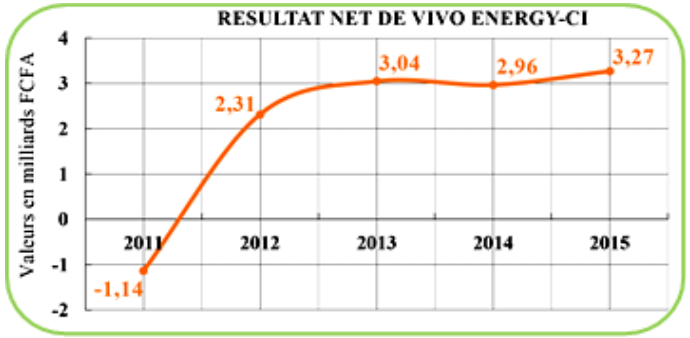
Par ailleurs, le résultat hors activités ordinaires s'est établi à -13,69 millions FCFA en 2015, contre un déficit plus accru de 346, 24 millions FCFA en 2014.

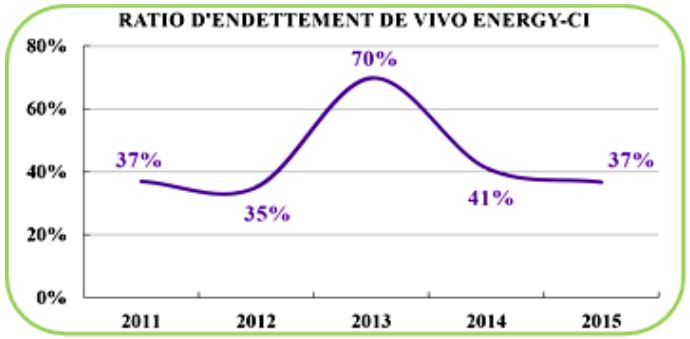
En définitive, le résultat net de la société a enregistré une hausse de **10,47%** en affichant un bénéfice de **3,27** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **2,96** milliards FCFA réalisé en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils se sont établis à **3,18** milliards FCFA en 2015 (dont **1,89** milliard d'impôts et taxes et **1,29** milliard FCFA d'impôts sur le résultat), contre **2,98** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **6,71%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société fait ressortir une diminution (**-3,21%**) des dettes financières qui ont atteint **7,42** milliards FCFA en 2015. A l'inverse, les capitaux propres sont passés de **18,61** milliards FCFA en 2014 à **20,23** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **8,68%**.

Ainsi, le ratio d'endettement au 31 décembre 2015 s'est fixé à **36,69%,** en nette amélioration par rapport au ratio de **41,19%** enregistré en 2014.





Faits marquants de VIVO ENERGY-CI 2015

- ouverture de douze (12) nouvelles stations-services ;
- croissance de la majorité des secteurs d'activités ;
- confirmation de la position de leader sur le marché du Réseau en Côte d'Ivoire avec 36% de part de marché ;
- amélioration de la performance commerciale ;
- bonne autonomie financière.

SECTEUR MINES

« Contribution du secteur minier à hauteur de 5% au PIB de la Côte d'Ivoire et création de 25.000 emplois directs et indirects ».

Le secteur minier ivoirien dominé par les productions de manganèse et d'or a été marqué par la chute importante des cours des principaux métaux en 2015. Ainsi, la production de manganèse a baissé de **25%** en passant de 362 000 tonnes en 2014 à 263 178 tonnes en 2015. A l'inverse, l'extraction aurifère a continué sa progression grâce aux investissements importants réalisés dans le secteur minier (**77** milliards FCFA) et à la délivrance de 45 nouveaux permis de recherche. Sur cette base, la production industrielle d'or est ressortie à **23,5** tonnes à fin décembre 2015, soit une hausse de **15%** portée par la mine d'or d'AGBAOU qui représente plus du quart de la production totale.

« Chiffre d'affaires des entreprises publiques du secteur minier en progression de 99,02 milliards FCFA en 2015».

En ce qui concerne les sociétés du portefeuille opérant dans le secteur minier, elles ont réalisé une performance commerciale. En effet, la société TONGON a réalisé un chiffre d'affaires de **164,95** milliards FCFA, faisant passer le chiffre d'affaires global des sociétés minières à **365,23** milliards FCFA en 2015, contre **362,42** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **24,99%**. De même, le résultat net global desdites sociétés s'est amélioré de **26,41%**, passant de **49,76** milliards FCFA en 2014 à **62,90** milliards FCFA en 2015. Cette situation favorable a été impulsée par la hausse du résultat net de la société AGBAOU de **23,30** milliards FCFA en 2015.

AGBAOU Gold Operation

FICHE TECHNIQUE

Date de création : juin 2012

Capital social : 100 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 73,08 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2015 : 125,27 milliards FCFA

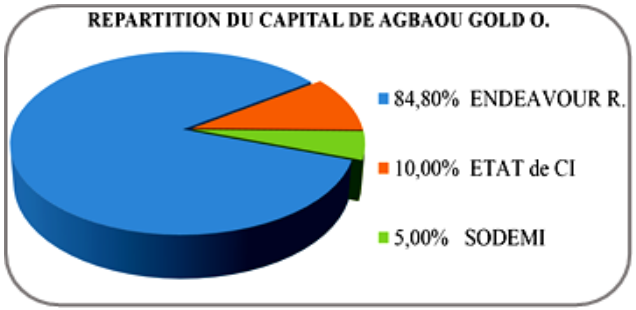
Résultat Net 2015 : 48,19 milliards FCFA

PCA : ROUX Adriaan Almero

Directeur Général : LANGFORD Jeremy

Adm. Min Industrie et Mines : COULIBALY Seydou

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: DADIE Cyrille Aristide



La société AGBAOU Gold Operations SA est détenue à hauteur de 85% par le groupe Endeavour Mining. Elle a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment, les gisements d'or et les substances associées.

L'exercice 2015 a constitué la deuxième année d'activité commerciale de cette société.

Au 31 décembre 2015, le tonnage d'or produit par la société AGBAOU Gold s'est accru de **24%** en atteignant **5 831** kg (181 365 onces) en raison du débit élevé et du bon taux de récupération de l'usine (**97%**). De même la quantité d'or vendue a progressé de **22%** en se fixant à **182 219** onces, contre 149 904 onces vendues en 2014.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **125,27** milliards FCFA en 2015, contre **94,14** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **33,07%**.

Par ailleurs, du fait de la réduction des coûts opérationnels (prix du carburant et la consommation de la chaux…) et d'un coût de revient ''AISC'' favorable (**329,41** FCFA/oz), la société minière a dégagé un excédent brut d'exploitation de **76,34** milliards FCFA en 2015, contre **48,39** milliards FCFA en 2014

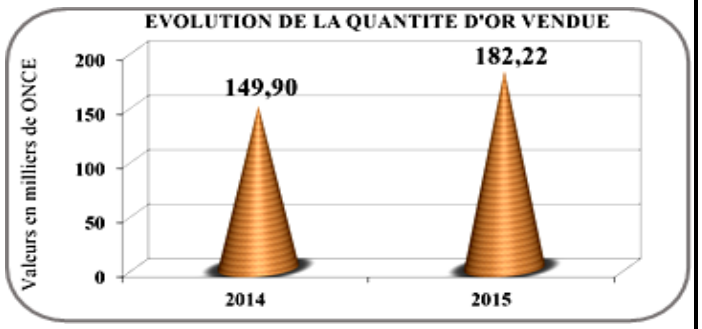
Le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **48,19** milliards FCFA en 2015, contre **24,88** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **93,69%**.

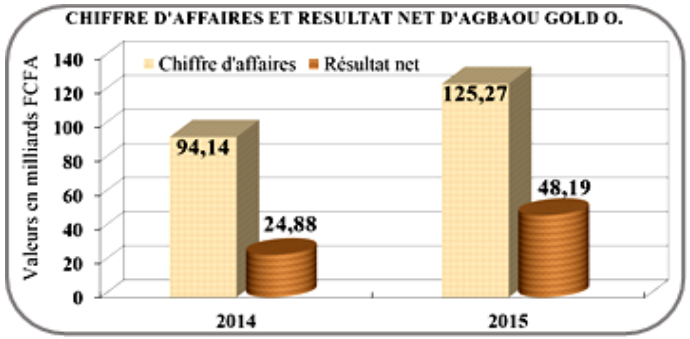
Grâce à ce niveau de résultat, la société AGBAOU GOLD a distribué à l'Etat, des dividendes évalués à **528** millions FCFA en 2015.

Ce niveau de résultat a porté les capitaux propres à un montant de **73,08** milliards FCFA, contre **24,89** milliards FCFA en 2014.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils se sont élevés à **6,39** milliards FCFA en 2015, contre **4,16** millions FCFA en 2014.

Enfin, à l'instar des autres sociétés de ce secteur, la société AGBAOU Gold n'a pas recours aux emprunts. Son ratio d'endettement s'est fixé à **5,70%** en 2015.





Faits marquants d'AGBAOU GOLD O. 2015

- soulèvement de la population occasionnant le blocage des routes d'accès du 26 au 31 mai 2015 ;
- recrutement de 50 jeunes des villages impactés suivi de leur prise de service en juillet 2015 ;
- pluviométrie supérieure à celle de 2014 et favorable à l'ensemble des activités de la société ;
- production et vente d'or en hausse, respectivement, de 24% et de 22% par rapport à 2014.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 juin 2010

Date d'entrée en exploitation : 2013

Capital social : 600 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : -2,88 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2015 : 4,82 milliards FCFA

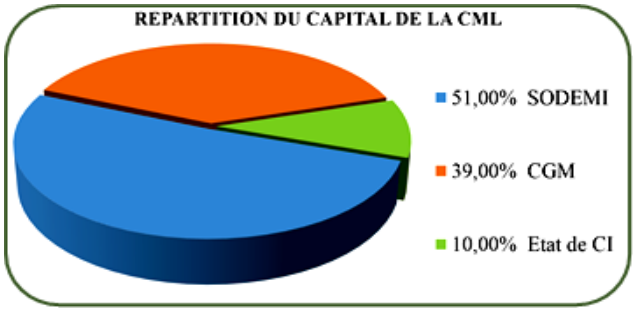
Résultat Net 2015 : -2,76 milliards FCFA

PCA : LEGRE Dakpa Philippe

Directeur Général : ZHENG Yuanwen

Adm. Min Industrie et Mines : COULIBALY Ibrahima

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: KONAN Bernard



Au cours de l'exercice 2015, la Compagnie Minière du Littoral (CML) a enregistré une production de **151 628** tonnes de produits marchands (113 112 tonnes de lumps et 38 516 tonnes de fine) sur une prévision de **370 000** tonnes, soit un taux de réalisation de **40,98%**. Ce faible niveau de production est due à la suspension des activités de production pendant six (6) mois (de mi-juin à décembre 2015) du fait de la baisse du prix du minerai de manganèse sur le marché international.

Par ailleurs, **139 897,87** tonnes de minerai de manganèse ont été vendues en 2015, contre **188 031,64** tonnes de minerai de manganèse vendues en 2014. Le chiffre d'affaires s'est, donc, établi à **4,82** milliards FCFA en 2015, contre **7,45** milliards de FCFA en 2014, soit une baisse de **35,29%**.

Cette contre-performance commerciale associée au déstockage de la production évaluée à **490,48** millions FCFA, ont impacté négativement le résultat d'exploitation qui est ressorti à **-2** milliards FCFA en 2015, contre **-560,13** millions FCFA en 2014.

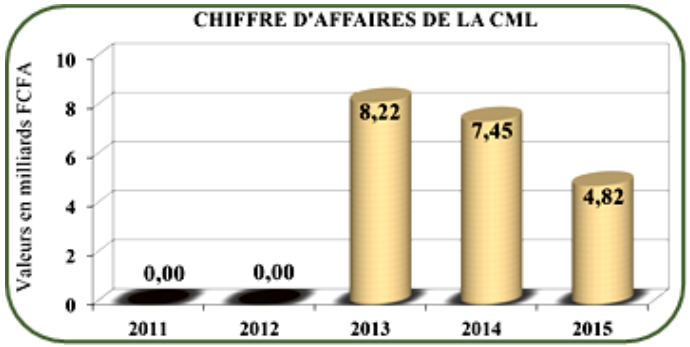
En outre, le résultat financier s'est soldé par un déficit de **756,11** millions FCFA en 2015, contre **-350,92** millions FCFA en 2014 en raison de l'impact négatif de la hausse du dollar sur les dettes en devises.

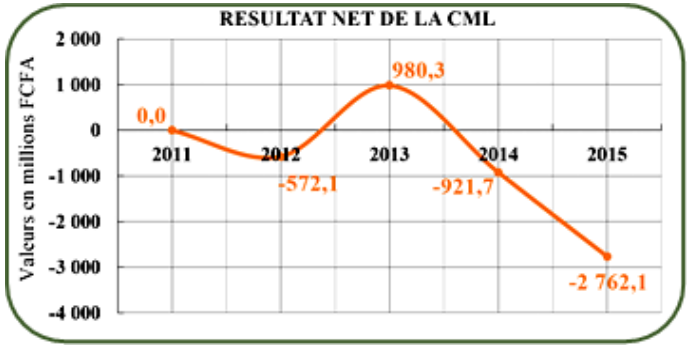
Le résultat net qui se dégage est déficitaire de **2,76** milliards FCFA en 2015, contre un déficit de **921,69** millions FCFA réalisé en 2014.

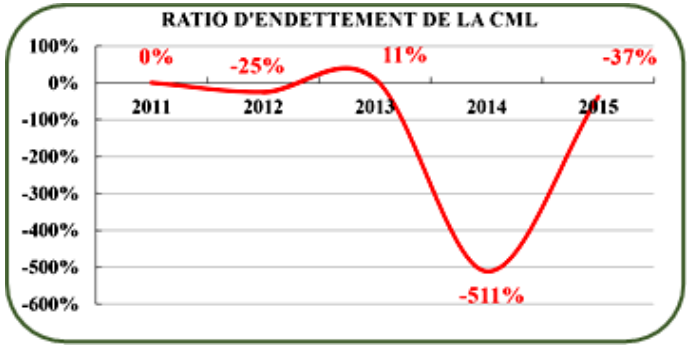
Ce niveau de résultat a dégradé davantage les fonds propres de la CML qui sont passés de **-122,47** millions FCFA en 2014 à **-2,88** milliards FCFA en 2015.

Ainsi, la société a axé son financement sur les dettes à court terme évaluées à **8,33** milliards FCFA au 31 décembre 2015 dont **7,36** milliards FCFA proviennent des associés et groupe.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la CML, ils se sont établis à **278,16** millions FCFA en 2015, contre **382,08** millions FCFA en 2014.







Faits marquants de la CML 2015

- baisse drastique des cours du manganèse ;
- suspension des activités de production pendant six (6) mois ;
- acquisition de matériel d'exploitation par crédit-bail ;
- transport du minerai par barge.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : Loi du 12 octobre 1998

Capital social : 100 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : -317,16 millions FCFA

Part de l'Etat : 49%

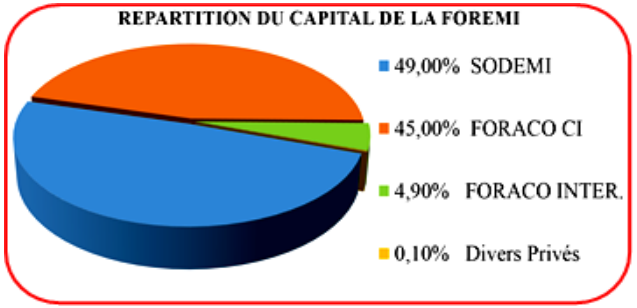
Chiffre d'Affaires 2015 : 2,73 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -451, 64 millions FCFA

PCA : CHARMENSAT Jean-Pierre

Directeur Général : SOMONIN Denis

Adm. Min Industrie et Mines : DIABATE Abdramane



La Société de Forage Minier (FOREMI) est une société anonyme née de la volonté de la SODEMI de renforcer son expertise dans les forages. Son capital social est reparti entre la SODEMI et la société française FORACO.

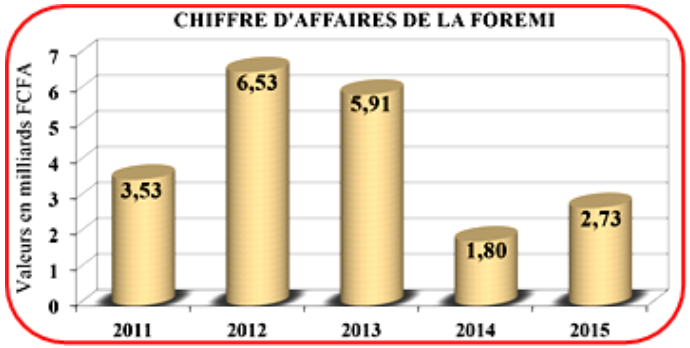
Au cours de l'exercice 2015, la FOREMI a concentré ses travaux de prestation en forage minier en Côte d'Ivoire. La dépression continue du marché et la présence d'un grand nombre de sociétés de forage au Burkina Faso n'a pas permis à la société de réaliser des travaux dans ce pays.

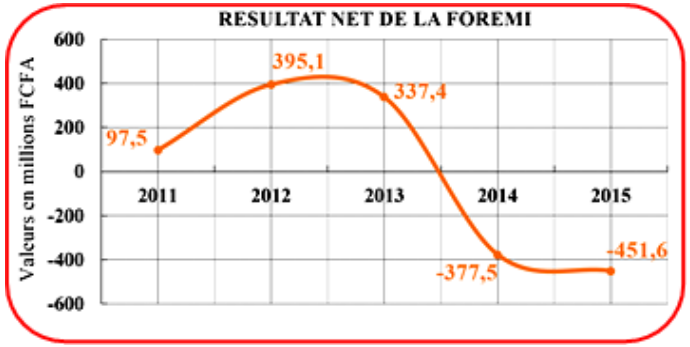
Le chiffre d'affaires de la FOREMI est passé de **1,8** milliard FCFA en 2014 à **2,73** milliards FCFA en 2015, soit une hausse **de 51,67%**.

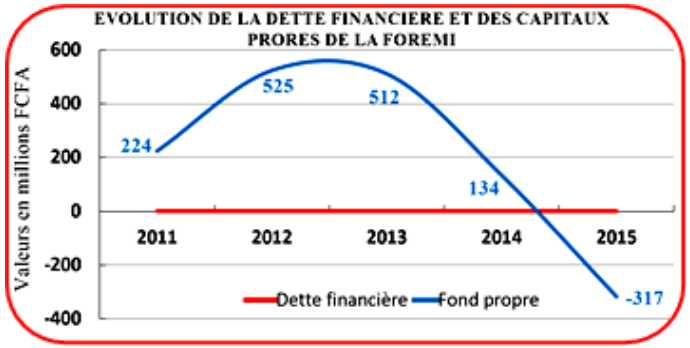
Toutefois, en raison de la hausse des charges d'exploitation, notamment, les autres achats (**+560** millions FCFA) et les services extérieurs (**+507** millions FCFA), le résultat net de la société s'est soldé par un déficit de **451,64** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **337,5** millions FCFA enregistré en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus par la société, ils se sont établis à **219,04** millions FCFA en 2015 (**205,38** millions FCFA d'impôts et taxes et **13,66** millions FCFA d'impôts BIC), contre **18,41** millions FCFA en 2014.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la FOREMI sur les trois (3) dernières années, révèle que la société se finance à travers ses ressources propres et les crédits fournisseurs dont le montant est évalué à **1,21** milliard FCFA en 2015, contre **1,37** milliard FCFA en 2014.







Faits marquants de la FOREMI 2015

- absence de travaux de prestation en forage minier au Burkina Faso ;
- capitaux propres négatifs de 317,16 millions FCFA au 31 décembre 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 octobre 2007

Capital social : 90 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 20,44 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

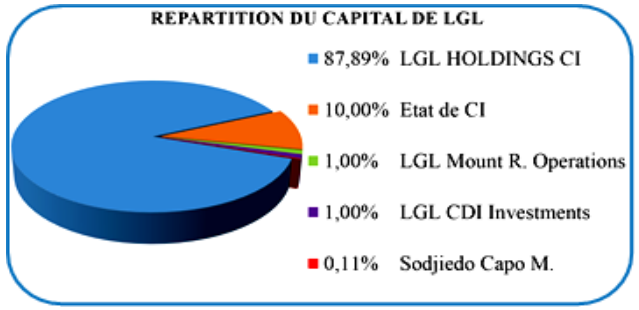
Chiffre d'Affaires 2015 : 75,71 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -9,11 milliards FCFA

PDG : BRADLEY Sampson

Adm. Min Industrie et Mines : NIANSOUNOU Jean Albert

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: Madame N'GOM née CAMARA Aminata



La société Lihir Gold Limited (LGL) est membre du groupe Newcrest Mining Limited. Elle a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux tels que les gisements d'or et les substances associées.

Au cours de l'exercice 2015, les activités de la société LGL se sont déroulées dans un contexte marqué, au plan international, par la chute continue des principaux métaux précieux de base et au plan national, par la prise du décret portant régime juridique des substances explosives. Le cours de l'or est passé de **1 275**$/l'once en 2014 à **1 158**$/l'once en 2015. De même, la quantité d'or vendue s'est réduite de **6,66%** en passant de **106 662** onces en 2014 à **99 554** onces en 2015.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **75,71** milliards FCFA en 2015, contre **76,49** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **1,02%** en dépit du taux de change favorable USD/FCFA et d'un taux de récupération de **94,62%**.

Toutefois, grâce à des efforts importants de réduction des coûts, le résultat d'exploitation s'est établi à **7,59** milliards FCFA en 2015, contre un résultat négatif de **1,14** milliard FCFA en 2014.

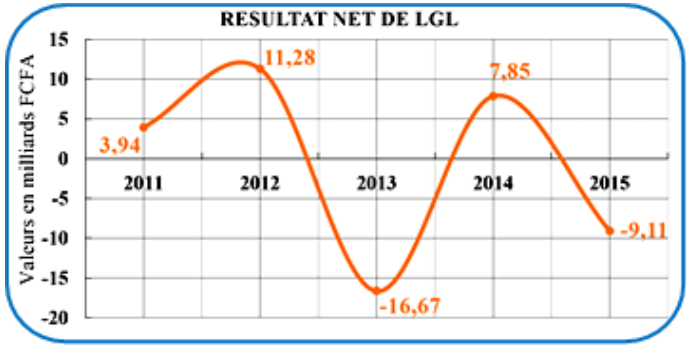
Par ailleurs, du fait d'une dotation aux amortissements et provisions de **23,31** milliards FCFA, le résultat financier est ressorti négatif de **16,66** milliards FCFA en 2015, contre un résultat positif de **9,20** milliards FCFA en 2014.

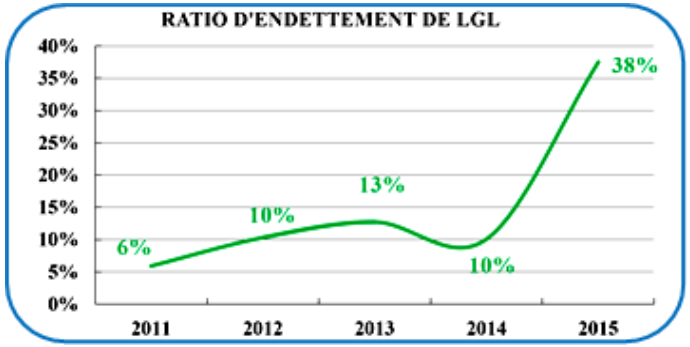
En définitive, l'exercice 2015 s'est conclu par un résultat net déficitaire de **9,11** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **7,85** milliards FCFA enregistré en 2014.

Ce niveau de résultat a impacté négativement le montant des capitaux propres qui est passé de **29,55** milliards FCFA en 2014 à **20,44** milliards FCFA en 2015.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils se sont élevés à **3,88** milliards FCFA en 2015, contre **4,62** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **16,02%**.

Enfin, l'analyse de la structure de financement de la société LGL sur les trois (3) dernières années, fait ressortir une bonne politique d'endettement à long terme comme l'atteste le ratio d'endettement fixé à **37,52%** en 2015, contre **10,06%** en 2014. La société finance ses activités grâce aux prêts octroyés par les associés. Ceux-ci représentent **82,34%** des dettes à court terme de la société évaluées à **134,40** milliards FCFA au 31 décembre 2015.





Faits marquants de LGL 2015

- prise de décret portant régime juridique des substances explosives ;
- fin de l'exploitation de la fosse à ciel ouvert de Bonikro ;
- renouvellement du permis d'exploitation de Bonikro pour 10 ans ;
- démarrage des opérations de production de la mine d'Hiré ;
- prix moyen de l'or fixé à 1 158$ l'once en 2015, contre 1 275$ l'once sur le marché mondial.

NEWCREST MINING LIMITED

RECRUTE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 3 décembre 2014

Capital social : 10 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 3,47 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

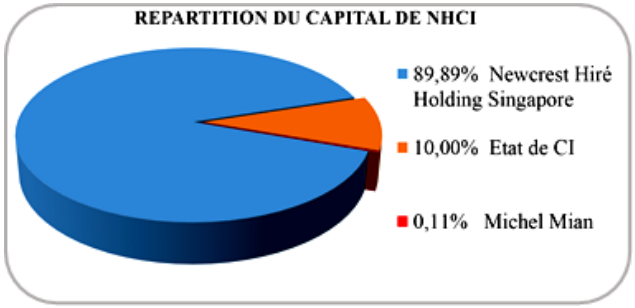
Chiffre d'Affaires 2015 : 33,79 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 3,46 milliards FCFA

PDG : BRADLEY Sampson

Adm. Min Industrie et Mines : NIANSOUNOU jean Albert

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: TRAORE Karim



L'année 2015 qui marque le premier exercice de la Société Newcrest Hiré, s'est déroulé dans un contexte national caractérisé par la poursuite de la réforme minière avec, notamment, l'adoption du décret portant régime juridique des substances explosives et la signature de deux importants Arrêtés.

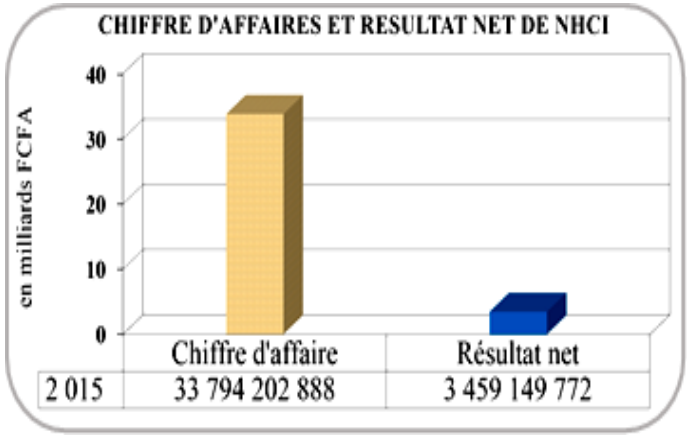
Au niveau de l'exploitation, le total de matériel extrait de la fosse s'est fixé à **5 749** tonnes pour une quantité de minerai extrait de **703 000** tonnes avec une teneur de **2,52**g/tonne.

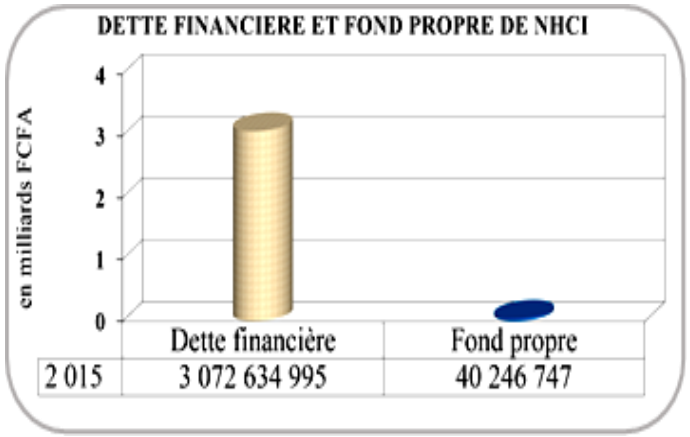
En ce qui concerne la commercialisation, **43 672** onces d'or ont été vendues portant le chiffre d'affaires de NEWCREST à **33,79** milliards FCFA en 2015. Le résultat d'exploitation après des dotations aux amortissements de **5,85** milliards FCFA, s'est établi à **7,85** milliards FCFA.

Le résultat net qui en découle, s'est soldé par un bénéfice de **3,46** milliards FCFA en 2015 du fait des produits financiers évalués à **1,44** milliard FCFA.

Ce niveau de résultat a porté les capitaux propres de la société à **3,47** milliards FCFA au 31 décembre 2015.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils se sont élevés à **1,46** milliard FCFA en 2015 constitués, essentiellement, d'impôts et taxes.





Faits marquants de laNHCI 2015

- adoption du décret portant régime juridique des substances explosives ;
- investissements de 445 millions FCFA dans les projets communautaires ;
- maintien du coût de production par once à 436 395 FCFA grâce à une réduction des couts et une discipline opérationnelle.

SOCIETE DES MINES D'ITY S.M.I.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1er juin 1983

Capital social : 600 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 64,5 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2015 : 57,75 milliards FCFA

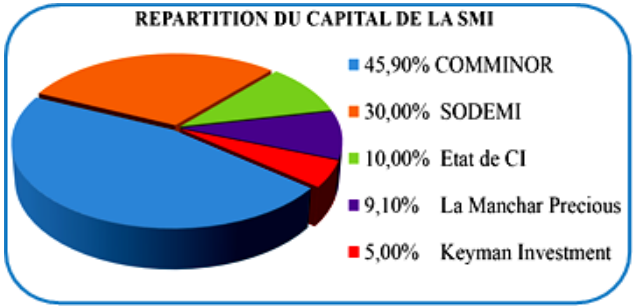
Résultat Net 2015 : 12,99 milliards FCFA

PCA : ABDOULAYE Koné

Directeur Général : BERNASCONI Pascal

Adm. SODEMI : KOUAME Kadjo

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: BAMBA Seydou



La Société des Mines d'Ity (SMI) a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux et substances associées.

En 2015, la SMI a poursuivi ses efforts pour découvrir de nouvelles ressources minières. Ainsi, le volume manipulé extrait de la mine a atteint 4,11 millions m^3, contre 3,81 millions m^3 en 2014. La production des minerais a, donc, connu une hausse de **18,20%** en passant de **863 370** tonnes en 2014 à **1 020 542** tonnes en 2015. Quant à la production d'or, elle s'est fixée à **2 513** kg en 2015, contre **2 506** kg en 2014, soit une hausse de **0,28%**. Cette production reste supérieure aux prévisions fixées à 2410 kg.

Au niveau commercial, la société a fixé le prix de vente moyen de l'or à **22 018** FCFA/g en 2015, contre **20 212** FCFA/g pratiqué en 2014, soit une hausse de **8,94%**.

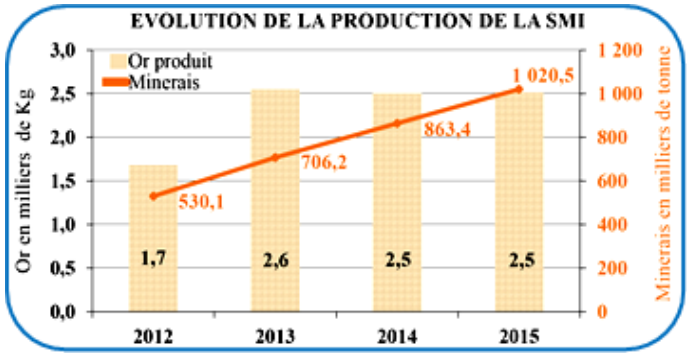
De même, les ventes de la SMI ont progressé de **7,02%** avec pour corollaire une hausse de **16,57%** du chiffre d'affaires qui est passé de **49,54** milliards FCFA en 2014 à **57,75** milliards FCFA en 2015. Cette performance commerciale combinée à l'amélioration du procédé de lixiviation en tas a contribué à rentabiliser l'exploitation à travers une progression de l'Excèdent Brut d'Exploitation de **6,87** milliards FCFA en 2015.

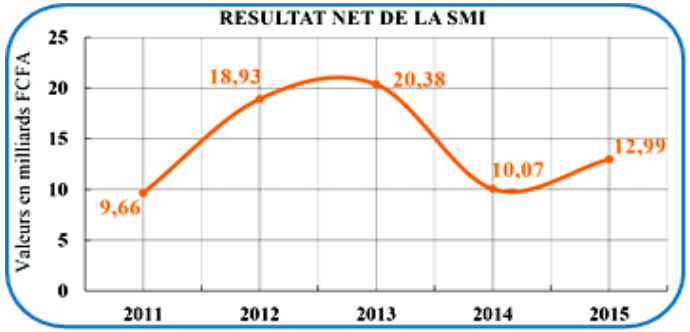
Le résultat net qui en découle, s'est établi à **12,99** milliards FCFA en 2015, contre **10,07** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **29%**.

A l'instar des exercices précédents, la SMI a distribué des dividendes. Au titre de l'exercice 2015, l'Etat a bénéficié d'un montant de **176** millions FCFA.

Concernant les impôts dus à l'Etat par la SMI, ils se sont élevés à **7,98** milliards en 2015 (**2,68** milliards FCFA d'impôts et taxes et **5,30** milliards FCFA d'impôts BIC), contre **6,17** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **29,34%**.

Enfin, le niveau d'endettement de la SMI est resté très faible au cours de ces dernières années. Son ratio d'endettement s'est fixé à **1,73%** en 2015.





Faits marquants de la SMI 2015

- renonciation du permis de recherche PR61 au profit de la MANCHA Côte d'Ivoire ;
- installation d'un comité de développement local doté d'un Fonds financé à hauteur de 0,5% du Chiffre d'Affaires de l'exercice 2014 ;
- transfert des actions de la SMI détenues dans le capital de la MANCHA, au groupe ENDEAVOUR.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 03 avril 1962

Capital social : 600 millions FC FA

Capitaux propres 2015 : 2,13 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 190,64 millions FCFA

Résultat Net 2015 : -2 milliards FCFA

PCA : BAMBA Yacouba

Directeur Général : KOUAME Kadjo

Adm. Min Industrie et Mines : DAOUA Ya Bertin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: DADIE Cyrille Aristide

La SODEMI est une société d'Etat dont la mission est de promouvoir la recherche et l'exploitation des substances minérales naturelles utiles, à l'exception des hydrocarbures, d'étudier avec d'autres organismes publics et parapublics ou privés spécialisés, les problèmes inhérents à la quête minière.

Au cours de l'exercice 2015, les activités de la SODEMI ont connu une baisse d'intensité à cause de la morosité des activités d'exploration tant au niveau national qu'international, de l'abandon de certains projets (pierres ornementales, argiles) par les partenaires de la société et de la non finalisation des négociations pour la cession des permis sur certains sites.

En ce qui concerne les activités de production, elles demeurent axées sur les entreprises SMI, CML et la société FOREMI.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la SODEMI est passé de **328** millions FCFA en 2014 à **190,64** millions FCFA au 31 décembre 2015, soit une chute de **41,88%** due au faible niveau de réalisation des prestations de service (laboratoire, géologiques et géophysiques) en lien avec la situation délétère du secteur minier.

Toutefois, grâce à la baisse des charges d'exploitation de **1,49** milliard FCFA, le déficit de l'exploitation s'est réduit en s'établissant à **-2,94** milliards FCFA en 2015, contre **-3,14** milliards FCFA en 2014.

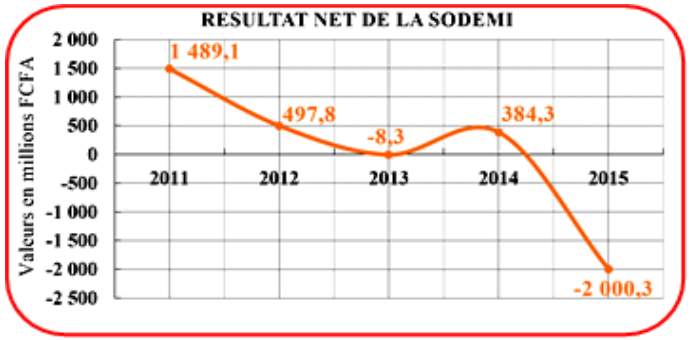
Par ailleurs, la société a enregistré un résultat financier positif de **1,3** milliard FCFA en 2015 lié à la perception des intérêts sur avance actionnaire et aux gains de change.

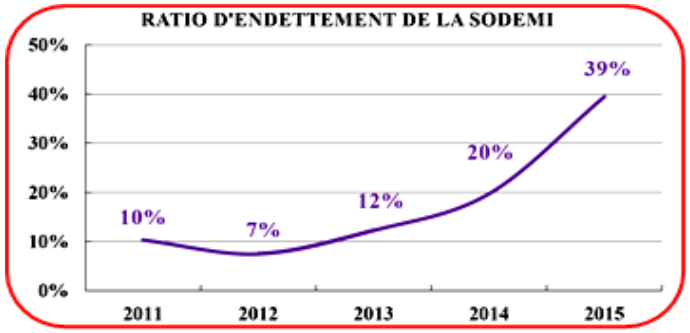
En outre, le résultat hors activité ordinaire (HAO) s'est soldé par un déficit de **364,38** millions FCFA en 2015, contre un excèdent de **2,84** milliards FCFA enregistré en 2014.

Au regard de tous ces faits, le résultat net de la SODEMI est ressorti déficitaire de **2** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **384,28** millions FCFA enregistré en 2014.

Quant aux impôts dus à l'Etat par la société, ils ont connu une hausse de **8,93%** en atteignant un montant de **280,59** millions FCFA en 2015 (**277,59** millions FCFA d'impôts et taxes et **3** millions FCFA d'impôt BIC), contre un montant de **257,58** millions FCFA en 2014.

Enfin, le ratio d'endettement de la SMI s'est établi à **39,47%** en 2015.





Faits marquants de la SODEMI 2015

- non réalisation de prestations géophysique en 2015 du fait de la réception tardive des équipements de géophysique ;
- amélioration des revenus financiers grâce aux dividendes distribués par la SMI (1,2 milliard FCFA), aux intérêts sur avances actionnaires (78 millions FCFA) ;
- résultat net déficitaire de la FOREMI occasionnant la non distribution de dividendes à la SODEMI.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 29 novembre 1996

Capital social : 10 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 198,86 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2015 : 164,95 milliards FCFA

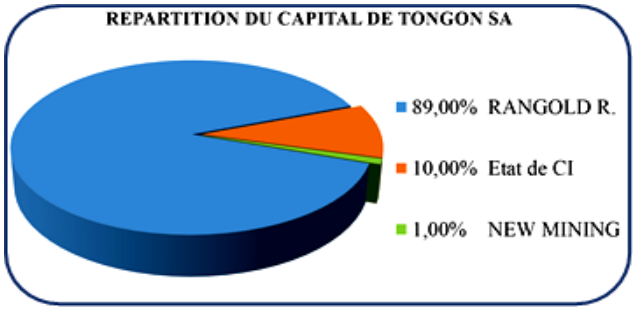
Résultat Net 2015 : 12,58 milliards FCFA

PDG : BRISTOW Mark Denis

Directeur Général : CORREIA Luiz

Adm. Min Industrie et Mines : DIABATE Abdramane

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: TOURE Idrissa



La Société TONGON SA est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet d'assurer l'exploitation des gisements dont elle bénéficie de droits d'exploitation. Elle a, également, en charge la commercialisation des substances minérales, conformément aux permis d'exploitation délivrés par l'Etat de Côte d'Ivoire.

En 2015, la quantité d'or produite par la société avoisinait **260 000** onces, contre **227 103** onces enregistrées en 2014, soit une progression de **14,49%**.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **164,95** milliards FCFA en 2015, contre **142,46** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **15,79%**.

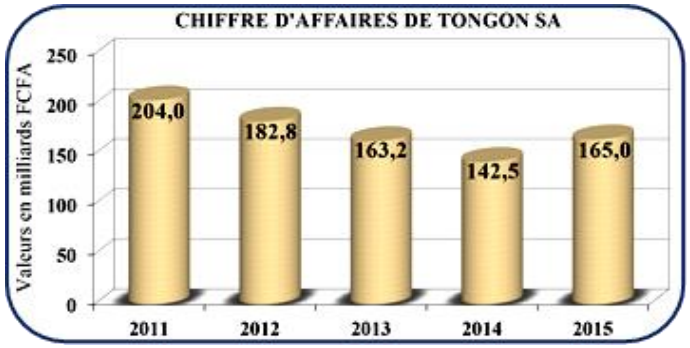
En outre, malgré la hausse des charges d'exploitation de **12,19** milliards FCFA, le résultat d'exploitation de la société est passé de **7,87** milliards FCFA en 2014 à **17,19** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **118,42%**.

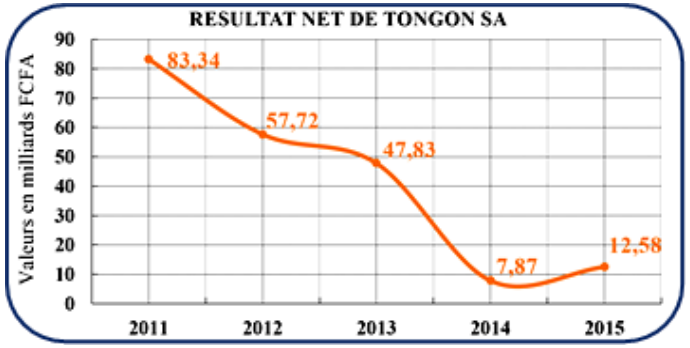
Par ailleurs, en raison d'une hausse de **6,82** milliards FCFA des pertes de change, l'activité financière de la société s'est soldée par un déficit de **4,60** milliards FCFA en 2015, contre un résultat positif de **810,05** millions FCFA en 2014.

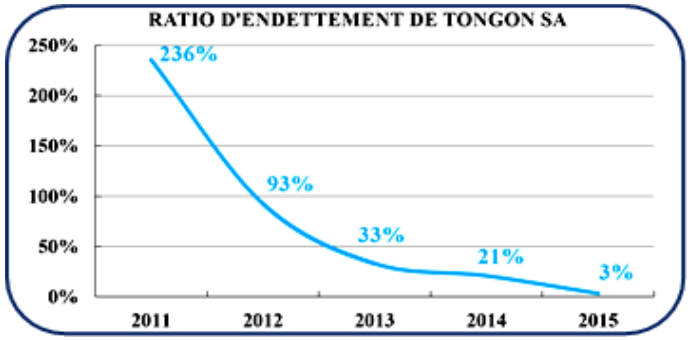
Le résultat net qui en découle, s'est établi à **12,58** milliards FCFA en 2015, contre **7,87** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **59,85%**.

En ce qui concerne les impôts dus par la société TONGON SA à l'Etat, ils ont connu une hausse de **19,84%** en passant de **4,94** milliards FCFA en 2014 à **5,92** milliards FCFA en 2015.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société TONGON SA sur les trois (3) dernières années, révèle un faible niveau d'endettement. Les dettes financières représentent **3,18%** des fonds propres en 2015.







Faits marquants de TONGON SA 2015

- achèvement du projet d'expansion et de mise à niveau de la mine de TONGON ;
- forte progression de la quantité d'or produite ;
- bonne performance commerciale ;
- réduction du coût de production de 52 dollars/once en 2015 ;
- perte de change de 12,31 milliards FCFA enregistrée en 2015.

SECTEUR BANQUES ET SERVICES FINANCIERS

«Ressources globales du système bancaire ivoirien en hausse de 1 457 milliards FCFA en 2015»

L'environnement bancaire national a été marqué par les activités de mise en œuvre du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) avec l'installation de « CreditInfo Volo » à Abidjan. En outre, le paysage bancaire s'est enrichi avec l'arrivée récente de la Banque Malienne de Solidarité (BMS) et de la Banque de l'Union (BU) portant le nombre d'établissements bancaires à **vingt-cinq** (25). De même, le nombre de microfinance est passé à **deux** (2) avec l'arrivée de Fidelis Finance. Ainsi, le climat de la concurrence s'est accru sur le marché avec des politiques commerciales plus agressives de la part des filiales des groupes occidentaux et marocaines.

Par ailleurs, l'équilibre du système bancaire a été préservé grâce à la mise sous administration provisoire de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargnes (CNCE). Ainsi, le marché bancaire a confirmé sa bonne santé générale en profitant de la relance de l'économique nationale. Le ratio d'adéquation du capital pour l'ensemble du système bancaire se situe au-dessus du critère règlementaire de **8%** et l'ensemble du système se consolide. Selon les données publiées par l'APBEFCI, les dépôts collectés auprès de la clientèle se chiffrent à **7 250** milliards FCFA au 31 décembre 2015, contre **5 793** milliards FCFA en 2014, soit une progression de **25,15%**. De même, les emplois ont enregistré une hausse de **27,19%** en s'établissant à **5 757** milliards FCFA en 2015, contre **4 526** milliards FCFA enregistré en 2014.

En ce qui concerne les banques du portefeuille de l'Etat, elles ont contribué à la bonne tenue du secteur « banques et services financiers » grâce à leur politique générale agressive de collecte des dépôts. En effet, outre la performance commerciale, les banques publiques ont enregistré une bonne performance financière. Ainsi, le produit net bancaire (PNB) global est passé de **128,83** milliards FCFA en 2014 à **143,15** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **14,32** milliards FCFA. De même, le résultat net global du secteur s'est amélioré de **38,29** milliards FCFA en passant d'un déficit de **19,16** milliards FCFA en 2014 à un bénéfice de **19,13** milliards FCFA en 2015. Cette performance du secteur a été favorisée, principalement, par la NSIA Banque et la SIB qui ont enregistré, respectivement, des résultats nets de **14,30** milliards FCFA et **14,81** milliards au 31 décembre 2015.

BANQUE DE L'HABITAT DE CÔTE D'IVOIRE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : Février 1993

Capital social : 6,78 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 714 millions FCFA

Part de l'Etat : 41,32%

Produit Net Bancaire 2015 : 5,85 milliards FCFA

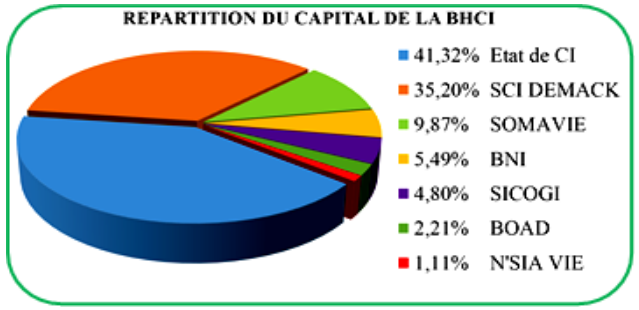
Résultat Net 2015 : 70,31 millions FCFA

PCA : AMUAH David

Directeur Général : DOGONI Souleymane

Adm. Min Eco & Fin : KONE Epse COULIBALY Minafou

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: FADIGA Youssouf



La Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) a été créée le 18 avril 1993. Depuis 2005, cette banque est régie par la loi n°97-520 du 04 septembre 1997, relative aux sociétés à participation financière publique.

Au cours de l'exercice 2015, le volume des dépôts a progressé de **13,70%** pour s'établir à **70,62** milliards FCFA (**0,98%** en termes de part de marché), contre **62,11** milliards FCFA en 2014. Quant aux créances sur la clientèle, elles ont augmenté de **3,56%** en passant de **36,26** milliards FCFA en 2014 à **37,55** milliards FCFA en 2015 (**0,99%** en termes de part de marché). Les créances saines étant évaluées à **30,19** milliards FCFA.

Par ailleurs, la BHCI a enregistré une hausse de **22,36%** des commissions et produits assimilés qui passent de **2,46** milliards FCFA en 2014 à **3,01** milliards FCFA en 2015.

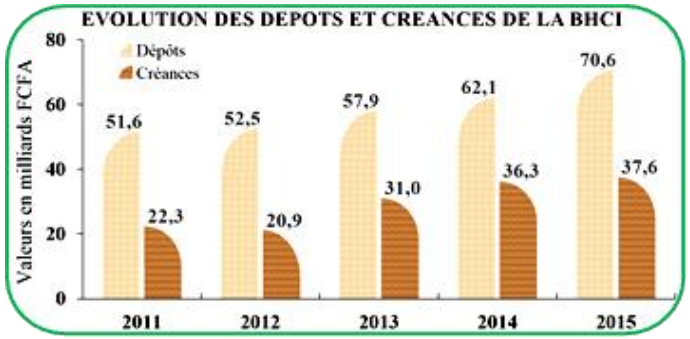
Ainsi, le produit net bancaire (PNB) de la BHCI s'est accru de **11,01%** en s'établissant à **5,85** milliards FCFA en 2015, contre **5,27** milliards FCFA en 2014.

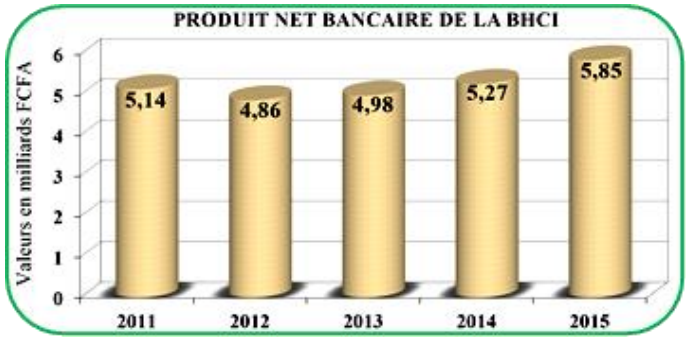
Cette embellie a été accompagnée d'une amélioration du coût net du risque de **4,14** milliards FCFA suite à une baisse des dotations aux provisions et d'importantes reprises de provisions. Le résultat brut d'exploitation de la banque est, donc, ressorti positif de **361,38** millions FCFA 2015, contre un déficit de de **374,9** millions FCFA en 2014.

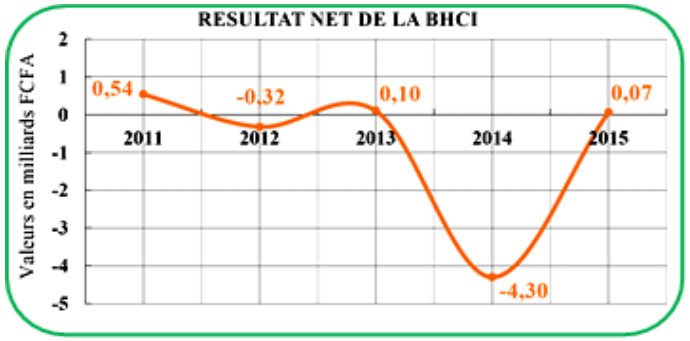
Le résultat net qui en découle est passé d'un déficit de **4,30** milliards FCFA en 2014 à un bénéfice de **70,31** millions FCFA en 2015.

Quant aux impôts dus par la banque, au titre de l'exercice 2015, ils se sont élevés à **1,21** milliard FCFA (**1,20** milliard FCFA d'impôts et taxes et **12,78** millions FCFA d'impôts BIC), contre **258,13** millions FCFA en 2014.

En ce qui concerne les ratios prudentiels, les fonds propres effectifs évalués à **714** millions FCFA en 2015, sont inférieurs au minimum réglementaire de **5** milliards FCFA. De même, le ratio de transformation fixé à **13%** et le ratio de solvabilité (**2%**), sont inférieurs aux normes en vigueur. Quant au coefficient de division des risques (**9,57),** il est conforme aux normes prudentielles.







Faits marquants de la BHCI 2015

- dix-huitième (18ème) rang des ressources clientèle et des emplois globaux du secteur ;
- non-respect des ratios prudentiels.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 octobre1959

Capital social : 20,50 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 24,89 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Produit Net Bancaire 2015 : 29,05 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 3,52 milliards FCFA

PCA : CISSE Souleymane

Directeur Général : KASSI N'DA Eugène

Adm. Min Eco & Fin: COULIBALY Adama

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat: FADIGA Youssouf

La Caisse Autonome d'Amortissement a été transformée depuis le 19 février 2004, en Banque Nationale d'Investissement (BNI). Cette décision est née de la volonté des autorités d'adapter l'institution à sa triple fonction de banque d'investissement, de refinancement et de conseil.

La Banque Nationale d'Investissement (BNI) dispose de deux (2) filiales que sont :

- la BNI-FINANCES, société de gestion et d'intermédiation, créée en janvier 2004 ;
- la BNI-GESTION, établissement spécialisé en gestion d'actifs, créée en 2008.

En 2015, les dépôts clientèles nets de la BNI ont augmenté de **42,57%** pour atteindre un niveau de **505,41** milliards FCFA, contre **354,49** milliards FCFA en 2014. Toutefois, en termes de part de marché, la banque a enregistré une légère baisse de **0,05 point** en passant de **7,3%** en 2014 à **7,25%** en 2015.

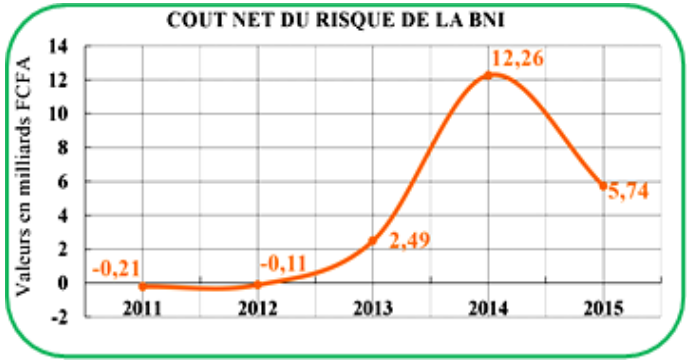
A contrario, les créances à la clientèle nettes ont continué de croître en atteignant **343,52** milliards FCFA en 2015 (**7,89%** en termes de part de marché), contre **240,02** milliards FCFA en 2014 (**7,26%** en termes de part de marché), soit une hausse de **0,63 point**. Cette progression est due aux actions menées à l'endroit des grandes entreprises, des PME et des particuliers.

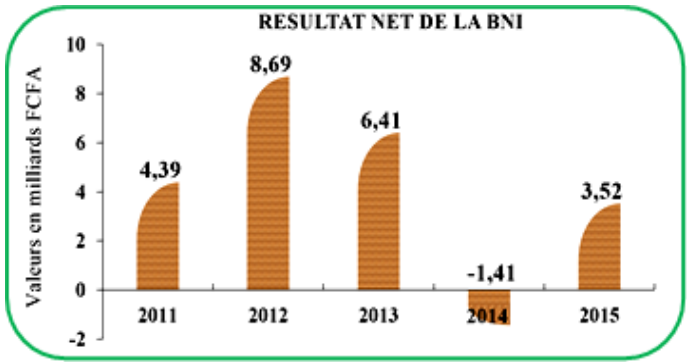
En dépit de cette situation, les intérêts provenant des crédits à la clientèle ont baissé de **3,39%**. Ainsi, le produit net bancaire de la BNI s'est établi à **29,05** milliards FCFA en 2015, contre **29,25** milliards FCFA en 2014, soit un repli de **0,68%**.

Toutefois, les effets de cette contreperformance ont été atténués par la réduction significative du coût net du risque qui est passé de **12,26** milliards FCFA en 2014 à **5,74** milliards FCFA en 2015 en raison de **5,48** milliards FCFA de reprises de provisions sur créances douteuse. Ainsi, le résultat brut d'exploitation de la banque est ressorti positif de **4,09** milliards FCFA 2015, contre un déficit de **1,34** milliard FCFA en 2014.

Le résultat net qui en découle est passé d'un déficit de **1,41** milliard FCFA en 2014 à un bénéfice de **3,52** milliards FCFA en 2015.

Enfin, les impôts dus par la société se sont élevés à un montant de **690,04** millions FCFA en 2015 (**655,04** millions FCFA d'impôts et taxes et **35** millions FCFA d'impôts BIC), contre **822,91** millions FCFA en 2014.





Faits marquants de la BNI 2015

- hausse de 150,92 milliards FCFA des dépôts clientèles ;
- réduction du coût net du risque de 6,52 milliards FCFA ;
- résultat net bénéficiaire de 3,52 milliards FCFA

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 décembre 1996

Capital social : 1,56 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 6,59 milliards FCFA

Part de l'Etat : 1,79%

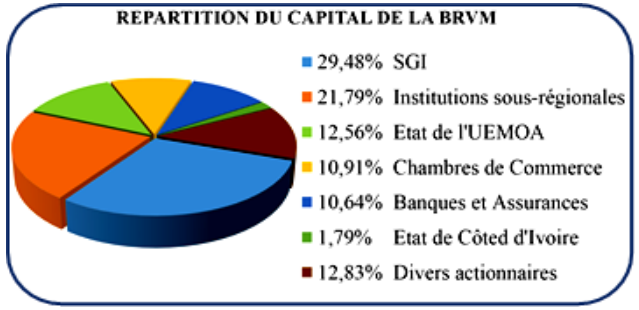
Produits Titres 2015 : 4,26 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 1,58 milliard FCFA

Ressources durables 2015 :

PCA : GOUDIABY Pierre Atepa

Directeur Général : AMENOUNVE Edoh Kossi Félix



La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est un marché boursier régional commun aux huit (8) pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Elle a pour mission de favoriser l'intégration régionale et de mobiliser les ressources longues nécessaires au financement de la production et de l'investissement.

Durant l'exercice 2015, le marché boursier a poursuivi sa bonne tenue avec pour corollaire l'amélioration des performances de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). En effet, la BRVM a enregistré sept (07) introductions à la cote sur le marché obligataire. Quant au marché des actions, il a enregistré une (01) nouvelle admission, portant le nombre de sociétés cotées à trente-neuf (39).

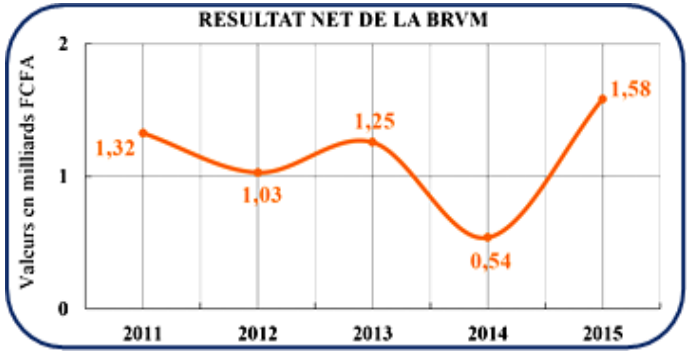
Ainsi, la BRVM a terminé sur une plus-value aussi bien en dollars US (**+2,77%**) qu'en monnaie locale (**+17,77%**), portant sa capitalisation boursière à **7 500** milliards FCFA au 31 décembre 2015.

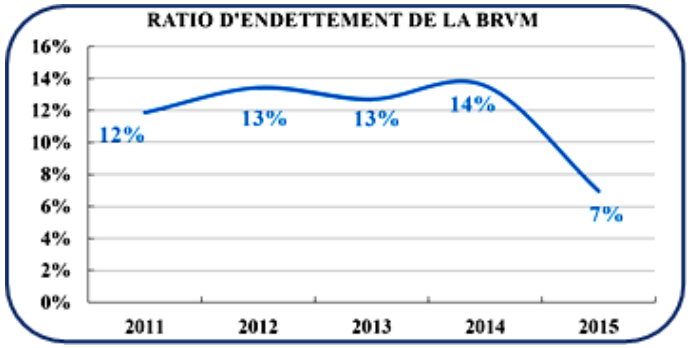
Les produits des opérations sur titres et de l'ingénierie financière de la BRVM ont enregistré une hausse de **23,84%** en passant de **3,44** milliards FCFA en 2014 à **4,26** milliards FCFA en 2015.

Grâce à ces performances ainsi qu'à une bonne maitrise des charges d'exploitation (**+0,75%** en 2015), le résultat net de la BRVM a connu une hausse de **193,63%** en passant de **538,24** millions FCFA en 2014 à **1,58** milliard FCFA en 2015.

En ce qui concerne les impôts dus par la BRVM, ils sont passés de **15,51** millions FCFA en 2014 à **15,34** millions FCFA en 2015, soit une baisse de **1,12%**.

Enfin, au regard de sa situation de trésorerie confortable, la BRVM n'a pas eu recours à des financements externes. Le montant de ses emprunts s'est établi à **458,44** millions FCFA en 2015, contre **801,67** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **42,83%**.





Faits marquants de la BRVM 2015

- première place des bourses africaines en termes de progression de l'indice général (BRVM Composite) ;
- organisation de journées BRVM dans quatre (4) pays de l'UEMOA et de deux (2) roadshows à Londres et New York ;
- participation à la création de dix (10) clubs d'investissement pour un actif total de 395 millions FCFA.

LA CAISSE D'EPARGNE
Banque de proximité

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 avril 1993

Capital social : 35 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : -75 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Produit Net Bancaire 2015 : 4,82 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -17,56 milliards FCFA

Administration Provisoire : YEO Antoine Cassaignan

Créée par décret n°565-2004 du 14 octobre 2004, la Caisse Nationale des Caisses d'Epargnes (CNCE) est née de la transformation de l'ex-Caisse d'Epargne et des Chèques Postaux (CECP) en établissement bancaire. La CNCE a pour mission, la collecte de l'épargne, le financement de la consommation et de l'investissement et la promotion de la culture financière.

L'exercice 2015 a été marqué par la dégradation de la qualité du portefeuille et de la situation financière de la CNCE. En conséquence, la banque éprouve des difficultés à honorer ses engagements en matière de compensation.

Cette situation a occasionné la mise sous Administration Provisoire de la CNCE, en Juin 2015, suite à une décision de la Commission Bancaire.

Depuis lors, la CNCE a entrepris diverses actions visant à améliorer sa situation financière, notamment, la réduction de ses frais généraux, l'amélioration de ses procédures de recouvrement et la mise en place d'un calendrier de suivi des recommandations de la Commission Bancaire.

Le produit net bancaire (PNB) de la banque s'est établi à **4,82** milliards FCFA en 2015, contre **6,51** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **26%**.

Sous l'effet de la dépréciation du PNB, le coefficient d'exploitation est passé de **282%** en 2014 à **376%** en 2015 pour une norme règlementaire de **70%**. De même, le résultat brut d'exploitation est déficitaire de **12,9** milliards FCFA en 2015, contre un déficit de **11,6** milliards FCFA en 2014.

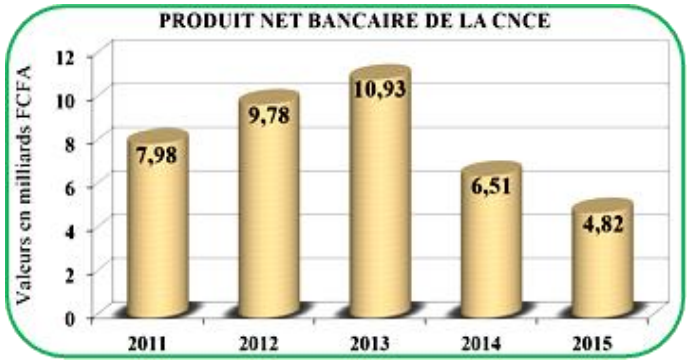
Toutefois, le coût net du risque s'est fortement amélioré en passant de **-23,2** milliards FCFA en 2014 à **-2,9** milliards FCFA en 2015 suite à la prise en compte de provisions, conformément aux recommandations de la Commission Bancaire.

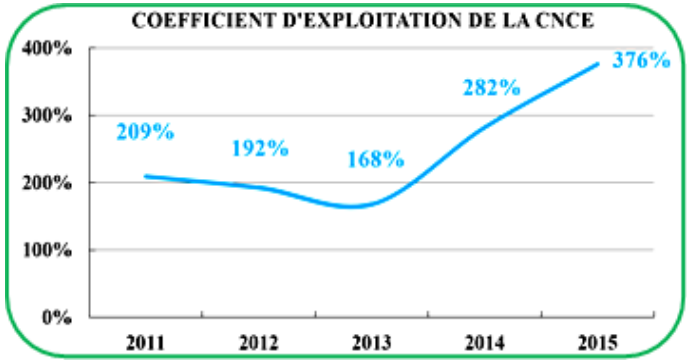
En définitive, l'exercice s'est conclu par un résultat net déficitaire de **17,56** milliards FCFA en 2015, contre un déficit plus accru de **35,19** milliards FCFA en 2014.

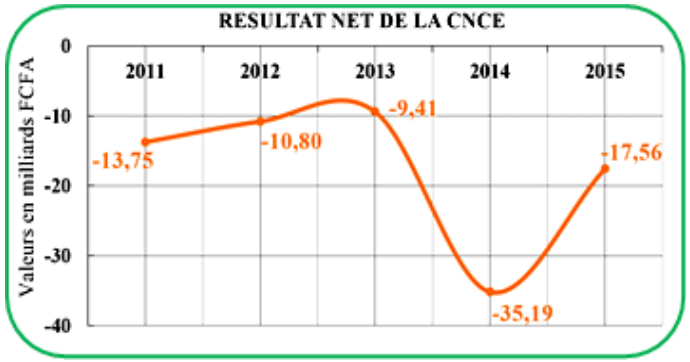
En ce qui concerne les impôts dus par la banque, ils se sont élevés à **709** millions FCFA en 2015 (**695** millions FCFA d'impôts et taxes et **14** millions FCFA d'impôts BIC), contre **699** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **1,43%**.

Quant aux fonds propres effectifs de la CNCE, ils se sont élevés à **-75** milliards FCFA en 2015, contre **-57,4** milliards FCFA en 2014.

Enfin, au titre de l'exercice 2015, les ratios prudentiels de la banque ne sont pas conformes aux normes exigées.







Faits marquants de la CNCE 2015

- mise sous administration provisoire en juin 2015 ;
- amélioration du coût net du risque de 20,3 milliards FCFA ;
- non-respect des ratios prudentiels.

DC/BR

DEPOSITAIRE CENTRAL / BANQUE DE REGLEMENT
Afrique de l'Ouest

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 18 décembre 1996

Capital social : 1,56 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 3,27 milliards FCFA

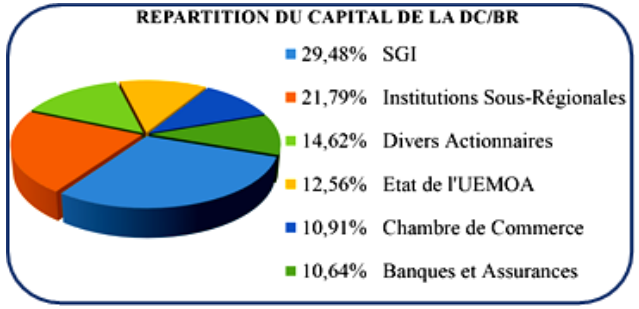
Part de l'Etat : 1,79%

Produits Titres 2015 : 2,19 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 950,06 millions FCFA

PCA : GOUDIABY Pierre Atepa

Directeur Général : AMENOUNVE Edoh Kossi Félix



Le Dépositaire Central Banque de Règlement (DC/BR) est une entité privée chargée de la conservation et de la circulation des valeurs mobilières pour le compte des émetteurs et des intermédiaires financiers agréés par le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Il fait office de banque de règlement et peut détenir des encaisses des négociateurs. Il assure la centralisation de la conservation des comptes courants des valeurs mobilières pour le compte de ses adhérents, le règlement et la livraison des opérations de bourse.

Au cours de l'exercice 2015, le Marché Financier Régional (MFR) a poursuivi sa bonne tenue avec des retombées positives pour le Dépositaire Central Banque de Règlement.

Au 31 décembre 2015, le règlement total en faveur des adhérents du MFR s'est établi à **1 146,19** milliards FCFA, contre **881,31** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **30,05%**.

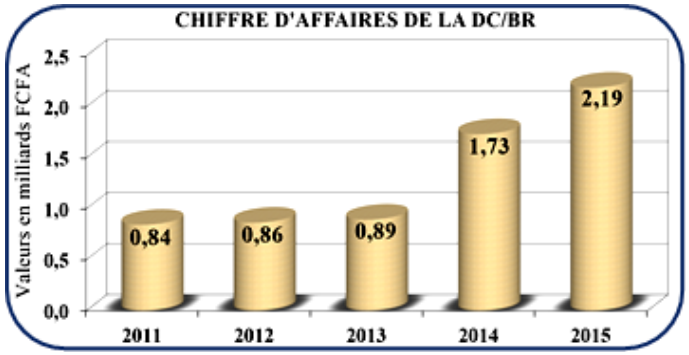
De même, la valorisation des transactions a connu une hausse de **19,95%** pour s'établir à **9 363** milliards FCFA, contre **7 806** milliards FCFA en 2014.

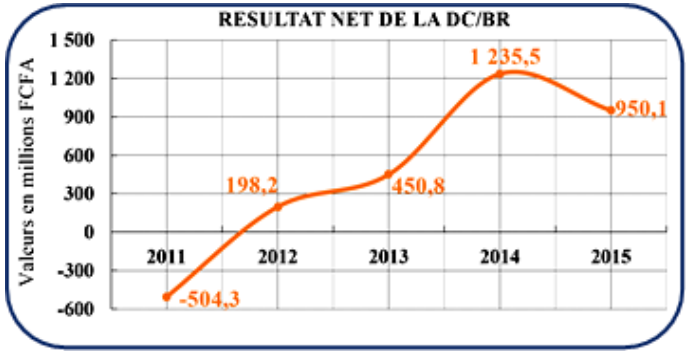
Quant aux produits liés aux opérations sur titres, ils se sont élevés à **2,19** milliards FCFA en 2015, contre **1,73** milliard FCFA en 2014, soit une hausse de **26,59%**.

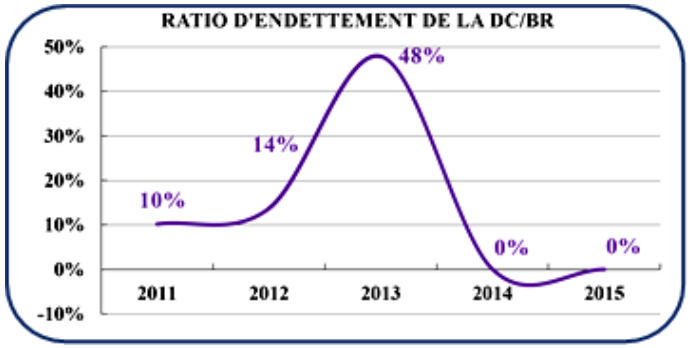
Les produits d'exploitation qui en découlent, se sont élevés à **2,28** milliards FCFA, contre **2,20** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **3,5%**.

En ce qui concerne le résultat net, il s'est établi à **950,06** millions FCFA en 2015, contre un résultat de **1,24** milliard FCFA en 2014, soit une baisse **13%**. Le résultat net de l'exercice 2014 avait bénéficié d'une reprise exceptionnelle de **464,80** millions FCFA relativement au solde d'une provision pour fraude constituée en 2011.

Enfin, les impôts dus à l'Etat au titre de l'exercice 2015, se sont élevés à **4,88** millions FCFA, contre **3,74** millions FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **30,45%**.







Faits marquants de la DC/BR 2015

- enregistrement de neuf (09) nouvelles admissions pour un montant total de 898,44 milliards FCFA ;
- règlements/livraisons (R/L) des opérations de la BRVM d'un montant de 669,94 milliards FCFA en 2015 ;
- traitement de 110 évènements sur valeurs (paiements de dividendes, d'intérêts et de remboursements de capital).

FICHE TECHNIQUE

Date de création : décembre 1980

Capital social : 20 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 36,8 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

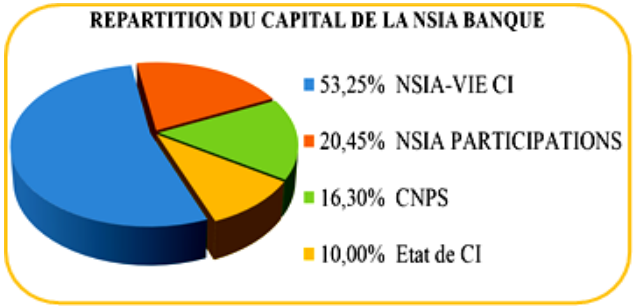
Produit Net Bancaire 2015 : 48,14 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 14,3 milliards FCFA

PCA : DIAGOU Kacou Jean Baptiste

Directeur Général : ATTOBA Philippe

Adm. Min Economie et Finances : ASSAHORE K. Jacques



La NSIA Banque Côte d'Ivoire est un acteur clé du paysage bancaire ivoirien. Elle pratique les opérations de banque ainsi que toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières s'y rattachant.

En 2015, cette banque a poursuivi sa politique d'extension avec l'ouverture à la clientèle de dix (10) nouvelles agences, atteignant un réseau de 73 agences. Ainsi, NSIA Banque a conservé son rang de quatrième meilleure banque ivoirienne avec **586** milliards FCFA de ressources clientèles (**9,84%** de la part de marché, contre **9,8%** en 2014) et **500** milliards FCFA d'emplois clientèles (**10,88%** de la part de marché, contre **11,7%** en 2014).

Grâce à sa proximité vis-à-vis des clients, à son dynamisme et à son engagement à satisfaire sa clientèle, la banque a obtenu la certification ISO 9001 version 2008. La banque a, également, maintenu la tendance haussière des engagements sains clients. Ceux-ci sont passés de **403,7** milliards FCFA en 2014 à **486,8** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **21%**.

Par ailleurs, le renforcement des mesures préventives de gestion des risques et les actions de recouvrement des créances ont permis d'améliorer la qualité du portefeuille de la banque. Le taux brut de dégradation s'est établi à **7,8%** en 2015, contre **8%** en 2014.

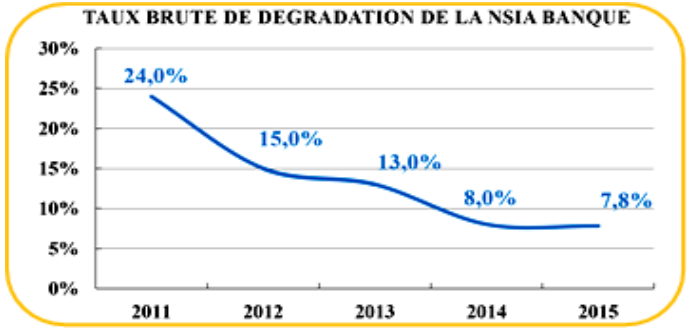
En outre, le niveau des dépôts de la clientèle s'est accru de **22%** grâce à une bonne contribution des segments des particuliers et des entreprises à la réalisation des objectifs de mobilisation de ressources. Le montant des dépôts s'est fixé à **586,2** milliards FCFA en 2015, contre **478,7** milliards FCFA en 2014.

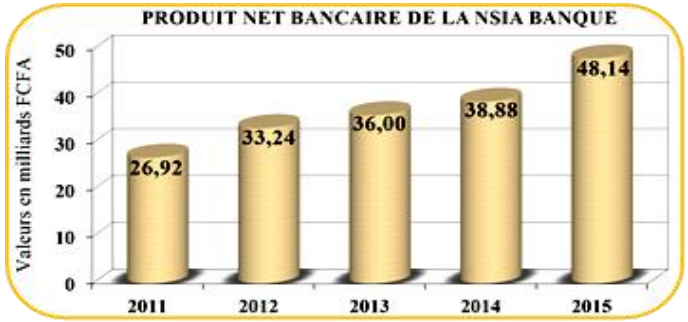
De même, sous l'effet des volumes croissants des prêts et de la gestion dynamique du bilan de la banque, la marge d'intérêt s'est affichée à **24,4** milliards FCFA en 2015, contre **18,4** milliards FCFA en 2014. Cette situation, associée à la hausse des commissions cumulées (**+17**%) et des commissions globales générées par l'activité de bancassurance (**+15**) a favorisé la progression du produit net bancaire. Celui-ci est passé de **38,88** milliards FCFA en 2014 à **48,14** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **24**%.

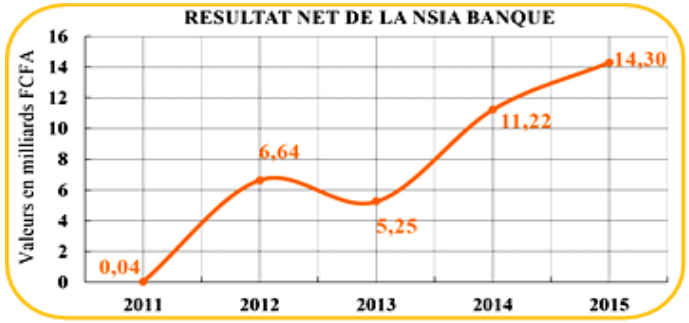
Toutes ces initiatives ont favorisé la réalisation d'un bénéfice de **14,30** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **11,22** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **27%**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils se sont établis à **4,60** milliards FCFA (**1,88** milliard FCFA d'impôts et taxes et **2,72** milliards FCFA d'impôts BIC), contre **3,14** milliards FCFA en 2014.

Enfin, au titre de l'exercice 2015, les ratios prudentiels de la banque ont été conformes aux normes exigées.







Faits marquants de la NSIA BANQUE 2015

- première banque certifiée ISO sur l'ensemble de ses activités ;
- occupation de la 4ème place sur le marché des ressources et des emplois à la clientèle ;
- création de dix (10) nouvelles agences en 2015 ;
- obtention d'un crédit d'impôt de 37 millions FCFA pour la création d'emplois ;
- obtention d'un crédit d'impôt de 542 millions FCFA relatifs aux investissements réalisés en 2014.

Société Ivoirienne de Banque

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1962

Capital social : 10milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 56,76 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

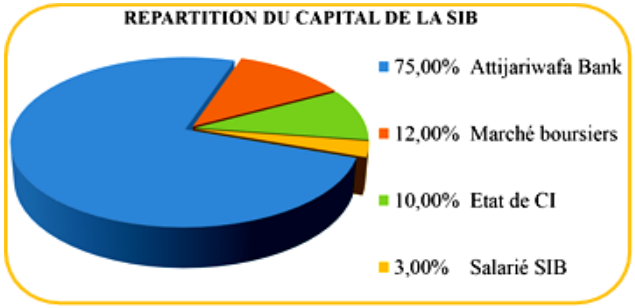
Produit Net Bancaire 2015 : 43,70 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 14,81 milliards FCFA

PCA : N'DIA Coffi Georges Léon

Directeur Général : COULIBALY Daouda

Adm. Min Eco et Finances: COULIBALY Kader Ali, N'DA Coffi Georges, KONE Epse COULIBALY Fanta



La Société Ivoirienne de Banque (SIB) existe depuis le 18 juin 1962. Elle a une vocation de banque universelle et de réseau, et s'adresse de ce fait à un large éventail de clients constitués de Grandes Entreprises, de PME/PMI ainsi que des clients professionnels et particuliers.

L'exercice 2015 a été marqué par une progression des opérations de marché (**+24%**), de la marge d'intérêt (**+8,83%**) et des commissions (**+3,67%**).

Ainsi, sur le plan commercial, la SIB a poursuivi sa dynamique des exercices précédents. Les encours de crédits ont progressé de **43%** faisant de la SIB, le numéro 2 du marché ivoirien. De même, la hausse de **36%** des ressources a permis à la banque de passer du 6ème rang au 5ème rang.

Le produit net bancaire (PNB) de la SIB est ressorti à **43,70** milliards FCFA en 2015, contre **39,61** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **10,33%** due à l'effet favorable des opérations de marché, de la marge d'intérêts et des résultats des activités des crédits bail (**+184,11%**).

Par ailleurs, le faible niveau des frais généraux d'exploitation a contribué à améliorer le coefficient d'exploitation de la banque qui est passé de **52,8%** en 2014 à **50,8%** en 2015.

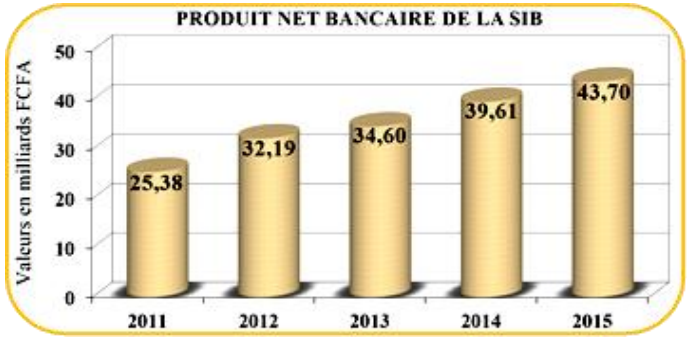
De même, les politiques de crédit et la montée en puissance des fonctions de contrôle ont permis une bonne maîtrise des risques clients et une réduction significative des pertes opérationnelles (**70** millions FCFA en 2015, contre **700** millions FCFA en 2014).

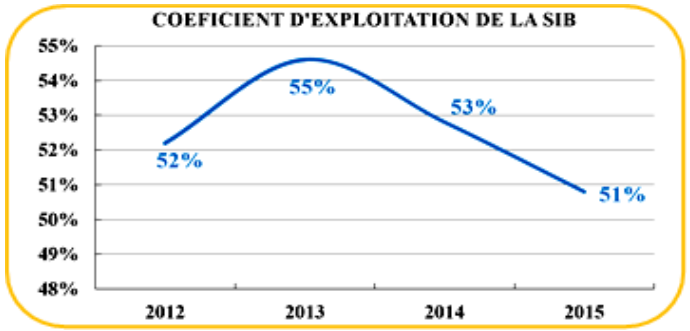
Le résultat net qui en découle, est ressorti bénéficiaire de **14,81** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **8,45** milliards FCFA réalisé en 2014, soit une hausse de **75,27**%.

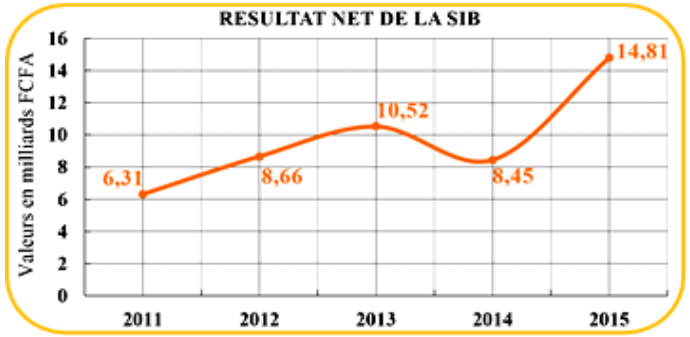
En ce qui concerne les fonds propres de la SIB, ils se sont élevés à **56,76** milliards FCFA en 2015, contre **47,59** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **19,27%**.

Les dividendes perçus par l'Etat au titre de sa participation financière à la SIB se sont établis à **856,12** millions FCFA en 2015.

Quant aux impôts dus par la banque, ils se sont élevés, au titre de l'exercice 2015, à **8,85** milliards FCFA (**5,49** milliards FCFA d'impôts et taxes et **3,36** milliards FCFA d'impôts BIC), contre **2,56** milliards FCFA en 2014.







Faits marquants de la SIB 2015

- acquisition de 39% du capital de la SIB par le groupe Attijariwafa en septembre 2015 ;
- ouverture de trois (3) nouvelles agences, portant le nombre total d'agence SIB à 52 au 31 décembre 2015 ;
- embauche de 109 employés, contre 41 départs.

VERSUS BANK

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1er décembre 2003

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : -3,94 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Produit Net Bancaire 2015 : 5,14 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 1,45 milliard FCFA

PCA : LOHOUES Essoh Vincent

Directeur Général : KOIZAN Guy

Adm. Min Eco & Fin : GBANE Abou

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : BAMBA Seydou

La Versus Bank a été agréée en qualité de banque par arrêté n°425 du 1er décembre 2003. La mise en place de cette banque répondait à un mode de financement adapté aux besoins des PME et PMI en vue de favoriser leur développement et stimuler la création de richesses en Côte d'Ivoire.

L'exercice 2015 marque un renforcement dans la dynamique de redressement de la banque amorcée depuis 2011.

En effet, les engagements de la banque sont passés de **67,6** milliards FCFA en 2014 à **82,5** milliards FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de **223%**.

En outre, le Produit Net Bancaire a enregistré une hausse de **24,15%** en s'établissant à **5,14** milliards FCFA en 2015, contre **4,14** milliards FCFA en 2014 grâce à une bonne activité d'exploitation.

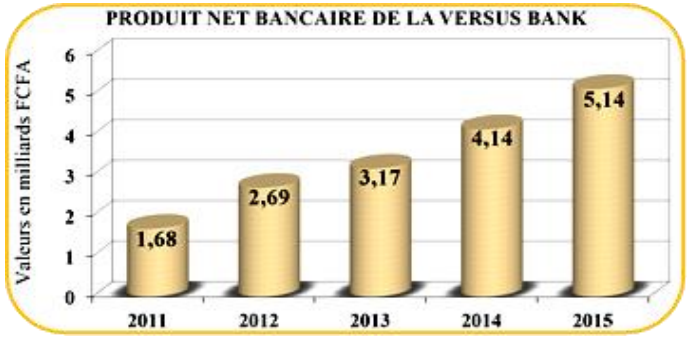
Par ailleurs, la réduction des frais généraux d'exploitation a contribué à améliorer le coefficient d'exploitation de la banque qui est passé de **83%** en 2014 à **72,5%** en 2015.

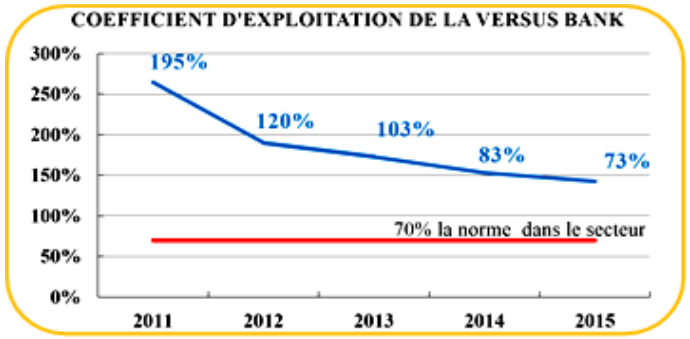
Quant au résultat brut d'exploitation, il est ressorti positif pour la deuxième fois depuis plus de huit (08) ans, en se fixant à **1,52** milliard FCFA en 2015, contre **712,9** millions FCFA en 2014.

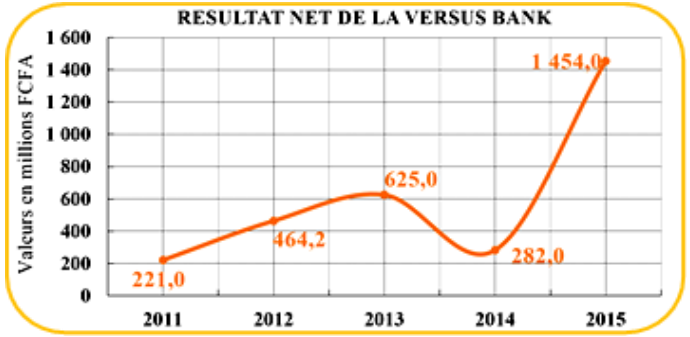
Grâce à cette croissance du PNB, le résultat net de la banque a franchi la barre du milliard FCFA. Celui-ci est passé de **282** millions FCFA en 2014 à **1,45** milliard FCFA en 2015, soit cinq fois celui de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les capitaux propres de la Banque, ils demeurent négatifs. Toutefois, le déficit s'est à nouveau réduit en affichant un niveau de **-3,94** milliards FCFA en 2015, contre **-5,63** milliards FCFA en 2014. Par ailleurs, le ratio de liquidité s'est fixé à **24%**, contre une norme réglementaire de 75%.

Enfin, les impôts dus par la banque se sont élevés à **727** millions FCFA en 2015 (**239** millions FCFA d'impôts et taxes et **488** millions FCFA d'impôts BIC), contre **380** millions FCFA en 2014.







Faits marquants de la VERSUS BANK 2015

- non-respect de plusieurs normes prudentielles en raison des capitaux propres négatifs ;
- résultat brut d'exploitation positif pour la deuxième fois depuis huit (8) ans ;
- résultat net atteignant la barre du milliard FCFA ;
- mise en œuvre du bureau d'information sur le crédit (BIC), avec l'installation de « Credit Info Volo » à Abidjan.

SECTEUR ETUDES ET SERVICES

« Intensification des activités des entreprises publiques du secteur avec une hausse de 40,49 milliards FCFA du chiffre d'affaires global au cours des trois dernières années »

Le secteur Etudes et Service regroupe les entreprises publiques en charge de la collecte, l'analyse, la centralisation et la diffusion des informations statistiques nécessaires à la prise de décisions en vue d'une meilleure gestion de la politique économique.

Elles interviennent, également, dans le déploiement de plateformes intégrées et la proposition de solutions complètes d'automatisation des procédures administratives, commerciales, financières etc.

Enfin, elles sont sollicitées dans le cadre de la maitrise d'œuvre des projets du Bâtiment et Travaux Publics (BTP) et l'assistance à la maîtrise d'ouvrage des projets relavant du domaine des Télécommunications/TIC.

Au cours de l'exercice 2015, les entreprises du secteur Etudes et Services ont mené plusieurs études et ont contribué à la réalisation de plusieurs projets au plan national et international.

Ainsi, le chiffre d'affaires desdites entreprises a enregistré une hausse de **18,38**% en passant de **96,32** milliards FCFA en 2014 à **114,56** milliards FCFA en 2015 en raison de la hausse de **18,34** milliards FCFA du chiffre d'affaires cumulé des sociétés LONACI, WFCI et BNETD.

De même, le résultat net du secteur est passé d'un bénéfice de **12,04** milliards FCFA en 2014 à un bénéfice de **15,89** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **31,98%** favorisée par la performance des sociétés LONACI et WFCI.

bnetd

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 14 septembre 1994

Capital social : 2 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 5,15 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 32,65 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 2,50 milliards FCAF

PCA : KOUASSI Jean Claude

Directeur Général : COULIBALY Kinapara

Adm. Présidence de la Rép : KOUASSI Jean Claude

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KOUYATE Moussa

Le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) est une société d'Etat créée par décret n°96-676 du 04 septembre 1964. Il a pour mission d'assister le Gouvernement dans l'identification et la formulation d'objectifs à moyen et long termes.

Le BNETD contribue, également, à optimiser l'utilisation des ressources de l'État et à garantir la pérennité des acquis.

Enfin, le BNETD collecte, analyse, centralise et diffuse les informations techniques, économiques et financières.

Au cours de l'exercice 2015, la société a contribué à la réalisation de plusieurs projets dont l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la sélection d'un concessionnaire du projet relatif au système de transport ferroviaire urbain et suburbain de personnes dans le district d'Abidjan ; l'assistance à la maîtrise d'ouvrage des projets de l'ANSUT ; la maitrise d'œuvre des travaux d'urgence dans le Denguélé et des travaux de réhabilitation de 2000 classes ; l'étude technico-économique, financière, juridique, environnement et sociale du projet de construction d'un port sec à Ferkessédougou.

Par ailleurs, le BNETD a réalisé des prestations sur des projets situés au Benin et au Gabon.

Tous ces travaux ont favorisé la réalisation d'un chiffre d'affaires de **32,65** milliards FCFA en 2015, contre **25,71** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **26,99%**.

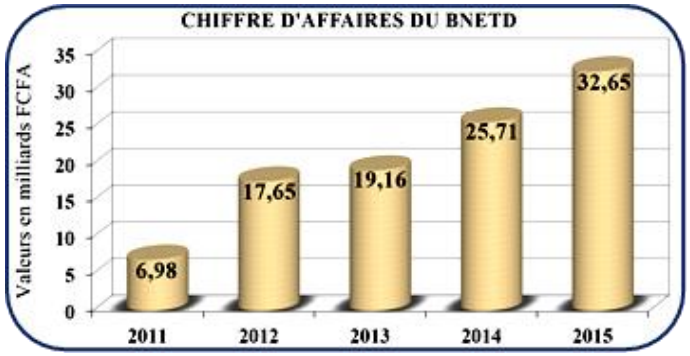
Cette performance commerciale a permis au BNETD de générer une valeur ajoutée suffisante pour couvrir les charges du personnel et les dotations aux amortissements et aux provisions. Ainsi, le résultat d'exploitation de la société est ressorti positif pour la première fois depuis 2010. Celui-ci s'est établi à **2,14** milliards FCFA en 2015, contre un déficit d'exploitation de **289,57** millions FCFA en 2014.

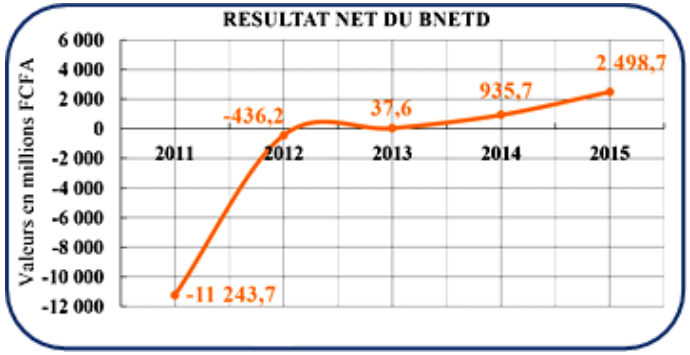
Le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **2,50** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **935,67** millions FCFA réalisé en 2014, soit un bond de **167,04%**.

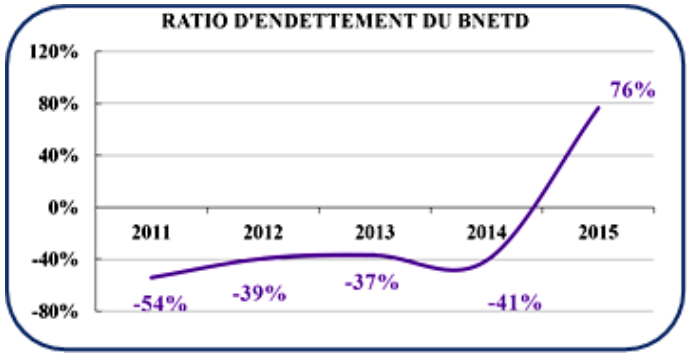
Par ailleurs, au cours de l'exercice 2015, la société a procédé à une réévaluation libre de ses immobilisations qui s'est soldé par un écart de **14,52** milliards FCFA. Cet écart de réévaluation a permis au BNETD de reconstituer ses capitaux propres qui ont atteint **5,15** milliards FCFA en 2015, contre déficit de **11,6** milliards FCFA au 31 décembre 2014.

Quant au ratio d'endettement, il s'est fixé à **76,49%** au 31 décembre 2015.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils se sont élevés à **783,40** millions FCFA en 2015 (**736,93** millions FCFA d'impôts et taxes et **46,47** millions FCFA d'impôts BIC), contre **792,30** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **1,12%**.







Faits marquants du BNETD 2015

- mise en place du comité d'audit et de gestion des risques ;
- certification du système de management par la qualité suivant le référentiel ISO 9001 version 2008 ;
- dotation d'un budget d'investissement de 132 milliards FCFA dans le cadre du PPU.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 31 juillet 1997

Capital social : 120 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 1,58 milliard FCFA

Part de l'Etat : 62,5%

Chiffre d'Affaires 2015 : 31,57 millions FCFA

Résultat Net 2015 : 160,7 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 790,8 millions FCFA

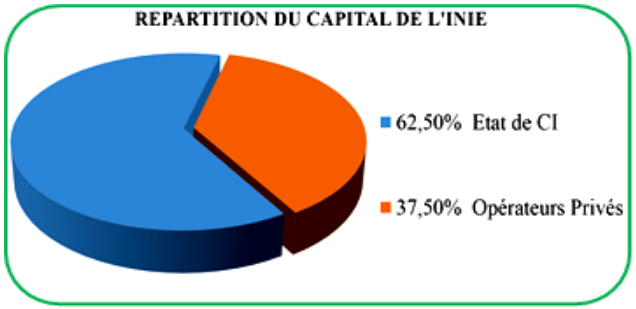
Subventions d'investissement 2015 : 2,14 milliards FCFA

Directeur Général : FOFANA Mouramane

PCA : CHERIF Massandjé

Adm. Min Commerce et PME : CHERIF Massandjé

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : ASSUI Konan Anderson



Créé par décret n°97-440 du 31 juillet 1997, l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE), est une Société Anonyme, à participation financière publique majoritaire qui a pour missions la conception et la mise en œuvre de projets et programmes gouvernementaux destinés à l'insertion des jeunes et à la création des PME.

Après le redressement de la gestion financière et du management général de l'Institut en 2014, l'exercice 2015 a connu un ralentissement au niveau des activités de l'INIE. En effet, sur huit (08) réseaux viables de création de 1046 PME mis en place, seulement deux (02) business plans ont été réalisés en 2015.

En outre, dans le cadre du programme PME de tiers, huit (**08**) Unités de Valorisation des Déchets plastiques (UVD) ont été créées pour le compte de l'ADDR. De même, l'INIE a créé neuf (**09**) « Très Petites Entreprises (TPE) » et sélectionné **166** promoteurs pour la gestion des PME du réseau Amorçage-PME.

Ainsi, le chiffre d'affaires de l'Institut s'est établi à **31,57** millions FCFA en 2015, contre **55,18** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **42,79%**.

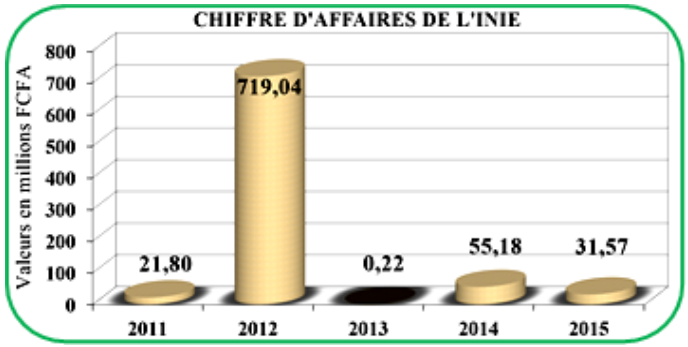
Par ailleurs, l'INIE a bénéficié d'une subvention de **2,93** milliards FCFA en 2015 (dont 575 millions FCFA pour le Fonds Commun de Placement), contre **1,06** milliard FCFA en 2014.

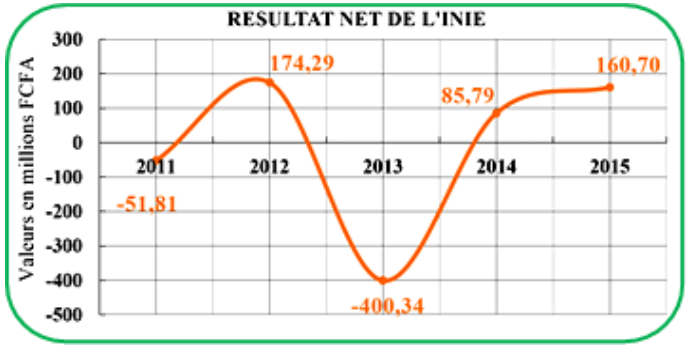
En raison de la hausse des charges, le résultat d'exploitation a enregistré un déficit de **547,92** millions FCFA, contre un déficit de **267,63** millions FCFA en 2014.

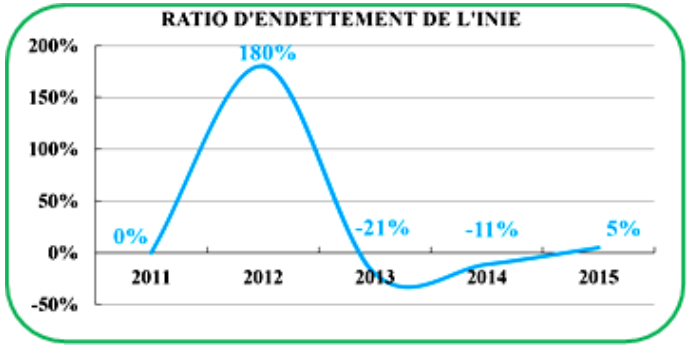
Toutefois, grâce à des produits hors activité ordinaire de **751,28** millions FCFA, le résultat net de l'INIE s'est soldé par un bénéfice de **160,7** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **85,79** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **87,32%**.

Ce niveau de résultat a permis à la société de reconstituer ses capitaux propres qui sont passés de **-524** millions FCFA en 2014 à **1,58** milliard FCFA en 2015.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils se sont fixés à **71,43** millions FCFA en 2015 (dont **53,57** millions FCFA d'impôts BIC et **17,86** millions d'impôts et taxes), contre **31,03** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **130%**.







Faits marquants de l'INIE 2015

- label européen VALINOV attribué au modèle CLONIX pour son originalité et sa capacité à créer de la valeur ;
- mise en place du programme d'amorçage de PME dans les régions et districts de la Côte d'Ivoire en partenariat avec l'ARDCI ;
- obtention d'une subvention de l'Etat d'un montant de 1,85 milliard FCFA pour la création de PME.

FICHE TECHNIQUE

Capital social : 2 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : -4,49 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 1,85 milliard FCFA

Résultat Net 2015 : 59,01 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 1,65 milliard FCFA

Subvention d'investissement 2015 : 78,12 millions FCFA

PCA : KAMISSOKO Mamadouba

Directeur Général : BAH Ibrahima

Adm. Min Plan et Développement : OUEI Gueu

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : ADOPO Fiacre

L'Institut National de la Statistique (INS) a connu quatre périodes distinctes depuis sa création dont la plus récente est celle de décembre 1996, qui fait de l'INS une Société d'Etat avec comme principales missions, l'élaboration des comptes de la nation et de la centrale de bilans, la mise en place d'un système statistique permettant l'observation systématique et régulière des divers aspects des faits économiques, financiers, sociaux et démographiques.

Le chiffre d'affaires de la société, constitué, principalement, de recettes issues de projets et de ventes de produits, s'est réduit de **4,15%** en passant de **1,93** milliard FCFA en 2014 à **1,85** milliard FCFA en 2015.

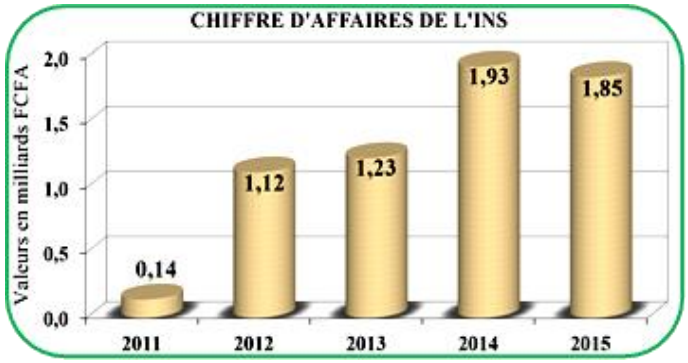
Par ailleurs, l'INS a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **1,65** milliard FCFA en 2015, contre **1,40** milliard FCFA en 2014.

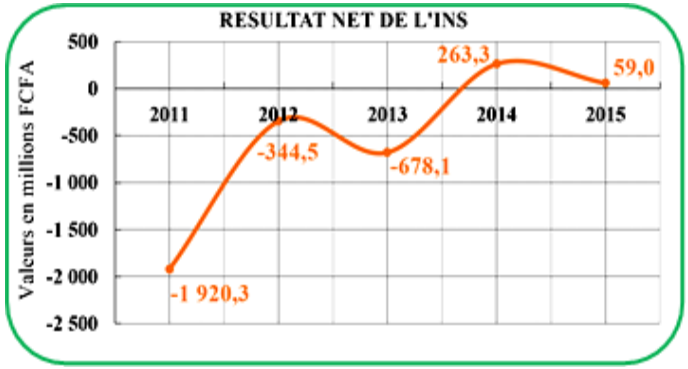
Ainsi, le résultat d'exploitation, s'est fortement amélioré en s'établissant à **41,02** millions FCFA en 2015, contre un résultat négatif de **140,03** millions FCFA en 2014.

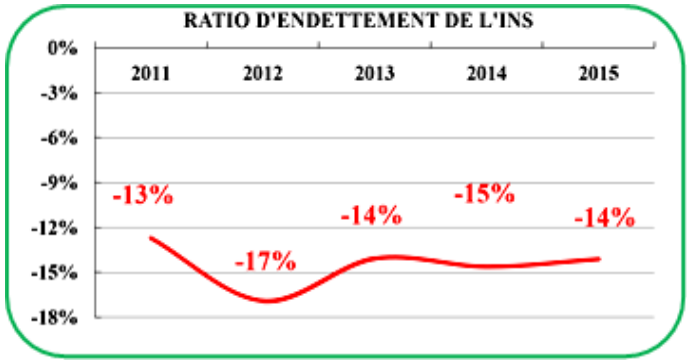
Le résultat net qui en découle, s'est soldé par un bénéfice de **59,01** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **263,34** millions FCFA enregistré en 2014 et qui comprenait un résultat hors activités ordinaires positif de **554,12** millions FCFA.

Toutefois, en raison des déficits successifs enregistrés par la société au cours des exercices antérieurs, les capitaux propres sont demeurés négatifs en se fixant à **-4,49** milliards FCFA au 31 décembre 2015.

En ce qui concerne les impôts dus, ils se sont élevés à **158,55** millions FCFA en 2015 (**109,72** millions FCFA d'impôts et taxes et **48,83** millions FCFA d'impôts BIC), contre **246,95** millions FCFA en 2014.







Faits marquants de l'INS 2015

- capitaux propres négatifs de 4,49 milliards FCFA au 31 décembre 2015.

LONACI
Loterie Nationale de Côte d'Ivoire

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 26 mars 1970

Capital social : 400 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 3 milliards FCFA

Part de l'Etat : 80%

Chiffre d'Affaires 2015 : 50,18 milliards FCFA

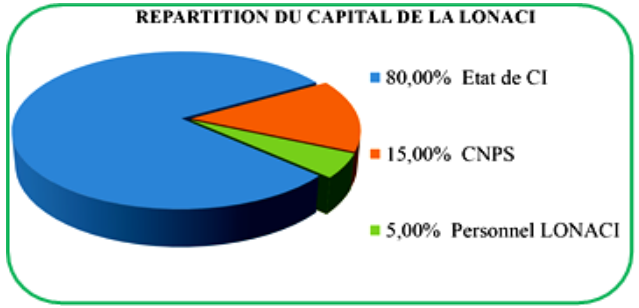
Résultat Net 2015 : 574,33 millions FCFA

PCA : TRAORE Adam Kolia

Directeur Général : FOFANA Issiaka

Adm. Min Eco & Fin : BAMBA N'Galadjo, CISSE Kader

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : ABINAN Kouakou Pascal



La Loterie Nationale de Côte d'Ivoire bénéficie, depuis le 31 mai 1996, d'une convention de concession du service public d'exploitation des Jeux de hasard sur toute l'étendue du territoire ivoirien. Cette société dispose d'une filiale dénommée LONACI-Print.

En 2015, les activités de la LONACI se sont déroulées dans un environnement macro économique favorable. En outre, cet exercice a enregistré un bon retour sur les investissements réalisés en 2014 (renouvelmlement et redynamisation des systèmes d'exploitation des produits de paris PMU, SPORTCASH et LOTO).

Cette bonne conjoncture a eu un effet positif sur les ventes de la LONACI. Ainsi, son chiffre d'affaires est passé de **39,80** milliards FCFA en 2014 à **50,18** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **26,08%**.

La performance commerciale combinée à la progression des autres produits (+257 millions FCFA) a favorisé l'atteinte d'un excèdent brut d'exploitation de **2,85** milliards FCFA en 2015, soit le double de celui de l'exercice 2014.

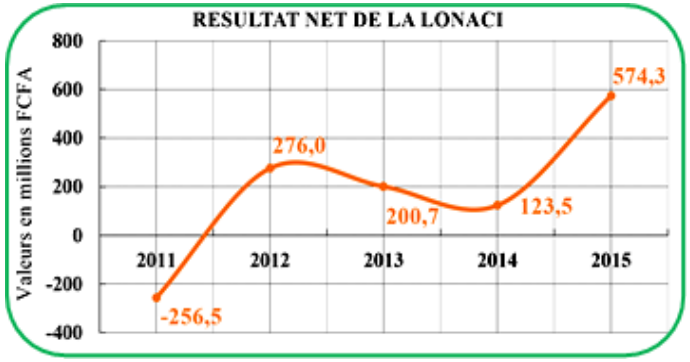
Toutefois, en raison de la hausse des dotations aux amortissements de **1,12** milliard FCFA, le résultat net de la LONACI est ressorti à **574,33** millions FCFA en 2015, contre **123,49** millions FCFA en 2014, soit un bond de **365,08%**.

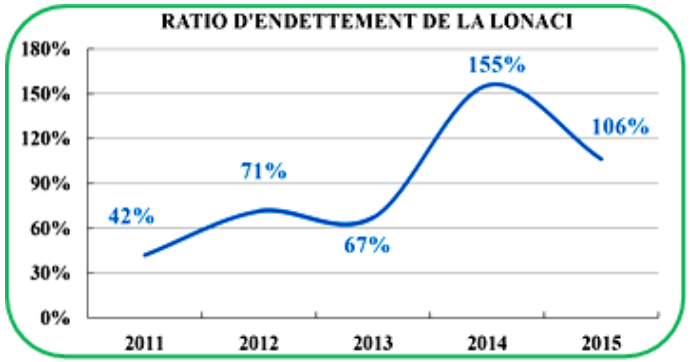
En outre, au titre de sa prise de participation dans le capital social de la LONACI, l'Etat a perçu des dividendes d'un montant de **211,20** millions FCFA en 2015, contre **70,40** millions FCFA en 2014, soit une hausse de plus de **200%**.

Par ailleurs, les capitaux propres de la société ont, également, connu une hausse de **8,30%** en s'établissant à **3** milliards FCFA en 2015, contre **2,77** milliards FCFA en 2014.

Quant aux impôts dus par la LONACI, ils sont passés de **443,22** millions FCFA en 2014 à **664,13** millions FCFA en 2015 (**513,75** millions FCFA d'impôts et taxes et **150,38** millions d'impôts BIC), soit une hausse de **49,84%**.

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **106,20%** au 31 décembre 2015, contre **155,44 %** en 2014.





Faits marquants de la LONACI 2015

- Performance commerciale ;
- début de retour sur les investissements réalisés en 2014 ;
- déficit de la LONACI Print.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 02 octobre 1997

Capital social : 100 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : -588,95 millions FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2015 : 212,32 millions FCFA

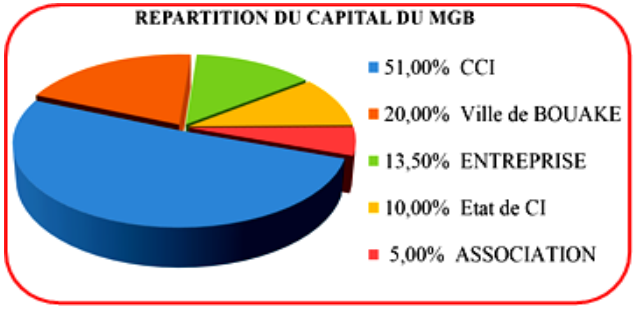
Résultat Net 2015 : 149,01 millions FCFA

PCA : DJIBO Nicolas

Directeur Exécutif : DAO Amara

Adm. Min Commerce : MOH Epse TANO Constance

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KOUASSI Haccandy



La société d'exploitation du Marché de Gros de Bouaké (MGB) est une société à participation financière public minoritaire. Son capital social se fixe à 100 millions FCFA et est détenu à hauteur de 10% par l'Etat. Le Marché de Gros de Bouaké a pour activité principale, la location d'emplacements commerciaux pour le commerce et la distribution de produits vivriers en gros.

L'exercice 2015 de la société s'est caractérisé par un repli des activités de la société. Ainsi, le chiffre d'affaires du MGB s'est établi à **212,32** millions FCFA en 2015, contre **220,43** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **3,68%**.

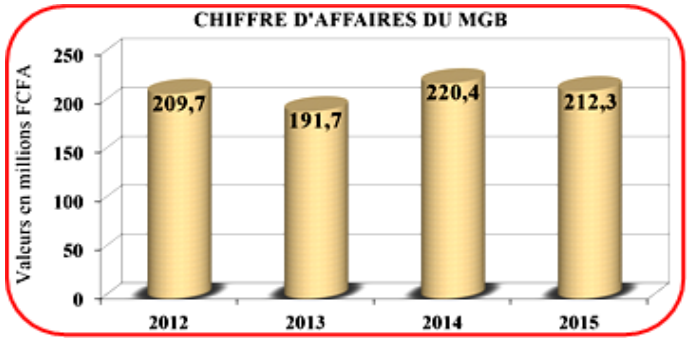
Toutefois, la baisse des dotations aux amortissements de **54,78** millions FCFA et des services extérieurs de **5,06** millions FCFA ont réduit le déficit d'exploitation de la société qui s'est affiché à **-122,12** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **-140,23** millions FCFA enregistré en 2014.

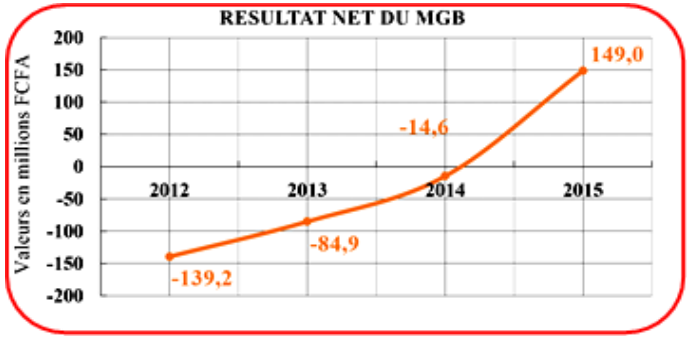
Quant au résultat net du MGB, il s'est fortement amélioré en passant d'un déficit de **14,59** millions FCFA en 2014 à un bénéfice de **149,01** millions FCFA en 2015, grâce à des produits hors activités ordinaires (HAO) de **419,17** millions FCFA enregistrés en 2015.

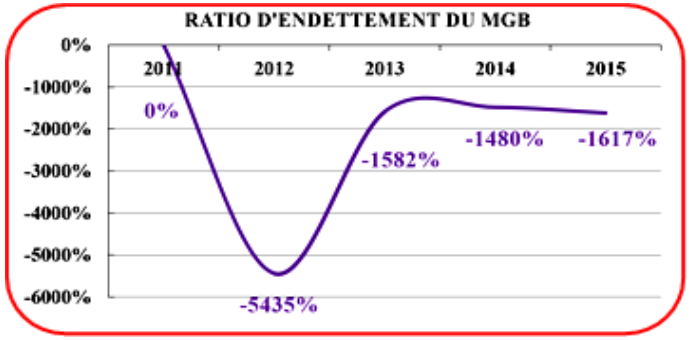
Par ailleurs, du fait des déficits successifs des exercices antérieurs, les capitaux propres sont demeurés négatifs et se sont fixés à **-588,95** millions FCFA au 31 décembre 2015. Quant aux dettes financières, elles se sont élevées à **9,52** milliards FCFA en 2015.

Ainsi, la situation bilancielle du Marché de Gros de Bouaké demeure préoccupante et compromet la continuité de son exploitation.

Enfin, les impôts dus à l'Etat se sont établis à **39,32** millions FCFA en 2015, contre **112,10** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **64,92%**.







Faits marquants du MGB 2015

- mise en œuvre des recommandations de l'étude relative aux prélèvements effectués sur les produits sortant du MGB ;
- capitaux propres négatifs de 588,95 millions FCFA au 31 décembre 2015 ;
- mise en place d'un découvert bancaire ;
- non-paiement d'impôt BIC en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 30 avril 2013

Capital social : 100 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 12,57 milliards FCFA

Part de l'Etat : 8%

Chiffre d'Affaires 2015 : 29,64 milliards FCFA

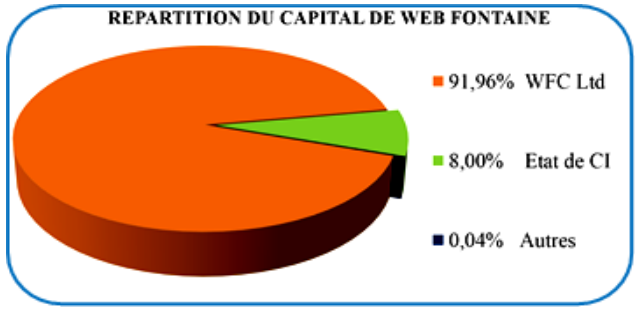
Résultat Net 2015 : 12,45 milliards FCFA

PCA : SENGER Bénédict

Directeur Général : MANOUAN Guy Serge

Adm. Min Commerce et PME : FADIGA Kaladji

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KADIO Albert Louis



La société WEBB FONTAINE COTE D'IVOIRE (WBCI) est une société anonyme à participation financière publique minoritaire. Son capital social se fixe à 100 millions FCFA et est détenu à hauteur de 8% par l'Etat de Côte d'Ivoire. Cette société est spécialisée dans le déploiement de plateformes intégrées de Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE), solutions complètes d'automatisation des procédures commerciales. Elle intervient, également, dans la mise en place de solutions d'analyse de la valeur et de la classification des marchandises.

Au 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires de WBCI s'est établi à **29,64** milliards FCFA, contre **28,61** milliards FCFA enregistrés en 2014, soit une hausse de **3,60%**.

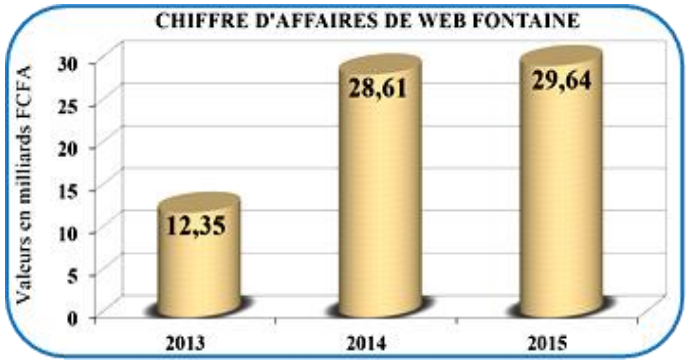
Ce bon niveau d'activité, associé à la baisse des charges d'exploitation, notamment, les autres charges (**-3,77** milliards FCFA) et les dotations aux amortissements (**-1,45** milliard FCFA) ont contribué à l'amélioration du résultat d'exploitation qui est passé de **10,94** milliards FCFA en 2014 à **13,01** milliards FCFA en 2015.

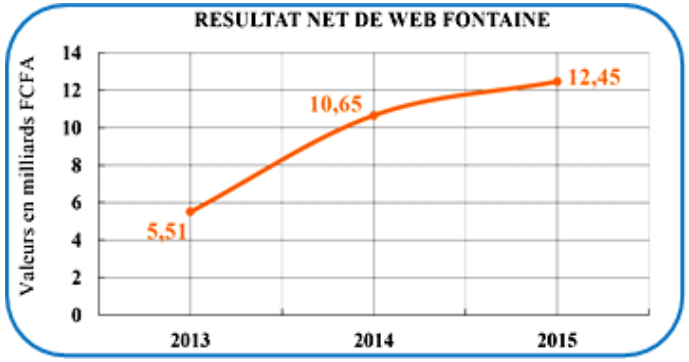
Ainsi, le résultat net de la société est ressorti bénéficiaire de **12,45** milliards FCFA en 2015, contre **10,65** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **16,90%**.

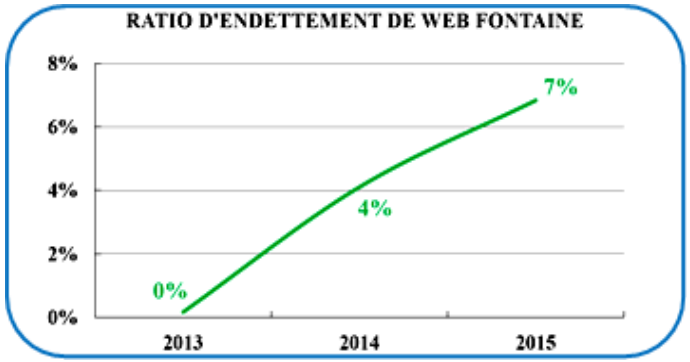
Par ailleurs, en 2015, la société a distribué des dividendes dont un montant de **876,47** millions FCFA a été octroyé à l'Etat.

En ce qui concerne les impôts dus (impôts et taxes), ils se sont établis à **195,07** millions FCFA en 2015, contre **98,39** millions FCFA en 2014 en raison de l'intensité des activités.

Enfin, la société dispose d'une structure de financement stable avec un niveau de dettes financières de **859,69** millions FCFA pour des fonds propres de **12,57** milliards FCFA en 2015.







Faits marquants de WEB FONTAINE 2015

Signature d'une convention avec WEBB FONTAINE Group FZ LLC en juin 2015 portant sur les prestations de développement de modules liés à la gestion portuaire.

SECTEUR TOURISME ET HÔTELLERIE

« Plus de 2000 établissements hôteliers dénombrés en 2015 avec un taux d'occupation des chambres avoisinant 69%»

Le secteur «Tourisme et Hôtellerie» a bénéficié du climat socioéconomique apaisé en 2015, du renforcement de la capacité d'accueil des complexe hôteliers, de l'accessibilité des produits touristiques à toutes les bourses et du démarrage effectif des vols domestiques de la compagnie Air Côte d'Ivoire.

En effet, le nombre d'établissements hôteliers est passé de **1770** en 2012 à plus de **2000** en 2015. Sur la même période, **238** hôtels de moyen et haut standing ont été agréés pour un total de **4 000** chambres. Ces hôtels agréés représentent plus de 141 milliards de FCFA d'investissements et près de 3000 emplois directs. De même, le nombre de touristes internationaux a progressé de **43%** en passant de **269 810** touristes en 2011 à **470 809** touristes en 2014.

Cet environnement favorable a contribué à la vente de la destination Côte d'Ivoire ainsi qu'au regain de vitalité des entreprises publiques opérant dans le secteur « Tourisme et Hôtellerie ».

Ainsi, au niveau commercial, le chiffre d'affaires de la SPDC a progressé de **38,91%** en s'établissant à **20,10** milliards FCFA en 2015. Quant à la SODERTOUR-LACS, son chiffre d'affaires a connu une hausse de **10,22%** en se fixant à **4,96** milliards FCFA en 2015.

Au plan financier, la SDPC a enregistré une hausse de **257,88**% de son résultat net qui s'est établi à **3,05** milliards FCFA en 2015, contre **852,25** millions FCFA en 2014. De même, le résultat net de la SODERTOUR-LACS s'est amélioré en passant d'un bénéfice de **637,12** millions FCFA en 2014 à **1,54** milliard FCFA en 2015.

En définitive, le chiffre d'affaires global de ces deux sociétés est passé de **18,98** milliards FCFA en 2014 à **25,06** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **32,03%**. Quant au résultat net global, il a connu une hausse de **3,10** milliards FCFA en passant de **1,49** milliard FCFA en 2014 à **4,59** milliards FCFA en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 14 avril 2008

Capital social : 10 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 10,40 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffres d'Affaires 2015 : 4,96 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 1,54 milliard FCFA

Subvention d'exploitation 2015 : 5,43 milliards FCFA

Subvention d'investissement 2015 : 2,59 milliards FCFA

PCA : DOSSO Adama

Directeur Général : Malekah MOURAD CONDE

Adm. Min Tourisme : APHING Kouassi, KODJO Francis

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DIARA Mariam

La SODERTOUR-LACS est une société d'Etat dont la mission est de contribuer au développement touristique de la région des Lacs. A cet effet, elle a en charge la gestion des complexes, sites et infrastructures touristiques de la Région des Lacs.

Pour son fonctionnement, la SODERTOUR-LACS tire ses revenus de trois (3) principales sources ; à savoir :

- l'exploitation du patrimoine mis à sa disposition ;
- l'appui financier de l'Etat ;
- les appuis des collectivités territoriales (quote-part de la taxe de développement touristique).

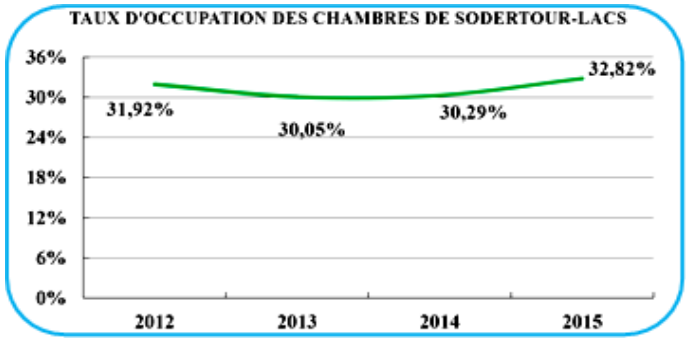
L'exercice 2015 a été caractérisé par l'accessibilité des produits touristiques à toutes les bourses, la croissance de la clientèle et la stabilité des activités de base de la SODERTOUR-LACS. Ainsi, les indicateurs de performance se sont améliorés (nombre de tourismes arrivés en hausse de **8,29%** en 2015 ; taux d'occupation des chambres fixé à **32,82%** en 2015, contre 30,29% en 2014 etc.).

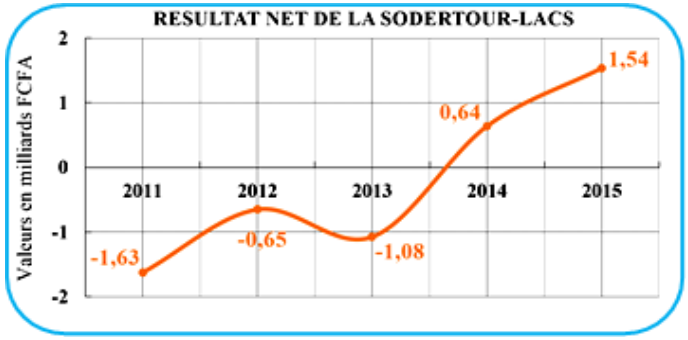
Ce bon niveau d'activités a permis aux hôtels composant l'enseigne de la SODERTOUR-LACS d'enregistrer des performances commerciales. Le chiffre d'affaires de la société est passé de **4,50** milliards FCFA en 2014 à **4,96** milliards FCFA en 2015, soit une hausse **10,22%** due au succès du produit « évasion » qui représente 23% du chiffre d'affaires de la société.

Par ailleurs, au titre de l'exercice 2015, la SODERTOUR-LACS a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **4,09** milliards FCFA, représentant la compensation des impôts antérieurs à sa création. Cette situation combinée à la performance commerciale de la société, lui a permis de rentabiliser son exploitation en favorisant un excèdent brut d'exploitation de **1,71** milliard FCFA en 2015, contre **536,44** millions FCFA en 2014.

Le résultat net qui en découle, s'est fortement amélioré en passant d'un bénéfice de **637,12** millions FCFA en 2014 à un bénéfice de **1,54** milliard FCFA en 2015, soit un bond de **141,71%**.

En ce qui concerne les impôts dus par la société, ils se sont établis à **1,48** milliard FCFA en 2015, contre **403,39** millions FCFA en 2014 en raison de la prise en compte des omissions d'impôts fonciers dont le montant cumulé se fixe à **1,01** milliard FCFA en 2015.





Faits marquants de la SODERTOUR-LACS 2015

- non libération, à ce jour, de l'intégralité du capital social de la société ;
- performance commerciale des complexes hôteliers de la SODERTOUR-LACS ;
- obtention d'une subvention d'exploitation compensatrice des impôts antérieurs à la création de la société ;
- résultat net au-dessus de la barre du milliard FCFA.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1961

Capital social : 7,14 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 :110,86 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffres d'Affaires 2015 : 20,10 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 3,05 milliards FCFA

PCA : FOFANA Zémogo

Directeur Général : DIARRASSOUBA Epse TOURE Maférima

Adm. Min Tourisme : KAMARA Mohamed

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DJENI Isabelle

La Société des Palaces de Cocody (SPDC) fut créée en 1961 par l'Etat de Côte d'Ivoire en partenariat avec le groupe MAFIT TRUST CORPORATION, sous la forme d'une Société Anonyme. Le patrimoine de la société était constitué uniquement de l'Hôtel Ivoire.

En 1997, la SPDC est transformée en société d'Etat et a, également, la gestion de l'Hôtel Président de Yamoussoukro. Enfin, par décret n° 2008-162 du 28 avril 2008, la SPDC devient une société de promotion et de développement touristiques avec un patrimoine restreint à l'Hôtel Ivoire, le Golf Hôtel et l'Ivoire Golf Club.

Au cours de l'exercice 2015, le SOFITEL Hôtel Ivoire a renforcé sa capacité d'accueil avec 217 nouvelles chambres et l'Ivoire Golf Club a connu un regain de vitalité avec l'ouverture des boutiques et la tenue des séminaires. Ainsi, au 31 décembre 2015, les comptes de la SPDC font ressortir une progression de **38,91%** du chiffre d'affaires qui s'est établi à **20,10** milliards FCFA en 2015, contre **14,47** milliards FCFA en 2014.

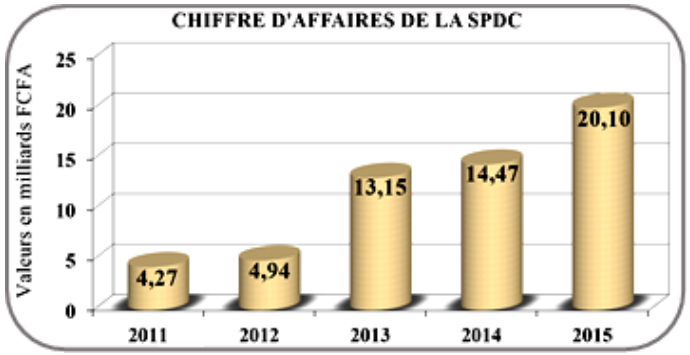
Cette performance commerciale a permis à la société de rentabiliser son exploitation en dépit de la hausse de certains postes de charges tels que les services extérieurs (**+1,08** milliard FCFA) et les charges de personnel (**+1** milliard FCFA). Le résultat d'exploitation est ressorti positif de **1,08** milliard FCFA en 2015, contre un déficit d'exploitation de **696,47** millions FCFA en 2014.

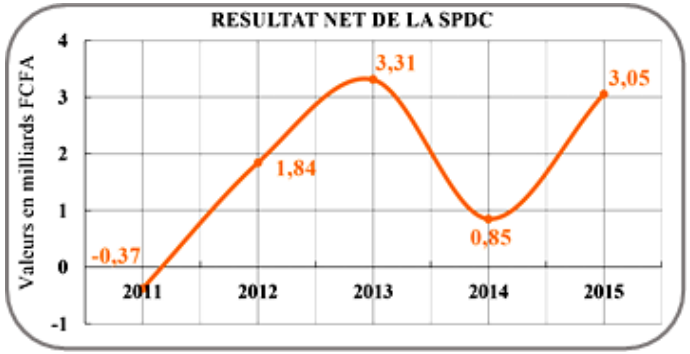
Le résultat net a suivi cette tendance haussière en passant de **852,25** millions FCFA en 2014 à un bénéfice de **3,05** milliards FCFA en 2015, soit un bond de **257,88**%.

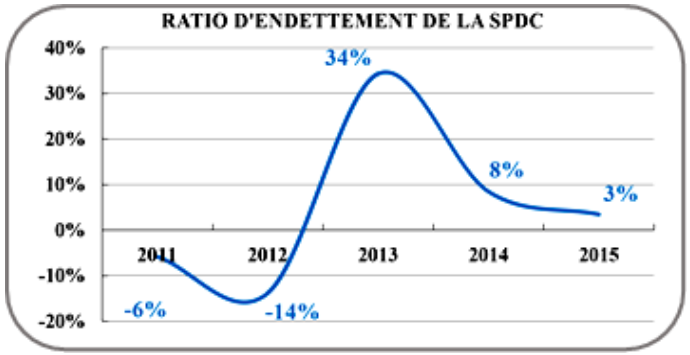
Quant aux capitaux propres, ils ont été reconstitués grâce à l'intégration de l'écart de réévaluation de **98,05** milliards FCFA, suite à l'inventaire de SOFITEL Hôtel Ivoire. Ceux-ci se sont établis à **110,86** milliards FCFA en 2015, contre **-16,09** milliards FCFA en 2014.

Par ailleurs, la société a enregistré une baisse de 33,74 milliards FCFA de son passif circulant grâce à une réduction importante de ses dettes fiscales par la Direction Générale des Impôts (DGI).

Enfin, les impôts dus à l'Etat par la SPDC sont passés de **1,28** milliard FCFA en 2014 à **1,80** milliard FCFA en 2015 (**1,18** milliard FCFA d'impôts et taxes et **613,03** millions FCFA d'impôts BIC), soit une hausse de **40,63%**.







Faits marquants de la SPDC 2015

- résultat d'exploitation positif de 3,05 milliards FCFA au 31 décembre 2015 ;
- capitaux propres positifs de 110,86 milliards FCFA au 31 décembre 2015 ;
- regain de vitalité de l'Ivoire Golf Club ;
- signature de convention de concession avec la Société des Lagunes.

SECTEUR MEDIA ET TIC

« Performance financière des entreprises du secteur étroitement liée à celle de la Poste de Côte d'Ivoire »

Après la mise en service du câble sous-marin ACE et de la nouvelle plateforme satellitaire, le secteur «Média et TIC» a enregistré de nouveaux projets gouvernementaux au cours de l'exercice 2015. Il s'agit du projet Doing Business, de la poursuite des travaux d'archivage physique et numérique du Ministère de la Fonction publique, du lancement de la phase 3 du Réseau National Haut Débit (RNHD) à base de fibre optique, de la vulgarisation des TIC & E-éducation, etc.

Par ailleurs, au niveau de l'établissement de réseaux et de la fourniture de services de télécommunications, une purge technique visant à accroître la capacité de réseau a été réalisée. Ainsi, de bons résultats ont été obtenus au niveau des trafics d'interconnexion et de la location d'infrastructures.

Ces chantiers tout en contribuant au développement de l'économie numérique en Côte d'Ivoire, ont constitué des opportunités commerciales pour les sociétés publiques du secteur «Média et TIC».

Au niveau individuel, l'ANSUT a procédé à une levée de fonds de **100** milliards FCFA pour le financement de ses projets, notamment, le Réseau National Haut Débit (RNHD).

La Côte d'Ivoire TELECOM a enregistré une hausse de **14,09** milliards FCFA de son chiffre d'affaires en 2015. De même, le chiffre d'affaires de la SNDI a progressé de **1,03** milliard FCFA pour atteindre **7,69** milliards FCFA en 2015.

Ainsi, le chiffre d'affaires cumulé du secteur a enregistré une hausse de **3,93**% en passant de **237,15** milliards FCFA en 2014 à **246,47** milliards FCFA en 2015. Quant au résultat net cumulé du secteur, il est passé d'un déficit de **2,34** milliards FCFA en 2014 à un bénéfice de **3,17** milliards FCFA en 2015 sous l'effet de la réduction du déficit de la Poste de Côte d'Ivoire de 9,82 milliards FCFA en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 mars 2012

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 16,12 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 8,69 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -511,88 millions FCFA

PCA : AKA Sayé Lazare

Directeur Général : KONE Siaka

Adm. Poste et TIC : APETE André Augustin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : TRAORE Tiédié

L'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences Radioélectriques a pour mission principale la gestion des fréquences radioélectriques. Elle assure la planification, l'attribution et le contrôle de ces fréquences.

Après la mise en place d'une organisation favorable aux meilleures conditions de travail de son personnel, la société s'est consacrée, au cours de l'exercice 2015, à la réalisation des principaux objectifs contenus dans son plan stratégique 2015-2018.

En effet, en ce qui concerne l'assainissement du spectre, l'AIGF a procédé à l'élimination de tous les onze (11) cas de brouillage portés à sa connaissance par ses clients. En outre, elle a effectué des saisies d'équipements et a fermé trois (3) stations radiodiffusion pour cause d'utilisation frauduleuse de fréquence. Enfin, en collaboration avec l'ARTCI, l'Agence a procédé à l'harmonisation de la base de données des assignations de fréquences radioélectriques commerciales.

Au niveau de la valorisation du spectre, l'Agence a fait réaliser une étude portant sur la nouvelle structure tarifaire des redevances radioélectriques. En outre, elle a élaboré plusieurs documents s'y rapportant, notamment, le projet de décret, le parangonnage (benchmark) et les éléments justificatifs des coûts réels en matière d'autorisation, d'installation et de contrôle annuel des stations.

Par ailleurs, l'AIGF a mené plusieurs actions dont les plus importantes sont : la réorganisation des bandes GSM et eGSM, la planification des multiplex 2, 3, et 4 ainsi que l'établissement du plan de fréquence pour la bande 790-862 MHz.

Enfin, dans le cadre du renforcement de ses relations avec les organismes internationaux, l'AIGF a participé à l'Assemblée des Radiocommunications et à la Conférence Mondiale des Radiocommunications (CMR).

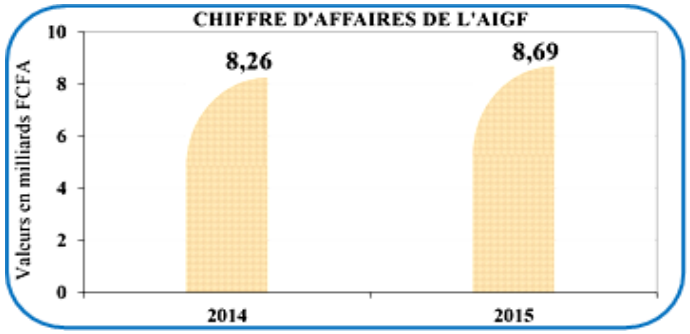
Au plan commercial, le chiffre d'affaires de l'AIGF, essentiellement constitué de redevances facturées aux opérateurs, s'est établi à **8,69** milliards FCF en 2015, contre **8,26** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **5,21 %**.

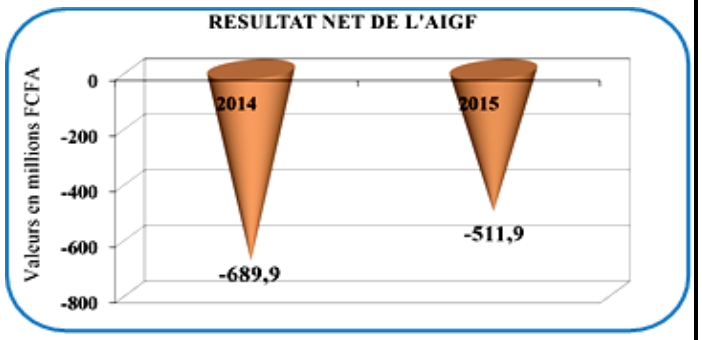
Toutefois, du fait du niveau important des charges d'exploitation, notamment, les charges de personnel, les autres achats et les services extérieurs**,** le résultat net s'est soldé par un déficit pour la deuxième année consécutive en ressortant à **-511,88** millions FCFA en 2015, contre **-689,86** millions FCFA en 2014.

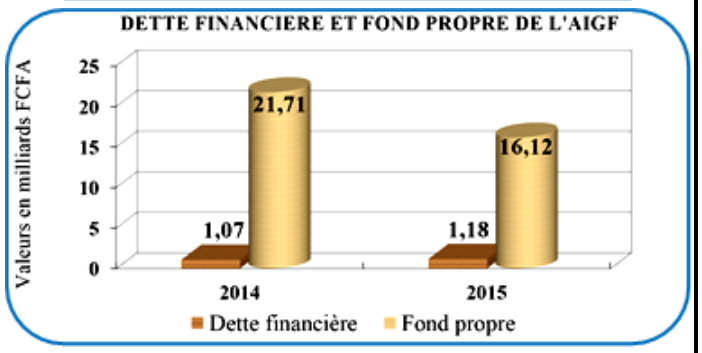
En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils sont passés de **362,16** millions FCFA en 2014 à **504,79** millions FCFA en 2015.

Enfin, au 31 décembre 2015, les capitaux propres de l'AIGF, principalement issus de la conversion des actifs transférés de l'ex-ATCI, se fixent à un montant **16,12** milliards FCFA.

Ce niveau de fonds propres reste largement supérieur au total des dettes financières qui se fixent à **1,17** milliard FCFA en 2015.







Faits marquants de l'AIGF 2015

- non-exécution du contrat de réhabilitation du Système de Gestion et de Contrôle Automatisé du Spectre (SGCAS) par la société ELBIT pour manque de ressources financières ;
- signature du Décret n°2015-198 du 24 mars 2015 fixant les modalités de paiement et répartition de la redevance d'utilisation des fréquences radioélectriques ;
- participation à l'Assemblée des radiocommunications et à la Conférence Mondiale des radiocommunications (CMR).

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 21 mars 2012

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 83,26 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 19,98 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -983,34 millions FCFA

PCA : KONE Lassina

Directeur Général : SORO-KIPEYA Jean Euloge

Adm. Min Poste et TIC : APETE André Augustin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DJENI Isabelle

L'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC (ANSUT) a pour missions la mise en œuvre des programmes de service universel pour le compte de l'Etat ainsi que la gestion des opérations d'investissement financées par l'Etat dans le domaine des Télécommunications/TIC. La société a bénéficié, à sa création, de la dévolution du patrimoine de l'ex-Fond National des Télécommunications (ex-FNT).

Au cours de l'exercice 2015, l'ANSUT a procédé au lancement de la troisième phase du Réseau National Haut Débit (RNHD) à base de fibre optique de plus de cinq mille (5000) kilomètres. En outre, l'Agence prévoit la réalisation des projets suivants : e-Gouv et e-santé ; vulgarisation des TIC & E-éducation ; cybers centres communautaires, numéro d'urgence central et général gratuit.

Le financement de ces projets a nécessité la levée de fonds de **100** milliards FCFA auprès d'un pool bancaire national dont un tirage de **25,89** milliards FCFA a été effectué en 2015.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires de la société, constitué des redevances perçues auprès des opérateurs de téléphonie, s'est établi à **19,98** milliards FCFA en 2015, contre **20,50** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **5,54%**. L'année 2014 a été le premier exercice social de la société et a porté sur une période de 16 mois d'activités.

Par ailleurs, la société a enregistré des autres produits d'un montant de **1,76** milliard FCFA, composés de ventes des dossiers d'appels d'offre et d'un équipement Code Division Multiple Access (CDMA).

En conséquence, le résultat d'exploitation est ressorti positif de **4,52** milliards FCFA en 2015, contre un résultat négatif de **532,03** millions FCFA en 2014.

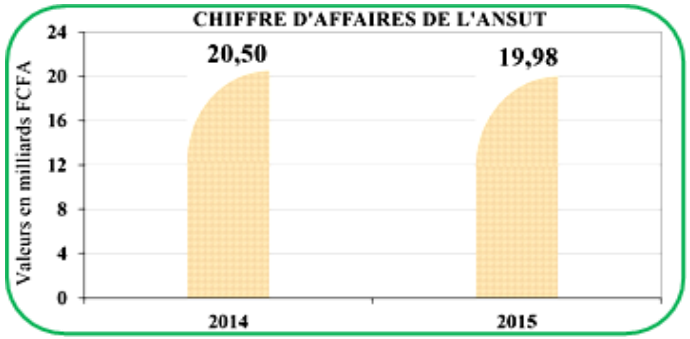
Toutefois, en raison d'une provision financière de **4,42** milliards FCFA sur l'écart de conversion de devise lié à l'emprunt HUAWEI, le résultat financier de la société est passé d'un bénéfice de **676,93** millions FCFA en 2014 à un résultat négatif de **5,48** milliards FCFA en 2015.

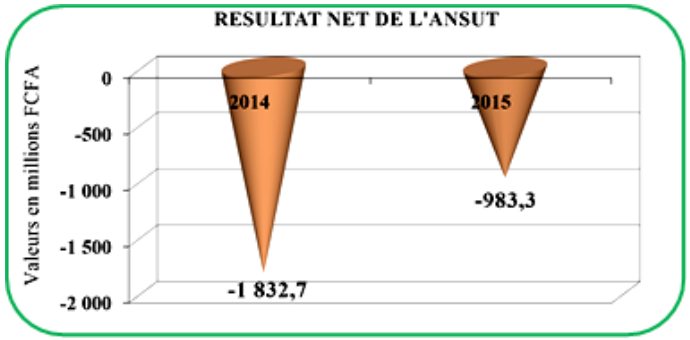
En définitive, le résultat net de l'ANSUT s'est soldé par un déficit de **983,34** millions FCFA en 2015, contre un déficit plus accru de **1,83** milliard FCFA enregistré en 2014.

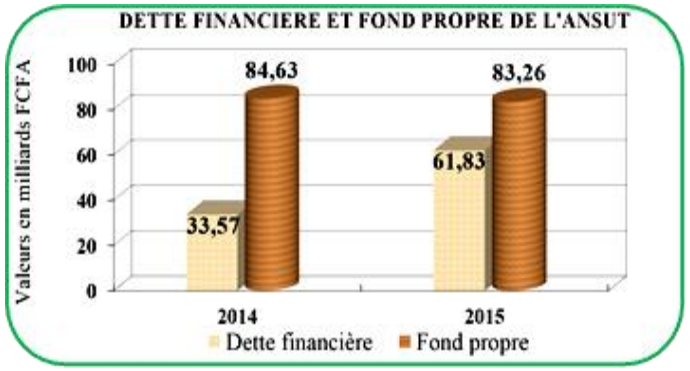
En ce qui concerne les impôts dus par l'ANSUT, ils sont passés de **131,37** millions FCFA en 2014 à **242,51** millions FCFA en 2015 (**207,51** millions FCFA d'impôts et taxes et **35** millions FCFA d'impôts BIC).

Par ailleurs, au 31 décembre 2015, les capitaux propres de l'ANSUT se sont établis à **83,26** milliards FCFA. Ceux-ci proviennent, principalement, de l'intégration au patrimoine de l'ensemble des biens et créances transférés à la société.

Quant aux dettes financières, elles sont passées de **33,57** milliards FCFA en 2014 à **61,83** milliards FCFA en 2015 du fait de l'encours de l'emprunt HUAWEI. Ainsi, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **74,26%** en 2015, contre **39,67%** en 2014.







Faits marquants de l'ANSUT 2015

- démarrage du processus d'actualisation du plan stratégique de l'ANSUT au PND 2016- 2020 ;
- levée de fonds de 100 milliards FCFA pour le financement des projets du service universel ;
- démarrage des travaux de réhabilitation de l'immeuble Postel 2001 ;
- lancement de la phase 3 du Réseau National Haut Débit (RNHD).

côte d'ivoire telecom

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1991

Capital social : 15 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 67,16 milliards FCFA

Part de l'Etat : 48,47%

Chiffre d'Affaires 2015 : 182,47 milliards FCFA

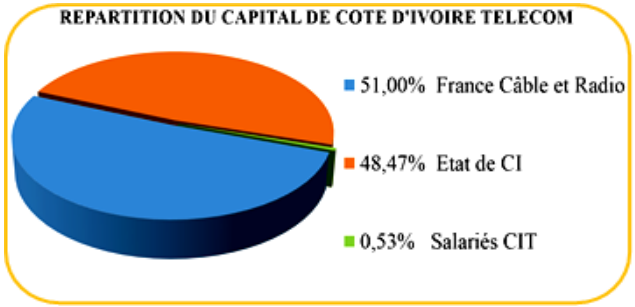
Résultat Net 2015 : 6,89 milliards FCFA

PCA : Général GUEU Michel

Directeur Général : MAMADOU Bamba

Adm. Min Poste et TIC : APETE André Augustin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DIABY Mariam



La Côte d'Ivoire Télécom (CIT) est une société anonyme chargée de l'établissement de réseaux et de la fourniture de services de télécommunications en Côte d'Ivoire.

En 2015, du fait d'une purge technique visant à accroître la capacité de réseau pour faire face à de nouvelles acquisitions de clients, le parc d'abonnés de la société s'est fixé à **220 692** lignes, contre **229 865** lignes en 2014, soit une baisse de **3,99%**.

Les bons résultats obtenus au niveau des trafics d'interconnexion (**+12,71** milliards FCFA) et de la location d'infrastructures (**+2,99** milliards FCFA), ont maintenu la tendance haussière du chiffre d'affaires de la société. Ainsi, celui-ci est passé de **168,38** milliards FCFA en 2014 à **182,47** milliards FCFA en 2015, soit une progression de **8,36%**.

Toutefois, la hausse des charges d'exploitation, notamment, les autres achats (**+14,53** milliards FCFA), les charges de personnel (**+2,59** milliards FCFA) et les dotations aux amortissements (**+2,21** milliards FCFA) a occasionné la chute (**-36,67%)** du résultat net de la société qui, bien que bénéficiaire, est passé de **10,88** milliards FCFA en 2014 à **6,89** milliards FCFA en 2015.

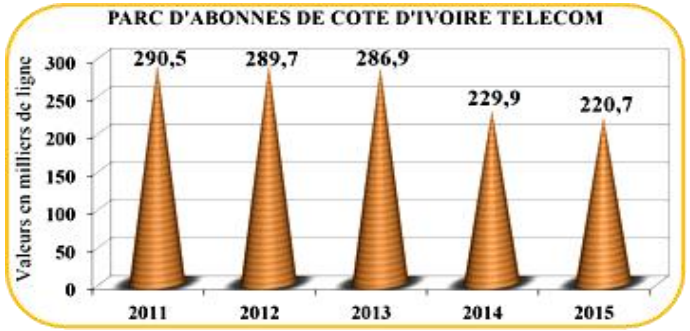
Par ailleurs, en 2015, la société a distribué des dividendes dont un montant de **2,22** milliards FCFA a été octroyé à l'Etat, contre **6,40** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **65,31%**.

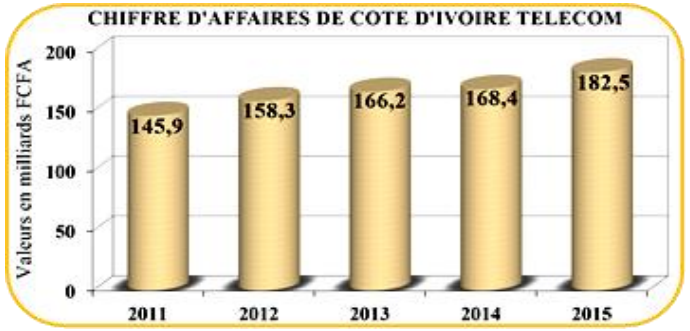
Quant aux impôts dus par la société, ils ont atteint un montant de **26,30** milliards FCFA en 2015 (**15,46** milliards FCFA d'impôts et taxes et **5,84** milliards FCFA d'impôts BIC), contre **20,69** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **27,11%**.

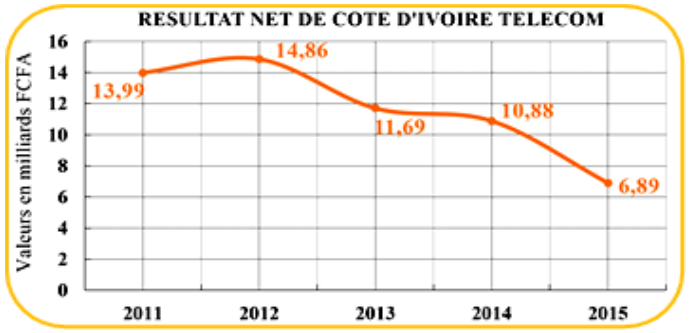
Avec des capitaux propres de **67,16** milliards FCFA, la société Côte d'Ivoire Télécom est autonome financièrement.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société sur les trois (3) dernières années, révèle un faible niveau d'endettement. En 2015, le ratio d'endettement s'est fixé à **18,73%**, contre **15,96%** en 2014.

.







Faits marquants de CI TELECOM 2015

- réalisation d'une purge technique visant à accroître la capacité du réseau ;
- hausse des recettes des trafics d'interconnexion de 12,71 milliards FCFA ;
- tendance baissière du résultat net ;
- bonne autonomie financière.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1963

Capital social : 25 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 271,19 millions FCFA

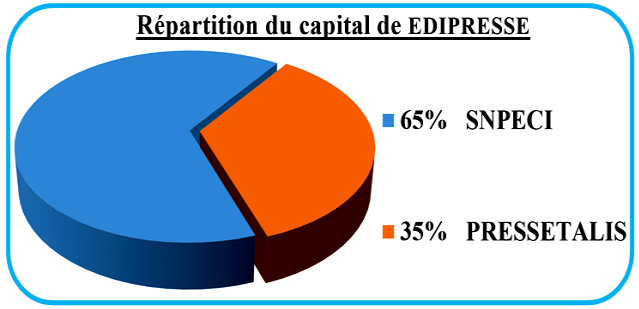
Part de l'Etat : 65%

Chiffre d'Affaires 2015 : 6,38 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 79,55 millions FCFA

Gérante : ZUNON KIPRE Viviane

Directeur : HOLL Bertrand Daniel



La Société EDIPRESSE, principale société de distribution de presse nationale et internationale en Côte d'Ivoire, a pour mission l'édition, la vente des livres, des journaux et des publications et l'exploitation de fonds de commerce de librairie et de papeterie.

L'exercice 2015 a été marqué par une régression des revenus issus de la presse locale qui représentent **58%** du chiffre d'affaires total de la société.

Ainsi, le chiffre d'affaires d'EDIPRESSE a poursuivi sa tendance baissière en s'établissant à **6,38** milliards FCFA en 2015, contre **6,84** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **6,73%**.

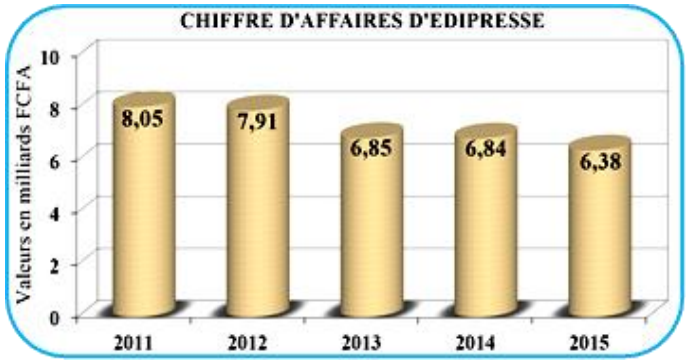
Cette contreperformance commerciale a impacté négativement le résultat d'exploitation de la société qui s'est établi à **52,93** millions FCFA en 2015, contre **70,36** millions FCFA enregistré en 2014, soit une baisse de **24,77%**.

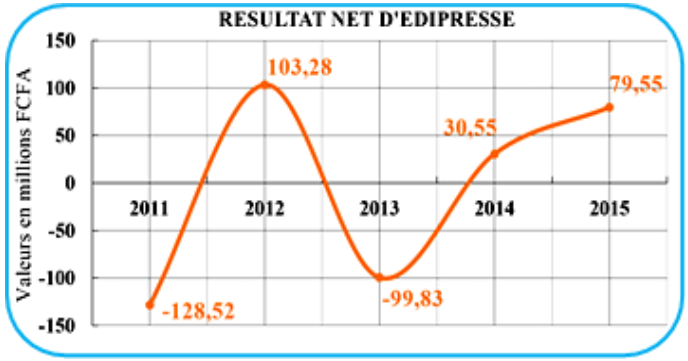
Par ailleurs, la société a enregistré un résultat financier de **60,91** millions FCFA en 2015, contre un résultat négatif de **5,87** millions FCFA en 2014.

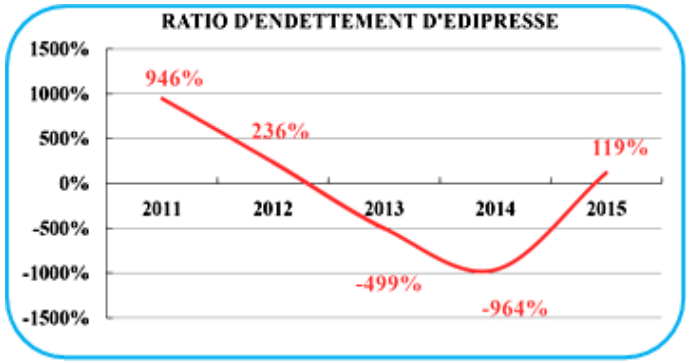
En définitive, le résultat net d'EDIPRESSE s'est soldé par un bénéfice de **79,55** millions en 2015, contre un bénéfice de **30,55** millions FCFA enregistré en 2014, soit un bond de **160,39%**.

Grâce à ce niveau de résultat, la société a pu reconstituer ses fonds propres qui se sont établis à **271,19** millions FCFA au 31 décembre 2015, contre un montant négatif de **31,96** millions FCFA en 2014.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils ont connu une hausse de **81,63%**, passant de **79,90** millions FCFA en 2014 à **145,12** millions FCFA en 2015 (**110,93** millions FCFA d'impôts et taxes et **34,19** millions FCFA d'impôts BIC).







Faits marquants d'EDIPRESSE 2015

- reconstitution des fonds propres qui s'établissent à 271,19 millions FCFA au 31 décembre 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 30 juin 1998

Capital social : 600 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : -16,77 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 5,64 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -1,73 milliard FCFA

Subvention d'exploitation 2015 : 3,51 milliards FCFA

PCA : KAH ZION Denis

Directeur Général : MAMADOU Konate

Adm. Min Poste et TIC : GUIBESSONGUI N'Datien Séverin

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : TAYORO Domique

La Poste de Côte d'Ivoire (PCI) est une société d'Etat créée par décret n°98-377 du 30 juin 1998.

Cette société est née de la dissolution de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE).

Elle a pour mission d'exploiter le service public des postes à travers l'acheminement par voie terrestre, aérienne ou maritime de tout type de courriers et paquets tant sur le territoire national qu'à destination et en provenance des pays étrangers.

Au titre de l'exercice 2015, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **5,64** milliards FCFA, contre **5,28** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **6,82%**.

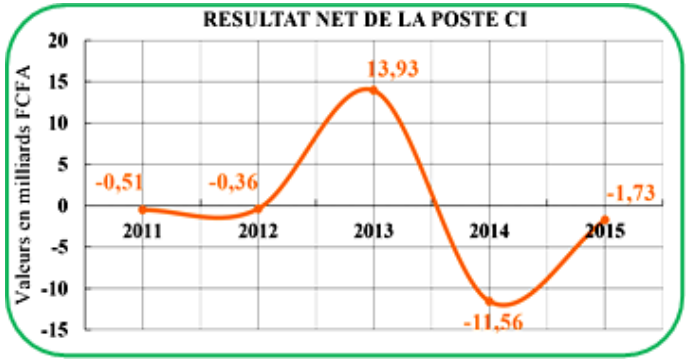
En outre, la société a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **3,51** milliards FCFA en 2015, contre **1,74** milliard FCFA en 2014, soit un bond de **101,72%**.

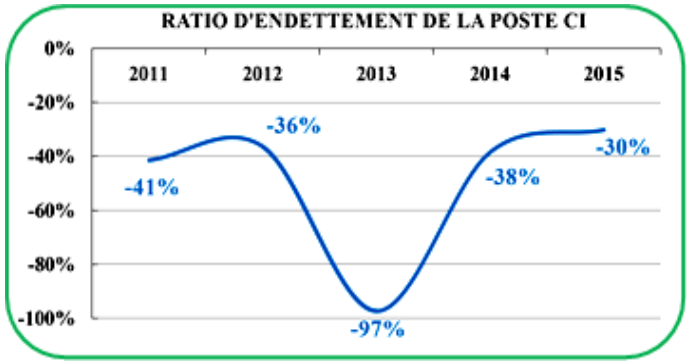
Cette situation combinée à la baisse de certains postes de charges, tels que les autres charges (**-7,18** milliards FCFA) et les dotations aux amortissements (**-933,89** millions FCFA), a réduit le déficit net de la société.

Ainsi, l'exercice 2015 s'est conclu par un déficit de **1,73** milliard FCFA, contre un déficit plus accru de **11,56** milliards FCFA enregistré en 2014.

Par ailleurs, en raison des déficits successifs enregistrés par la société, ses capitaux propres sont demeurés négatifs en s'établissant à **-16,77** milliards FCFA en 2015, contre **-16,2** milliards FCFA en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils sont passés de **360,87** millions FCFA en 2014 à **401,94** millions FCFA en 2015 (**374,56** millions FCFA d'impôts et taxes et **27,38** millions d'impôts BIC).





Faits marquants de la POSTE CI 2015

- début du processus d'augmentation du capital social à 5,33 milliards FCFA à travers la capitalisation du Fonds de dotation ;
- capitaux propres négatifs de 16,77 milliards FCFA en 2015 ;
- démarrage effective du plan de départs volontaires.

RADIODIFFUSION TÉLÉVISION IVOIRIENNE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 10 février 1993

Capital social : 6 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 6,03 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 10,29 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 796,18 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 7,36 milliards FCFA

Subvention d'investissement 2015 : 5,56 milliards FCFA

PCA : AKA Brou Pascal

Directeur Général : BAKAYOKO Ahmadou

Adm. Min de la Communication : AKA Brou Pascal

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KEITA Nina

Le groupe Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) est un organisme public de diffusion radiophonique et audiovisuel. Cette société d'Etat a pour principale mission de répondre aux aspirations de la population en matière d'information, de culture, d'éducation et d'illustration des valeurs de la civilisation et de contribuer à la consolidation de l'unité nationale.

En 2015, les activités de la RTI se sont inscrites dans la vision de préparer la concurrence en raison du passage du système analogique au système numérique et de la libéralisation de l'espace audiovisuel. Ainsi, la priorité a été mise sur le développement de nouvelles activités et de nouveaux services. Dans cette dynamique, l'année 2015 a été consacrée au repositionnement de la chaîne de radio Fréquence 2 dont le taux d'audience est passé de 4% à **6%**.

Outre ces initiatives, la Direction Générale a axé sa politique commerciale sur l'accroissement de la satisfaction de la clientèle. Ainsi, le chiffre d'affaires, essentiellement composé de recettes publicitaires, a poursuivi sa tendance haussière en passant de **9,83** milliards FCFA en 2014 à **10,29** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **4,68%**.

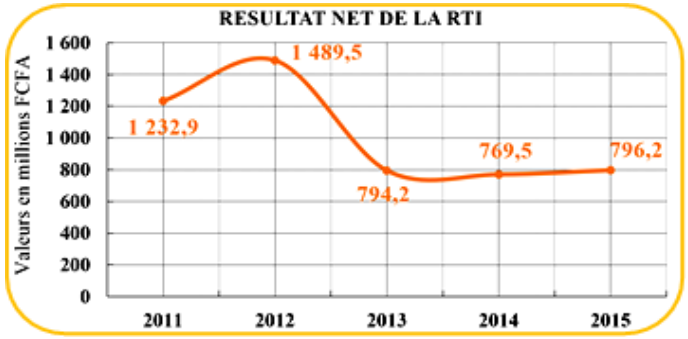
Par ailleurs, la RTI a bénéficié d'une subvention d'exploitation de **7,36** milliards FCFA, en baisse de **4,04%** par rapport à l'exercice 2014. Cette situation, associée à la hausse des charges d'exploitation, notamment, les services extérieures (**+164,94** millions FCFA) et les charges du personnel (**+340,91** millions FCFA) ont eu un impact négatif sur le résultat d'exploitation qui s'est établi à **197,30** millions FCFA en 2015, contre **706,93** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **72,09%**.

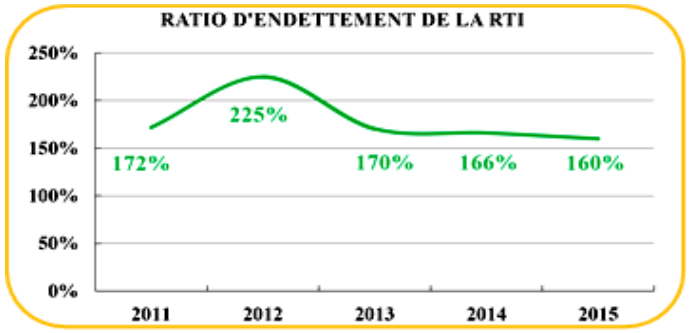
Toutefois, grâce à des produits HAO de **1,4** milliard FCFA, le résultat net de la société a enregistré une hausse de **3,47%**, en ressortant bénéficiaire de **796,18** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **769,49** millions FCFA en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus, ils ont connu une hausse de **19,82%**, passant de **1,11** milliard FCFA en 2014 à **1,33** milliard FCFA en 2015 (**996,49** millions FCFA d'impôts et taxes et **333,93** millions FCFA d'impôts sur le résultat).

Par ailleurs, au 31 décembre 2015, les capitaux propres de la RTI se sont établis à **6,03** milliards FCFA, contre **6,16** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **2,11%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la RTI sur les trois (3) dernières années, révèle un niveau d'endettement élevé mais en nette amélioration. Le ratio d'endettement est passé de **165,91%** en 2014 à **159,68%** en 2015.





Faits marquants de la RTI 2015

- prorogation des mesures fiscales en faveur des entreprises de presse et de l'audiovisuel jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- exonération des charges fiscales patronales au titre de la contribution nationale sur les salaires ;
- prise en charges par l'Etat de la dette envers la CGRAE pour un montant de 273,80 millions FCFA ;
- dotation du fonds de redevance cinématographique pour un montant de 102,87 millions FCFA.

Société Nationale de Développement Informatique
Pour une Administration numérique et efficace

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 10 mars 1999

Capital social : 200 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 2,01 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 7,69 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 415,98 millions FCFA

PCA : NIAMKEY Paul Kodjo

Directeur Général : SORO Nongolougo

Adm. Primature : NIAMKEY Kodjo Paul

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DIABA Assoukpou Roger

La Société Nationale de Développement Informatique (SNDI) est une société d'Etat placée sous la tutelle technique de la Primature. Elle est chargée d'effectuer, dans le domaine de l'informatique, pour le compte de l'Etat, des communes et des entreprises, des prestations de gestion, de conseil et de formation.

En 2015, la SNDI a poursuivi ses efforts d'accroissement du volume d'activités afin de conforter sa position dans la stratégie numérique du pays.

Aussi, les nouvelles opportunités d'affaires confiées à la SNDI (projets Doing Business, projet d'archivage physique et numérique du Ministère de la Fonction publique, refonte du Système d'Information Budgétaire) témoignent de la confiance retrouvée auprès du Gouvernement.

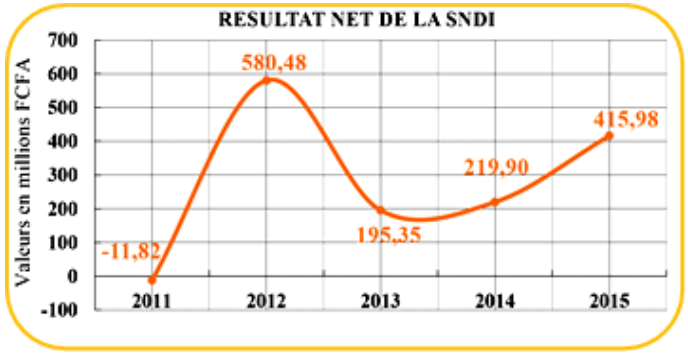
En 2015, les activités commerciales de la société ont continué leur expansion au niveau national avec une augmentation de **15,69**% (soit **+1,04** milliard FCFA) des produits réalisés en Côte d'Ivoire. Ainsi, en dépit du repli de **12%** des produits hors Côte d'Ivoire, le chiffre d'affaires de la SNDI est passé de **6,66** milliards FCFA en 2014 à **7,69** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **15,47%**.

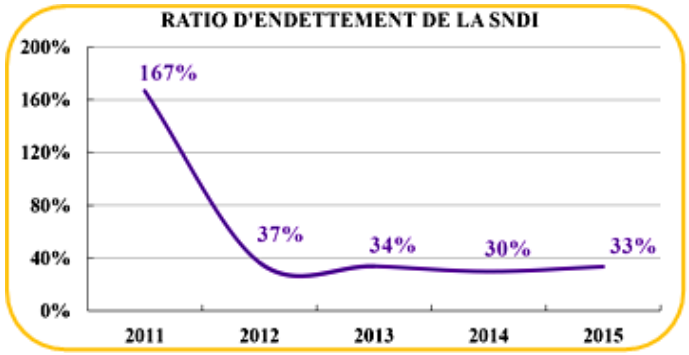
Cette performance commerciale a atténué les effets de la hausse des services extérieurs (+351,73 millions FCFA) et des charges de personnel (+180,88 millions FCFA) sur l'excédent brut d'exploitation qui s'est amélioré en s'établissant à **824,91** millions FCFA en 2015, contre **383,90** millions FCFA en 2014, soit un bond de **114,88%**

Le résultat net a suivi cette tendance haussière en passant d'un bénéfice de **219,90** millions FCFA en 2014 à un bénéfice de **415,98** millions FCFA en 2015, soit une hausse de **89,17%**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils sont passés de **197,84** millions FCFA en 2014 à **275,51** millions FCFA en 2015 (**110,96** millions FCFA d'impôts et taxes et **164,55** millions d'impôts BIC), soit une hausse de **39,26%**.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la SNDI sur les trois (3) dernières années, révèle un bon niveau d'endettement de la société. Le ratio d'endettement de l'exercice 2015 s'est fixé à **33,44%**.





Faits marquants de la SNDI 2015

- finalisation de la prise de participation de la SNDI à hauteur de 35 % dans le capital de la société QUIPUX Afrique ;
- déploiement du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFiP) en GUINEE, suite à un appel d'offres international ;
- mise en exploitation du Système d'Informations et de Gestion des Entreprises Publiques (SIGEP) de la DPP.

SNPECI SOCIÉTÉ NOUVELLE DE PRESSE ET D'ÉDITION DE CÔTE D'IVOIRE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 29 septembre 1993

Capital social : 175 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 1,18 milliard FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 4,72 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : -1,82 milliard FCFA

Subvention d'exploitation 2015 : 97,47 millions FCFA

PCA : ZUNON KIPRE Viviane

Directeur Général : KONAN Venance

Adm. Min de la Communication : ZUNON KIPRE Viviane

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KEITA Nina

La Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI) est une société d'Etat créée par décret n°93-780 du 29 septembre 1993.

Elle a pour objet la création, l'acquisition et l'exploitation des journaux et publications de tous genres, la fourniture aux journaux et aux organismes d'informations, des reportages photographiques et tout autre élément de rédaction.

Elle a, également, pour mission d'acquérir et de vendre les droits d'auteurs et d'entreprendre toute activité d'imprimerie.

Au cours de l'exercice 2015, la société a enregistré un léger fléchissement de ses activités. En conséquence, le chiffre d'affaires de la SNPECI est passé de **4,89** milliards FCFA en 2014 à **4,72** milliards FCFA en 2015, soit une baisse de **3,48%**.

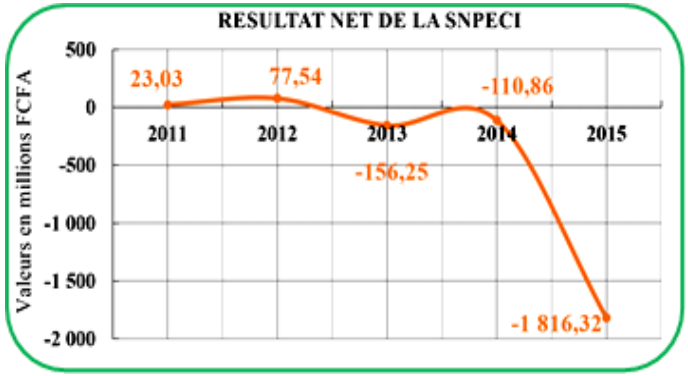
De même, en raison de la hausse de certains postes de charges, notamment, les services extérieurs (**+327** millions FCFA), le déficit d'exploitation de la SNPECI s'est établi à **-2,23** milliards FCFA en 2015, contre **-1,61** milliard FCFA enregistré en 2014.

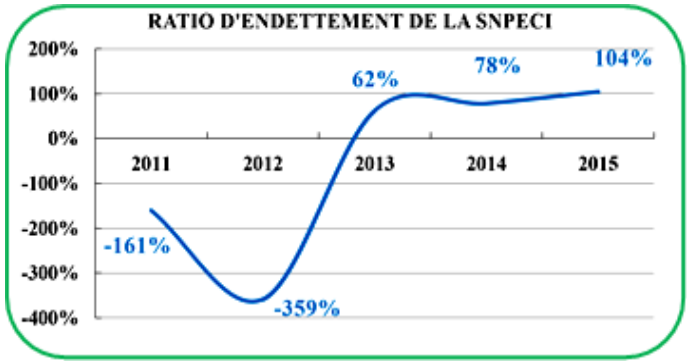
En définitive, le déficit net de la société s'est accentué en passant de **-110,85** millions FCFA en 2014 à **-1,82** milliard FCFA en 2015.

Quant aux fonds propres, ils se sont établis à **1,18** milliard FCFA en 2015, contre **1,72** milliard FCFA en 2014 grâce à un écart de réévaluation de **4,04** milliards FCFA.

Par ailleurs, les impôts dus par la société à l'Etat ont fortement augmenté (**+1525%**) en passant de **49,88** millions FCFA en 2014 à **810,48** millions FCFA en 2015 en raison d'un redressement fiscal sur les exercices 2012 à 2015.

Enfin, le ratio d'endettement s'est fixé à **104,13%** au 31 décembre 2015, contre **77,67%** en 2014, traduisant un endettement élevé.





Faits marquants de la SNPECI 2015

- réalisation d'écart de réévaluation de 4,04 milliards FCFA ;
- redressement fiscal sur les exercices 2012 à 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 30 août 2004

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : -2,01 milliards FCFA

Part de l'Etat : 17%

Chiffre d'Affaires 2015 : 619,88 millions FCFA

Résultat Net 2015 : 38,64 millions FCFA

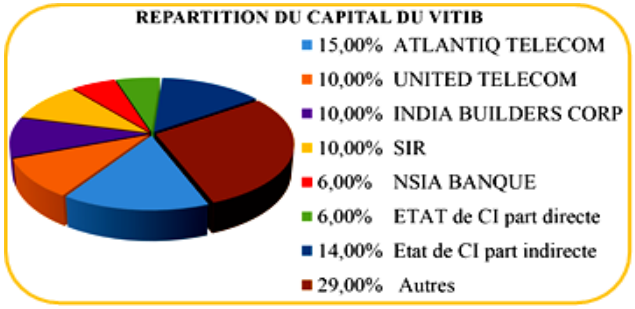
Subventions d'exploitation 2015 : 38,64 millions FCFA

PCA : WOI MESSE Alphonse

Directeur Général : PANGO Philippe

Adm. Min Poste et TIC : SAKO Ahmed

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : ASSI Franck Arnaud



Le Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie (VITIB) est une société anonyme à participation financière public minoritaire.

Son capital social se fixe à 3 milliards FCFA et est détenu à hauteur de 17% par l'Etat et certaines entreprises publiques. Lié à l'Etat par une convention de concession de service public, le VITIB a pour mission, l'aménagement des sites, la construction d'infrastructures immobilières, techniques et technologiques, l'exploitation et la promotion de la Zone Franche.

L'exercice 2015 s'est conclu par un fléchissement des activités de la société. Ainsi, le chiffre d'affaires du VITIB s'est établi à **619,88** millions FCFA en 2015, contre **764,45** millions FCFA enregistré en 2014, soit une baisse de **18,91%**.

De même, en raison de la hausse des charges d'exploitation, notamment, les services extérieurs (**+44,41** millions FCFA), les charges du personnel (**+99,10** millions FCFA) et les dotations aux amortissements (**+65,94** millions FCFA), le résultat d'exploitation est ressorti négatif de **38,12** millions FCFA en 2015, contre un résultat positif de **6,10** millions FCFA en 2014.

Toutefois, la société a enregistré des produits hors activité ordinaire de **82,65** millions FCFA en 2015.

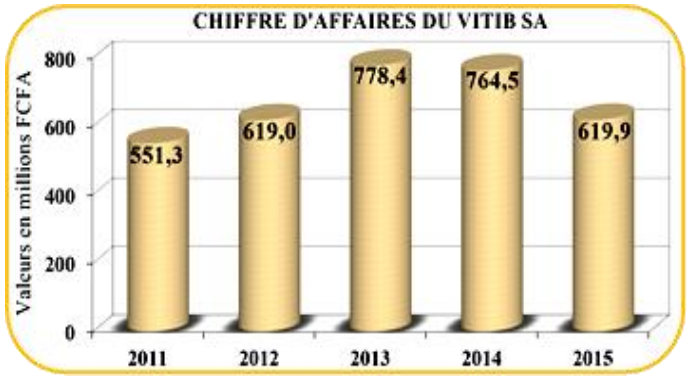
En définitive, le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **38,64** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **6,11** millions FCFA en 2014, soit un bond de **532%**.

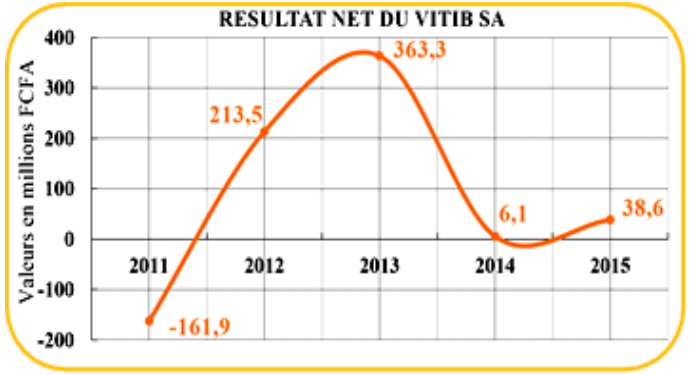
Par ailleurs, du fait des déficits successifs enregistrés au cours des exercices antérieurs, les capitaux propres de la société sont demeurés négatifs et ont atteint **-2,01** milliards FCFA au 31 décembre 2015.

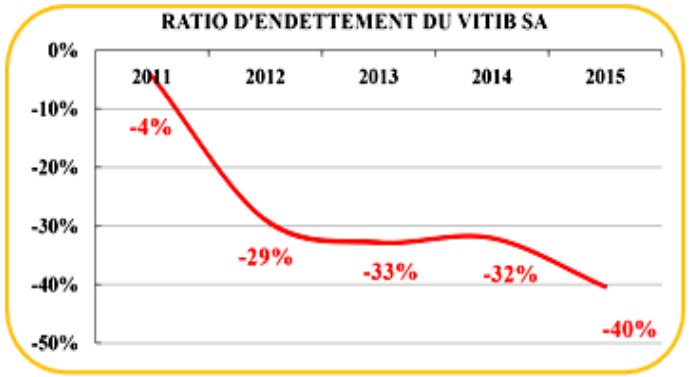
Au regard de cette situation bilancielle, le VITIB ne dispose d'aucune ressource stable. Au 31 décembre 2015, les ressources stables de la société sont négatives de **1,20** milliard FCFA.

En ce qui concerne les impôts dus, ils sont à un niveau minimal et s'établissent à **80 000** FCFA en 2015, contre **59 000** FCFA en 2014.

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement du VITIB sur les trois (3) dernières années, révèle l'inexistence de fonds propres. La situation nette de la société demeure, donc, très préoccupante.







Faits marquants de la VITIB SA 2015

- chute du chiffre d'affaires de 18, 91% ;
- capitaux propres négatifs et ressources stables inexistantes.

SECTEUR CONSTRUCTION ET HABITAT

« Bonne performance commerciale des entreprises publiques du secteur suite à la hausse de l'indicateur avancé du BTP »

L'année 2015 a été marquée par la bonne tenue des activités du secteur « Construction et Habitat ». Ce dynamisme a été impulsé par la poursuite des investissements dans l'immobilier, dans le programme d'électrification rurale, la mise en œuvre progressive du programme présidentiel de construction de 60 000 logements sociaux, économiques, etc. Toutes ces réalisations ont impacté positivement les ventes des produits de l'équipement et du logement. L'indicateur avancé du BTP, à fin juin 2015, est ressorti en hausse de **25,5%** sous l'effet de l'ensemble de ses branches. Ainsi, les productions de graviers, de granits et sables de lagune (+22,7%), de ciment (+9,7%), de tôles (+35,7%), de câbles et fils électriques (+31,0%), ont connu un accroissement.

Les entreprises du portefeuille de l'Etat exerçant dans ce secteur ont tiré profit de cette conjoncture favorable.

En effet, les activités de la SOCIGI ont gagné en intensité favorisant une hausse de son chiffre d'affaires de **9,41** milliards en 2015.

A l'inverse, l'AGEF n'a pu constituer que **207,11** hectares de réserve foncière en 2015, contre **3 769,82** hectares constitués en 2014**.** Cette baisse des activités eu pour corollaire la régression du volume de vente des lots aménagés par l'AGEF.

Au plan commercial, les entreprises du secteur ont vu leur chiffre d'affaires progresser de **10,51** milliards FCFA, pour atteindre un montant de **34,40** milliards FCFA en 2015, contre **23,89** milliards FCFA en 2014.

Quant aux performances financières, elles se sont traduites par une baisse du résultat net global du secteur de **80** millions FCFA, passant d'un bénéfice de **3,02** milliards FCFA en 2014 à un bénéfice de **2,94** milliards FCFA en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 6 mai 1999

Capital social : 400 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 2,95 milliards FCFA

Part de l'Etat : 57,15%

Chiffre d'Affaires 2015 : 14,91 milliards FCFA

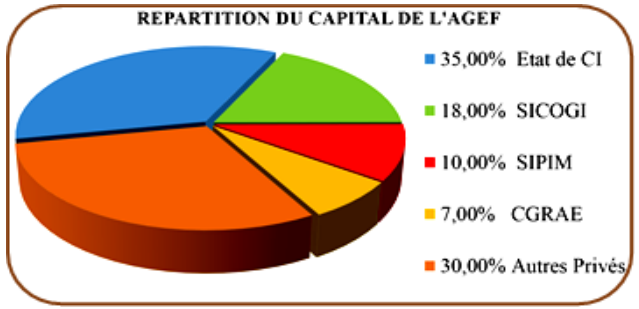
Résultat Net 2015 : 955,85 millions FCFA

PCA : NANDJUI Danho Pierre

Directeur Général : COULIBALY Lamine

Adm. Min Const et Logement : GUIHY Benoit

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : SANOGO Bassirima



La gestion du foncier urbain, initialement confiée à la Société d'Equipement des Terrains Urbains (SETU) est, depuis 1999, de la responsabilité de l'Agence de Gestion Foncière (AGEF).

Société à participation financière publique majoritaire, l'AGEF assure au nom et pour le compte de l'Etat et des Collectivités Territoriales, la constitution des réserves foncières et la gestion administrative et financière des contrats d'aménagement foncier.

Dans le cadre de ses activités, l'AGEF a constitué en 2015, à travers les opérations de Cocody Bessikoi, Riviera IV Extension et Yopougon, une réserve foncière d'une superficie totale de **207,11** hectares, évaluée à **10,54** milliards FCFA, contre **3769,82** hectares constitués en 2014**.**

Cette baisse des activités de l'AGEF a eu pour corollaire la régression du volume de vente des lots aménagés. Le chiffre d'affaires de la société est, donc, passé **15,13** milliards FCFA en 2014 à **14,91** milliards FCFA en 2015, soit une baisse de **1,42%**.

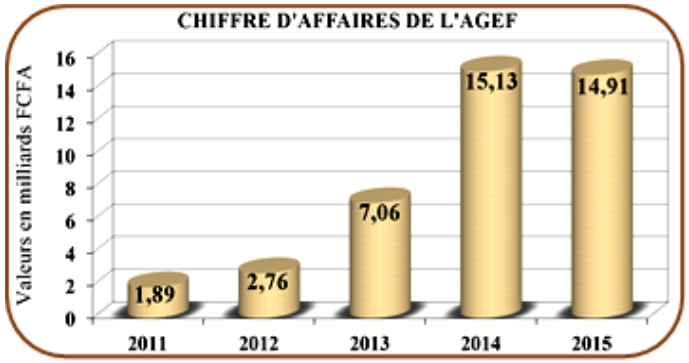
Toutefois, en raison des produits HAO de **1,04** milliard FCFA, des reprises de provisions fixées à **301** millions FCFA et des produits financiers estimés à **142** millions FCFA, le résultat net a été excédentaire de **955, 85** millions FCFA en 2015.

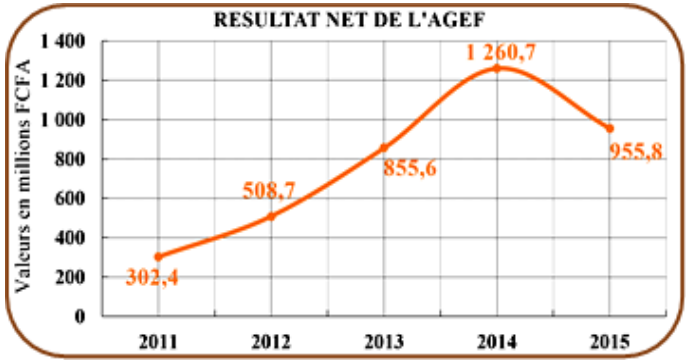
Ce résultat, bien que positif, est en baisse de **304** millions FCFA par rapport à celui de l'exercice 2014 qui se fixait à **1,26** milliard FCFA.

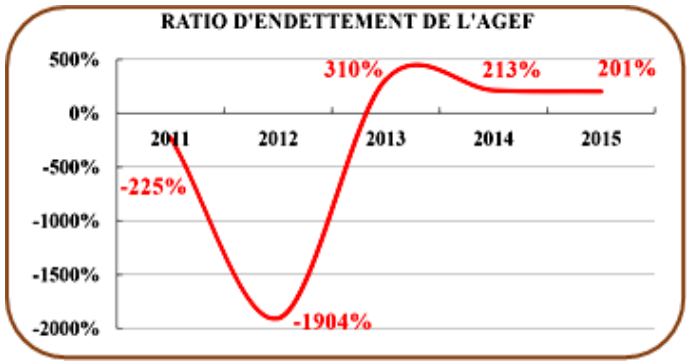
En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils ont connu une baisse de **54,34%**, passant de **854,17** millions FCFA en 2014 à **390,04** millions FCFA en 2015 (dont **143,09** millions FCFA d'impôts et taxes et **246,95** millions d'impôts BIC),

Enfin, le niveau des capitaux propres de l'AGEF s'est accru, renforçant sa situation nette. Ceux-ci se sont établis à **2,95** milliards FCFA en 2015, contre **1,99** milliard FCFA en 2014.

Ainsi, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **201,19%** au 31 décembre 2015, contre **212,58%** en 2014







Faits marquants de l'AGEF 2015

Obtention d'une remise gracieuse de dettes fiscales d'un montant de 209 millions FCFA.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 2 décembre 1978

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 3,5 milliards FCFA

Part de l'Etat : 95,20%

Chiffre d'Affaires 2015 : 7,13 milliards FCFA

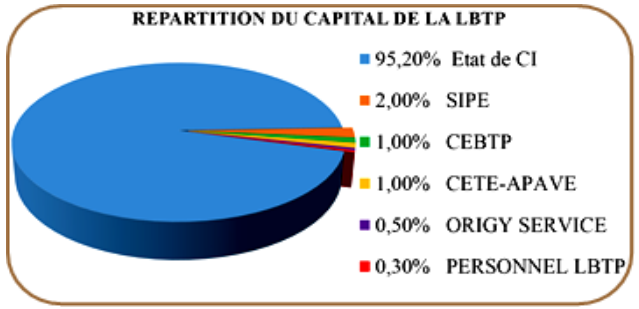
Résultat Net 2015 : 470,36 millions FCFA

PCA : BITTY Kokora Daniel

Directeur Général : KOUAKOU KOFFI Amédé

Adm. Min Infr Eco: BOUAGBA Léopold

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KONAN Bernard



Le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP) est un établissement d'études, de contrôle et de recherche dans le domaine du génie civil, du bâtiment, de l'économie d'énergie et du contrôle industriel.

Au cours de l'exercice 2015, le LBTP a été régulièrement sollicité dans le cadre du programme d'électrification de nouvelles localités à l'intérieur du pays ainsi que la réalisation de plusieurs études géotechniques et divers projets routiers inscrits au Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et au Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire (PRICI).

Grâce à l'intensification de ses activités, les recettes issues du génie civil et des recherches appliquées ont enregistré une hausse de **43,53%**. Celles-ci contribuent à hauteur de **50,95%** à la formation du chiffre d'affaires de la société.

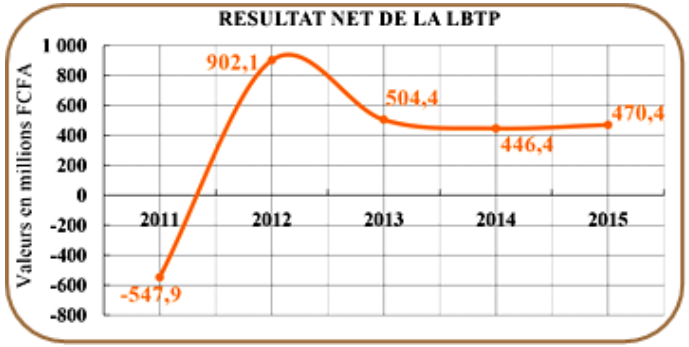
Ainsi, le chiffre d'affaires du LBTP s'est établi à **7,13** milliards FCFA en 2015, contre **5,87** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une progression de **21,46%**.

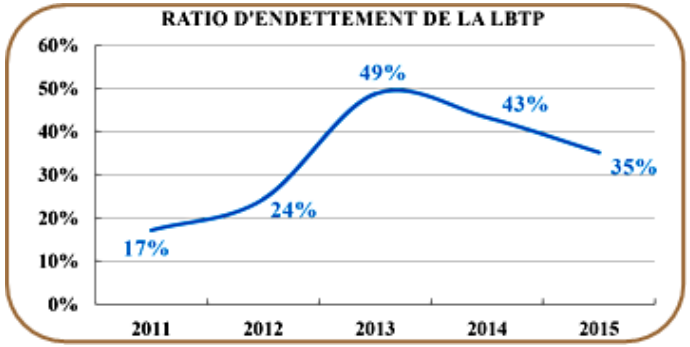
De même, l'excédent brut d'exploitation (trésorerie potentielle) s'est amélioré de **12,06%** en passant de **1,99** milliard FCFA en 2014 à **2,23** milliards FCFA en 2015.

Le résultat net a suivi cette tendance haussière en passant d'un bénéfice de **446,40** millions FCFA en 2014 à un bénéfice de **470,36** millions FCFA en 2015, soit une hausse de **5,37%**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils ont enregistré une hausse de **3,77%** en passant de **262,89** millions FCFA en 2014 à **272,81** millions FCFA en 2015 (dont **111,81** millions FCFA d'impôts et taxes et **161** millions d'impôts BIC).

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement du LBTP sur les trois (3) dernières années, révèle un bon niveau d'endettement de la société. Le ratio d'endettement établi à **35,06%** en 2015, est conforme à la norme comprise entre **30%** et **65%**.





Faits marquants de la LBTP 2015

- hausse de 57,96% des dettes fournisseurs au 31 décembre 2015 ;
- bonne performance du département Génie Civil qui représente 43,74% du chiffre d'affaires ;
- réalisation d'un investissement de 1,13 milliard FCFA pour l'acquisition de matériel et outillage industriel ;
- bonne politique d'endettement à long terme.

SGMT

SOCIETE DE GESTION DU GRAND MARCHE DE TREICHVILLE

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 17 décembre 1998

Capital social : 250 millions FCFA

Capital propres 2015 : -206,02 millions FCFA

Part de l'Etat : 85,76%

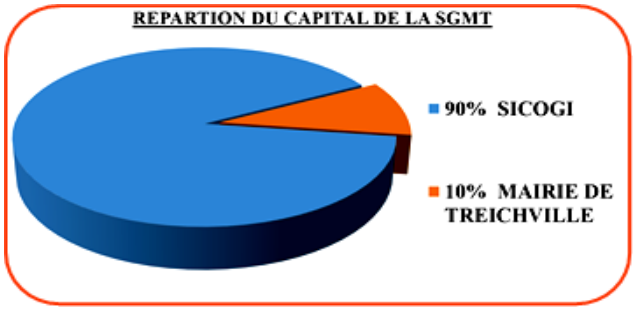
Chiffre d'Affaires 2015 : 501,94 millions FCFA

Résultat Net 2015 : 298,91 millions FCFA

PCA : CAMARA Loukimane

Directeur Général : KOFFI KOUASSI André

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : OUATTARA Sié



La Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT) est née de la signature, le 17 décembre 1998, d'une convention de concession entre la Mairie de Treichville et la SICOGI.

A travers cette convention, les deux parties confient à la SGMT la gestion du Grand Marché de Treichville.

A l'instar de l'exercice précèdent, celui de 2015 a été marqué par des difficultés pour le recouvrement des loyers et des pas-de-porte par la SGMT.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société est passé de **599,43** millions FCFA en 2014 à **501,94** millions FCFA en 2015, soit une chute de **16,26%**.

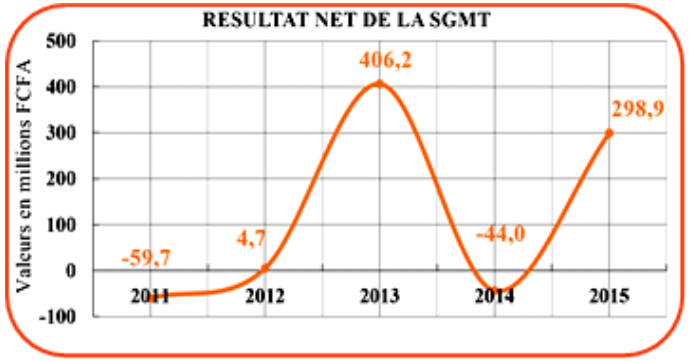
Le résultat d'exploitation a suivi cette tendance en s'établissant à **-605,93** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **383,93** millions FCFA enregistré en 2014.

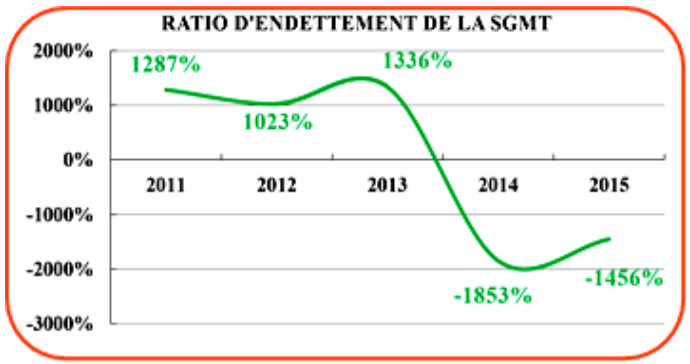
Par ailleurs, la société a enregistré des produits exceptionnels d'un montant de **905,27** millions en 2015.

Le résultat net qui se dégage est ressorti bénéficiaire de **298,91** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **44,02** millions FCFA enregistré en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus par la société, ils sont passés **18,19** millions FCFA en 2014 à **20,83** millions FCFA en 2015 (**17,83** millions FCFA d'impôts et taxes et **3** millions FCFA d'impôts BIC), soit une hausse de **15,51%**.

Enfin, au 31 décembre 2015, les capitaux propres de la SGMT fixés à **-206,02** millions FCFA et les dettes financières d'un montant de **3** milliards FCFA témoignent de la fragilité de la structure financière de la société.





Faits marquants de la SGMT 2015

- difficultés pour le recouvrement des loyers et pas-de-porte ;
- concurrence déloyale dus à l'occupation anarchique des trottoirs ;
- persistance des conflits entre commerçants, mairie, SICOGI et SGMT.

SICOGI

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 22 mars 1962

Capital social : 4,57 milliards FCFA

Capitaux propres 2015: 19,53 milliards FCFA

Part de l'Etat : 84,18%

Chiffre d'Affaires 2015 : 10,98 milliards FCFA

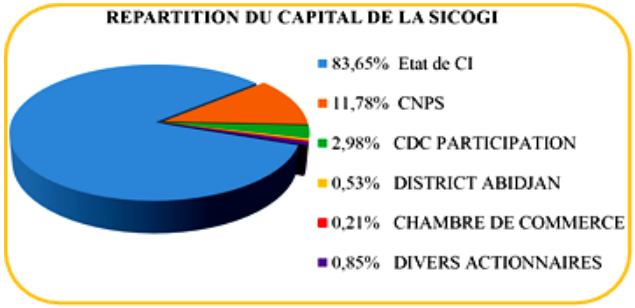
Résultat Net 2015 : 1,68 milliard FCFA

PCA : BAKAYOKO Ibrahima

Directeur Général : CAMARA Loukimane

Adm. Min Const et Logement : Kouakou ADJOUMANI, KOALLA Ouaogabamba, GUIHY Benoit

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : COULIBALY Drissa



La Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI) a été créée au lendemain de l'indépendance pour mettre en œuvre le programme d'habitat de l'Etat de Côte d'Ivoire.

Elle a pour missions de développer l'habitat urbain et rural en Côte d'Ivoire, la construction d'habitations pour ménage à faible revenu et la réalisation de toutes opérations immobilières d'intérêt public.

La stabilité de l'environnement socio-économique en Côte d'Ivoire a permis à la SICOGI d'intensifier ses activités.

Ainsi, les réalisations majeures de la société, au 31 décembre 2015, sont les suivantes : la livraison des logements des opérations Concorde II et BHCI DALOA tranche 1, la réalisation des travaux des projets AZITO et EPERANCE 2, la poursuite des travaux de l'opération KONG.

Par ailleurs, la société a perçu des revenus issus de la mise en location simple et location-vente de ses logements ainsi que de la vente du patrimoine locatif.

Grâce à ce niveau d'activités, le chiffre d'affaires de la société est passé de **1,57** milliard FCFA en 2014 à **10,98** milliards FCFA en 2015, soit un bond de **599,36%**.

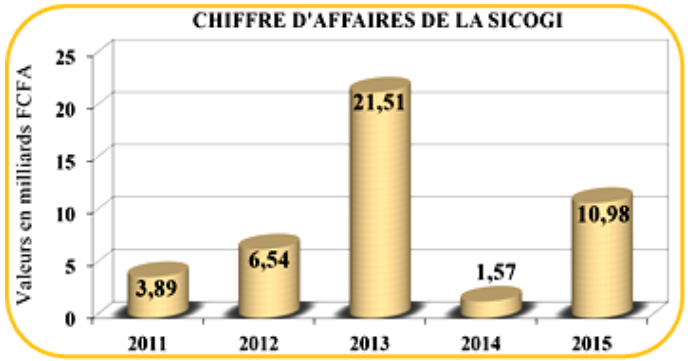
Par ailleurs, la société a réduit ses charges d'exploitation, notamment, les autres achats (**-15,47** milliards FCFA) et les dotations aux amortissements (**-735** millions FCFA). Le résultat d'exploitation qui en découle, s'est accru en passant de **2,62** milliards FCFA en 2014 à **2,86** milliards FCFA en 2015.

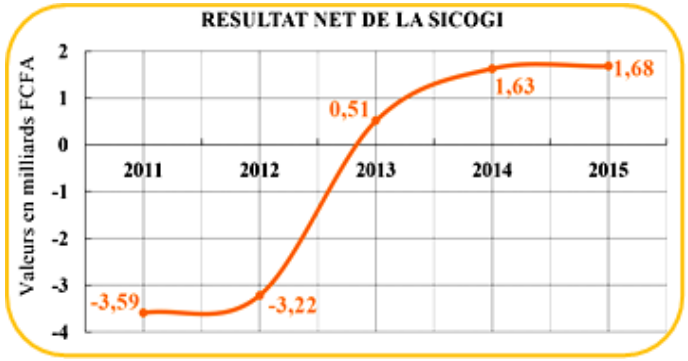
En outre, la société a enregistré des produits hors activités ordinaires de **5,63** milliards FCFA en 2015.

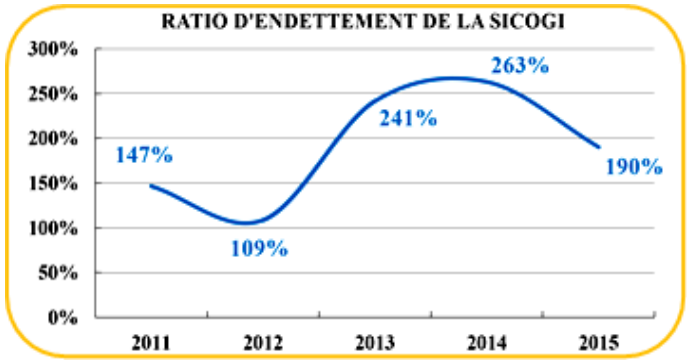
En définitive, le résultat net de la SICOGI s'est soldé par un excédent de **1,68** milliard FCFA en 2015, contre un bénéfice de **1,63** milliard FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **3,07%**.

Toutefois, le niveau du ratio d'endettement de la société fixé à **190,08%** en 2015, limite sa capacité à faire recours au marché financier.

Enfin, les impôts dus à l'Etat (impôts et taxes) par la SICOGI sont passés de **258,65** millions FCFA en 2014 à **921,19** millions FCFA en 2015.







Faits marquants de la SICOGI 2015

- retards dans la réalisation de certains projets en raison des contraintes liées à la mobilisation des financements requis ;
- capitaux propres comprenant un capital par dotation de 2,22 milliards FCFA dont la procédure juridique d'enregistrement est en cours.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1963

Capital social : 2,27 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 421,01 millions FCFA

Part de l'Etat : 55%

Chiffre d'Affaires 2015 : 885,73 millions FCFA

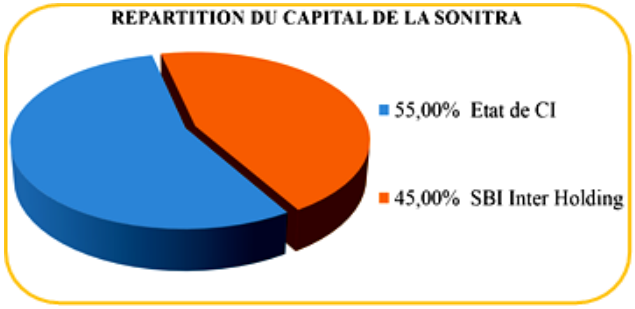
Résultat Net 2015 : -469,63 millions FCFA

PCA : HAIDARA Mamadou

Directeur Général : KOLTUNOFF Daniel

Adm. Min Const et Logement : BAMBA Makissia

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : BAH Ezéchiel



La Société Nationale Ivoirienne des Travaux (SONITRA) est issue d'un partenariat entre l'Etat Ivoirien et Solel Benh International Holding. Elle a pour principale mission, l'étude, la construction des bâtiments, des routes et toutes réalisations relatives au génie civil.

A l'instar de l'exercice 2014, la SONITRA a souffert en 2015 d'une insuffisance d'activités.

En effet, les travaux de construction de l'immeuble de la CNPS qui ont constitué l'essentiel des activités de cette société au cours de ces trois (3) dernières années, sont achevés.

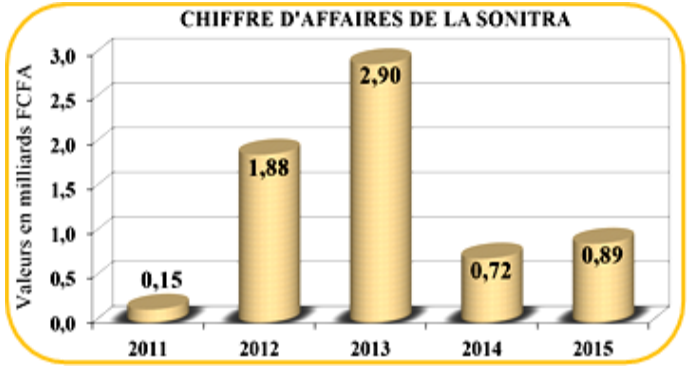
Le chiffre d'affaires (**unique** élément constitutif des produits d'exploitation de la SONITRA) est passé de **717,79** millions FCFA en 2014 à **885,73** millions FCFA en 2015, soit une hausse de **23,40%**. Par ailleurs, les charges d'exploitation ont enregistré une hausse de **350,07** millions FCFA en 2015.

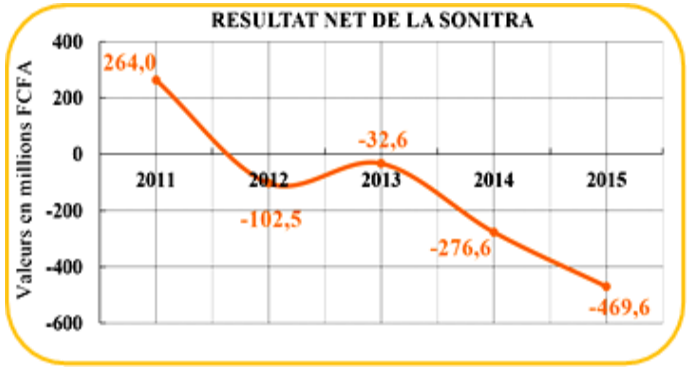
En raison de cette situation, la société a enregistré un déficit d'exploitation de **318,18** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **109,88** millions FCFA en 2014.

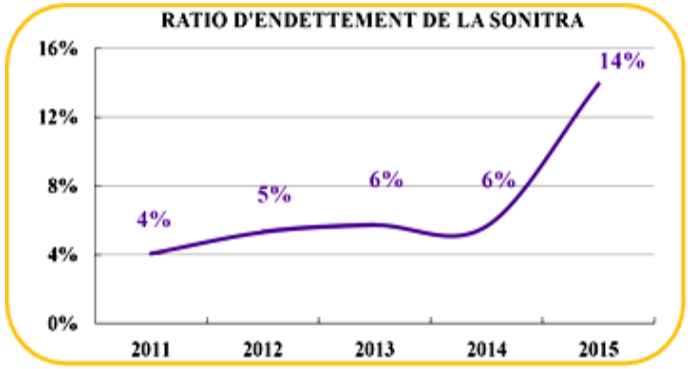
En outre, du fait d'un résultat financier déficitaire de **145,20** millions FCFA, le résultat net de la SONITRA s'est soldé par une perte plus importante de **469,63** millions FCFA en 2015, contre une perte de **276,55** millions FCFA enregistrée en 2014.

Du fait des déficits successifs enregistrés par la société, les fonds propres se sont détériorés. Ainsi, au 31 décembre 2015, ceux-ci présentent un solde de **421,01** millions FCFA, inférieur à la moitié du capital social de la société.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la société, ils ont enregistré une hausse de **109,57%** en s'affichant à **90,66** millions FCFA en 2015 (**84,41** millions FCFA d'impôts et taxes et **6,25** millions d'impôts BIC), contre **43,26** millions FCFA en 2014.







Faits marquants de la SONITRA 2015

Niveau de fonds propres non conforme aux dispositions de l'OHADA.

SECTEUR TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

« Performance du secteur Transport et Infrastructures de transport impulsée par le dynamisme de l'activité économique »

Au cours de l'exercice 2015, la composante «infrastructure routière » a été stimulée, à nouveau, par la progression des activités du secteur Travaux Publics, notamment, les productions de bitume (+78,2%), de béton (+36,4%) et de ciment (+9,7%). La performance du BTP provient de la poursuite de certains investissements tels que l'achèvement de l'autoroute Abidjan-Bassam et du Pont de Jacqueville. Par ailleurs, le chiffre d'affaires des sociétés de ce sous-secteur a progressé **21,26** milliards FCFA pour se fixer à **29,64** milliards FCFA en 2015.

De même, la composante « transport routier » a gagné en intensité comme l'atteste la bonne évolution de l'indicateur avancé (consommation de gasoil **+14,6%**). En effet, le chiffre d'affaires des sociétés publiques a progressé de **5,25** milliards FCFA pour atteindre **38,36** milliards FCFA en 2015.

En ce qui concerne la composante « transport ferroviaire », l'activité a enregistré à fin décembre 2015, un repli du transport de marchandises qui reste la principale activité. En effet, le volume de marchandises transportées s'est réduit de **1%** pour s'établir à **797 807** tonnes. Cette situation est imputable aux perturbations politiques intervenues au Burkina Faso au cours du dernier trimestre de l'année 2015. De même, le transport de personnes s'est rétracté de **2%** à fin décembre 2015 en raison de la vétusté des wagons et de la préférence des passagers pour le transport par car. Cette situation a limité la marge de progression (**+3,13%**) du chiffre d'affaires de ce sous-secteur qui s'est fixé à **35,84** milliards FCFA en 2015.

A l'inverse, la composante « aéroportuaire » a poursuivi son orientation favorable grâce au dynamisme de l'activité économique. En effet, au premier semestre 2015, le nombre total de voyageurs commerciaux a progressé de 22,5% en ressortant à 679 581 passagers. Cette consolidation du trafic de passagers aériens se ressent, principalement, dans la zone CEDEAO (+25,6%) ainsi qu'au niveau du trafic intérieur (+50,93%), qui bénéficie de la montée en puissance des vols domestiques d'Air Côte d'Ivoire. D'une manière générale, les sociétés de ce sous-secteur ont enregistré une hausse de **36,56%** de leur chiffre d'affaires qui a atteint **109,58** milliards FCFA en 2015.

Au niveau de la composante « maritime et portuaire», le trafic de marchandises a enregistré une hausse de **4,81%** du fait de la croissance des activités des industries de cimenterie (**+123,15%**), des produits pétroliers (**+8,53%**) et des produits de pêche (**+11,47%**) et d'une bonne stratégie commerciale. Dans un tel contexte, les entreprises portuaires du portefeuille ont constaté une progression de leur chiffre d'affaires global qui a enregistré une hausse de **9,15%** pour atteindre **86,44** milliards FCFA en 2015.

En définitive, le secteur « transport et infrastructures de transport» a réalisé une bonne performance commerciale en 2015. Le chiffre d'affaires global s'est accru de **27,23%** en passant de **235,69** milliards FCFA en 2014 à **299,87** milliards FCFA en 2015. De même, le résultat net du secteur s'est fortement amélioré grâce aux performances du Port Autonome d'Abidjan et de la société AERIA ainsi qu'à la réduction importante du déficit de la compagnie Air Côte d'Ivoire de **4,98** milliards FCFA en 2015. Ainsi, le résultat net global du secteur est passé d'un déficit de **965,56** millions FCFA en 2014 à un bénéfice de **7,67** milliards FCFA en 2015.

AERIA
AÉROPORT INTERNATIONAL FELIX HOUPHOUET BOIGNY D'ABIDJAN

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 15 mai 1996

Capital social : 1,42 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 8,82 milliards FCFA

Part de l'Etat : 10%

Chiffre d'Affaires 2015 : 21,17 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 2,88 milliards FCFA

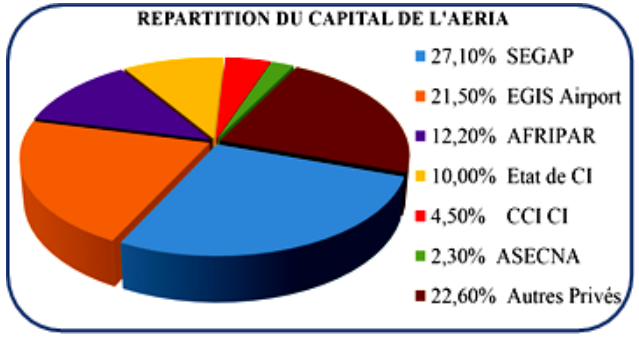
Dividendes 2015 : 72,25 millions FCFA

PCA : Gle COULIBALY Abdoulaye

Directeur Général : DARRIAU Giles

Adm. Min des Transports : DIABATE Kaladji

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : TRAORE Seydou



La société anonyme AERIA a été créée le 15 mai 1996 avec pour mission la gestion de l'Aéroport international d'Abidjan.

L'exercice 2015 a été caractérisé par une relance des activités de la société en raison de la forte croissance du trafic (+21%). En effet, l'aéroport d'Abidjan a enregistré une hausse de **11,51%** des mouvements des aéronefs, une hausse de **20,95%** du trafic passagers et un repli de **1,38%** du fret. Cette situation s'est matérialisée par la hausse des redevances aéronautiques (**+15%** en 2015, contre **+6,72%** en 2014).

Ainsi, le chiffre d'affaires d'AERIA (constitué à plus de **80%** desdites redevances) est passé de **18,62** milliards FCFA en 2014 à **21,17** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **13,69%**.

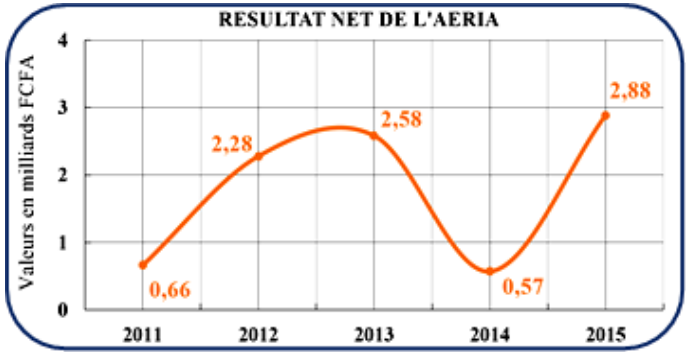
Cette performance commerciale associée à la réduction des charges d'exploitation a favorisé une hausse du résultat d'exploitation qui s'est établi à **4,42** milliards FCFA en 2015, contre **1,29** milliard FCFA en 2014.

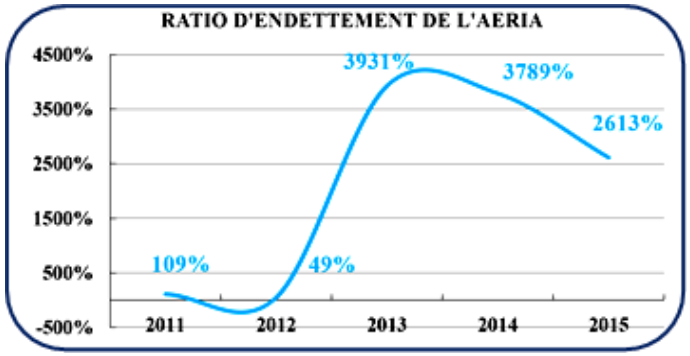
Le résultat net qui se dégage est bénéficiaire de **2,88** milliards FCFA en 2015, contre un bénéfice de **572,23** millions FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **403,29%**.

Les dividendes perçus par l'Etat au titre de sa participation financière dans la société se sont établis à **74,80** millions FCFA en 2015, contre **49,92** millions FCFA en 2014.

Quant aux impôts dus par la société AERIA, ils se sont établis à **1,48** milliard FCFA en 2015, contre **1,02** milliard FCFA en 2014 (dont **434,76** millions FCFA d'impôts et taxes et **1,05** milliard FCFA d'impôts BIC).

Enfin, en raison des droits du concédant qui se sont élevés à **220,91** milliards FCFA en 2015, les dettes financières ont absorbé les capitaux propres de la société évalués à **8,82** milliards FCFA. Ainsi, le ratio d'endettement s'est fixé à **2613,13%** au 31 décembre 2015.





Faits marquants de l'AERIA 2015

- prise en charge par AERIA des frais de fonctionnement du projet AEROCITE pour un montant de 175 millions FCFA ;
- constitution de provisions pour entretien et grosse réparation de 400 millions FCFA ;
- constitution de provisions pour risques judiciaires de 317 millions FCFA.

FICHE TECHNIQUE

Décret de création : 19 Septembre 2001

Capital social : 300 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 499,32 millions FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 4,09 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 50,17 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 335,50 millions FCFA

PCA : GNONKONTE Désiré

Directeur Général : BOUAKE Fofana

Adm. Min Infr Eco: EKPINI Konin Gilbert

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : AKPO Jean Luc

L'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE) est une société d'Etat dont la mission est de gérer le réseau routier qu'elle a en charge.

Au cours de l'exercice 2015, les travaux réalisés par l'AGEROUTE ont, prioritairement, porté sur l'achèvement des travaux de construction du pont de Jacqueville et de l'Autoroute Abidjan-Bassam et le désenclavement des zones de production agricoles avec le reprofilage lourd et le traitement des points critiques d'environ 5000 km de routes en terre.

La facturation de la maîtrise d'ouvrage déléguée de ces travaux a porté le chiffre d'affaires de l'AGEROUTE à **4,09** milliards FCFA en 2015, contre **3,26** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **25,46%**.

Toutefois, les effets de cette performance commerciale ont été atténués par la hausse de certains postes de charges tels que les services extérieurs (**+357,08** millions FCFA), les charges de personnel (**+316,75** millions FCFA) et les autres charges (**+76,81** millions FCFA).

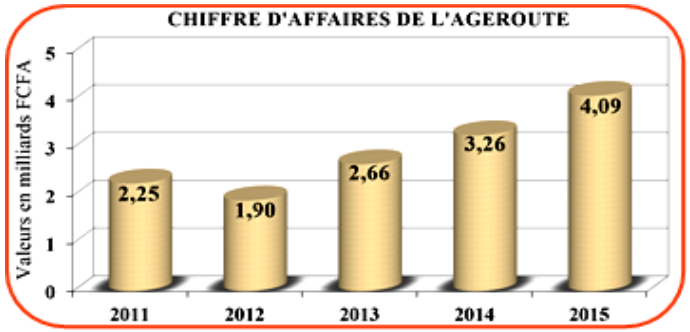
En ce qui concerne les appuis de l'Etat, la société a bénéficié, en 2015, d'une subvention d'exploitation de **335,50** millions FCFA, contre **407,40** millions FCFA en 2014. Le résultat d'exploitation qui en découle, s'est établi à **124** milles FCFA (123 726 FCFA) en amélioration par rapport à celui de 2014 qui était de **-25,07** millions FCFA.

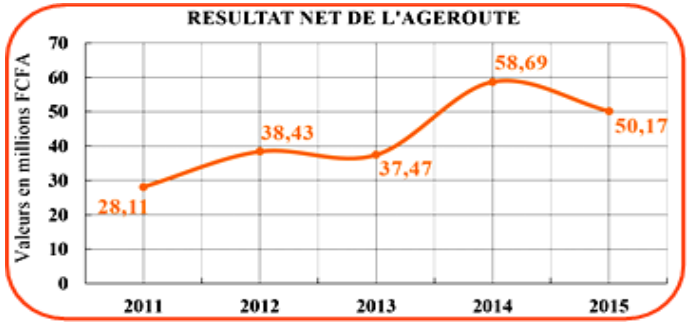
Par ailleurs, la société a enregistré un résultat financier de **1,68** million FCFA en 2015, contre **2,06** millions FCFA en 2014.

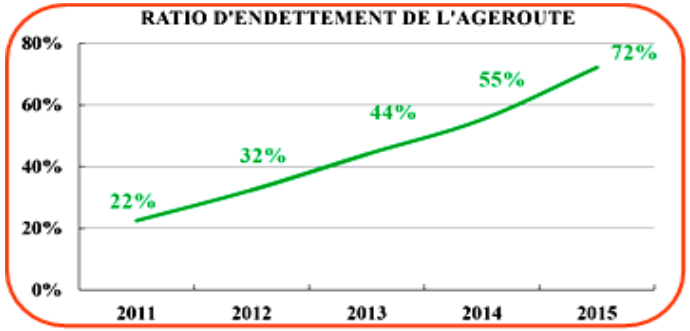
En définitive, le résultat net est passé d'un bénéfice de **58,69** millions FCFA en 2014 à un bénéfice de **50,17** millions FCFA en 2015, soit une baisse de **14,52%**.

Quant aux impôts dus à l'Etat par l'AGEROUTE, ils se sont élevés à **186,06** millions FCFA en 2015 (dont **98,21** millions FCFA d'impôts et taxes et **87,85** millions FCFA d'impôts BIC), contre **152,43** millions FCFA en 2014.

Enfin, l'AGEROUTE présente un niveau d'endettement élevé en raison de son ratio d'endettement qui s'est fixé à **72,12%** en 2015, contre **55,18%** en 2014.







Faits marquants de l'AGEROUTE 2015

- signature d'accords de prêts avec la BOAD pour le bitumage de la route Adzopé-takassé Attoubrou (mars 2015) ;
- signature d'accords de prêts avec la BAD pour le programme d'aménagement de routes et facilitation du transport au sein du Fleuve Mano (juin 2015) ;
- ouverture de l'Autoroute Abidjan-Bassam à la circulation depuis le 14 septembre 2015 ;
- inauguration de la voie express Abobo-Anyama le 11 avril 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 12 mai 2012

Capital social : 63 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : -22,19 milliards FCFA

Part de l'Etat : 57,54%

Chiffre d'Affaires 2015 : 81,56 milliards FCFA

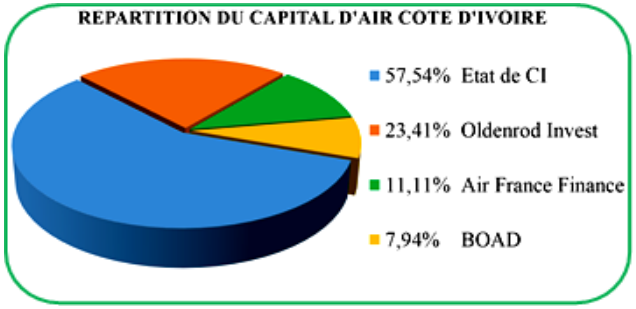
Résultat Net 2015 : -8,83 milliards FCFA

PCA : Gle COULIBALY Abdoulaye

Directeur Général : DECUREY René

Adm. Min Transport : SIDIBE Noumory

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DIABY Mariam



Air Côte d'Ivoire est la principale compagnie aérienne ivoirienne née des cendres de l'ex-Air Ivoire. Ses activités principales sont le transport de passagers, de fret ainsi que la maintenance et l'entretien des avions.

Au cours l'exercice 2015, la compagnie Air Côte d'Ivoire a poursuivi le renforcement de sa flotte à travers l'acquisition d'un troisième Bombardiers Q400. En outre, la compagnie a procédé à l'ouverture de deux (2) nouvelles destinations aux trafics domestiques. Ainsi, elle a transporté **606 881** passagers, contre **402 085** passagers en 2014. Par ailleurs, le coefficient d'occupation des sièges (COS) s'est fixé à **64%** en 2015, contre **61%** inscrit au budget et **66%** réalisé en 2014 (dont réseau régional, **65%** en 2015, contre **66%** en 2014 et réseau domestique, **47%** en 2015, contre **37%** en 2014).

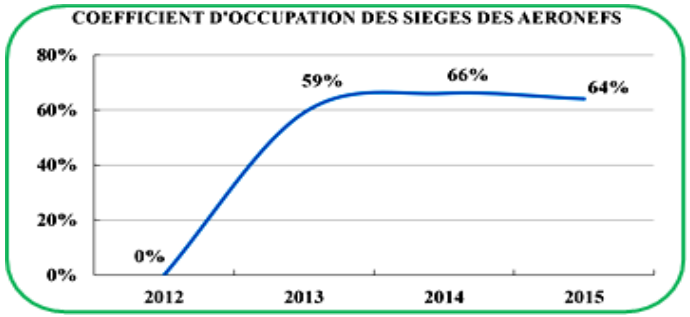
Le chiffre d'affaires s'est établi à **81,56** milliards FCFA en 2015, contre **55,65** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **46,56%** due à un effet volume passagers favorable renforcé par un effet prix moyen et mix de routes de **5,34** milliards FCFA.

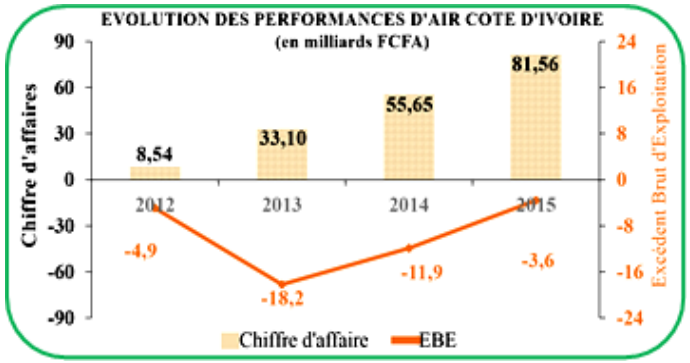
Par ailleurs, le déficit d'exploitation s'est réduit sur la période en s'établissant à **-5,92** milliards FCFA en 2015, contre **-13,45** milliards FCFA en 2014, grâce à une économie de **10,18** milliards FCFA sur les frais variable Programme (carburant avion, handling…).

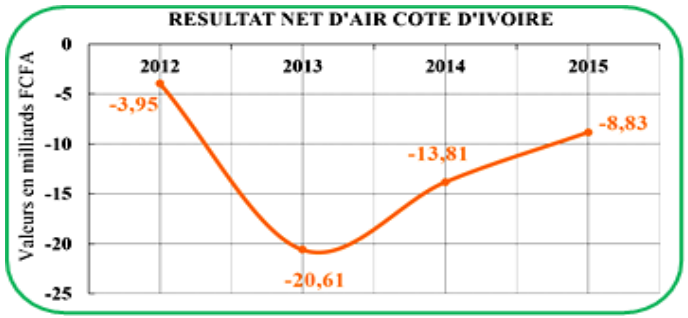
Suivant cette tendance, le résultat net de la société est passé d'un déficit de **13,81** milliards FCFA en 2014 à un déficit de **8,83** milliards FCFA en 2015.

En ce qui concerne la politique d'endettement de la société, elle révèle une hausse de **35,07%** du montant des dettes financières qui ont atteint **35,97** milliards FCFA en 2015. Quant aux capitaux propres, ils sont passés de **-13,36** milliards FCFA en 2014 à **-22,19** milliards FCFA en 2015.

Enfin, les impôts dus à l'Etat par Air Côte d'Ivoire ont atteint un niveau de **1,27** milliard FCFA en 2015, contre **738,56** millions FCFA en 2014.







Faits marquants d'AIR COTE D'IVOIRE 2015

- ouverture des destinations de Lagos sur le réseau régional ;
- validation par le Conseil d'Administration en janvier 2015 d'un nouveau plan d'affaires 2015-2022 avec un scénario de 5 Airbus A-319 et de 4 Bombardier Q-400 ;
- provision à 100% de la créance de 1,02 milliard FCFA sur le prestataire HAPPYDOO faisant l'objet d'un litige ;
- acomptes de 4 986 045 $US payés à Airbus dans le cadre de la commande d'avions placé en 2014 pour l'exploitation du réseau régional.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 19 Septembre 2001

Capital social : 300 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 3,16 milliards FCFA

Part Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 12,33 milliards FCFA

Subvention d'investissement 2015 : 2,86 milliards FCFA

PCA : DIAKITE Coty Souleymane

Directeur Général : FOFANA Siandou

Adm. Min Infr Eco : EKPINI Konin Gilbert

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : BAMBA Seydou

Le Fonds d'Entretien Routier (FER) a été institué par décret n°2001-593 du 19 septembre 2001, avec pour principale mission, l'entretien du réseau routier en Côte d'Ivoire.

En vue d'offrir aux usagers de la route des infrastructures praticables, le FER a diversifié ses ressources financières. Ainsi, en plus de la Taxe Spécifique Unique (TSU) et de la subvention de l'Etat, la société a élaboré une stratégie de mobilisation de ressources axée sur les levées de fonds et facilités de trésorerie.

Par ailleurs, depuis le 15 mai 2014, le FER exploite les postes à péage et pesage de l'autoroute du nord. Le volume de trafic enregistré sur l'ensemble de ces postes s'élève à **4 267 671** véhicules au 31 décembre 2015, contre **1 417 480** véhicules en 2014.

Grâce à cette nouvelle activité, la société est parvenue à générer un chiffre d'affaires qui s'est établi à **12,33** milliards FCFA en 2015, contre **5,11** milliards FCFA en 2014, soit un bond de **141,29%**.

Quant aux levées de fonds et facilités de trésorerie qui représentent **43,66%** des ressources collectées, elles sont passées de **95,33** milliards FCFA en 2014 à **79,07** milliards FCFA en 2015.

De même, le FER perçoit une redevance sur la Taxe Spécifique Unique (TSU) dont le montant est passé de **50,29** milliards FCFA en 2014 à **59,06** milliards FCFA en 2015.

Enfin, la société a bénéficié d'une subvention de l'Etat de **2,95** milliards FCFA en 2015, contre **3,05** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **3,44%**.

Ces différentes sources de financement ont permis au FER de mobiliser un montant de **181,10** milliards FCFA au titre de l'exercice 2015, contre **166,08** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **9,04%**.

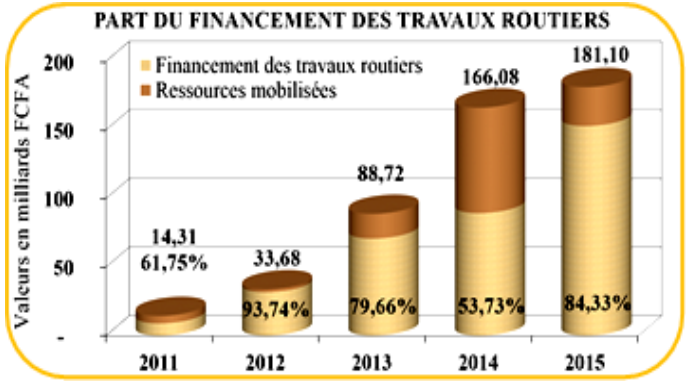
Cette amélioration du niveau des ressources collectées est due à la hausse de la consommation de carburant et à la nouvelle structure tarifaire de la TSU.

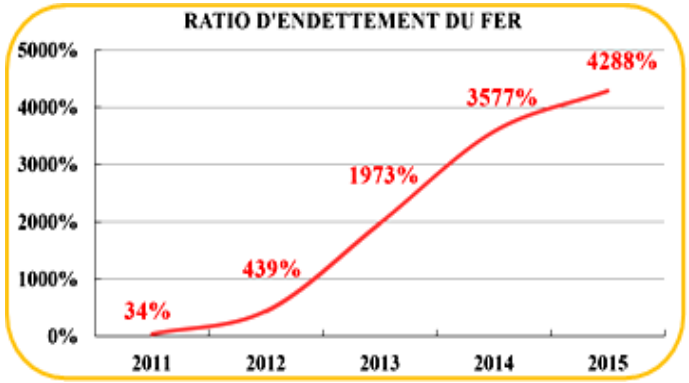
Les ressources mobilisées par la société ont été affectées, principalement, aux travaux routiers pour un montant de **152,72** milliards FCFA. Par ailleurs, les charges de fonctionnement se sont élevées à **3,07** milliards FCFA et les dépenses d'investissement à **285,87** millions FCFA en 2015.

En définitive, à l'instar des exercices précédents, le FER n'a pas dégagé de résultat net en 2015. Pour rappel, le FER est une entreprise non commerciale dont l'objectif majeur est de prioriser les investissements en vue du maintien du réseau routier national en bon état.

En ce qui concerne les impôts dus par le FER, ils ont connu une baisse en passant de **250,65** millions FCFA en 2014 à **137,87** millions FCFA en 2015 (**102,87** millions FCFA d'impôts et taxes et **35** millions d'impôts BIC).

Enfin, en raison des levées de fonds opérées par la société au cours des trois (3) dernières années, le ratio d'endettement du FER est passé de **3576,70%** en 2014 à plus de **4000%** en 2015.





Faits marquants du FER 2015

- signature de l'avenant de la convention de levée de fonds de 24 milliards FCFA auprès de la BOAD en vue de la réhabilitation de la voirie d'Abidjan ;
- attribution par le cabinet Bloomfield Investment Corporation de la note A2 à court terme et A- à long terme au FER ;
- poursuite des actions de levée de fonds de 20 milliards FCFA pour la construction des aires de repos et la mise au gabarit de l'autoroute du nord.

Office Ivoirien des Chargeurs

FICHE TECHNIQUE

Date de création : décembre 1975

Capital social : 500 millions FCFA

Capitaux propres 2015 : 145,93 millions FCFA

Part de l'Etat : 20%

Chiffre d'Affaires 2015 : 2,92 milliards FCFA

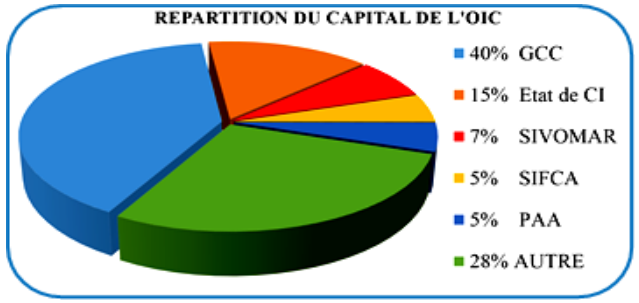
Résultat Net 2015 : 417,9 millions FCFA

PCA : KONE Fako

Directeur Général : KONE Fako

Adm. Min des Transports : CONE Dioman, KONE Fako

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : TOURE YETJLI Prosper



L'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) est une société à participation financière publique dont la mission est de concevoir et de mettre en œuvre toutes actions permettant de réduire l'incidence des coûts de transport maritime sur l'économie nationale.

Elle a, également, pour mission de rationaliser et d'optimiser la desserte maritime du pays à travers la régularisation de l'offre et de la demande de fret.

L'exercice 2015 a été caractérisé par la relance des activités de la société. En effet, le nombre de camions à l'export a progressé de **25%** grâce au suivi des camions transportant des minerais et du coton ainsi qu'au suivi des trafics en provenance du Burkina Faso. Quant à l'activité de suivi du trafic à l'import, elle a enregistré un repli de 3% en raison de la baisse du nombre de camions de transport de marchandises à destination du Mali et du Ghana.

Les principales sources de revenu, notamment, la pénalité de stationnement prolongé et le bordereau de suivi des cargaisons ont connu des hausses respectives de **4%** et de **22%**. En outre, les revenus issus de l'escorte inter-Etats et de la lettre de voiture ont enregistré des progressions respectives de **2%** et **51%**.

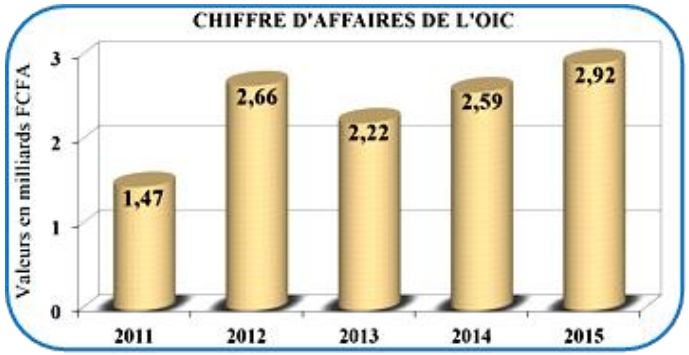
Ce niveau d'activité a amélioré le chiffre d'affaires de la société qui est passé de **2,59** milliards FCFA en 2014 à **2,92** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **12,74%**.

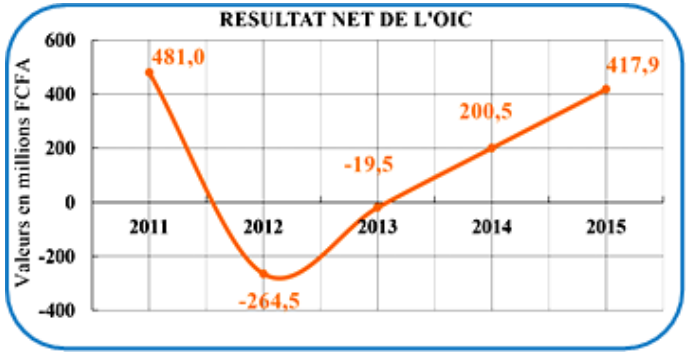
Cette performance commerciale a renforcé les produits d'exploitation qui ont augmenté de **425,74** millions FCFA, permettant à la société de rentabiliser à nouveau son exploitation. Ainsi, le résultat d'exploitation est ressorti positif pour la deuxième année consécutive en passant de **213,45** millions FCFA en 2014 à **432,76** millions FCFA en 2015.

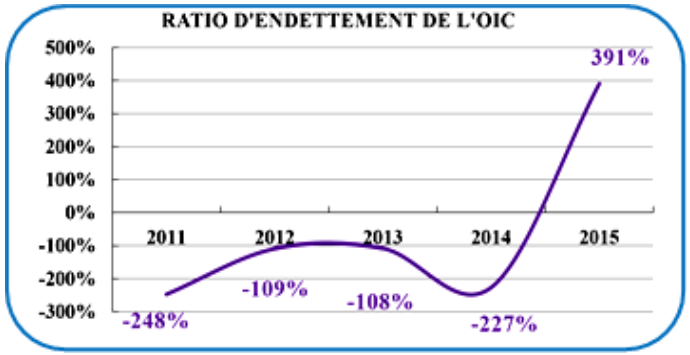
En définitive, le résultat net s'est soldé par un bénéfice de **417,90** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **200,46** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **108,47%**.

Grâce à ce niveau de résultat, les capitaux propres de l'OIC sont devenus positifs en s'établissant à **145,93** millions FCFA en 2015, contre un déficit de **271,97** millions FCFA en 2014.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils sont passés de **95,12** millions FCFA en 2014 à **141,84** millions FCFA en 2015 (**127,22** millions FCFA d'impôts et taxes et **14,62** millions d'impôts BIC), soit une hausse de **46,12%**.







Faits marquants de l'OIC 2015

- fonds propres positifs mais inférieurs à la moitié du capital social ;
- renouvèlement du contrat de partenariat OIC/SGS avec modification de la clé de répartition des revenus passant de 60/40 à 64/36 pour une durée de trois ans ;
- cérémonie de signature de l'accord-cadre de partenariat entre l'OIC et SEAQUEST Technologies.

Une Référence Internationale

FICHE TECHNIQUE

Décret de création : 5 février 1951

Capital social : 16 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 98,07 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Participations : SITARAIL (7%)

Chiffre d'Affaires 2015 :79,59 milliards FCFA

Résultat Net 2015 :11,47 milliards FCFA

PCA : KANTE Koly

Directeur Général : HEIN Sié Yacouba

Adm. Min des Transports : SORO Daufanguy B.

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : CISSE Sidy, COULIBALY Issa

Le Port Autonome d'Abidjan représente **90%** des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire, **70%** des activités industrielles du pays, plus de **85%** des recettes douanières et plus de **40 000** emplois directs et indirects.

En 2015, le Port Autonome d'Abidjan (PAA) a manutentionné **21,93** millions de tonnes de marchandises, contre **20,81** millions de tonnes en 2014, soit une progression de **5,34%**. Cette hausse est due à la croissance des activités des industries de cimenterie (**+123,15%**), des produits pétroliers (**+8,53%**) et des produits de pêche (**+11,47%**).

En outre, le PAA a maintenu sa bonne connexion avec l'hinterland. En effet, la part du trafic en transit est restée en tendance haute (**11%** en 2015, contre **9%** en 2014).

De même, grâce à une augmentation des revenus des redevances marchandises (**+29,01%**) et domaniales (**+95%**), le chiffre d'affaires du PAA a poursuivi sa progression entamée depuis 2011. Celui-ci s'est établi à **79,59** milliards FCFA en 2015, contre **72,48** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **9,81%**.

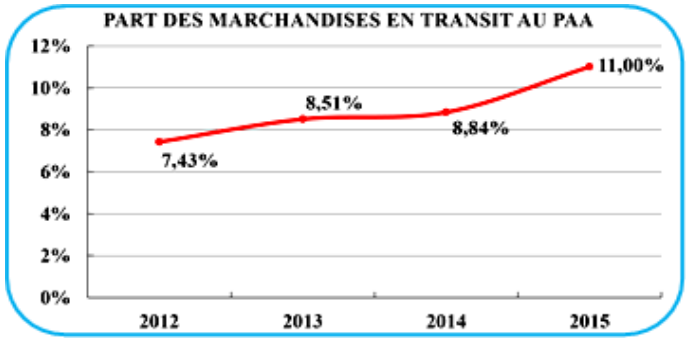
Toutefois, la hausse des charges du personnel de **758,68** millions FCFA a occasionné un repli de **20,81%** de l'excédent brut d'exploitation qui s'est établi à **16,06** milliards FCFA en 2015, contre **20,28** milliards FCFA en 2014.

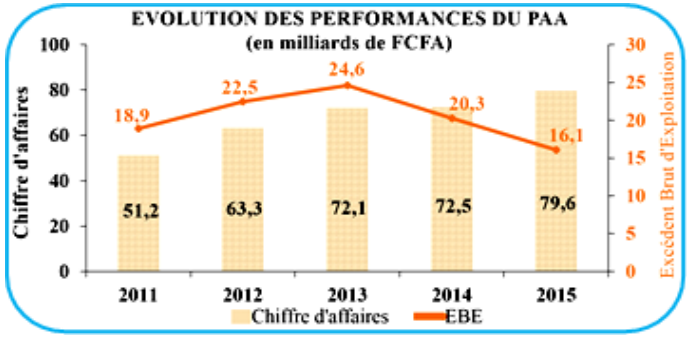
Par ailleurs, la société a procédé à des reprises de provisions et des transferts de charges d'un montant total de **14,31** milliards FCFA. Ces mesures associées au résultat HAO positif de **895** millions FCFA ont permis à la société d'inverser la tendance de son résultat net en 2015.

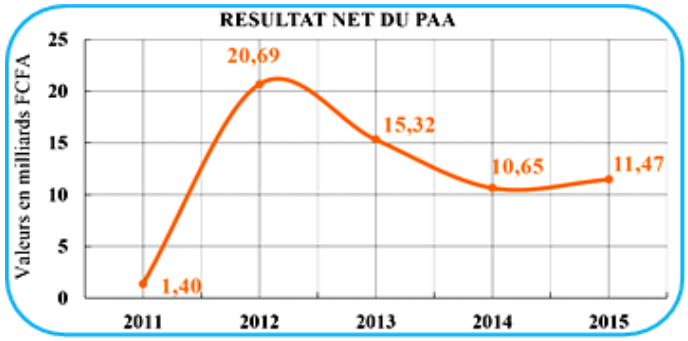
En effet, après une chute globale de **48,63%** de 2012 à 2014, le résultat net du PAA s'est amélioré de **7,74%** en passant d'un bénéfice de **10,65** milliards en 2014 à un bénéfice de **11,47** milliards FCFA en 2015

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils ont connu une baisse de **6,39%**. Ceux-ci sont passés de **6,26** milliards FCFA en 2014 à **5,86** milliards FCFA en 2015 (**1,49** milliard FCFA d'impôts et taxes et **4,37** milliards FCFA d'impôts BIC).

En raison du volume important d'encours, les dettes financières du PAA ont enregistré une hausse de **24,79%** en s'affichant à **67,18** milliards FCFA en 2015, contre **53,84** milliards FCFA en 2014. Cette situation a contribué à la dégradation de son autonomie financière. Ainsi, son ratio d'endettement s'est fixé à **68,50%** en 2015, contre **61,97%** en 2014.







Faits marquants du PAA 2015

- inauguration du môle du port de pêche ;
- réception du premier thonier de 108 mètres de long avec un tirant d'eau de 9,5 mètres ;
- hausse de 5,34% du trafic global de marchandises.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 12 juillet 1971

Capital social : 2 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 14,26 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 6,85 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 255,34 millions FCFA

Subventions d'investissement 2015 : 10,47 milliards FCFA

PCA : KOUAME Kouamé Jean-Baptiste

Directeur Général : Hilaire M. LAMIZANA

Adm. Min des Transports : TOURE Moussa

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : COULIBALY Issa, KADIO Albert Louis

A l'origine géré par un EPIC, le Port Autonome de San Pedro (PASP) a été transformé en société d'Etat par décret n°95-818 du 29 septembre 1995. Cette société est l'Autorité chargée de la gestion du Port de San Pedro.

Au cours de l'exercice 2015, les principales activités de l'Autorité portuaire ont porté sur le renforcement de la gouvernance et du management, le développement du trafic de marchandises et les activités préparatoires au démarrage des travaux de la première phase du projet d'extension du PASP.

Au plan opérationnel, l'autorité portuaire a poursuivi sa performance grâce à une bonne stratégie commerciale et une bonne politique d'optimisation de l'exploitation portuaire. En effet, en 2015, le volume de trafic de marchandises s'est établi à **4,85** millions de tonnes, contre **4,74** millions de tonnes en 2014, soit une hausse de **2,32%**. Les escales navires ont enregistré une hausse de **5,32%** en passant de 489 navires en 2014 à 515 navires en 2015.

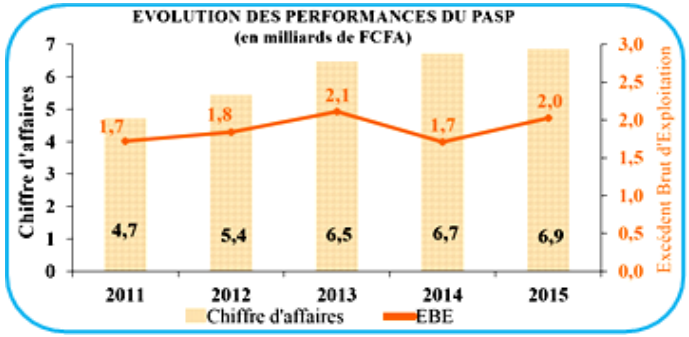
L'amélioration du niveau des redevances marchandises et navires (**+14%**) et des redevances domaniales (**+4%**) ont favorisé la hausse du chiffre d'affaires de **1,93%** en passant de **6,72** milliards FCFA en 2014 à **6,85** milliards FCFA en 2015.

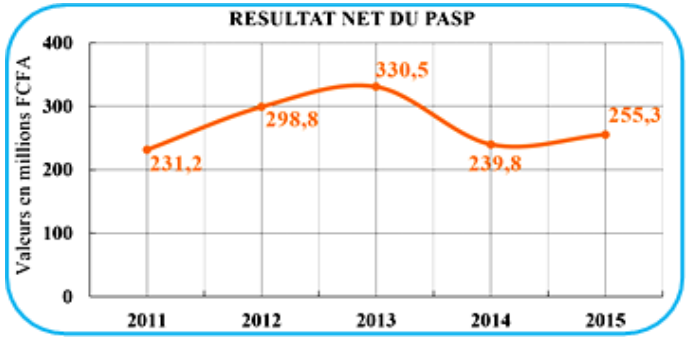
En outre, grâce au renforcement des actions de maîtrise des dépenses d'exploitation, l'excédent brut d'exploitation a progressé de **19%** en s'établissant à **2,03** milliards FCFA en 2015. Le résultat d'exploitation, bien que déficitaire, s'est amélioré en passant de **-1,28** milliard FCFA en 2014 à **-739,49** millions FCFA en 2015.

En définitive, le résultat net a enregistré une hausse de **6,50%** en passant d'un bénéfice de **239,76** millions FCFA en 2014 à **255,34** millions FCFA en 2015.

Quant aux capitaux propres, ils ont connu une baisse en s'établissant à **14,26** milliards FCFA en 2015, contre **15,40** milliards FCFA en 2014. Le ratio d'endettement du Port de San Pedro s'est fixé à **41,98%** au 31 décembre 2015, contre **37,17%** en 2014.

Enfin, les impôts dus par la société ont atteint un montant de **519,61** millions FCFA en 2015 (**200,49** millions FCFA d'impôt BIC et **319,12** millions FCFA d'impôts et taxes), contre **495,41** millions FCFA en 2014.





Faits marquants du PASP 2015

- Progression de l'excédent brut d'exploitation de 19% en s'établissant à 2,03 milliards FCFA en 2015 ;
- Bonne performance financière.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 10 mars 1999

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 1,15 milliard FCFA

Part de l'Etat : 35%

Chiffre d'Affaires 2015 : 11,45 milliards FCFA

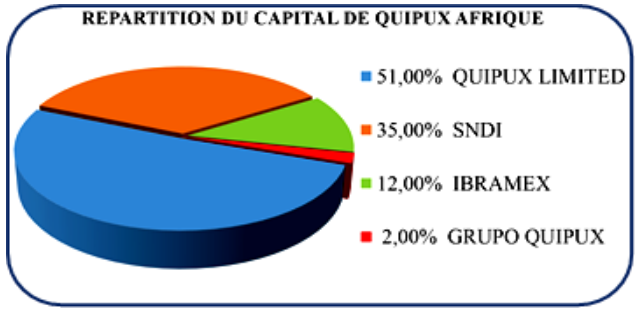
Résultat Net 2015 : 638,61 millions FCFA

PCA : GOMEZ Oscar David Pinéda

Directeur Général : KONE Ibrahima

Adm. SNDI : SORO Nongolougo

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : TRAORE Karim



La société QUIPUX AFRIQUE a pour objet la mise en place et la gestion du système de gestion intégrée des transports terrestres.

Au 31 décembre 2015, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **11,45** milliards FCFA, contre **3,27** milliards FCFA enregistré en 2014, soit un bond de **250,15%**.

Cette performance commerciale a impacté le résultat d'exploitation qui est ressorti positif de **1,14** milliard FCFA en 2015, contre un résultat négatif de **96,81** millions FCFA enregistré en 2014.

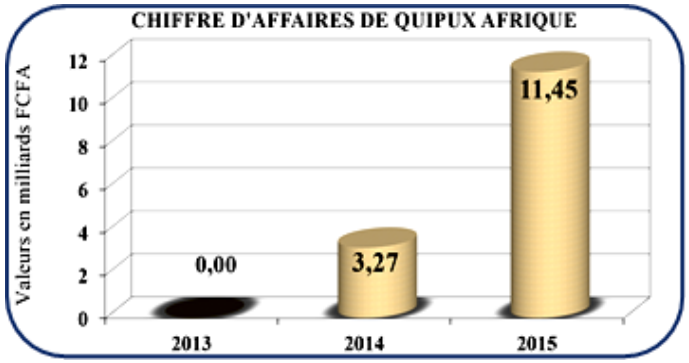
Par ailleurs, la société a enregistré un résultat hors activité ordinaire de **-358,72** millions FCFA en 2015, contre un résultat négatif de **4,57** millions FCFA en 2014.

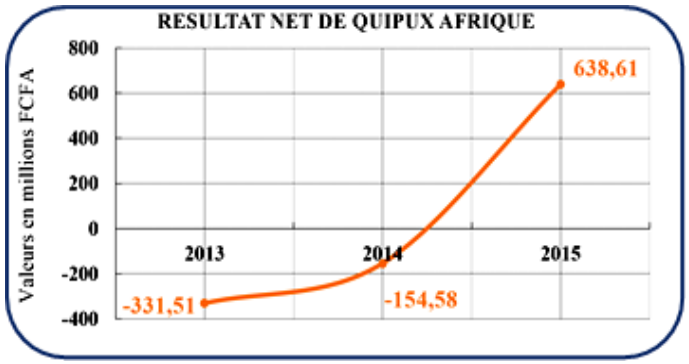
En définitive, le résultat net de QUIPUX AFRIQUE s'est soldé par un bénéfice de **638,61** millions en 2015, contre un résultat déficitaire de **154,58** millions FCFA enregistré en 2014.

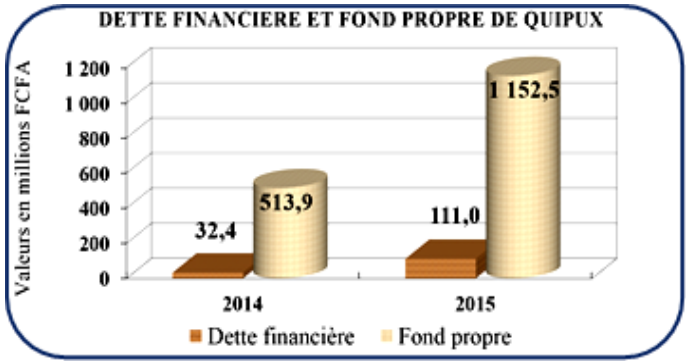
Grâce à ce niveau de résultat, les fonds propres de la société se sont établis à **1,15** milliard FCFA au 31 décembre 2015, contre **513,90** millions FCFA en 2014.

Toutefois, l'analyse de la politique d'endettement de la société révèle l'inexistence de dettes à long terme. Ainsi, le financement de la société repose sur les dettes à court terme dont **87,16%** proviennent des associés.

Enfin, les impôts dus à l'Etat par QUIPUX AFRIQUE se sont élevés à **594,85** millions FCFA en 2015, contre **76,84** millions FCFA en 2014.







Faits marquants de QUIPUX AFRIQUE 2015

- bonne performance commerciale ;
- fonds propre fixé à 1,15 milliard FCFA au 31 décembre 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 26 juillet 1995

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 3,61 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 1,33 milliard FCFA

Résultat Net 2015 : -240,84 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 42 millions FCFA

PCA : DIOMANDE Vassiafa

Directeur Général : CISSE Moustapha

Adm. Min des Transports : KONE Baffah

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DJOHAN Gérard

La Société Ivoirienne de Gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF) est une société d'Etat.

Les activités de cette société portent sur le suivi de la concession ferroviaire, la gestion du patrimoine ferroviaire non concédé et les études de modernisation et de développement ferroviaire.

L'exercice 2015 a été caractérisé par la volonté des Autorités administratives de redynamiser le cadre institutionnel du secteur ferroviaire.

Ainsi, des discussions relatives à la révision de la convention de concession ferroviaire ont été entamées. Par ailleurs, dans le cadre du Fonds d'Investissements Ferroviaires (FIF), des travaux et des acquisitions ont été réalisés, notamment, l'assainissement de la portion de voie du PK 20+2350 au PK 22+500, la réhabilitation de deux fosses de visites de locomotives et l'acquisition d'engins, de matériels et de matériaux.

Au niveau de la gestion du patrimoine ferroviaire non concédé, la mise en œuvre du nouveau plan de recouvrement des loyers a permis d'améliorer le niveau des recouvrements de **42%** en 2015.

Au niveau des projets ferroviaires, la SIPF a suivi les négociations ayant abouti à la signature de la version initiale de la Convention de concession relative au projet de construction de la ligne 1 du Métro d'Abidjan.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires de la société est passé de **1,02** milliard FCFA en 2014 à **1,33** milliard FCFA en 2015, soit une hausse de **30,39%** grâce au règlement par la SITARAIL de plus de 85% de la somme due au titre du droit d'usage et au bon niveau de recouvrement des loyers des cités ferroviaires.

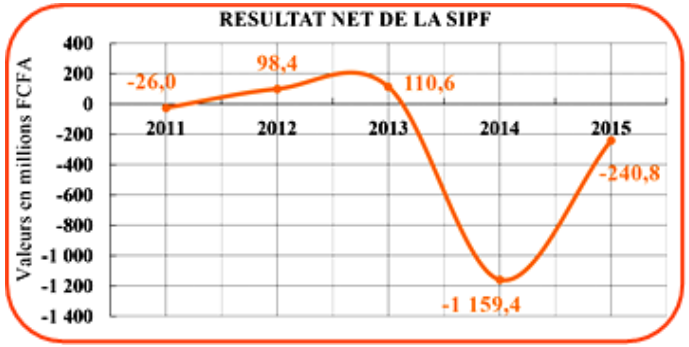
Toutefois, la hausse des charges de personnel (**+157** millions FCFA) et des autres charges (**+134** millions FCFA) a occasionné un déficit d'exploitation de **584,91** millions FCFA en 2015.

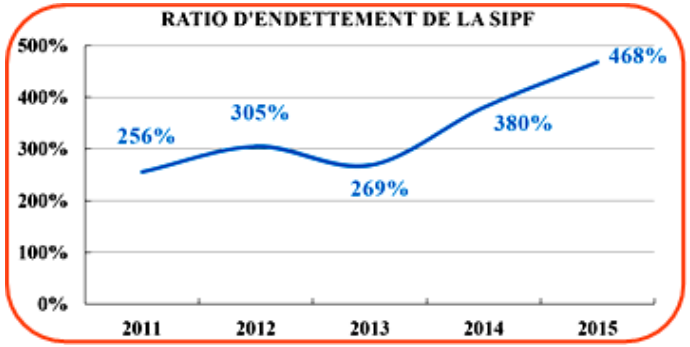
Par ailleurs, la société a enregistré un déficit financier de **47,16** millions FCFA en 2015, contre **-1,12** milliard FCFA en 2014. En outre, elle a bénéficié de produits HAO de **405,64** millions FCFA.

Le résultat net qui en découle, s'est soldé par un déficit de **240,84** millions FCFA en 2015, contre un déficit plus accru de **1,16** milliard FCFA enregistré en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils ont connu une hausse suite à un redressement fiscal. Ceux-ci sont passés de **77,42** millions FCFA en 2014 à **399,09** millions FCFA en 2015 (**390,37** millions FCFA d'impôts et taxes et **8,72** millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le ratio d'endettement s'est fixé à **467,92%** au 31 décembre 2015.





Faits marquants de la SIPF 2015

- provisions pour paiement des dommages et intérêts à la société SIRI dans le cadre d'un litige foncier pour un montant de 147,77 millions FCFA ;
- provisions pour risques et charges sur les créances des loyers d'habitations pour un montant de 795,48 millions FCFA ;
- production de comptes combinés avec le RANHOTEL au titre de l'exercice 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 1995

Capital social : 5 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 11,11 milliards FCFA

Part de l'Etat : 15%

Chiffre d'Affaires 2015 : 34,51 milliards FCFA

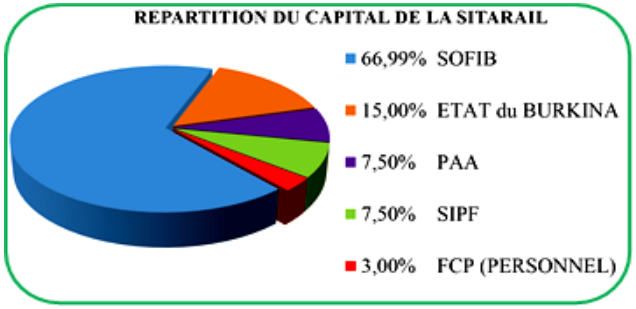
Résultat Net 2015 : 1,15 milliard FCFA

PCA : ROUSSIN Michel

Directeur Général : HOUNSINOU Joël

Adm. SIPF : CISSE Moustapha

Adm. PAA : HIEN Sié Yacouba



La Société Internationale de Transport Africain par Rail (SITARAIL) est une filiale de COMAZAR (Groupe Bolloré), opérant dans les chemins de fer en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Depuis août 1995, ces deux (2) Etats ont concédé l'exploitation de leurs réseaux ferroviaires à la SITARAIL.

En 2015, les activités de la SITARAIL se sont déroulées dans un climat sociopolitique tendu au Burkina Faso ayant occasionné le ralentissement de l'activité économique.

Ainsi, la société a transporté **797 000** tonnes de marchandises pour 762 millions de T-Km, contre **805 000** tonnes en 2014 pour 778 millions de T-Km, soit une baisse de **1%** due à la chute de 4% du trafic (hydrocarbures, conteneurs et sacherie) en direction du Burkina Faso.

En ce qui concerne le transport de personnes, il est passé de **170 738** voyageurs en 2014 à **168 410** voyageurs en 2015, soit une baisse de **1,36%** occasionnée par la réduction de l'offre en raison des travaux de révision et par la suppression d'une douzaine de lignes de trains en lien avec les évènements sociopolitiques au Burkina Faso.

Toutefois, grâce à une meilleure rémunération de ses produits (recette à la T-km en hausse de **2%**), le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **34,51** milliards FCFA en 2015, contre **33,74** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **2,28%**.

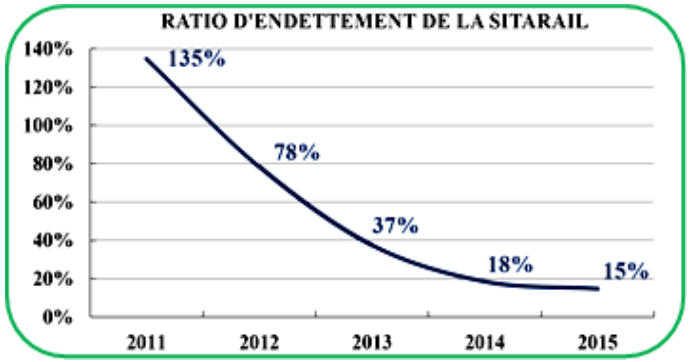
Par ailleurs, en raison de la hausse des services extérieurs de **39** millions FCFA et des charges de personnel de **35** millions FCFA, la société n'a pas pu rentabiliser son exploitation. Ainsi, le résultat d'exploitation s'est établi à **1,24** milliard FCFA en 2015, contre **1,42** milliard FCFA en 2014.

Le résultat net de la SITARAIL a suivi cette tendance en passant de **1,58** milliard FCFA en 2014 à **1,15** milliard FCFA en 2015, soit une baisse de **27,22%**.

Quant aux capitaux propres, ils se sont établis à **11,11** milliards FCFA en 2015, contre **9,96** milliards FCFA en 2014.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat, ils sont passés de **1,21** milliard FCFA en 2014 à **1,16** milliard FCFA en 2015 (**793,64** millions FCFA d'impôts et taxes et **370,59** millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé **14,73%** en 2015, contre **18,46%** en 2014.



Faits marquants de la SITARAIL 2015

- tentative de coup d'Etat au Burkina Faso ;
- baisse des rotations des wagons ;
- renforcement de la capacité de traction de six (6) locomotives neuves.

3ème PONT D'ABIDJAN

SOCOPRIM

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 02 décembre 1997

Capital social : 18,37 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 70,51 milliards FCFA

Part de l'Etat : 25,18%

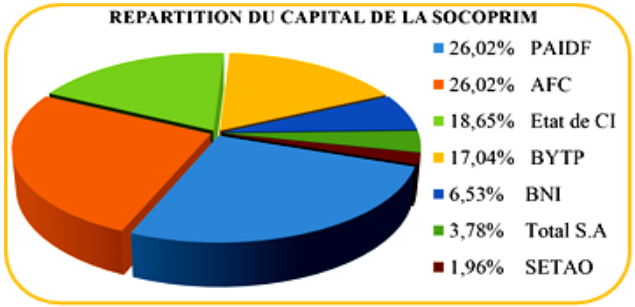
Chiffre d'Affaires 2015 : 13,22 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 39,27 millions FCFA

PDG : PARADIS Charles

Adm. Min Infr Eco: BERTE Ibrahiman

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : BAMBA Seydou



La société concessionnaire du Pont Riviera Marcory (SOCOPRIM) est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet la conception, la construction et l'exploitation d'un pont à péage reliant les communes de Riviera et de Marcory.

L'année 2015 a été marquée par le lancement de l'exploitation du pont Henri Konan Bédié (HKB). Le chiffre d'affaires de la SOCOPRIM constitué, principalement, du revenu de péage s'est élevé à **13,22** milliards FCFA, contre un revenu de péage **nul** en 2014 en raison de l'inexistence d'activité. Quant à la production immobilisée, elle s'est établie à 3 milliards FCFA en 2015, contre 61,8 milliards FCFA enregistré en 2014, soit une baisse de 95%.

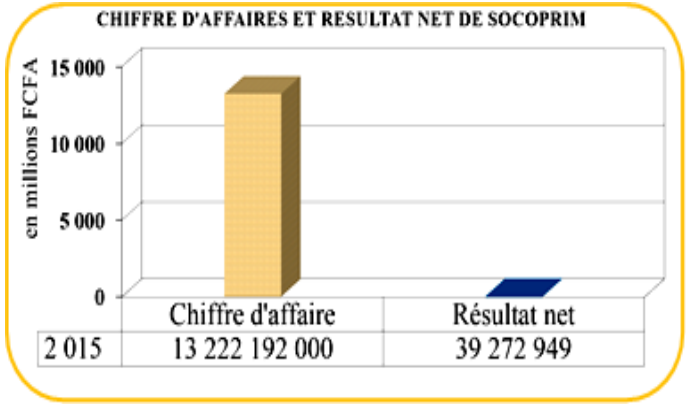
En outre, au titre de l'exercice 2015, la SOCOPRIM a bénéficié d'une compensation gouvernementale de **17,1** milliards FCFA, née de la différence entre le revenu garanti et le revenu perçu. Grâce à cet appui financier et à la réduction de **70%** des charges d'exploitation (**16,3** milliards FCFA en 2015, contre **53,6** milliards FCFA en 2014), la société a réalisé un résultat net bénéficiaire de **39,27** millions FCFA en 2015, contre un résultat net **nul** en 2014.

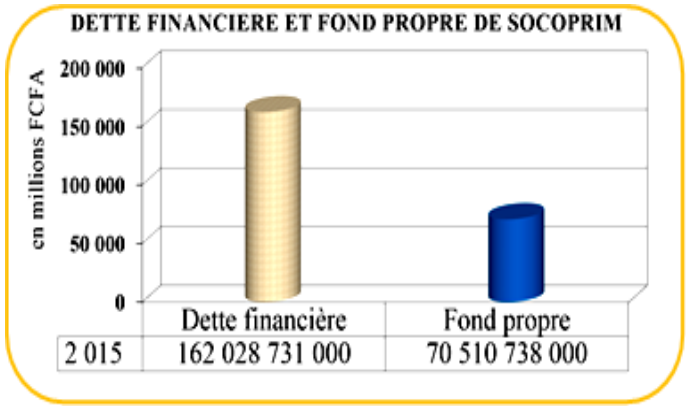
Par ailleurs, les capitaux propres de la société se sont élevés à **70,51** milliards FCFA au 31 décembre 2015, contre **72,25** milliards FCFA en 2014.

Au niveau du financement, les emprunts ont fait l'objet d'un premier remboursement évalué à **764** millions FCFA, portant le niveau des dettes financières à **162,03** milliards FCFA. Ainsi, le ratio d'endettement s'est fixé à **229,79%** en 2015, contre **215,45%** en 2014.

Toutefois, la Capacité d'Auto Financement Globale (CAFG) qui traduit l'aptitude de l'entreprise à renouveler son investissement est passée de **220** millions FCFA en 2014 à **10,4** milliards FCFA en 2015.

En ce qui concerne les impôts dus par la société à l'Etat, ils se sont élevés à **128,74** millions FCFA en 2015, contre **122,85** millions FCFA en 2014.





Faits marquants de la SOCOPRIM 2015

- compensation gouvernementale de 17,1 milliards FCFA perçue par la société ;
- augmentation de la CAFG de 10,10 milliards FCFA en 2015.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 avril 1997

Capital social : 1 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 : 12,43 milliards FCFA

Part de l'Etat : 100%

Chiffre d'Affaires 2015 : 6,85 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : 163,61 millions FCFA

Subventions d'exploitation 2015 : 1,9 milliard FCFA

PCA : DIE Mamadou

Directeur Général : EZALEY Georges Philippe

Adm. Min des Transports : CONE Dioman

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : KADIO Louis Albert

La SODEXAM est une société d'Etat qui a pour mission la mise en œuvre de la réglementation relative à l'Aviation civile et à la Météorologie dans son domaine d'activité. Elle est chargée de la gestion, de l'exploitation et du développement des aéroports, de la météorologie et des activités aéronautiques en Côte d'Ivoire.

Au cours de l'exercice 2015, les activités de la SODEXAM se sont intensifiées avec la progression du nombre de villes desservies par les vols domestiques d'Air Côte d'Ivoire (5 villes, contre 3 villes en 2014) et la hausse du trafic à l'Aéroport d'Abidjan.

Ainsi, la société a acquis des équipements modernes de communication, de radionavigation et de système d'approche satellitaire et conventionnel. En outre, elle a procédé à la réhabilitation urgente de toutes les plates-formes pour les vols domestiques.

Les statistiques aéroportuaires ont révélé une hausse du fret (+**164,24%**), du trafic passagers (+**118,25%**) et des mouvements des aéronefs (+**48,22%**) dans les aéroports de l'intérieur. L'aéroport d'Abidjan a, quant à lui, enregistré une hausse de **20,95%** du trafic passagers et un repli de **1,38%** du fret.

Ainsi, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à **6,85** milliards FCFA en 2015, contre **5,98** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **14,55%** due à une amélioration de la redevance de concession (+24,74%), de la redevance météo (+17,04%) et des prestations médicales (+76,30%).

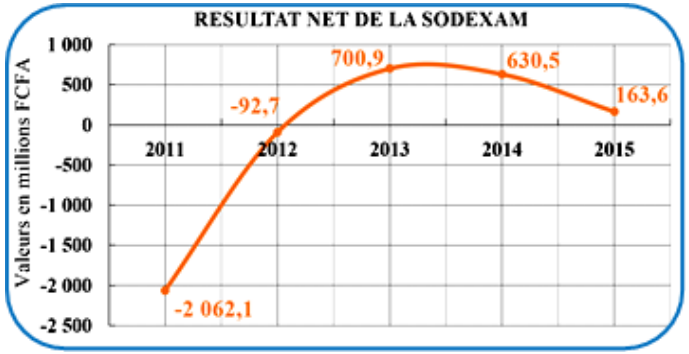
Par ailleurs, en 2015, la société a bénéficié d'une subvention totale de **4,85** milliards FCFA, contre **2,5** milliards FCFA en 2014.

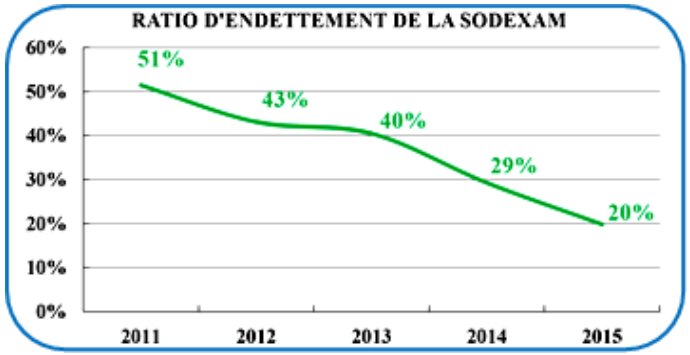
Toutefois, la hausse des autres achats (+318 millions FCFA) et des dotations aux amortissements (+430 millions FCFA) a occasionné un déficit d'exploitation de **745,03** millions FCFA en 2015, contre **-88,48** millions FCFA en 2014.

En définitive, l'exercice 2015 s'est conclu par un bénéfice grâce à des reprises hors activité ordinaire de **952,08** millions FCFA. En effet, le résultat net s'est établi à **163,61** millions FCFA en 2015, contre **630,45** millions FCFA en 2014, soit une baisse de **74,05%**.

Concernant les impôts dus à l'Etat, ils se sont élevés à **293,98** millions FCFA en 2015 (**263,98** millions FCFA d'impôts et taxes et **30** millions FCFA d'impôts BIC), contre **212,05** millions FCFA en 2014, soit une hausse de **38,68%**.

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à **19,85%** en 2015, contre **29,27%** en 2014.





Faits marquants de la SODEXAM 2015

- signature de la convention de délégation de service d'assistance en escale à la Société National Aviation Services, en janvier 2015 ;
- hausse du trafic dans les aérodromes de l'intérieur du pays ;
- augmentation des dessertes domestiques d'Air Côte d'Ivoire.

FICHE TECHNIQUE

Date de création : 16 décembre 1960

Capital social : 3 milliards FCFA

Capitaux propres 2015 : 2,73 milliards FCFA

Part de l'Etat : 60,17%

Chiffre d'Affaires 2015 : 23,99 milliards FCFA

Résultat Net 2015 : **-** 335 millions FCFA

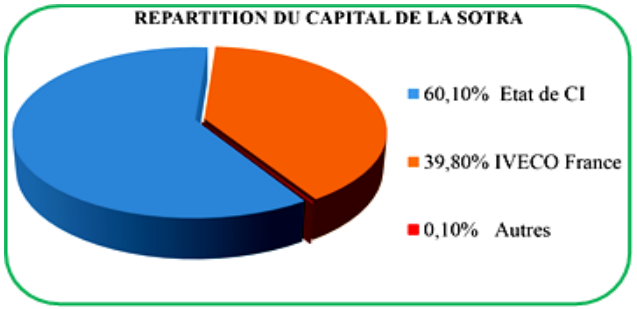
Subventions d'exploitation 2015 : 9,43 milliards FCFA

PCA : LANCINE Camara

Directeur Général : MEÏTE Bouaké

Adm. Min des Transports : CAMARA Lanciné

Adm. Min Budget et Portefeuille Etat : DIABA Assoukpou Roger



La Société des Transports Abidjanais (SOTRA) a pour mission l'exploitation du service public de transport de personnes sur route et sur lagune dans les limites de la ville d'Abidjan.

Au plan financier, l'exercice 2015 s'est caractérisé par le décaissement effectif de la deuxième facilité du prêt AFREXIMBANK au profit de la SOTRA.

Au plan opérationnel, les autobus de la SOTRA ont enregistré de nombreuses pannes techniques occasionnant une hausse du taux d'annulation des courses (**48%** en 2015, contre 41% en 2014) et une chute de **28%** des courses réalisées en 2015. La référence pour le taux d'annulation des courses est fixée à **10% au plus**.

Cette situation a contribué à la réduction de **24,83%** du nombre de passagers transportés qui est passé de **145** millions de voyageurs en 2014 à **109** millions de voyageurs en 2015.

De même, la société a enregistré une contre-performance commerciale. En effet, son chiffre d'affaires a connu une baisse de **11,96%** en passant de **27,25** milliards FCFA en 2014 à **23,99** milliards FCFA en 2015.

Par ailleurs, la hausse de certaines charges d'exploitation (autres achats **+250** millions FCFA, charges du personnel **+827** millions FCFA) a occasionné une réduction de l'excédent brut d'exploitation de **2** milliards FCFA et une baisse de la marge d'EBE qui s'est fixée à **39%** en 2015, contre **42%** en 2014.

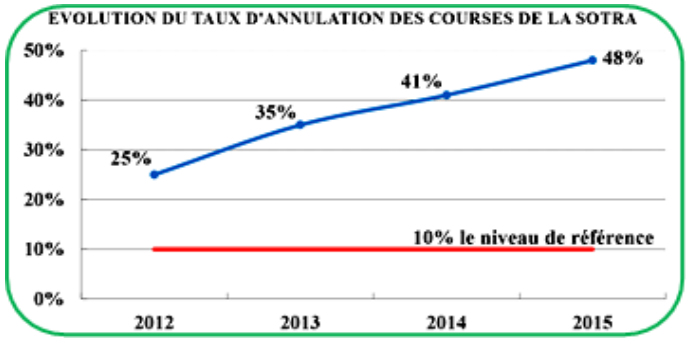
En outre, le résultat financier de l'entreprise s'est établi à **-1,37** milliard FCFA en 2015 en raison de la prise en compte des intérêts induis par la deuxième facilité AFREXIMBANK.

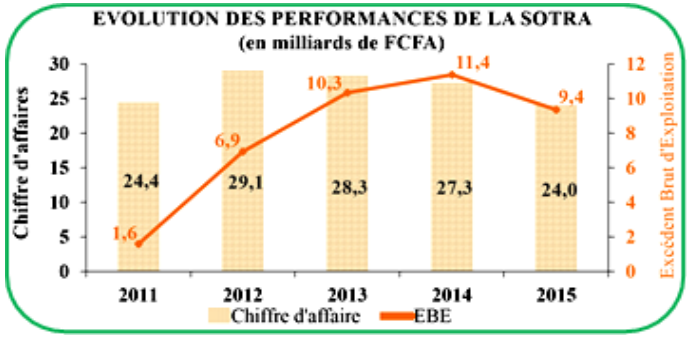
En définitive, le résultat net de la SOTRA s'est soldé par un déficit de **335** millions FCFA en 2015, contre un bénéfice de **227,7** millions FCFA enregistré en 2014.

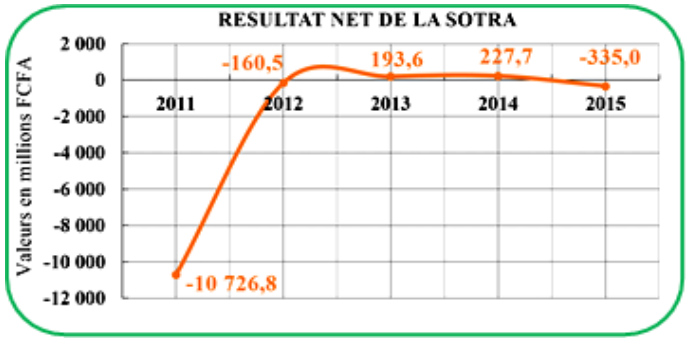
Quant aux capitaux propres, ils sont demeurés positifs en s'établissant à **2,73** milliards FCFA en 2015, contre **3,15** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **13,33 %**.

En ce qui concerne les impôts dus à l'Etat par la SOTRA, ils ont connu une hausse de **3,32%** en passant de **721,19** millions FCFA en 2014 à **745,11** millions FCFA en 2015 (dont **710,11** millions FCFA d'impôts et taxes et **35** millions d'impôts BIC).

Enfin, l'analyse de la politique d'endettement de la société révèle un niveau d'endettement élevé comme l'atteste le ratio qui s'est fixé à **1698%** en 2015, contre **997,49%** en 2014.







Faits marquants de la SOTRA 2015

- signature d'une convention avec AFREXIMBANK pour un financement de 32 milliards FCFA au titre de la deuxième phase du plan de restructuration financière ;
- levé de l'exclusivité de l'exploitation du plan d'eau lagunaire accordée à la SOTRA.

III. CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT

A l'instar des autres entreprises, les sociétés du portefeuille participent au financement du budget de l'Etat. La contribution de celles-ci s'opère à travers des ressources fiscales et non fiscales (dividendes notamment).

III.1. Recettes fiscales

Les ressources fiscales dues à l'Etat par les sociétés du secteur parapublic proviennent :

- des impôts et taxes ;
- des impôts sur le résultat (BIC).

En 2015, les impôts dus par les sociétés du portefeuille se sont élevés à **135,99** milliards FCFA, contre **150,85** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **9,85%**. Ce montant est reparti comme suit :

- au titre des impôts et taxes, **79,66** milliards FCFA en 2015, contre **93,52** milliards FCFA en 2014 ;
- au titre des impôts sur le résultat, **56,33** milliards FCFA en 2015, contre **57,33** milliards FCFA en 2014.

Par ailleurs, en raison du **déficit accentué du secteur de l'électricité** en 2015, les impôts et taxes dus à l'Etat par la CIE sont ressortis négatifs de **83,47 milliards FCFA**, après compensation (entre les impôts dus à l'Etat et les créances de la CIE sur l'Etat). La prise en compte de cette donnée impactera négativement le total des impôts dus à l'Etat par les entreprises publiques au 31 décembre 2015. En effet, ceux-ci s'établiront à **52,52** milliards FCFA en 2015, contre **150,85** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **65,18%**.

III.1.a) Situation fiscale en fonction du secteur d'activités

- **Secteur Agro-Industrie**

En 2015, le montant des impôts dus par le secteur « agro-industrie » s'est établi à **3,54** milliards FCFA, contre **4,67** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **24,20%**.

La régression observée au niveau des impôts dus par ce secteur est, principalement, due à la baisse des impôts des sociétés PAMAFRIQUE et SUCRIVOIRE de **866,07** millions FCFA en 2015.

En outre, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat s'est dégradée en passant d'une contribution de **3,10%** en 2014 à une contribution de **2,60%** en 2015.

Par ailleurs, la société SUCRIVOIRE, avec un montant de **1,73** milliard FCFA, représente le plus gros contributeur à la formation de l'impôt total dû par le secteur « agro-industrie » au titre de l'exercice 2015.

- **Secteur Autres industries**

Le montant des impôts dus par le secteur « Autres industries » est passé de **762,89** millions FCFA en 2014 à **652,97** millions FCFA en 2015, soit une baisse de **14,41%**.
Ce niveau des impôts a été influencé par la société IPS (WA) dont le montant des impôts dus a régressé de **138** millions FCFA en 2015 en relation avec la baisse de son résultat net de **9,79%**.

La contribution du secteur au montant total des impôts dus est restée inchangée en se fixant à **0,48%** en 2015.

- **Secteur Banque et Services Financiers**

Le montant total des impôts dus par le secteur Banque et Services Financiers s'est établi à **16,81** milliards FCFA en 2015, contre **7,88** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **113,32%**.

La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat est passée de **5,22%** en 2014 à **12,36%** en 2015 en raison de la hausse de **6,29** milliards FCFA des impôts dus par la SIB en 2015.

- **Secteur Construction et Habitat**

Le montant total des impôts dus par le secteur « Construction et Habitat » s'est établi à **1,70** milliard FCFA en 2015, contre **1,44** milliard FCFA enregistré en 2014, soit une hausse de **18,06%**.
La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat s'est fixée à **1,25%** en 2015, contre **0,95%** en 2014.

- **Secteur Eau & Salubrité**

Le montant total des impôts dus à l'Etat par le secteur « Eau & Salubrité » s'est établi à **2,88** milliards FCFA en 2015, contre **3,10** milliards FCFA enregistré en 2014, soit une baisse de **7,10%**.
Par ailleurs, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat est passée de **2,05%** en 2014 à **2,12%** en 2015.

- **Secteur Énergies**

Le Secteur Energies constitue le plus gros contributeur à la formation de l'impôt total dû par les sociétés du portefeuille de l'Etat, avec **30,02%** du montant total dû à l'Etat.

Au titre de l'exercice 2015, le montant des impôts collectés sur ce secteur s'est établi à **40,83** milliards FCFA, contre **74,57** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **45,25%**.

Cette régression est le fait de la baisse de **8,68** milliards FCFA des impôts collectés auprès de la PETROCI et du montant négatif des impôts dus par la CIE.

❖ Secteur Etudes et Services

Le montant des impôts dus par le secteur «Etudes et Services» est passé de **1,72** milliard FCFA en 2014 à **1,91** milliard FCFA en 2015, soit une hausse de **11,05%** favorisée par la LONACI dont les impôts dus ont connu une augmentation de **221** millions FCFA en 2015.

Par ailleurs, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est ressortie à **1,41%** en 2015, contre **1,14%** en 2014.

❖ Secteur Media et TIC

Le montant des impôts dus par le secteur «Media & TIC» est passé de **22,99** milliards FCFA en 2014 à **25,01** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **8,79%** due à un redressement fiscal de **760** millions FCFA de la SNPECI et une hausse des impôts dus par la Côte d'Ivoire Telecom de **682,75** millions FCFA en 2015.

En outre, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus a progressé, passant de **15,24%** en 2014 à **18,39%** en 2015.

❖ Secteur Mines

Troisième contributeur à la formation du total des impôts dus par les entreprises publiques, le secteur Mines a enregistré, au titre de l'exercice 2015, des impôts évalués à **26,44** milliards FCFA, contre **20,59** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **28,41%** due aux impôts et taxes collectés sur les sociétés AGBAOU, NHCI et SMI dont les montants des impôts dus ont connu une hausse globale de plus de **6** milliards FCFA en 2015.

La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'Etat s'est fixée à **19,45%** en 2015, contre **13,65%** en 2014.

❖ Secteur Tourisme et Hôtellerie

Le montant des impôts dus à l'Etat par le secteur « Tourisme et Hôtellerie » est passé de **1,68** milliard FCFA en 2014 à **3,28** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **95,24%** impulsée par la SODERTOUR-Lacs dont les impôts dus ont varié de **+1,08** milliard FCFA en relation avec la hausse de son résultat net de **899** millions FCFA en 2015.

Par ailleurs, la contribution du secteur au montant total des impôts dus est passée de **1,11%** en 2014 à **2,41%** en 2015.

❖ Secteur Transports et Infrastructures de transport

Le montant des impôts dus par le secteur «Transport et Infrastructures de transport» s'est établi à **12,93** milliards FCFA en 2015, contre **11,43** milliards FCFA en 2014. Ce secteur contribue à hauteur de **9,51%** à la formation du montant total des impôts dus par les entreprises du portefeuille.

La reprise des activités dans ce secteur a été suivie d'une hausse du montant des impôts BIC qui est passé de **5,11** milliards FCFA en 2014 à **6,93** milliards FCFA en 2015.

Cette progression résulte de la hausse des impôts dus par la compagnie Air Côte d'Ivoire (**+534** millions FCFA) et la société QUIPUX Afrique (**+518** millions FCFA) en 2015.

Tableau 3 : Impôts par secteur d'activités (millions FCFA)

IMPOTS PAR SECTEUR D'ACTIVITES (millions FCFA)									
SECTEURS	IMPOTS ET TAXES			IMPOT BIC			TOTAL IMPOT DUS		
	2014	*2015*	*Var.*	*2014*	*2015*	*Var*	*2014*	*2015*	*Var*
AGRO-INDUSTRIE	*3 542*	*2 484*	*-29,87%*	*1 132*	*1 057*	*-6,65%*	*4 674*	*3 541*	*-24,25%*
Proportion (%)	*3,79*	*3,12*		*1,98*	*1,88*		*3,10*	*2,60*	
AUTRES INDUSTRIES	*472*	*424*	*-10,19%*	*291*	*229*	*-21,25%*	*763*	*653*	*-14,41%*
Proportion (%)	*0,50*	*0,53*		*0,51*	*0,41*		*0,51*	*0,48*	
BANQUE & SERVICES FINANCIERS	*4 274*	*10 181*	*138,21%*	*3 606*	*6 633*	*83,94%*	*7 880*	*16 814*	*113,38%*
Proportion (%)	*4,57*	*12,78*		*6,29*	*11,77*		*5,22*	*12,36*	
CONSTRUCTION et HABITAT	*567*	*1 278*	*125,50%*	*870*	*417*	*-52,06%*	*1 437*	*1 696*	*17,98%*
Proportion (%)	*0,61*	*1,60*		*1,52*	*0,74*		*0,95*	*1,25*	
EAU & SALUBRITE	*1 566*	*1 683*	*7,50%*	*1 532*	*1 201*	*-21,56%*	*3 097*	*2 884*	*-6,87%*
Proportion (%)	*1,67*	*2,11*		*2,67*	*2,13*		*2,05*	*2,12*	
ENERGIES	*40 252*	*13 719*	*-65,92%*	*34 322*	*27 110*	*-21,01%*	*74 574*	*40 829*	*-45,25%*
Proportion (%)	*43,04*	*17,22*		*59,87*	*48,12*		*49,44*	*30,02*	
ETUDES et SERVICES	*1 396*	*1 613*	*15,53%*	*328*	*299*	*-8,78%*	*1 724*	*1 912*	*10,90%*
Proportion (%)	*1,49*	*2,02*		*0,57*	*0,53*		*1,14*	*1,41*	
MEDIA et TIC	*17 053*	*18 545*	*8,75%*	*5 941*	*6 467*	*8,87%*	*22 994*	*25 012*	*8,78%*
Proportion (%)	*18,23*	*23,28*		*10,36*	*11,48*		*15,24*	*18,39*	
MINES	*16 425*	*21 096*	*28,44%*	*4 167*	*5 349*	*28,38%*	*20 592*	*26 445*	*28,43%*
Proportion (%)	*17,56*	*26,48*		*7,27*	*9,50*		*13,65*	*19,45*	
TOURISME et HOTELLERIE	*1 654*	*2 634*	*59,27%*	*27*	*645*	*2327,09%*	*1680*	*3279*	*95,12%*
Proportion (%)	*1,77*	*3,31*		*0,05*	*1,14*		*1,11*	*2,41*	
TRANSPORT et INFRASTRUCTURES DE TRANS	*6 324*	*6 001*	*-5,10%*	*5 111*	*6 926*	*35,50%*	*11 435*	*12 927*	*13,05%*
Proportion (%)	*6,76*	*7,53*		*8,92*	*12,29*		*7,58*	*9,51*	
TOTAL	*93 524*	*79 657*	*-14,83%*	*57 327*	*56 335*	*-1,73%*	*150 851*	*135 992*	*-9,85%*

III.1.b) Situation fiscale en fonction du niveau de participation financière publique

En 2015, les impôts dus, en fonction du niveau de participation se présentent de la manière suivante :

- **Sociétés d'Etat** : les impôts dus se sont établis à **42,99** milliards FCFA en 2015, contre **48,25** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **10,90%**. Ces impôts représentent **31,62%** du total des impôts dus. Le plus important contributeur est la PETROCI avec **24,43** milliards FCFA d'impôts dus.

- **Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire** : les impôts dus sont passés de **4,57** milliards FCFA en 2014 à **6,53** milliards FCFA en 2015, soit une hausse de **42,80%**. La compagnie AIR Côte d'Ivoire a été la plus importante société contributrice en 2015 avec **1,27** milliard FCFA d'impôts dus. Les Sociétés Majoritaires ont contribué à hauteur de **4,80%** du total des impôts dus.

- **Sociétés à Participation Financière Publique avec Minorité de Blocage** : les impôts dus par ces sociétés se sont établis à **36,69** milliards FCFA en 2015, contre **33,23** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **10,40%**. Ces impôts représentent **26,98%** du total des impôts dus en 2015. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est la Côte d'Ivoire TELECOM avec un montant de **21,30** milliards FCFA d'impôts dus.

- **Sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire** : les impôts dus par ce type de sociétés sont passées de **64,79** milliards FCFA en 2014 à **49,78** milliards FCFA en 2015, soit une baisse de **23,17%**.

Toutefois, en tenant compte des **impôts et taxes** de la CIE (**-83,47** milliards FCFA) en 2015, les impôts dus par les sociétés Minoritaires s'établiront **-33,69** milliards FCFA en 2015, contre **64,79** milliards FCFA en 2014.

Ces sociétés a contribué à hauteur de **36,61%** au total des impôts dus au titre de l'exercice 2015. Le plus important contributeur est la société AGBAOU Gold avec **6,39** milliards FCFA d'impôts dus.

Tableau 4 : Impôts dus par les sociétés publiques en fonction du niveau de participation de l'Etat (millions FCFA)

TYPES DE SOCIETES	IMPOTS ET TAXES			IMPOT BIC			TOTAL IMPOT DUS		
	2014	*2015*	*Var.*	*2014*	*2015*	*Var*	*2014*	*2015*	*Var*
SOCIETES D'ETAT	***13 368***	***14 182***	***6,09%***	***34 887***	***28 813***	***-17,41%***	***48 255***	***42 995***	***-10,90%***
Ratio	*14,29%*	*17,80%*		*60,86%*	*51,15%*		*31,99%*	*31,62%*	
SPFP MAJORITAIRE	***3 540***	***5 146***	***45,36%***	***1 031***	***1 382***	***34,03%***	***4 572***	***6 529***	***42,80%***
Ratio	*3,79%*	*6,46%*		*1,80%*	*2,45%*		*3,03%*	*4,80%*	
SPFP AVEC MINORITE DE BLOCAGE	***23 494***	***25 357***	***7,93%***	***9 737***	***11 330***	***16,36%***	***33 231***	***36 687***	***10,40%***
Ratio	*25,12%*	*31,83%*		*16,98%*	*20,11%*		*22,03%*	*26,98%*	
SPFP MINORITAIRE	***53 121***	***34 972***	***-34,17%***	***11 672***	***14 810***	***26,89%***	***64 793***	***49 782***	***-23,17%***
Ratio	*56,80%*	*43,90%*		*20,36%*	*26,29%*		*42,95%*	*36,61%*	
TOTAL PORTEFEUILLE	***93 524***	***79 657***	***-14,83%***	***57 327***	***56 335***	***-1,73%***	***150 851***	***135 992***	***-9,85%***

III.2. Recettes non fiscales

En plus des impôts, l'État collecte des ressources non fiscales provenant des entreprises de son portefeuille. Il s'agit, principalement, des dividendes.

Au titre de l'exercice 2015, les dividendes collectés par l'Etat se sont élevés à un montant de **8,29** milliards FCFA, contre **16,93** milliards enregistrés en 2014, soit une baisse de **51,03%**.

Cette situation est imputable :

- à la PETROCI (principale contributrice) qui n'a pas distribué de dividendes en 2015 en raison du déficit de **39,46** milliards FCFA enregistré, au titre de l'exercice 2015, contre une contribution de **5,28** milliards FCFA en 2014 ;
- au faible niveau de dividende distribué par la Côte d'Ivoire Telecom (seconde contributrice) qui a distribué **2,22** milliards FCFA de dividendes à l'Etat en 2015, contre **6,40** milliards FCFA en 2014 en raison de la chute de **36,69%** de son résultat net.

Toutefois, il convention de souligner que les entreprises ayant versé des dividendes ont consenti des efforts plus importants. En effet, le taux de distribution des dividendes a connu une hausse en s'établissant à **59,60%** en 2015, contre **57,47%** en 2014.

Tableau 5 : Dividendes perçus par l'Etat actionnaire (millions FCFA)

DIVIDENDES PERÇUS PAR L'ETAT ACTIONNAIRE								
N°	***Société***	***Part Etat (%)***	***RN 2014***	***Montant net IVRM 2014***	***RN 2015***	***Montant net IVRM 2015***	***Taux de distribution 2014(%)***	***Taux de distribution 2015(%)***
1	Côte d'Ivoire TELECOM	*48,47*	*10 877*	*6 398*	*6 887*	*2 218*	*121,36*	*66,45*
2	CIPREL	*14,70*	*14 890*	*645*	*16 539*	*1 256*	*29,46*	*51,64*
3	CIE	*15*	*8 277*	*1 118*	*8 220*	*1 109*	*90,04*	*89,98*
4	WEBB FONTAINE	*8*	*10 649*	*1 102*	*12 450*	*876*	*129,31*	*88*
5	SUCRIVOIRE	*23*	*5 876*	*811*	*5 867*	*811*	*59,99*	*60,08*
6	NSIA BANQUE	*10*	*11 224*	*836*	*14 296*	*802*	*74,48*	*56,10*
7	AGBAOU GOLD	*10*	*24 884*	*-*	*48 189*	*528*	*-*	*10,96*
8	LONACI	*80*	*123*	*70*	*574*	*211*	*71,26*	*45,97*
9	SMI	*10*	*10 066*	*352*	*12 993*	*176*	*34,97*	*13,55*
10	IPS WA	*15*	*1 468*	*132*	*1 324*	*132*	*59,96*	*66,47*
11	SODECI	*3,25*	*3 118*	*89*	*3 291*	*95*	*88,33*	*88,60*
12	AERIA	*10*	*572*	*50*	*2 880*	*75*	*87,23*	*25,97*
13	PETROCI	*100*	*8 528*	*5 280*	*-39 465*	*-*	*61,91*	*-*
14	SODEMI	*100*	*384*	*44*	*-2 000*	*-*	*11,45*	*-*
	TOTAL		***110 936***	***16 927***	***92 044***	***8 289***	***57,47***	***59,60***

IV. SOUTIEN APPORTE PAR L'ETAT AUX ENTREPRISES PUBLIQUES

Il s'agit des subventions accordées par l'Etat aux entreprises de son portefeuille dans le cadre de leurs activités.

Au titre de l'exercice 2015, vingt-neuf **(29)** entreprises du portefeuille ont bénéficié de subventions de l'Etat, contre trente et une **(31)** en 2014. Le montant total des subventions octroyées s'est établi à **106,30** milliards FCFA en 2015, contre **81,29** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **30,77%**.

Ce montant se décompose comme suit :

- subventions d'exploitation et d'équilibre : **86,04** milliards FCFA en 2015, contre **64,04** milliards FCFA en 2014 ;
- subventions d'investissement : **20,26** milliards FCFA en 2015, contre **17,25** milliards FCFA en 2014.

Ce montant global des subventions intègre des appuis financiers de certaines structures autres que l'Etat (bailleurs de fonds).

En effet, au titre de l'exercice 2015, les subventions aux entreprises publiques prévues dans la Loi des Finances portant budget de l'Etat s'élevaient à **54,54** milliards FCFA, contre **52,71** milliards FCFA inscrit au budget de l'Etat en 2014, soit une hausse de **3,47%**.

Ce montant se décompose comme suit :

- subvention d'exploitation et d'équilibre **: 39,16** milliards FCFA ;
- subvention d'investissement : **15,40** milliards FCFA.

Le niveau des subventions octroyées aux entreprises publiques s'explique par la volonté de l'Etat Ivoirien d'accompagner le développement de certaines d'entre elles, notamment, celles qui ont une mission de service public.

Outre la situation déficitaire de certaines entreprises publiques, l'état de dégradation avancée des infrastructures routières, a conduit l'Etat ivoirien à mettre en place un programme d'urgence pour la réhabilitation des routes.

Ainsi, en sa qualité de maître d'œuvre, le Fonds d'Entretien Routier (FER) bénéfice depuis l'exercice 2012, de subventions importantes pour la mise en œuvre dudit programme. Ces subventions se sont élevées à **3,25** milliards FCFA en 2015, contre **3,51** milliards FCFA en 2014.

En ce qui concerne la répartition des subventions versées par entreprise publique, sur les **vingt-six (26)** entreprises bénéficiaires des subventions d'exploitation et d'équilibre, la SOCOPRIM, la CI-ENERGIES, l'AIGF, la SOTRA, l'ANADER et la RTI sont celles qui ont bénéficié des montants les plus élevés en raison de leurs missions régaliennes.

La SOCOPRIM, société concessionnaire du pont Henri Konan Bédié (3ème pont), bénéficie de subventions pour la compensation du gap entre le revenu garanti et le revenu perçu. En 2015, la société a bénéficié d'une subvention de **17,09** milliards FCFA.

Quant à la CI-ENERGIES, elle bénéficie de subventions pour la maîtrise d'œuvre des investissements en matière d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau de transport, de distribution et d'électrification rurale. En 2015, la société a bénéficié d'une subvention de **13,28** milliards FCFA.

La SOTRA reçoit des subventions d'équilibre d'une part, en compensation des tarifs sociaux pratiqués et d'autre part, pour le transport gratuit des écoliers, policiers, gendarmes et militaires. En 2015, la société a bénéficié d'une subvention de **9,43** milliards FCFA.

Par ailleurs, l'ANADER dont la mission principale consiste en l'encadrement du monde paysan, bénéficie de subventions d'exploitation pour le financement de son activité.

En ce qui concerne les subventions d'investissement, sur les **dix-sept (17)** sociétés bénéficiaires, la GESTOCI, la CIDT, la SODEXAM et l'INIE sont les sociétés qui ont bénéficié des montants les plus importants en 2015.

Du point de vue sectoriel, les secteurs « Transport & Infrastructures de Transport » et « Energies » sont ceux qui ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec des montants, respectifs, de **38,04** milliards FCFA (**35,01%**) et **21,82** milliards FCFA (**20,08%**) en 2015.

Tableau 6 : Sociétés ayant bénéficié des subventions les plus importantes en 2015 (millions FCFA)

SOCIETES AYANT BENEFICIE DES SUBVENTIONS LES PLUS IMPORTANTES EN 2015					
N°	***Société***	***Capital***	***Total part (%)***	***Subventions totales 2014***	***Subventions totales 2015***
1	SOCOPRIM	*18 367*	*25,20%*	*3 291*	*17 093*
2	CI-ENERGIES	*20 000*	*100%*	*10 077*	*13 284*
3	SOTRA	*3 000*	*60,17%*	*8 000*	*9 431*
4	ANADER	*500*	*35%*	*9 604*	*7 378*
5	RTI	*6 000*	*100%*	*10 787*	*7 363*
6	SODERTOUR-LACS	*10 000*	*100%*	*1 621*	*6 895*
7	GESTOCI	*240*	*12,50%*	*5 134*	*6 090*
8	SODEXAM	*1 000*	*100%*	*2 499*	*4 854*
9	PCI	*600*	*10%*	*1 995*	*4 709*
10	CIDT	*7 200*	*99,99%*	*656*	*3 664*
11	FER	*300*	*100%*	*3 513*	*3 246*
12	INIE	*120*	*62,50%*	*942*	*2 791*
13	ONEP	*150*	*100%*	*3 342*	*2 027*
14	AIR COTE D'IVOIRE	25 000	65%	487	2 000
15	ANARE	*1 500*	*100%*	*1 791*	*1 933*
	TOTAL	-	-	***63 739***	***92 758***

V. ETAT ACTIONNAIRE ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES

V.1 Actions menées pour l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des entreprises

V.1.a) Réforme du portefeuille bancaire public ivoirien

Dans le cadre de la restructuration du portefeuille bancaire ivoirien, le Gouvernement a recommandé, lors du Conseil des Ministres du 23 mai 2012, la création d'un pôle bancaire public performant, à travers la restructuration des cinq (**05**) banques à capitaux publics majoritaires (BFA, BHCI, BNI, CNCE et Versus Bank), ainsi que la cession des parts de l'Etat détenues dans la NSIA Banque et la SIB.

Dans le cadre de la mise en œuvre des options retenues par le Gouvernement, les actions suivantes ont été réalisées en 2015 :

- la mise de la CNCE sous administration provisoire en juin 2015 ;
- l'adoption en juin 2015, d'une Communication en Conseil des Ministres relative à la privatisation de la Versus Bank ;
- l'adoption en décembre 2015, d'une Communication en Conseil des Ministres relative à cession de l'intégralité des **51,6%** de parts détenues par l'Etat et ses démembrements dans le capital de la BHCI ;
- la cession de **39%** des parts de l'Etat détenues dans le capital de la SIB.

V.1.b) Suivi de la politique d'endettement des entreprises publiques

Dans le cadre du suivi du niveau d'endettement des entreprises publiques, un arrêté fixant le seuil d'emprunt et de garanties des sociétés d'Etat a été signé le 1er juin 2015. Par ailleurs, la base de données relative à l'endettement des entreprises publiques est régulièrement mise à jour et comporte les données suivantes :

- dettes garanties et prêts rétrocédés ;
- prêts en devises ;
- situation des impayés (y compris l'évolution des arriérés des prêts garantis et rétrocédés) ;
- dettes intérieures (banques locales) et extérieures (banques basées à l'extérieur).

Au 31 décembre 2015, le stock total de la dette s'élève à **674,73** milliards FCFA, contre **500,63** milliards FCFA en 2014, soit une hausse de **34,78%** due à l'enregistrement de nouvelles dettes (cas de FODI) et aux nouveaux tirages effectués sur les prêts existants (cas de l'ANSUT et de PETROCI). Quant à la dette garantie par l'Etat de Côte d'Ivoire, elle s'élève à **13,75** milliards FCFA en 2015, contre **15,17** milliards FCFA en 2014, soit une baisse de **9,36%**.

V.1.c) Renforcement du cadre de travail entre la DPP et les entreprises publiques

Dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, a remis une feuille de route aux dirigeants sociaux desdites entreprises le 18 décembre 2014. Cette feuille de route exige, entre autres, la mise en place des Comités d'Audit et de Gestion des Risques au 31 décembre 2015. Toutes les entreprises assujetties, soit quarante-deux (**42**) au total, excepté SILS TECHNOLOGY, ont mis en place leurs Comités d'Audit et de Gestion des Risques.

V.1.d) Mise en place du SIGEP

Le Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques (SIGEP) est caractérisé par un ensemble de composantes dont une application web de collecte et de gestion des informations du secteur parapublic, un outil d'aide à la décision, un système de messagerie électronique, un système de Gestion Electronique des Documents (GED) et un portail web de la DPP. Ce système permet d'interconnecter les entreprises publiques et la structure chargée du suivi et de la gestion desdites entreprises en vue d'une célérité dans la transmission et le traitement des informations.

Après la conception des différentes composantes, l'année 2015 a été consacrée à l'implémentation et au déploiement de celles-ci. A cet effet, la cérémonie de lancement officiel s'est déroulée le 17 septembre 2015.

V.1.e) Elaboration des comptes consolidés par les entreprises publiques

En vue d'obtenir une image fidèle de la situation financière des entreprises publiques, il a été retenu la prise en compte des comptes consolidés dans la rédaction du rapport sur la Situation Economique et Financière (SEF). Ainsi, les sociétés ayant des filiales, ont été invitées à produire dorénavant des comptes consolidés. Le processus est en cours et à ce stade, seules deux (**02**) sociétés (SOTRA et LONACI) ont élaboré des comptes

consolidés, au titre de l'exercice 2015, sur les huit (**08**) sociétés concernées.

V.1.f) Organisation de conférences budgétaires internes

L'organisation des conférences budgétaires internes s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du processus d'octroi et de suivi des subventions accordées aux entreprises publiques par la tutelle financière. Pour mieux appréhender cette activité, seize (**16**) agents de la DPP ont participé, du 17 au 18 mars 2015, à une formation dispensée par le Cabinet GOODWILL et portant sur la méthodologie de détermination du niveau normatif des charges et des investissements des entreprises publiques. Outillée pour procéder à l'examen des requêtes de crédits budgétaires formulées par les entreprises publiques, la DPP a organisé, du 18 au 25 juin 2015, une conférence budgétaire interne à l'attention des vingt et une (**21**) entreprises publiques bénéficiant d'appui direct de l'Etat.

V.1.g) Renforcement du cadre de travail entre la DPP et la Direction du Budget de l'Etat

Pour la deuxième année consécutive, la DPP a participé aux conférences budgétaires organisées par la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF). A cet effet, elle a, à travers ses analyses sur la gestion des entreprises publiques bénéficiant de subventions, contribué à la détermination du niveau des subventions à allouer aux entreprises publiques.

V.2 Perspectives pour l'exercice 2016

Les perspectives 2016 se présentent comme suit :

- l'élaboration d'un Plan de développement stratégique 2015 - 2020 de la DPP ;
- la finalisation de la réforme du cadre institutionnel, organisationnel et opérationnel de la DPP ;
- l'élaboration des Communications en Conseils des Ministres sur l'état du Portefeuille des entreprises publiques ;
- l'amélioration de la qualité de la gestion administrative des entreprises publiques ;
- le démarrage du processus d'élaboration des contrats de performance avec les entreprises publiques ;
- l'organisation d'un atelier de formation des membres des Comités d'Audit et de Gestion des Risques ;
- la finalisation des décrets d'application des Lois n°97-519 et n°97-520 du 04 septembre 1997 relatives aux sociétés d'Etat et aux sociétés à participation financière publique ;
- la rédaction d'un rapport sur l'endettement des entreprises publiques ;
- le renforcement du système d'information sur la gestion du portefeuille de l'Etat ;
- la réalisation de la phase pilote de la démarche qualité ;
- la poursuite des conférences budgétaires internes ;
- la rédaction d'une note de cadrage budgétaire.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES D'ETAT					
N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ETAT	CAPITAL DE L'ETAT
1	AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes	*300 000 000*	*100%*	*300 000 000*
2	AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques	*500 000 000*	*100%*	*500 000 000*
3	ANARE	Autorité Nationale de Régulation de l'Electricité	*1 500 000 000*	*100%*	*1 500 000 000*
4	ANSUT	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC	*500 000 000*	*100%*	*500 000 000*
5	BNETD	Bureau National d'Études Techniques et de Développement	*2 000 000 000*	*100%*	*2 000 000 000*
6	BNI	Banque Nationale d'Investissement	*20 500 000 000*	*100%*	*20 500 000 000*
7	CI-ENERGIES	Energies de Côte d'Ivoire	*20 000 000 000*	*100%*	*20 000 000 000*
8	CNCE	Caisse Nationale des Caisses d'Épargne	*35 000 000 000*	*100%*	*35 000 000 000*
9	FER	Fonds d'Entretien Routier	*300 000 000*	*100%*	*300 000 000*
10	FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles	*10 000 000*	*100%*	*10 000 000*
11	INS-SODE	Institut National de la Statistique	*2 000 000 000*	*100%*	*2 000 000 000*
12	I2T	Société Ivoirienne de Technologie Tropicale	*250 000 000*	*100%*	*250 000 000*
13	ONEP	Office National de l'Eau Potable	*150 000 000*	*100%*	*150 000 000*
14	ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage	*1 000 000 000*	*100%*	*1 000 000 000*
15	PAA	Port Autonome d'Abidjan	*16 000 000 000*	*100%*	*16 000 000 000*
16	PASP	Port Autonome de San-Pedro	*2 000 000 000*	*100%*	*2 000 000 000*
17	PCI	Poste de Côte d'Ivoire	*600 000 000*	*100%*	*600 000 000*
18	PETROCI HOLDING	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire	*20 000 000 000*	*100%*	*20 000 000 000*
19	RTI	Radio Diffusion Télévision Ivoirienne	*6 000 000 000*	*100%*	*6 000 000 000*
20	SIPF	Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire	*3 000 000 000*	*100%*	*3 000 000 000*
21	SNDI	Société Nationale de Développement Informatique	*200 000 000*	*100%*	*200 000 000*
22	SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire	*175 000 000*	*100%*	*175 000 000*
23	SODEFOR	Société de Développement des Forêts	*383 152 581*	*100%*	*383 152 581*
24	SODEMI	Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire	*600 000 000*	*100%*	*600 000 000*
25	SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique	*1 000 000 000*	*100%*	*1 000 000 000*
26	VERSUS BANK	Versus Bank	*3 000 000 000*	*100%*	*3 000 000 000*
27	SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs	*10 000 000 000*	*100%*	*10 000 000 000*
28	SPDC	Société des Palaces de Cocody	*7 140 220 000*	*100%*	*7 140 220 000*
		TOTAL	***154 108 372 581***	***100%***	***154 108 372 581***

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES A PARTCIPATION FINANCIERE PUBLIQUE MAJORITAIRE					
N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ETAT	CAPITAL DE L'ETAT
1	AGEF	Agence de Gestion Foncière	*400 000 000*	*57,15%*	*228 609 600*
2	AIR CÔTE D'IVOIRE	Air Côte d'Ivoire	*25 000 000 000*	*65%*	*16 250 000 000*
3	BHCI	Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	*6 776 000 000*	*50,84%*	*3 444 281766*
4	CIDT	Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles	*7 200 000 000*	*99,99%*	*7 199 280 000*
5	CI- ENGINEERING	Côte d'Ivoire Engineering	*1 301 000 000*	*74,76%*	*972 627 600*
6	CML	Compagnie Minière du Littoral	*600 000 000*	*61%*	*366 000 000*
7	EDIPRESSE	EDIPRESSE SARL	*25 000 000*	*65%*	*16 250 000*
8	INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise	*120 000 000*	*62,50%*	*75 000 000*
9	LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics	*1 000 000 000*	*95,20%*	*952 000 000*
10	LONACI-SEM	Loterie Nationale de Côte d'Ivoire	*400 000 000*	*80%*	*320 000 000*
11	SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville	*250 000 000*	*85,76%*	*214 405 000*
12	SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière	*4 566 200 000*	*84,18%*	*3 843 827 160*
13	SILS TECHNOLOGY	Sils Technology	*100 000 000*	*75%*	*75 000 000*
14	SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux	*2 272 500 000*	*55%*	*1 249 875 000*
15	SOTRA	Société des Transports Abidjanais	*3 000 000 000*	*60,17%*	*1 805 100 000*
		TOTAL	***53 010 700 000***	***69,82%***	***37 012 256 126***

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES A PARTCIPATION FINANCIERE PUBLIQUE AVEC MINORITE DE BLOCAGE					
N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ETAT	CAPITAL DE L'ETAT
1	ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	*500 000 000*	*35%*	*175 000 000*
2	CIT	Côte d'Ivoire Télécom	*15 000 000 000*	*48,47%*	*7 270 500 000*
3	CNRA	Centre National de Recherche Agronomique	*500 000 000*	*40%*	*200 000 000*
4	FOREMI	Société de Forage Minier	*100 000 000*	*49%*	*49 000 000*
5	QUIPUX-AFRIQUE	Quipux-Afrique	*1 000 000 000*	*35%*	*350 000 000*
6	SAS	Société Abidjanaise de Salubrité	*1 000 000 000*	*35%*	*350 000 000*
7	SIR	Société Ivoirienne de Raffinage	*39 000 000 000*	*47,28%*	*18 439 200 000*
8	SMI	Société des Mines d'Ity	*600 000 000*	*40%*	*240 000 000*
		TOTAL	***57 700 000 000***	***46,92%***	***27 073 700 000***

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES A PARTCIPATION FINANCIERE PUBLIQUE MINORITAIRE					
N°	SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ETAT	CAPITAL DE L'ETAT
1	AERIA	Aéroport International Abidjan	*1 418 040 000*	*10%*	*141 804 000*
2	Agbaou Gold Operations SA	Agbaou Gold Operations SA	*10 000 000*	*10%*	*1 000 000*
3	BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières	*3 062 040 000*	*1,83%*	*56 035 332*
4	CIE	Compagnie Ivoirienne Electricité	*14 000 000 000*	*15%*	*2 100 000 000*
5	CIPREL	Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité	*29 200 000 000*	*14,70%*	*4 292 400 000*
6	DCBR	Dépositaire Centrale Banque de règlement	*1 520 390 000*	*1,79%*	*27 214 981*
7	GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers	*240 000 000*	*12,50%*	*30 000 000*
8	IPS (WA)	Industrial Promotion Services (West Africa)	*1 000 000 000*	*15%*	*150 000 000*
9	LGL	Lihir Gold Limited	*90 000 000*	*10%*	*9 000 000*
10	MGB	Marché de Gros de Bouaké	*100 000 000*	*10%*	*10 000 000*
11	NHCI	Newcrest Hiré Côte d'Ivoire	*10 000 000*	*10%*	*1 000 000*
12	NSIA BANQUE	Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale en C.I.	*20 000 000 000*	*10%*	*2 000 000 000*
13	OIC	Office Ivoirien des Chargeurs	*500 000 000*	*20%*	*100 000 000*
14	PALMAFRIQUE	PALMAFRIQUE	*5 714 880 000*	*30%*	*1 714 464 000*
15	SIB	Société Ivoirienne de Banque	*10 000 000 000*	*10%*	*1 000 000 000*
16	SIFAL	Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant	*560 000 000*	*32,14%*	*179 984 000*
17	SITARAIL	Société International de Transport Africain par RAIL	*5 000 000 000*	*15%*	*750 000 000*
18	SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de charcuterie	*38 000 000*	*31,58%*	*12 000 400*
19	SN SOSUCO	Nouvelle Société Sucrière de la Comoé	*8 140 000 000*	*2,20%*	*179 080 000*
20	SOCOPRIM	Société Concessionnaire du Pont Riviéra - Marcory	*18 366 900 000*	*25,20%*	*4 628 458 800*
21	SODECI	Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire	*4 500 000 000*	*3,25%*	*146 250 000*
22	SUCRIVOIRE	Sucrivoire	*24 500 000 000*	*23%*	*5 635 000 000*
23	TONGON SA	Société des Mines de Tongon SA	*10 000 000*	*10%*	*1 000 000*
24	TRCI	Tropical Rubber Côte d'Ivoire	*2 000 000 000*	*20%*	*400 000 000*
25	VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie	*3 000 000 000*	*17%*	*510 000 000*
26	VIVO ENERGY-CI	VIVO ENERGY-CI	*3 150 000 000*	*5%*	*157 500 000*
27	WFCI	Webb Fontaine Côte d'Ivoire	*100 000 000*	*8%*	*8 000 000*
28	Yaouré Mining SA	Yaouré Mining SA	*1 000 000 000*	*10%*	*100 000 000*
		TOTAL	***157 230 250 000***	***15,48%***	***24 340 191 513***

TOTAL PORTEFEUILLE	422 049 322 581	57,47%	242 534 520 220

ANNEXE 2 : CHIFFRE D'AFFAIRES ET RESULTAT NET DES SOCIETES EN FONCTION DU SECTEURS D'ACTIVITES

SECTEUR AGRO-INDUSTRIE

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	ANADER	5 485 707 991	6 369 316 966	16,11%	282 167 472	-2 636 072 014	-
2	CIDT	16 932 163 586	16 886 818 323	-0,27%	1 293 791 724	-5 336 655 928	-
3	CNRA	8 438 997 499	7 950 058 372	-5,79%	204 393 100	1 272 377 929	*522,52%*
4	PALMAFRIQUE	15 374 880 065	15 832 084 186	2,97%	109 615 316	59 133 622	*-46,05%*
5	SIVAC	131 193 677	131 406 227	0,16%	8 518 241	4 381 217	*-48,57%*
6	SN SOSUCO	14 391 189 710	8 767 590 102	-39,08%	464 497 531	-1 771 470 062	-
7	SODEFOR	4 056 872 889	5 286 683 110	30,31%	-431 351 232	-50 917 256	-
8	SUCRIVOIRE	49 244 645 262	47 727 658 730	-3,08%	5 876 362 720	5 867 338 366	*-0,15%*
9	TRCI	*36 382 025 088*	ND	-	-3 339 220 758	ND	-
	TOTAL	***150 437 675 767***	***108 951 616 016***	***-27,58%***	***4 468 774 114***	***-2 591 884 126***	**-**

SECTEUR EAU ET SALUBRITE

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	ONAD	303 876 695	538 269 831	*77,13%*	12 000	0	-100,00%
2	ONEP	1 187 336 067	2 247 249 912	*89,27%*	-16 285 704	-93 045 478	-
3	SAS	606 387 622	*ND*	-	-998 432 972	ND	-
4	SODECI	81 229 774 842	87 928 603 572	*8,25%*	3 117 919 358	3 291 131 525	5,56%
	TOTAL	***83 327 375 226***	***90 714 123 315***	***8,86%***	***2 103 212 682***	***3 198 086 047***	***52,06%***

SECTEUR BANQUES ET SERVICES FINANCIERS

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	BHCI	5 268 620 000	5 853 770 000	*11,11%*	-4 297 000 000	70 310 000	-
2	BNI	29 249 833 058	29 053 467 844	*-0,67%*	-1 405 224 026	3 522 354 574	-
3	BRVM	3 443 000 000	4 258 619 674	*23,69%*	538 236 015	1 580 396 890	193,63%
4	CNCE	6 505 000 000	4 815 000 000	*-25,98%*	-35 188 000 000	-17 558 000 000	-
5	DCBR	1 732 000 000	2 187 782 127	*26,32%*	1 235 510 950	950 055 249	-23,10%
6	NSIA-BANQUE	38 881 000 000	48 143 000 000	*23,82%*	11 224 000 000	14 295 657 644	27,37%
7	SIB	39 612 000 000	43 700 000 000	*10,32%*	8 452 000 000	14 812 000 000	75,25%
8	VERSUS BANK	4 140 000 000	5 138 826 000	*24,13%*	282 000 000	1 454 000 000	415,60%
	TOTAL	***128 831 453 058***	***143 150 465 645***	***11,11%***	***- 19 158 477 061***	***19 126 774 357***	**-**

SECTEUR ETUDES ET SERVICES

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	BNETD	25 706 757 559	32 645 705 632	*26,99%*	935 669 880	2 498 652 769	167,04%
2	INIE	55 179 329	31 565 000	*-42,80%*	85 790 269	160 700 200	87,32%
3	INS-SODE	1 933 505 758	1 851 765 743	*-4,23%*	263 338 815	59 010 227	-77,59%
4	LONACI-SEM	39 796 174 177	50 177 145 999	*26,09%*	123 491 110	574 325 788	365,07%
5	MGB	220 434 495	212 323 551	*-3,68%*	-14 589 778	149 007 765	-
6	WFCI	28 612 153 074	29 637 674 872	*3,58%*	10 648 828 319	12 449 881 954	16,91%
	TOTAL	***96 324 204 392***	***114 556 180 797***	***18,93%***	***12 042 528 615***	***15 891 578 703***	***31,96%***

SECTEUR MEDIA ET TIC

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	AIGF	8 260 567 601	8 690 811 313	*5,21%*	-689 857 932	-511 884 831	-
2	ANSUT	20 500 437 703	19 979 753 833	*-2,54%*	-1 832 661 429	-983 341 508	-
3	CIDT	168 377 872 334	182 465 891 270	*8,37%*	10 876 798 222	6 886 609 376	-36,69%
4	EDIPRESSE	6 839 245 665	6 382 727 179	*-6,67%*	30 553 098	79 554 923	160,38%
	NEI-CEDA	5 760 105 127	-	-	-53 708 626	-	-
5	PCI	5 276 235 745	5 637 653 278	*6,85%*	-11 555 116 728	-1 730 660 928	-
6	RTI	9 826 098 484	10 287 279 833	*4,69%*	769 492 551	796 176 510	3,47%
7	SNDI	6 661 985 781	7 694 784 821	*15,50%*	219 901 389	415 977 572	89,17%
8	SNPECI	4 887 365 748	4 715 973 239	*-3,51%*	-110 855 579	-1 816 321 304	-
9	VITIB SA	764 453 402	619 879 151	*-18,91%*	6 105 478	38 640 039	532,87%
	TOTAL	***237 154 367 590***	***246 474 753 917***	***3,93%***	***-2 339 349 556***	***3 174 749 849***	**-**

SECTEUR CONSTRUCTION ET HABITAT

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	AGEF	15 127 491 716	14 912 570 624	*-1,42%*	1 260 661 283	955 847 810	*-24,18%*
2	LBTP	5 865 648 408	7 127 143 488	*21,51%*	446 400 165	470 357 923	*5,37%*
3	SGMT	599 431 111	501 936 511	*-16,26%*	-44 022 827	298 909 169	-
4	SICOGI	1 569 122 077	10 977 568 721	*599,60%*	1 631 903 677	1 683 777 723	*3,18%*
5	SONITRA	717 790 807	885 729 411	23,40%	-276 554 414	-469 632 706	-
	TOTAL	***23 879 484 119***	***34 404 948 755***	***44,08%***	***3 018 387 884***	***2 939 259 919***	***-2,62%***

SECTEUR MINES

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	AGBAOU GOLD OPERATION SA	94 136 448 237	125 273 880 829	*33,08%*	24 883 613 937	48 189 011 660	*93,66%*
2	CML	7 448 870 104	4 819 838 068	*-35,29%*	-921 689 663	-2 762 128 926	-
3	FOREMI	1 798 193 260	2 731 172 813	*51,88%*	-377 497 927	-451 644 479	-
4	LGL	76 493 387 363	75 714 394 864	*-1,02%*	7 853 525 924	-9 106 169 381	-
5	NHCI	-	33 794 202 888	-	-	3 459 149 772	-
6	SMI	49 544 627 495	57 752 022 568	*16,57%*	10 066 194 569	12 993 276 928	*29,08%*
7	SODEMI	328 002 361	190 638 489	*-41,88%*	384 281 562	-2 000 296 883	-
8	TONGON SA	142 463 065 475	164 954 454 995	*15,79%*	7 872 898 000	12 582 694 697	*59,82%*
9	YAOURE MINING SA	-	-	-	-	-	-
	TOTAL	***372 212 594 295***	***465 230 605 514***	***24,99%***	***49 761 326 402***	***62 903 893 388***	***26,41%***

SECTEUR ENERGIES

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	ANARE	0	0	-	0	0	-
2	CIE	439 443 862 932	500 366 889 890	*13,86%*	8 277 485 902	8 219 878 733	*-0,70%*
3	CI-ENEGIES	932 593 916	903 931 754	*-3,07%*	0	0	-
4	CIPREL	41 343 756 565	39 339 009 215	*-4,85%*	14 889 559 960	16 539 081 204	*11,08%*
5	GESTOCI	14 396 620 163	13 329 389 150	*-7,41%*	141 779 250	129 268 801	*-8,82%*
6	PETROCI HOLDING	235 890 123 680	229 585 325 403	*-2,67%*	8 528 015 575	-39 465 459 635	-
7	SIFAL	19 557 311 638	19 457 078 925	*-0,51%*	631 760 889	425 133 971	*-32,71%*
8	SIR	1 438 183 255 293	1 099 390 737 256	*-23,56%*	-110 228 805 966	-44 898 664 006	-
9	VIVO ENERGY-CI	259 353 528 954	276 368 692 132	*6,56%*	2 962 393 642	3 265 656 697	*10,24%*
	TOTAL		***2 449 101 053 141***	***2 178 741 053 725***	***-11,04%***	***-74 797 810 748***	***-55 785 104 235*** -

SECTEUR TOURISME ET HOTELLERIE

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	SODERTOUR-LAS	4 503 517 673	4 955 161 352	*10,03%*	637 117 398	1 535 851 349	*141,06%*
2	SPDC	14 472 480 460	20 101 446 629	*38,89%*	852 250 097	3 051 590 164	*258,06%*
	TOTAL	***18 975 998 133***	***25 056 607 981***	***32,04%***	***1 489 367 495***	***4 587 441 513***	***208,01%***

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	CI-ENGINEERING	1 144 262 573	670 028 426	-41,44%	13 794 648	-841 112 348	-
2	FODI	-	330 824 682	-	-	30 246 747	-
3	I2T	191 977 485	201 745 424	*5,09%*	-511 248 992	-464 822 359	-
4	IPS (WA)	2 597 520 897	2 761 782 217	*6,32%*	1 467 694 976	1 323 949 038	*-9,79%*
	TOTAL	***3 933 760 955***	***3 964 380 749***	***0,78%***	***970 240 632***	***48 261 078***	***-95,03%***

SECTEUR TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS

N°	SOCIETES	CA 2014	CA 2015	var. (%)	RN 2014	RN 2015	var. (%)
1	AERIA	18 615 154 877	21 172 707 322	*13,74%*	572 231 814	2 880 024 172	*403,30%*
2	AGEROUTE	3 264 287 326	4 090 615 085	*25,31%*	58 693 771	50 167 790	*-14,53%*
3	AIR CÔTE D'IVOIRE	55 647 126 502	81 557 623 096	*46,56%*	-13 813 172 563	-8 828 757 919	-
4	FER	5 109 881 159	12 325 713 959	*141,21%*	0	0	-
5	OIC	2 588 313 584	2 920 839 582	*12,85%*	200 464 048	417 898 607	*108,47%*
6	PAA	72 478 440 063	79 590 924 596	*9,81%*	10 649 030 253	11 473 491 262	*7,74%*
7	PASP	6 720 245 744	6 851 425 786	*1,95%*	239 755 069	255 339 903	*6,50%*
8	QUIPUX-AFRIQUE	3 273 496 780	11 453 168 688	*249,88%*	-154 582 482	638 605 322	-
9	SIPF	1 017 329 950	1 334 057 297	*31,13%*	-1 159 396 252	-240 839 820	-
10	SITARAIL	33 739 605 396	34 510 632 823	*2,29%*	1 583 249 040	1 153 803 963	-27,12%
11	SOCOPRIM	-	13 222 192 000	-	0	39 272 949	-
12	SODEXAM	5 983 569 139	6 851 342 483	*14,50%*	630 454 034	163 607 232	*-74,05%*
13	SOTRA	27 254 783 598	23 991 303 272	*-11,97%*	227 709 595	-335 003 077	-
	TOTAL	***235 692 234 118***	***299 872 545 989***	***27,23%***	***-965 563 673***	***7 667 610 384***	**-**

TOTAL	*3 799 870 200 794*	*3 711 117 282 403*	*-2,34%*	*-23 407 363 214*	*61 160 666 877*	-

ANNEXE 3 : SOCIETE AYANT REALISE UN RESULTAT NET BENEFICIAIRE EN 2015

ANNEXE 3 : SOCIETE AYANT REALISE UN RESULTAT NET BENEFICIAIRE EN 2015

N°	Sociétés	2014 (en millions FCFA)	2015 (en millions FCFA)	var (en millions FCFA)	var(%)
1	Agbaou Gold Operations SA	*24 884*	*48 189*	*23 305*	*93,66%*
2	CIPREL	*14 890*	*16 539*	*1 650*	*11,08%*
3	SIB	*8 452*	*14 812*	*6 360*	*75,25%*
4	NSIA-BANQUE	*11 224*	*14 296*	*3 072*	*27,37%*
5	SMI	*10 066*	*12 993*	*2 927*	*29,08%*
6	TONGON SA	*7 873*	*12 583*	*4 710*	*59,82%*
7	WFCI	*10 649*	*12 450*	*1 801*	*16,91%*
8	PAA	*10 649*	*11 473*	*824*	*7,74%*
9	CIE	*8 277*	*8 220*	*-58*	*-0,70%*
10	CIT	*10 877*	*6 887*	*-3 990*	*-36,69%*
11	SUCRIVOIRE	*5 876*	*5 867*	*-9*	*-0,15%*
12	BNI	*-1 405*	*3 522*	*4 928*	-
13	NHCI	-	*3 459*	*3 459*	-
14	SODECI	*3 118*	*3 291*	*173*	*5,56%*
15	VIVO ENERGY-CI	*2 962*	*3 266*	*303*	*10,24%*
16	SPDC	*852*	*3 052*	*2 199*	*258,06%*
17	AERIA	*572*	*2 880*	*2 308*	*403,30%*
18	BNETD	*936*	*2 499*	*1 563*	*167,04%*
19	SICOGI	*1 632*	*1 684*	*52*	*3,18%*
20	BRVM	*538*	*1 580*	*1 042*	*193,63%*
21	SODERTOUR-LACS	*637*	*1 536*	*899*	*141,06%*
22	VERSUS BANK	*282*	*1 454*	*1 172*	*415,60%*
23	IPS (WA)	*1 468*	*1 324*	*-144*	*-9,79%*
24	CNRA	*204*	*1 272*	*1 068*	*522,52%*
25	SITARAIL	*1 583*	*1 154*	*-429*	*-27,12%*
26	AGEF	*1 261*	*956*	*-305*	*-24,18%*
27	DCBR	*1 236*	*950*	*-285*	*-23,10%*
28	RTI	*769*	*796*	*27*	*3,47%*
29	QUIPUX-AFRIQUE	*-155*	*639*	*793*	-
30	LONACI-SEM	*123*	*574*	*451*	*365,07%*
31	LBTP	*446*	*470*	*24*	*5,37%*

ANNEXE 3 : SOCIETE AYANT REALISE UN RESULTAT NET BENEFICIAIRE EN 2015					
N°	Sociétés	2014 (en millions FCFA)	2015 (en millions FCFA)	var (en millions FCFA)	var(%)
32	SIFAL	632	425	-207	-32,71%
33	OIC	200	418	217	108,47%
34	SNDI	220	416	196	89,17%
35	SGMT	-44	299	343	-
36	PASP	240	255	16	6,50%
37	SODEXAM	630	164	-467	-74,05%
38	INIE	86	161	75	87,32%
39	MGB	-15	149	164	-
40	GESTOCI	142	129	-13	-8,82%
41	EDIPRESSE	31	80	49	160,38%
42	BHCI	-4 297	70	4 367	-
43	PALMAFRIQUE	110	59	-50	-46,05%
44	INS-SODE	263	59	-204	-77,59%
45	AGEROUTE	59	50	-9	-14,53%
46	SOCOPRIM	-	39	39	-
47	VITIB SA	6	39	33	532,87%
48	FODI	-	30	30	-
49	SIVAC	9	4	-4	-48,57%
	TOTAL	*139 049*	*203 514*	*64 465*	*46,36%*

ANNEXE 4 : SOCIETE AYANT REALISE UN RESULTAT NUL EN 2015

ANNEXE 4 : SOCIETE AYANT REALISE UN RESULTAT NET NUL EN 2015					
N°	Sociétés	2014 (en millions FCFA) Pour mémoire	2015 (en millions FCFA)	var (en millions FCFA)	var(%)
1	*ANANRE*	0	0	0	-
2	*CI-ENERGIES*	0	0	0	-
3	*ONAD*	12 000	0	-12 000	-
4	*FER*	0	0	0	-
	TOTAL	*12 000*	*0*	*-12 000*	-

ANNEXE 5 : SOCIETE AYANT REALISE UN RESULTAT NET DEFICITAIRE EN 2015

N°	Sociétés	2014 (en millions FCFA) Pour mémoire	2015 (en millions FCFA)	var (en millions FCFA)
1	*SIR*	*-110 229*	*-44 899*	*65 330*
2	*PETROCI HOLDING*	*8 528*	*-39 465*	*-47 993*
3	*CNCE*	*-35 188*	*-17 558*	*17 630*
4	*LGL*	*7 854*	*-9 106*	*-16 960*
5	*AIR CÔTE D'IVOIRE*	*-13 813*	*-8 829*	*4 984*
6	*CIDT*	*1 294*	*-5 337*	*-6 630*
7	*CML*	*-922*	*-2 762*	*-1 840*
8	*ANADER*	*282*	*-2 636*	*-2 918*
9	*SODEMI*	*384*	*-2 000*	*-2 385*
10	*SNPECI*	*-111*	*-1 816*	*-1 705*
11	*SN SOSUCO*	*464*	*-1 771*	*-2 236*
12	*PCI*	*-11 555*	*-1 731*	*9 824*
13	*ANSUT*	*-1 833*	*-983*	*849*
14	*CI-ENGINEERING*	*14*	*-841*	*-855*
15	*AIGF*	*-690*	*-512*	*178*
16	*SONITRA*	*-277*	*-470*	*-193*
17	*I2T*	*-511*	*-465*	*46*
18	*FOREMI*	*-377*	*-452*	*-74*
19	*SOTRA*	*228*	*-335*	*-563*
20	*SIPF*	*-1 159*	*-241*	*919*
21	*ONEP*	*-16*	*-93*	*-77*
22	*SODEFOR*	*-431*	*-51*	*380*
	TOTAL	***-158 065***	***-142 353***	***15 712***

ANNEXE 6: SOCIETES AYANT BENEFICIEES DE SUBVENTION EN 2015

SECTEUR AGRO-INDUSTRIE							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	ANADER	*9 400 000 000*	*7 300 000 000*	*203 871 828*	*78 006 451*	*9 603 871 828*	*7 378 006 451*
2	CIDT	*656 461 688*	*373 747 335*	-	*3 290 143 427*	*656 461 688*	*3 663 890 762*
3	CNRA	*4 166 258 505*	*1 656 373 967*	-	-	*4 166 258 505*	*1 656 373 967*
4	SIVAC	*294 597 899*	*231 930 572*	*74 989 557*	*35 072 666*	*369 587 456*	*267 003 238*
5	SODEFOR	*1 641 320 328*	*1 578 647 284*	*2 131 095 937*	-	*3 772 416 265*	*1 578 647 284*
6	TRCI	*95 181 245*	-	-	-	*95 181 245*	-
	TOTAL	***16 253 819 665***	***11 140 699 158***	***2 409 957 322***	***3 403 222 544***	***18 663 776 987***	***14 543 921 702***

SECTEUR EAU ET SALUBRITE							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	ONAD	*855 542 493*	*934 133 943*	*1 157 087 661*	*535 800 680*	*2 012 630 154*	*1 469 934 623*
2	ONEP	*2 130 724 278*	*1 840 254 030*	*1 211 398 146*	*186 830 000*	*3 342 122 424*	*2 027 084 030*
	TOTAL	***2 986 266 771***	***2 774 387 973***	***2 368 485 807***	***722 630 680***	***5 354 752 578***	***3 497 018 653***

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	I2T	*1 028 900 219*	*1 189 475 430*	*8 543 951*	*715 420*	*1 037 444 170*	*1 190 190 850*
	TOTAL	***1 028 900 219***	***1 189 475 430***	***8 543 951***	***715 420***	***1 037 444 170***	***1 190 190 850***

SECTEUR ETUDES ET SERVICES							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	BNETD	*1 739 520 000*	*1 739 520 000*	-	-	*1 739 520 000*	*1 739 520 000*
2	INIE	*790 852 000*	*790 852 000*	*151 000 000*	*2 000 000 000*	*941 852 000*	*2 790 852 000*
3	INS-SODE	*1 402 050 570*	*1 647 081 886*	*34 149 265*	*3 167 095*	*1 436 199 835*	*1 650 248 981*
	TOTAL	***3 932 422 570***	***4 177 453 886***	***185 149 265***	***2 003 167 095***	***4 117 571 835***	***6 180 620 981***

** SE : Subvention d'Exploitation ; ** SI : Subvention d'Investissement ; *** ST : Subvention Totale*

SECTEUR TOURISME ET HOTELLERIE							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	SODERTOUR-LACS	*1 369 261 372*	*5 41 995 909*	*251 659 077*	*1 463 379 805*	*1 620 920 449*	*6 895 375 714*
	TOTAL	***1 369 261 372***	***5 431 995 909***	***251 659 077***	***1 463 379 805***	***1 620 920 449***	***6 895 375 714***

SECTEUR MEDIA ET TIC							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI**-2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	PCI	*1 737 000 000*	*3 507 288 451*	*257981 524*	*1 202 079 408*	*1 994 981 524*	*4 709 367 859*
2	RTI	*7 666 040 233*	*7 363 056 520*	*3 121 420 562*	-	*10 787 460 795*	*7 363 056 520*
3	SNPECI	*105 433 000*	*97 473 945*	-	*79 734 328*	*105 433 000*	*177 208 273*
4	VITIB SA	*305 554 448*	*600 000 000*	-	-	*305 554 448*	*600 000 000*
	TOTAL	***9 814 027 681***	***11 567 818 916***	***3 379 402 086***	***1 281 813 736***	***13 193 429 767***	***12 849 632 652***

SECTEUR MINES							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	SODEMI	-	-	*280 000 000*	*1 273 596 163*	*280 000 000*	*1 273 596 163*
	TOTAL	**-**	**-**	***280 000 000***	***1 273 596 163***	***280 000 000***	***1 273 596 163***

SECTEUR ENERGIES							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	ANARE	*1 614 706 463*	*1 828 800 217*	*176 226 439*	*104 027 525*	*1 790 932 902*	*1 932 827 742*
2	CI-ENERGIES	*10 076 518 805*	*13 284 285 499*	-	-	*10 076 518 805*	*13 284 285 499*
3	GESTOCI	*2 710 346 861*	-	*2 424 146 329*	*6 089 599 365*	*5 134 493 190*	*6 089 599 365*
4	PETROCI HOLDING	*1 226 100*	-	-	-	*1 226 100*	-
5	VIVO ENERGY-CI	-	*518 639 413*	-	-	-	*518 639 413*
	TOTAL	***14 402 798 229***	***15 631 725 129***	***2 600 372 768***	***6 193 626 890***	***17 003 170 997***	***21 825 352 019***

** SE : Subvention d'Exploitation ; ** SI : Subvention d'Investissement ; *** ST : Subvention Totale*

SECTEUR TRANSPORTS ET INFRASRUCTURE DE TRANSPORTS							
N°	SOCIETES	SE* 2014	SE* 2015	SI** 2014	SI** 2015	ST*** 2014	ST*** 2015
1	AGEROUTE	*407 396 951*	*335 503 371*	*159 869 555*	*79 250 982*	*567 266 506*	*414 754 353*
2	AIR COTE D'IVOIRE	*486 722 000*	*2 000 000 000*	-	-	*486 722 000*	*2 000 000 000*
3	PASP	-	-	*950 000 000*	*300 000 000*	*950 000 000*	*300 000 000*
4	FER	*3 050 793 837*	*2 945 898 187*	*462 018 685*	*300 511 645*	*3 512 812 522*	*3 246 409 832*
5	SIPF	*51 102 000*	*42 084 000*	-	-	*51 102 000*	*42 084 000*
6	SITARAIL	*656 766 884*	*662 945 524*	-	-	*656 766 884*	*662 945 524*
7	SOCOPRIM	-	*17 092 568 000*	*3 291 018 264*	-	*3 291 018 264*	*17 092 568 000*
8	SODEXAM	*1 598 433 335*	*1 619 880 000*	*900 120 000*	*3 234 560 890*	*2 498 553 335*	*4 854 440 890*
9	SOTRA	*8 000 000 001*	*9 431 498 809*	-	-	*8 000 000 001*	*9 431 498 809*
	TOTAL	***14 251 215 008***	***34 130 377 891***	***5 763 026 504***	***3 914 323 517***	***20 014 241 512***	***38 044 701 408***

TOTAL	*64 038 711 515*	*86 043 934 292*	*17 246 596 780*	*20 256 475 850*	*81 285 308 295*	*106 300 410 142*

** SE : Subvention d'Exploitation ; ** SI : Subvention d'Investissement ; *** ST : Subvention Totale*

ANNEXE 7 : SOCIETES AYANT DISTRIBUES DES DIVIDENDES A L'ETAT EN 2015 (en millions FCFA)

N°	SOCIETES	Part Etat	RN 2014	Dividende net d'IVRM 2014	Taux de distribution 2014(%)	RN 2015	Dividende net d'IVRM 2015	Taux de distribution 2015(%)
1	CI CITELCOM	48,47%	10 877	6 398	121,36	6 887	2 218	66,45
2	CIPREL	14,70%	14 890	645	29,46	16 539	1 256	51,64
3	CIE	15%	8 277	1 118	90,04	8 220	1 109	89,98
4	WEBB FONTAINE	8%	10 649	1 102	129,31	12 450	876	88,00
5	SUCRIVOIRE	23%	5 876	811	59,99	5 867	811	60,08
6	NSIA BANQUE	10%	11 224	836	74,48	14 296	802	56,10
7	AGBAOU GOLD	10%	24 884	-	-	48 189	528	10,96
8	LONACI	80%	123	70	71,26	574	211	45,97
9	SMI	10%	10 066	352	34,97	12 993	176	13,55
10	IPS WA	15%	1 468	132	59,96	1 324	132	66,47
11	SODECI	3,25%	3 118	89	88,33	3 291	95	88,60
12	AERIA	10%	572	50	87,23	2 880	75	25,97
13	PETROCI	100%	8 528	5 280	61,91	-39 465	-	-
14	SODEMI	100%	384	44	11,45	-2 000	-	-
	TOTAL		110 936	16 927	57,47	92 045	8 289	59,60

ANNEXE 8 : REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITES

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITES												
Secteurs (millions FCFA)	***Agro-industrie***	***Autres Industries***	***Banque & Services Fin***	***Construction et Habitat***	***Eau & Salubrité***	***Energies***	***Etudes & Services***	***Media & TIC***	***Mines***	***Tourisme & Hôtellerie***	***Transport & Infrastructure***	***Total***
Chiffres d'affaires 2015	*108 952*	*3 964*	*143 150*	*34 405*	*90 714*	*2 178 741*	*114 556*	*246 475*	*465 231*	*25 057*	*299 873*	*3 711 117*
ratio*(%)	*2,94*	*0,11*	*3,86*	*0,93*	*2,44*	*58,71*	*3,09*	*6,64*	*12,54*	*0,68*	*8,08*	*100*
Chiffres d'affaires 2014	*150 438*	*3 934*	*128 831*	*23 879*	*83 327*	*2 449 101*	*96 324*	*237 154*	*372 213*	*18 976*	*235 692*	*3 799 870*
ratio*(%)	*3,96*	*0,10*	*3,39*	*0,63*	*2,19*	*64,54*	*2,53*	*6,24*	*9,80*	*0,50*	*6,20*	*100*
Variation 2015/2014	*-41 486*	*31*	*14 319*	*10 525*	*7 387*	*-270 360*	*18 232*	*9 320*	*93 018*	*6 081*	*64 180*	*-88 753*

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 9 : REPARTITION DU RESULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITES

RESULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITES												
Secteurs (millions FCFA)	***Agro-industrie***	***Autres Industrie***	***Banque & Finances***	***Construction & Habitat***	***Eau & Salubrité***	***Energies***	***Etudes & Services***	***Media & TIC***	***Mines***	***Tourisme & Hôtellerie***	***Transport & Infrastructure.***	***Total***
Résultats nets 2015	*-2 592*	*48*	*19 127*	*2 939*	*3 198*	*-55 785*	*15 892*	*3 175*	*62 904*	*4 587*	*7 668*	*61 161*
Résultats nets 2014	*4 469*	*970*	*-19 158*	*3 018*	*2 103*	*-74 798*	*12 043*	*-2 339*	*49 761*	*1 489*	*-966*	*-23 407*
Variation (millions FCFA)	*-7 061*	*-922*	*3 8285*	*-79*	*1 095*	*19 013*	*3 849*	*5 514*	*13 143*	*3 098*	*8 633*	*84 568*
Variation 2015/2014 (%)	*-*	*-95,03*	*-*	*-2,62*	*52,06*	*-*	*31,96*	*-*	*26,41*	*208,01*	*-*	*-*